

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

REQUÊTE

INTRODUCTIVE D'INSTANCE

enregistrée au Greffe de la Cour
le 28 avril 2011

DEMANDE EN INTERPRÉTATION DE L'ARRÊT
DU 15 JUIN 1962 EN L'AFFAIRE DU
TEMPLE DE PRÉAH VIHÉAR (CAMBODGE c. THAÏLANDE)

(CAMBODGE c. THAÏLANDE)

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

APPLICATION

INSTITUTING PROCEEDINGS

filed in the Registry of the Court
on 28 April 2011

REQUEST FOR INTERPRETATION OF THE JUDGMENT
OF 15 JUNE 1962 IN THE CASE CONCERNING THE
TEMPLE OF PREAH VIHEAR (CAMBODIA v. THAILAND)

(CAMBODIA v. THAILAND)

2011
Rôle général
n° 151

I. L'AGENT DU ROYAUME DU CAMBODGE
AU GREFFIER DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Phnom Penh, le 20 avril 2011.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal du Cambodge a désigné :

- M. Hor Namhong, vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, comme agent;
- M. Var Kimhong, ministre d'Etat, comme agent adjoint,

dans la requête portant sur la demande en interprétation de l'arrêt de la CIJ en date du 15 juin 1962 dans l'affaire du *Temple de Préah Vihéar*.

J'ai en outre l'honneur, en vous informant de cette désignation, de vous transmettre la requête portant sur la demande en interprétation susmentionnée.

L'agent du Royaume du Cambodge,
(Signé) HOR Namhong.

I. THE AGENT OF THE KINGDOM OF CAMBODIA
TO THE REGISTRAR OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

[Translation]

Phnom Penh, 20 April 2011.

I have the honour to inform you that the Royal Government of Cambodia has appointed:

- Mr. Hor Namhong, Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs and International Cooperation of Cambodia, as Agent, and,
- Mr. Var Kimhong, Minister of State, as Deputy Agent,

in respect of the Application requesting interpretation of the Judgment rendered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear*.

While informing you of these appointments, I also have the honour to transmit to you the above-mentioned Application.

(Signed) HOR Namhong,
Agent of the Kingdom of Cambodia.

II. L'AGENT DU ROYAUME DU CAMBODGE
AU GREFFIER DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Phnom Penh, le 20 avril 2011.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, d'ordre de mon gouvernement, que le Royaume du Cambodge soumet à la Cour, en vertu de l'article 60 de son Statut et de l'article 98 de son Règlement, une requête en interprétation de son arrêt du 15 juin 1962 dans l'affaire du *Temple de Préah Vihéar* opposant le Royaume du Cambodge au Royaume de Thaïlande.

L'interprétation demandée, objet de la présente requête, est précisée dans la conclusion soumise ci-dessous, après l'exposé des raisons de fait et de droit qui la justifient.

L'agent du Royaume du Cambodge,
(Signé) HOR Namhong.

II. THE AGENT OF THE KINGDOM OF CAMBODIA
TO THE REGISTRAR OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

[Translation]

Phnom Penh, 20 April 2011.

I have the honour to inform you, on the instructions of my Government, that the Kingdom of Cambodia is submitting to the Court, pursuant to Article 60 of its Statute and Article 98 of the Rules of Court, an Application requesting interpretation of the Judgment rendered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear* between the Kingdom of Cambodia and the Kingdom of Thailand.

The interpretation requested is set forth at the end of the Application, following the statement of facts and legal grounds.

(Signed) HOR Namhong,
Agent of the Kingdom of Cambodia.

III. REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

1. En vertu de l'article 60 du Statut de la Cour internationale de Justice, et de l'article 98 de son Règlement, le Royaume du Cambodge (ci-après «le Cambodge») soumet à la Cour une demande en interprétation de son arrêt du 15 juin 1962 (*C.I.J. Recueil 1962*, p. 6), dans lequel elle tranchait au fond l'affaire du *Temple de Préah Vihéar* opposant le Cambodge au Royaume de Thaïlande (ci-après «la Thaïlande»). Le Cambodge explique ci-dessous les questions au sujet desquelles il souhaite une interprétation par la Cour de son arrêt du 15 juin 1962 (ci-après «l'arrêt de 1962»), ainsi que les raisons pour lesquelles il souhaite une telle interprétation.

2. Le Cambodge indiquera successivement: les points sur lesquels les deux Etats sont en désaccord à propos de l'interprétation de l'arrêt de 1962 (par. 5-6); les faits qui motivent la requête ici présentée devant la Cour (I, par. 7-20); l'existence et les caractéristiques du différend sur l'interprétation de l'arrêt (II, par. 21-25); la compétence de la Cour internationale de Justice pour connaître de cette requête (III, par. 26-35); l'interprétation que le Cambodge fait de l'arrêt de 1962 (IV, par. 36-43) et la demande en interprétation elle-même (V, par. 44-45). Quelques précisions liminaires s'imposent néanmoins.

*
* * *

3. Il doit tout d'abord être rappelé que le différend entre le Cambodge et la Thaïlande soumis à la Cour en 1959 était centré sur la question de la souveraineté dans la région du territoire cambodgien où se trouvent les ruines du temple de Préah Vihéar (ci-après «le Temple»). La Thaïlande ayant soulevé des objections à la compétence de la Cour, celle-ci a rejeté, par son arrêt du 26 mai 1961 (*C.I.J. Recueil 1961*, p. 17) (ci-après «l'arrêt de 1961»), ces exceptions.

4. Dans son arrêt de 1961, la Cour a décidé que la déclaration en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour faite par la Thaïlande constituait une déclaration impliquant la compétence obligatoire de la Cour en l'espèce, que les termes de cette déclaration couvraient bien le différend qui lui était soumis, et que la nature du différend était, selon les termes utilisés par la Cour elle-même:

«Dans la présente affaire, le Cambodge invoque la violation par la Thaïlande de la souveraineté territoriale du Cambodge sur la région du temple de Préah Vihéar et ses environs. La Thaïlande répond en affirmant que ce territoire est situé du côté thaïlandais de la frontière commune entre les deux pays et qu'il relève de la souveraineté thaïlandaise. Il s'agit là d'un différend portant sur la souveraineté territoriale...» (Arrêt de 1961, p. 22.)

Dans son arrêt de 1962, la Cour réitère cette affirmation, dans les termes suivants:

«L'objet du différend soumis à la Cour est donc limité à une contestation relative à la souveraineté dans la région du temple de Préah Vihéar. Pour trancher cette question de souveraineté territoriale, la Cour devra faire état de la frontière entre les deux Etats dans ce secteur...» (Arrêt de 1962, p. 14.)

III. APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS

[Translation]

1. Pursuant to Article 60 of the Statute of the International Court of Justice and Article 98 of the Rules of Court, the Kingdom of Cambodia (hereinafter “Cambodia”) is submitting to the Court a request for interpretation of its Judgment of 15 June 1962 (*I.C.J. Reports 1962*, p. 6) in which it decided the merits of the *Temple of Preah Vihear* case between Cambodia and the Kingdom of Thailand (hereinafter “Thailand”). Cambodia explains below the questions on which it is seeking an interpretation by the Court of its Judgment of 15 June 1962 (hereinafter “the 1962 Judgment”), as well as the reasons why it is requesting such an interpretation.

2. Cambodia will indicate in turn: the points on which the two States are in disagreement as regards the interpretation of the 1962 Judgment (paras. 5-6); the facts which justify the Application submitted to the Court (I, paras. 7-20); the existence and characteristics of the dispute over the interpretation of the Judgment (II, paras. 21-25); the jurisdiction of the International Court of Justice to entertain this Application (III, paras. 26-35); Cambodia’s interpretation of the 1962 Judgment (IV, paras. 36-43); and the request for interpretation itself (V, paras. 44-45). A number of preliminary remarks are nonetheless required.

*
* *
*

3. It must be recalled first of all that the dispute between Cambodia and Thailand submitted to the Court in 1959 was centred on the question of sovereignty in the area of Cambodian territory where the ruins of the Temple of Preah Vihear are situated (hereinafter “the Temple”). Thailand raised objections to the jurisdiction of the Court, which were rejected in the latter’s Judgment of 26 May 1961 (*I.C.J. Reports 1961*, p. 17) (hereinafter “the 1961 Judgment”).

4. In its 1961 Judgment, the Court decided that the declaration made by Thailand under Article 36, paragraph 2, of the Court’s Statute was a declaration entailing the compulsory jurisdiction of the Court in the proceedings; that the terms of that declaration did indeed cover the dispute brought before it; and that the nature of the dispute was as follows, according to the terms used by the Court itself:

“In the present case, Cambodia alleges a violation on the part of Thailand of Cambodia’s territorial sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear and its precincts. Thailand replies by affirming that the area in question lies on the Thai side of the common frontier between the two countries, and is under the sovereignty of Thailand. This is a dispute about territorial sovereignty . . .” (1961 Judgment, p. 22.)

In its 1962 Judgment, the Court reiterated this statement, in the following terms:

“Accordingly, the subject of the dispute submitted to the Court is confined to a difference of view about sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear. To decide this question of territorial sovereignty, the Court must have regard to the frontier line between the two States in this sector.” (1962 Judgment, p. 14.)

Une très grande partie de l'arrêt de 1962 fut donc consacrée par la Cour à la recherche de la ligne qui devait constituer la frontière entre les deux Etats dans la zone du Temple. C'est à la suite de cette recherche qu'elle en a déduit que le Temple se trouve en territoire cambodgien.

*
* * *

5. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 98 du Règlement de la Cour selon lequel la partie requérante doit indiquer avec précision le point ou les points sur lesquels il y a un désaccord sur le sens et la portée d'un arrêt, il s'avère que les deux Etats sont en désaccord, pour le moins, sur les points suivants, à savoir:

- 1) selon le Cambodge, l'arrêt se base sur l'existence préalable d'une frontière internationale déterminée et reconnue entre les deux Etats;
- 2) selon le Cambodge, cette frontière est définie par la carte à laquelle se réfère la Cour à la page 21 de son arrêt, «désignée en la présente affaire (ainsi qu'elle le sera ci-après) comme la carte de l'annexe I», carte qui permet à la Cour de constater que la souveraineté du Cambodge sur le Temple est une conséquence directe et automatique de la souveraineté sur le territoire sur lequel se trouve le Temple (pour mémoire, la carte de l'annexe I, ainsi que la carte de la Cour présentant un agrandissement de la zone du Temple, sont jointes — annexes cartographiques 1 et 2);
- 3) selon l'arrêt, la Thaïlande est tenue de retirer son personnel militaire et autre des environs du Temple sur le territoire du Cambodge. Selon le Cambodge, cette obligation est énoncée d'une manière générale et continue comme découlant des affirmations concernant la souveraineté territoriale cambodgienne reconnue par la Cour dans cette région.

La Thaïlande est en désaccord sur tous ces points.

6. Dans l'exposé qui suit, le Cambodge démontrera, à la lumière de la documentation réunie, l'existence des désaccords cités *supra*, et démontrera ainsi, selon ce qui est exigé par la jurisprudence de la Cour, que ces désaccords constituent bien un différend sur le sens et/ou la portée de l'arrêt de 1962.

I. EXPOSÉ DES FAITS ABOUTISSANT AU DIFFÉREND ACTUEL

7. Pour bien comprendre le contexte de l'arrêt du 15 juin 1962, il est nécessaire de revenir brièvement sur le cadre historique de ce différend, avant d'évoquer plus spécifiquement les aspects récents qui ont provoqué la présente requête.

A. Le cadre historique du différend entre le Cambodge et la Thaïlande

8. Le Cambodge souhaite rappeler tout d'abord que l'affaire qui a été portée devant la Cour en 1959 avait été provoquée par l'occupation des troupes militaires thaïlandaises en territoire cambodgien dans la région du Temple depuis 1954. Aujourd'hui, la question reste celle de la violation de la souveraineté du Cambodge par des incursions et la présence de troupes militaires thaïlandaises dans la région du Temple et ses environs.

9. L'intégralité des faits qui sous-tendent le différend entre les deux Etats sur le Temple, tels qu'établis par la Cour, sont rappelés avec une grande précision aux

A great deal of the 1962 Judgment was therefore devoted by the Court to establishing the line that was to constitute the frontier between the two States in the area of the Temple. Having established that line, the Court concluded that the Temple is situated in Cambodian territory.

*
* * *

5. In accordance with the provisions of Article 98, paragraph 2, of the Rules of Court, whereby the requesting party must indicate the precise point or points in dispute as to the meaning or scope of a judgment, it transpires that the two States are in disagreement on the following points at least, namely:

- (1) according to Cambodia, the Judgment is based on the prior existence of an international boundary established and recognized by both States;
- (2) according to Cambodia, that boundary is defined by the map to which the Court refers on page 21 of its Judgment, which "has become known in the case (and will be referred to herein) as the Annex I map", a map which enables the Court to find that Cambodia's sovereignty over the Temple is a direct and automatic consequence of its sovereignty over the territory on which the Temple is situated (for convenience, the Annex I map and the Court's map showing an enlargement of the area of the Temple are attached as Cartographic Annexes 1 and 2);
- (3) according to the Judgment, Thailand is under an obligation to withdraw any military or other personnel from the vicinity of the Temple on Cambodian territory. Cambodia believes that this is a general and continuing obligation deriving from the statements concerning Cambodia's territorial sovereignty recognized by the Court in that region.

Thailand disagrees with all of these points.

6. In the statement which follows, Cambodia will demonstrate, in the light of the documentation it has assembled, the existence of the disagreements referred to *supra*, as well as showing, as is required by the jurisprudence of the Court, that those disagreements do indeed constitute a dispute as to the meaning and/or scope of the 1962 Judgment.

I. STATEMENT OF THE FACTS LEADING TO THE PRESENT DISPUTE

7. In order to understand properly the context of the Judgment of 15 June 1962, it is necessary to recall briefly the historical background to this dispute, and then to mention more specifically those recent aspects which have given rise to this Application.

A. The Historical Background to the Dispute between Cambodia and Thailand

8. Cambodia wishes to point out firstly that the case which it brought before the Court in 1959 was provoked by the occupation, since 1954, of Cambodian territory in the area of the Temple by Thai military forces. Today, the question remains that of the violation of Cambodia's sovereignty by incursions and the presence of Thai military forces in the area of the Temple and its vicinity.

9. All the facts underlying the dispute between the two States over the Temple, as established by the Court, are set forth with great clarity on pages 15 to 32 of its

pages 15 à 32 de son arrêt de 1962. Présentement, il est uniquement nécessaire de rappeler que la soumission par le Cambodge de ce différend à la Cour avait été précédée par une occupation de la zone du Temple par des forces armées thaïlandaises que la Thaïlande avait toujours refusé — et refuse toujours — de retirer, en dépit des demandes répétées dans ce sens par le Gouvernement du Cambodge. La requête introductive d'instance du Cambodge de 1959, ainsi que ses mémoires et réplique, avaient par conséquent demandé à la Cour de dire et de juger :

- « 1) que le Royaume de Thaïlande devra retirer les éléments de forces armées qu'il a installés depuis 1954 dans les ruines du temple de Préah Vihéar ;
- 2) que la souveraineté territoriale sur le temple de Préah Vihéar appartient au Royaume du Cambodge » (arrêt de 1962, p. 10).

A l'inverse, la Thaïlande demandait à la Cour de dire et juger que le Temple était « en territoire thaïlandais » (*ibid.*, p. 10).

10. Comme ceci fut rappelé ci-dessus, la majeure partie de l'arrêt de 1962 fut strictement consacrée à la recherche par la Cour de la ligne qui devait constituer la frontière entre les deux Etats dans la zone en question. Une fois celle-ci reconnue par la Cour, le dispositif de l'arrêt fut en conséquence rédigé sous la forme suivante. La Cour :

« dit que le temple de Préah Vihéar est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge ;
dit en conséquence ... que la Thaïlande est tenue de retirer tous les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens qu'elle a installés dans le temple ou dans ses environs situés en territoire cambodgien ; ... [et] ... que la Thaïlande est tenue de restituer au Cambodge tous objets des catégories spécifiées dans la cinquième conclusion du Cambodge qui, depuis la date de l'occupation du temple par la Thaïlande en 1954, auraient pu être enlevés du temple ou de la zone du temple par les autorités thaïlandaises » (*ibid.*, p. 36-37 ; les italiques sont de nous).

*
* * *

11. Il ne semble pas opportun, dans le contexte de la présente requête, de revenir sur la longue et complexe histoire des relations entre les deux Etats durant cette période, aussi loin que la question de la frontière s'est posée, que ce soit en général ou dans la région du temple de Préah Vihéar spécifiquement visée par l'arrêt de 1962. Le Cambodge ne mentionne donc que les faits pertinents pour la présente procédure devant la Cour. Cependant, le Cambodge souhaite rappeler qu'aucun fait postérieur à l'arrêt ne peut avoir pour effet de modifier ni l'arrêt, ni ses conséquences juridiques. Le Cambodge cite ces faits uniquement pour indiquer à la Cour le contexte dans lequel la requête est ici présentée.

12. A la suite du prononcé de l'arrêt de la Cour en 1962, la Thaïlande va d'abord réagir vivement puisque de nombreux accrochages vont avoir lieu en juillet et août 1962. La réaction officielle de la Thaïlande a lieu le 6 juillet 1962 par le biais d'une lettre envoyée par le ministre des affaires étrangères thaïlandais au Secrétaire général des Nations Unies (voir lettre — annexe 1) reflétant un communiqué du gouvernement royal. La Thaïlande estime alors que l'arrêt rendu par la Cour serait contraire aux « principes of law and justice », mais elle indique qu'elle satisfera aux obligations découlant de l'arrêt conformément à l'article 94 de la Charte des Nations Unies, tout en réservant tout droit que la Thaïlande a ou pourrait avoir à l'avenir de « to recover the Temple of Phra Viharn [nom donné au

1962 Judgment. At the present time, it is only necessary to recall that Cambodia's submission of that dispute to the Court had been preceded by an occupation of the area of the Temple by Thai armed forces, which Thailand had persistently refused — and still refuses — to withdraw, in spite of repeated requests to that effect by the Government of Cambodia. Cambodia's 1959 Application instituting proceedings, as well as its Memorial and Reply, therefore asked the Court to adjudge and declare:

- “(1) that the Kingdom of Thailand is under an obligation to withdraw the detachments of armed forces it has stationed since 1954 in the ruins of the Temple of Preah Vihear;
- (2) that the territorial sovereignty over the Temple of Preah Vihear belongs to the Kingdom of Cambodia” (1962 Judgment, p. 10).

Conversely, Thailand asked the Court to adjudge and declare that the Temple was “in Thai territory” (*ibid.*, p. 10).

10. As recalled above, the greater part of the 1962 Judgment was strictly devoted to the establishment by the Court of the line that was to constitute the frontier between the two States in the area in question. Once this had been recognized by the Court, the operative clause of the Judgment consequently read as follows. The Court:

“*finds* that the Temple of Preah Vihear is situated in territory under the sovereignty of Cambodia;
finds in consequence . . . that Thailand is under an obligation to withdraw any military or police forces, or other guards or keepers, stationed by her at the Temple, or in its vicinity on Cambodian territory; [and] . . . that Thailand is under an obligation to restore to Cambodia any objects of the kind specified in Cambodia's fifth Submission which may, since the date of the occupation of the Temple by Thailand in 1954, have been removed from the Temple or the Temple area by the Thai authorities” (*ibid.*, pp. 36-37; emphasis added).

*
* * *

11. It does not seem appropriate, in the context of this Application, to go back over the long and complex history of the relations between the two States during this period, to the point when the frontier question arose, whether in general or in the area of the Temple of Preah Vihear that was referred to specifically in the 1962 Judgment. Cambodia is therefore only mentioning the facts that are relevant for the present proceedings before the Court. However, Cambodia wishes to recall that no fact subsequent to the Judgment can have the effect of modifying either the Judgment or its legal consequences. Cambodia is citing these facts solely in order to indicate to the Court the context in which the Application is now being presented.

12. Following the rendering of the Court's Judgment in 1962, Thailand was to react sharply, with several skirmishes taking place in July and August 1962. Thailand's official reaction came on 6 July 1962 in the form of a letter sent by the Thai Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the United Nations (see Annex 1), reflecting a communiqué issued by the Government. Thailand took the view that the Judgment rendered by the Court was contrary to the “principles of law and justice”, but stated that it would honour the obligations incumbent upon it under the Judgment, pursuant to Article 94 of the United Nations Charter, while desiring to make a reservation regarding whatever rights Thailand has, or may have in future, “to recover the Temple of Phra Viharn [the name given to the Temple by

Temple par la Thaïlande] ... and to register a protest against the decision of the International Court of Justice awarding the Temple of Phra Viharn to Cambodia».

Après 1962, et jusqu'aux événements consécutifs au processus d'inscription du Temple sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco en 2007, il n'y aura pas de revendications officielles de la Thaïlande dans la zone du Temple aujourd'hui revendiquée par cet Etat (sur ces revendications, voir paragraphe 25 *infra*). Tout ce qui se déroulera de nouveau à partir de 2008 n'est, consécutivement, que l'illustration par la Thaïlande de l'impossibilité de recouvrer la souveraineté sur le Temple tout en interprétant l'arrêt d'une manière qui lui permette de minimiser celui-ci, en neutralisant sa portée réelle sur le terrain dans la zone du temple de Préah Vihéar.

B. Les événements récents qui motivent la présente requête du Cambodge

13. Les principales étapes initiées par le Cambodge pour régler d'une manière bilatérale les questions pendantes vont être désormais décrites. Ces démarches, dont certaines sont toujours en cours, n'ont pas été couronnées de succès, et n'ont pas permis de parvenir à une interprétation commune de l'arrêt de 1962. Cette mésentente est devenue l'objet d'un différend entre les deux Etats, à tel point que la période récente a été marquée par une profonde détérioration des relations entre les deux Etats dont on peut situer l'origine lors du début des discussions dans le cadre de l'Unesco à propos de l'inscription du Temple sur la liste du Patrimoine mondial.

14. Le Temple a été inscrit par l'Unesco sur la liste des sites du Patrimoine mondial le 7 juillet 2008 en dépit d'une forte opposition de la Thaïlande. Dès le 15 juillet 2008, de nombreux soldats thaïlandais ont franchi la frontière et occupé une zone du territoire cambodgien près du Temple sur le site de la pagode Keo Sikha Kiri Svava (voir lettre de l'ambassadeur et représentant permanent du Cambodge auprès des Nations Unies au président du Conseil de sécurité en date du 19 juillet 2008 — annexe 2). Cette pagode fut construite par le Cambodge en 1998 et n'avait donné lieu, jusqu'alors, à aucune protestation thaïlandaise, alors que la Thaïlande ne pouvait en ignorer l'existence. Il apparaît, à partir de cet événement, que la Thaïlande revendique cette zone comme étant son territoire souverain en se basant sur une carte qu'elle produit elle-même (voir annexes cartographiques 3 et 4). Alors que cette carte reprend en général la ligne de partage des eaux selon l'ancienne revendication de la Thaïlande écartée par la Cour en 1962, il n'y a pas de doute que, aussi loin que le Cambodge soit concerné, cette carte n'est pas le résultat d'une quelconque discussion entre le Cambodge et la Thaïlande. Quelle que soit la date de sa mise en circulation, la première fois, à la connaissance du Cambodge, que cette carte a été officiellement présentée par la Thaïlande comme représentant ses revendications territoriales fut lorsqu'elle a été annexée à un «aide-mémoire» du 17 mai 2007 du premier ministre thaïlandais protestant contre le projet cambodgien de zonage décrit par le décret royal du 10 novembre 2006 dans le cadre du projet de classement du Temple sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. Cet «aide-mémoire» a été lui-même annexé à une lettre du premier ministre thaïlandais du 18 juillet 2008 en réponse à une note du premier ministre cambodgien du 17 juillet 2008 (voir lettre — annexe 3).

15. Il ne paraît pas nécessaire, dans le contexte de la présente requête en interprétation, d'analyser en détail la série de protestations thaïlandaises précitée dont l'objectif semble être d'avoir voulu influencer sur la décision à prendre par l'Unesco. Il suffit de rappeler que, avant 2007, le socle des protestations thaïlandaises ne concernait pas une revendication territoriale thaïlandaise, mais concernait simplement l'affirmation selon laquelle les démarches du Cambodge auprès de l'Unesco et sur le terrain seraient une violation des dispositions de l'accord bilatéral contenues dans le *Memorandum of Understanding* du 14 juin 2000 (ci-après MoU, voir para-

Thailand] . . . , and to register a protest against the decision of the International Court of Justice awarding the Temple of Phra Viharn to Cambodia”.

After 1962, and until the events following the process of including the Temple on UNESCO’s list of World Heritage sites in 2007, no official claims were made by Thailand in the area of the Temple which is now claimed by that State (on these claims, see paragraph 25 *infra*). Everything which has reoccurred since 2008 is thus no more than Thailand demonstrating the impossibility of it recovering sovereignty over the Temple, while interpreting the Judgment in a way which allows it to play the latter down, neutralizing its true significance on the ground in the area of the Temple of Preah Vihear.

B. The Recent Events Which Justify Cambodia’s Present Application

13. The principal steps initiated by Cambodia to settle the outstanding issues on a bilateral basis will now be described. These endeavours, some of which are still ongoing, have been unsuccessful and have not made it possible to achieve a joint interpretation of the 1962 Judgment. This disagreement has become the subject of a dispute between the two States, to the extent that the recent period has been marked by a serious deterioration in relations between them, the origin of which may be found in the opening of discussions within UNESCO to have the Temple declared a World Heritage site.

14. The Temple was included on the list of World Heritage sites by UNESCO on 7 July 2008, despite strong opposition from Thailand. As from 15 July 2008, large numbers of Thai soldiers crossed the border and occupied an area of Cambodian territory near the Temple, on the site of the Keo Sikha Kiri Svava Pagoda (see the letter to the President of the Security Council from the Ambassador and Permanent Representative of Cambodia to the United Nations dated 19 July 2008 — Annex 2). This Pagoda was built by Cambodia in 1998 and had not previously given rise to any protest from Thailand, which could not have been unaware of its existence. It would appear, from this event, that Thailand claims this area as its sovereign territory, on the basis of a map which it produced itself (see Cartographic Annexes 3 and 4). Whereas this map generally adopts the watershed line according to Thailand’s earlier claim that was rejected by the Court in 1962, there is no doubt that, as far as Cambodia is concerned, it is not the result of any form of discussion between Cambodia and Thailand. Whatever the date of its circulation, the first time that this map was officially presented by Thailand as representing its territorial claims, as far as Cambodia is aware, was when it was annexed to an “Aide-Mémoire” of 17 May 2007 from the Thai Prime Minister, protesting at Cambodia’s zoning plan set forth in the Royal Decree of 10 November 2006 as part of the proposal to declare the Temple a UNESCO World Heritage site. This “Aide-Mémoire” was itself attached to a letter from the Thai Prime Minister of 18 July 2008 replying to a Note from the Cambodian Prime Minister of 17 July 2008 (see letter, Annex 3).

15. It does not seem necessary, in the context of this Application requesting interpretation, to analyse in detail the above-mentioned series of protests by Thailand, the purpose of which appears to have been to seek to influence the decision taken by UNESCO. It is sufficient to recall that, prior to 2007, the basis for Thailand’s protests did not involve a territorial claim, but simply the assertion that the steps taken by Cambodia vis-à-vis UNESCO and on the ground were a violation of the provisions of the bilateral agreement contained in the Memorandum of Understanding of 14 June 2000 (hereinafter “the MoU” — see paragraphs 18 and 19,

graphes 18 et 19 *infra*), selon lequel les deux Etats doivent travailler en commun. Ce n'est donc qu'à partir de 2007, lors des démarches pour l'inscription du temple de Préah Vihéar sur la liste du Patrimoine mondial, que la question d'une revendication territoriale de la part de la Thaïlande émerge, illustrée par la carte unilatérale produite par cet Etat qui transcrit son interprétation de l'arrêt de 1962.

16. C'est sans doute la lettre de l'ambassadeur et représentant permanent de la Thaïlande auprès des Nations Unies au président du Conseil de sécurité en date du 21 juillet 2008 (voir lettre — annexe 4), c'est-à-dire immédiatement après les incidents graves du 15 juillet 2008, qui résume et symbolise le mieux l'interprétation faite par la Thaïlande de l'arrêt de 1962, et les revendications réelles y afférentes.

Dans cette lettre, la Thaïlande affirme qu'elle applique complètement l'arrêt de la Cour de 1962, et que l'emplacement de la pagode que cet Etat a occupé le 15 juillet 2008 fait partie du territoire thaïlandais. La lettre affirme en outre que, selon la Thaïlande, le Cambodge a une «unilateral understanding» de l'arrêt de 1962, et qu'elle-même en a une autre compréhension.

Toujours dans cette lettre, la Thaïlande affirme *primo* que seule «the region of the Temple» est visée, *secundo* que la frontière «in the area adjacent to the Temple» doit encore être définie, et *tertio* que la Joint Boundary Commission prévue par le MoU doit y procéder.

Enfin, cette lettre s'accompagne d'une annexe («Fact Sheet») très révélatrice de l'interprétation faite par la Thaïlande car se présentant comme un argumentaire juridique de la position de la Thaïlande sur la question du temple de Préah Vihéar et, consécutivement, sur le sens et la portée de l'arrêt de 1962. L'annexe réaffirme une nouvelle fois l'application par la Thaïlande de l'arrêt de 1962 («due implementation») et évoque les travaux de la Joint Boundary Commission issue du MoU comme étant «ongoing», alors que les travaux de cette commission sont restés au point mort pour la zone en litige (voir paragraphes 18 et 19 *infra*). Selon la Thaïlande, en 1962, la Cour: «did not in any case determine the location of the boundary between Cambodia and Thailand».

Tout au contraire, comme le Cambodge le démontrera ci-après, la Cour a bien confirmé et validé cette frontière sur la base de la carte de l'annexe I dans ses motifs essentiels de manière à rendre sa décision.

Il faut également remarquer que ce «Fact Sheet» fausse totalement le sens d'une citation significative. Ainsi, la Thaïlande cite le passage incomplet suivant de l'arrêt de 1962 (d'ailleurs sans référence incluse):

«[La Cour n'aurait pas déterminé la frontière car c'était] inutile d'examiner si, à Préah Vihéar, la frontière de la carte correspond bien à la véritable ligne de partage des eaux dans ces parages, si elle y correspondait en 1904-1908 ou, dans le cas contraire, quel est le tracé exact de la ligne de partage des eaux.»

En réalité, la référence complète est la suivante:

«La mention de la ligne de partage des eaux à l'article I^{er} de la convention de 1904 n'était en soi rien de plus qu'une façon évidente et commode de décrire la frontière objectivement quoiqu'en termes généraux. Mais rien ne permet de penser que les Parties aient attaché une importance particulière à la ligne de partage des eaux en soi, au regard de l'importance primordiale que présente, dans l'intérêt d'une solution définitive, l'adhésion à la frontière de la carte telle qu'elle a pu être déterminée et telle qu'elle a été acceptée par les Parties. La Cour s'estime donc tenue, du point de vue de l'interprétation des traités, de se prononcer en faveur de la frontière indiquée sur la carte pour la zone litigieuse.

*
* *
*

infra), under which the two States were required to work together. It was therefore only from 2007, when steps were taken to have the Temple of Preah Vihear declared a World Heritage site, that the issue of a territorial claim by Thailand emerged, as illustrated by the unilateral map produced by that State which transcribes its interpretation of the 1962 Judgment.

16. The letter to the President of the Security Council from the Ambassador and Permanent Representative of Thailand to the United Nations dated 21 July 2008 (see Annex 4), that is, immediately after the serious incidents of 15 July 2008, probably best sums up and symbolizes Thailand's interpretation of the 1962 Judgment, and the real claims in relation to the latter.

In this letter, Thailand declares that it has fully implemented the Court's 1962 Judgment and that the site of the Pagoda which that State has occupied since 15 July 2008 is part of Thailand's territory. The letter further states that, according to Thailand, Cambodia has a "unilateral understanding" of the 1962 Judgment, and that Thailand itself has a different understanding of it.

Also in this letter, Thailand states, *firstly*, that the case was limited solely to "the region of the Temple"; *secondly*, that the boundary line "in the area adjacent to the Temple of Preah Vihear" is still to be determined; and, *thirdly*, that the Joint Boundary Commission provided for by the MoU is responsible for doing so.

Lastly, the letter is accompanied by a "Fact Sheet" annex which is very revealing of Thailand's interpretation, since it is presented as a legal argument setting forth Thailand's position on the question of the Temple of Preah Vihear and, consequently, on the meaning and scope of the 1962 Judgment. This annex reaffirms once again Thailand's "due implementation" of the 1962 Judgment and refers to the work of the Joint Boundary Commission set up under the MoU as "ongoing", even though the Commission's work has remained on hold in the disputed area (see paragraphs 18 and 19, *infra*). According to Thailand, in 1962, the Court: "did not in any case determine the location of the boundary between Cambodia and Thailand".

On the contrary, as Cambodia will demonstrate below, the Court did indeed confirm and validate that boundary, on the basis of the Annex I map, in the reasoning that was essential for it to render its decision.

It must also be noted that this "Fact Sheet" completely distorts the meaning of a significant quotation. Thailand cites the following incomplete passage from the 1962 Judgment (without including a reference, moreover):

"[the Court is said not to have determined the boundary line because it was] unnecessary to consider whether, at Preah Vihear, the line as mapped does in fact correspond to the true watershed line in this vicinity, or did so correspond in 1904-1908, or, if not, how the watershed line in fact runs."

In fact, the full reference is as follows:

"The indication of the line of the watershed in Article I of the 1904 Treaty was itself no more than an obvious and convenient way of describing a frontier line objectively, though in general terms. There is, however, no reason to think that the Parties attached any special importance to the line of the watershed as such, as compared with the overriding importance, in the interests of finality, of adhering to the map line as eventually delimited and as accepted by them. The Court, therefore, feels bound, as a matter of treaty interpretation, to pronounce in favour of the line as mapped in the disputed area.

Etant donné les motifs sur lesquels la Cour fonde sa décision, il devient inutile d'examiner si, à Préah Vihear, la frontière de la carte correspond bien à la véritable ligne de partage des eaux dans ces parages, si elle y correspondait en 1904-1908 ou, dans le cas contraire, quel est le tracé exact de la ligne de partage des eaux.» (Arrêt de 1962, p. 35.)

Ainsi, si la Cour estime inutile de rechercher quelle est la ligne de partage des eaux dans cette zone, c'est parce qu'elle écarte cette ligne au profit de celle fixée par la carte de l'annexe I. La citation incluse dans le «Fact Sheet» fausse donc d'une manière tout à fait inacceptable la compréhension de ce que la Cour voulait dire dans ce passage.

17. Ce sont donc bien ces événements qui ont suivi l'inscription du Temple sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco en 2008 qui incitent le Cambodge à présenter cette requête en interprétation devant la Cour internationale de Justice. A la suite des réactions violentes de la Thaïlande à la décision de l'Unesco, l'existence d'une réelle divergence d'interprétation entre les deux Etats sur le sens et la portée de l'arrêt de 1962 est apparue clairement, et, dans le même temps, a amené à formuler tout aussi clairement la nature précise de ce différend. Il est devenu évident pour le Cambodge que, aussi longtemps que cette divergence d'interprétation persisterait et demeurerait irrésolue, il n'y aurait aucune perspective de parvenir à une solution mutuellement acceptée dans le cadre de négociations bilatérales.

18. En effet, un processus bilatéral avait été initié dans ce sens entre les deux Etats pour parvenir à une solution stable, viable et mutuellement acceptable. Ce sont les communiqué et déclaration conjoints du 13 janvier 1994 puis du 21 juin 1997 signés à Phnom Penh par les ministres des affaires étrangères (voir communiqué et déclaration — annexe 5) qui initient ce processus en prévoyant d'établir une commission mixte qui aura pour mission de démarquer et d'aborder la frontière. Comme le précise la déclaration du 21 juin 1997 :

«[Les ministres des affaires étrangères du Cambodge et de la Thaïlande] have now agreed to establish the Thai-Cambodian Joint Commission on Demarcation for Land Boundary. The Joint Commission shall be entrusted with the task of placing markers in order to indicate the land boundary between the two countries.»

19. A la suite de ce communiqué de 1997 fut signé le *Memorandum of Understanding* du 14 juin 2000 entre la Thaïlande et le Cambodge «On the Survey and Demarcation of Land Boundary» (voir annexe 6), qui doit être compris dans ce sens. Selon le MoU, l'objectif est la démarcation et l'abornement de la frontière. En effet, il s'agit, à l'aide d'une Joint Technical Sub-Commission, d'identifier les soixante-treize bornes frontières posées entre 1909 et 1919 (art. III, 2 a)) et d'en poser de nouvelles sur les secteurs non abornés précédemment (point 3 du ToR — Terms of Reference). Le MoU cite donc, pour parvenir à cette démarcation et cet abornement, les mêmes instruments juridiques que ceux utilisés par la Cour dans son arrêt de 1962. Il n'est nullement question de revenir sur la délimitation de la frontière dans cette zone.

20. Mais, en dépit de trois réunions de la Joint Boundary Commission de novembre 2008 à avril 2009, le processus initié par le MoU est resté dans l'impasse, faute de volonté politique d'y parvenir du côté de la Thaïlande.

II. L'EXISTENCE D'UN DIFFÉREND ENTRE LE CAMBODGE ET LA THAÏLANDE SUR LE SENS ET LA PORTÉE DU DISPOSITIF DE L'ARRÊT DU 15 JUIN 1962

21. Selon une définition maintes fois rappelée, un différend d'ordre juridique entre deux Etats s'identifie comme : «un désaccord sur un point de droit ou de fait,

Given the grounds on which the Court bases its decision, it becomes unnecessary to consider whether, at Preah Vihear, the line as mapped does in fact correspond to the true watershed line in this vicinity, or did so correspond in 1904-1908, or, if not, how the watershed line in fact runs.” (1962 Judgment, p. 35.)

Hence, while the Court considers it unnecessary to establish which is the watershed line in this area, that is because it rejects that line in favour of the one fixed by the Annex I map. The quotation included in the “Fact Sheet” therefore distorts in a quite unacceptable way the understanding of what the Court intended to say in this passage.

17. It is thus these events following the inclusion of the Temple on UNESCO’s list of World Heritage sites in 2008 which have prompted Cambodia to submit this request for interpretation to the International Court of Justice. In the light of Thailand’s violent reactions to the decision by UNESCO, the existence of a real difference of interpretation between the two States as to the meaning and scope of the 1962 Judgment has clearly emerged and, at the same time, led to the precise nature of that dispute being formulated with equal clarity. It has become obvious to Cambodia that, as long as this difference of interpretation persists and remains unresolved, there is unlikely to be any prospect of achieving a mutually agreed solution within the framework of bilateral negotiations.

18. A bilateral process was in fact initiated for this purpose between the two States in order to achieve a stable, viable and mutually acceptable solution. This process was set in train by the Joint Communiqué of 13 January 1994 and Joint Statement of 21 June 1997, signed in Phnom Penh by the Ministers for Foreign Affairs (see Annex 5) and providing for the establishment of a Joint Commission with the task of surveying and demarcating the land boundary. As the Statement of 21 June 1997 puts it:

“[The Foreign Ministers of Cambodia and Thailand] have now agreed to establish the Thai-Cambodian Joint Commission on Demarcation for Land Boundary. The Joint Commission shall be entrusted with the task of placing markers in order to indicate the land boundary between the two countries.”

19. Following this 1997 Statement, the Memorandum of Understanding of 14 June 2000 was signed between Thailand and Cambodia on the “Survey and Demarcation of Land Boundary” (see Annex 6), which must be understood as follows. According to the MoU, the aim is to survey and demarcate the boundary. With the assistance of a Joint Technical Sub-Commission, the 73 boundary pillars set up between 1909 and 1919 are to be identified (Art. III, para. 2 (a)), and new ones placed in the previously unmarked sectors (point 3 of the Terms of Reference — TOR). The MoU therefore cites, with a view to carrying out this survey and demarcation, the same legal instruments as those used by the Court in its 1962 Judgment. There is no question of going back over the delimitation of the boundary in this area.

20. However, despite three meetings of the Joint Boundary Commission between November 2008 and April 2009, the process initiated by the MoU has remained deadlocked, due to a lack of political will to achieve its aims on the part of Thailand.

II. THE EXISTENCE OF A DISPUTE BETWEEN CAMBODIA AND THAILAND AS TO THE MEANING AND SCOPE OF THE JUDGMENT OF 15 JUNE 1962

21. According to a definition which has been recalled on numerous occasions, a legal dispute between two States is: “a disagreement on a point of law or fact, a

une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre deux personnes» (*Concessions Mavrommatis en Palestine, arrêt n° 2, 1924, C.P.J.I. série A n° 2, p. 11*).

Ou encore, ainsi que la Cour l'a indiqué dans l'affaire du *Sud-Ouest africain*, «Pour établir l'existence d'un différend [...] il faut démontrer que la réclamation de l'une des parties se heurte à l'opposition manifeste de l'autre.» (*Arrêt, C.I.J. Recueil 1962, p. 328*.)

Cela signifie simplement que l'Etat défendeur doit s'opposer aux prétentions du demandeur, ce qui est bien le cas en l'espèce.

22. Dans le cadre d'une demande en interprétation, et comme le précise l'article 60 du Statut, ce différend doit porter sur «le sens et la portée» du dispositif de l'arrêt dont l'interprétation est demandée. La Cour a donc, depuis sa première décision en interprétation, posé deux conditions à la recevabilité d'une demande en interprétation.

- «1) il faut qu'il y ait contestation sur le sens et la portée d'un arrêt de la Cour;
- «2) il faut que la demande vise une interprétation de l'arrêt.» (*Interprétation des arrêts nos 7 et 8 (usine de Chorzów), arrêt n° 11, 1927, C.P.J.I. série A n° 13, p. 10*.)

Ceci fut encore rappelé par la Cour actuelle de manière plus complète :

«Pour qu'il puisse être donné suite à une telle demande [en interprétation], deux conditions sont requises :

- 1) Il faut que la demande ait réellement pour objet une interprétation de l'arrêt, ce qui signifie qu'elle doit viser uniquement à faire éclaircir le sens et la portée de ce qui a été décidé avec force obligatoire par l'arrêt, et non à obtenir la solution de points qui n'ont pas été ainsi décidés. Toute autre façon d'interpréter l'article 60 du Statut aurait pour conséquence d'annuler la disposition de ce même article selon laquelle l'arrêt est définitif et sans recours ;
- 2) Il faut ensuite qu'il existe une contestation sur le sens et la portée de l'arrêt.» (*Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou), arrêt, C.I.J. Recueil 1950, p. 402*.)

La nécessité d'une contestation sur le sens et la portée d'un arrêt est une condition constamment rappelée par la Cour internationale de Justice :

«Ainsi qu'il ressort clairement de la jurisprudence constante de la Cour, la recevabilité d'une demande en interprétation est subordonnée à l'existence d'une contestation (*Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou), arrêt, C.I.J. Recueil 1950, p. 402*; *Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne), arrêt, C.I.J. Recueil 1985, p. 216-217, par. 44*; voir aussi *Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun), arrêt, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 36, par. 12*).» (*Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique), C.I.J. Recueil 2009, p. 10, par. 21*.)

conflict of legal views or of interests between two persons” (*Mavrommatis Palestine Concessions, Judgment No. 2, 1924, P.C.I.J., Series A, No. 2*, p. 11).

Or again, as the Court indicated in the *South West Africa* case: “to prove the existence of a dispute . . . [i]t must be shown that the claim of one party is positively opposed by the other.” (*Judgment, I.C.J. Reports 1962*, p. 328.)

This simply means that the respondent State must oppose the claims of the Applicant, which is certainly the case in this instance.

22. In the context of a request for interpretation, and as specified by Article 60 of the Statute, it must be a dispute as to “the meaning or scope” of the operative part of the judgment whose interpretation is being requested. Since its first decision involving interpretation, the Court has therefore set two conditions for the admissibility of a request for interpretation.

- “(1) there must be a dispute as to the meaning and scope of a judgment of the Court;
- (2) the request should have for its object an interpretation of the judgment.” (*Interpretation of Judgments Nos. 7 and 8 (Factory at Chorzów), Judgment No. 11, 1927, P.C.I.J., Series A, No. 13*, p. 10.)

This has been recalled more fully by the present Court:

“Thus it lays down two conditions for the admissibility of such a request [for interpretation]:

- (1) The real purpose of the request must be to obtain an interpretation of the judgment. This signifies that its object must be solely to obtain clarification of the meaning and the scope of what the Court has decided with binding force, and not to obtain an answer to questions not so decided. Any other construction of Article 60 of the Statute would nullify the provision of the article that the judgment is final and without appeal;
- (2) In addition, it is necessary that there should exist a dispute as to the meaning or scope of the judgment.” (*Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru), Judgment, I.C.J. Reports 1950*, p. 402.)

The need for a dispute to exist as to the meaning or scope of a judgment is a condition which has been recalled consistently by the International Court of Justice:

“As is clear from the settled jurisprudence of the Court, a dispute must exist for a request for interpretation to be admissible (*Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru), Judgment, I.C.J. Reports 1950*, p. 402; *Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya), Judgment, I.C.J. Reports 1985*, pp. 216-217, para. 44; see also *Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon), Judgment, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 36, para. 12).” (*Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America), I.C.J. Reports 2009*, p. 10, para. 21.)

23. Dans son arrêt du 27 novembre 1950 en l'affaire du *Droit d'asile* (interprétation), la Cour précise de plus :

« Il va de soi qu'on ne peut pas considérer comme une contestation aux termes de cet article [art. 60] le seul fait que l'une des Parties déclare l'arrêt obscur, tandis que l'autre le déclare parfaitement clair. La contestation exige une divergence de vues entre parties sur des points définis... » (*C.I.J. Recueil 1950*, p. 403.)

La divergence de vues sur des points définis existe bien dans le présent cas soumis à la Cour. Comme nous le verrons, pour les deux Parties la lecture de l'arrêt n'aboutit pas à la même interprétation. A l'évidence, il ne s'agit pas d'une divergence résultant de l'attitude d'un Etat qui pense l'arrêt clair alors que l'autre le trouve obscur, mais bien de deux interprétations divergentes, donc une opposition de thèses, c'est-à-dire d'un différend, d'une contestation, sur le sens et la portée de points décidés avec force obligatoire dans l'arrêt du 15 juin 1962.

24. Il est possible de résumer ainsi le sens de ce différend : en essayant de minimiser les effets juridiques de l'arrêt de 1962, la Thaïlande accepte la souveraineté du Cambodge sur le Temple, mais refuse que cela ait des effets en dehors d'un périmètre restreint et strictement limité au Temple lui-même. De cette situation découle consécutivement des affirmations thaïlandaises : 1) que la frontière dans la région du Temple n'a pas été reconnue par la Cour et doit toujours être établie en droit ; 2) que ceci permet à la Thaïlande de réclamer le territoire en dehors de la stricte enceinte du Temple sur la base de la « ligne de partage des eaux », comme cet Etat l'avait plaidé devant la Cour en 1959-1962 ; 3) que ceci permet à la Thaïlande d'occuper cette zone au mépris de l'arrêt, notamment du point 2 du dispositif. Or, pour le Cambodge, la thèse défendue par la Thaïlande équivaut à une reconnaissance par la Cour de la souveraineté uniquement pour le Temple lui-même, ce que la Cour a rejeté d'une façon très claire dans son arrêt puisque le point 1 du dispositif définit *expressis verbis* l'appartenance du Temple au Cambodge *en fonction* de la souveraineté sur le territoire sur lequel le Temple se trouve ; et les points 2 et 3 du dispositif en tirent des conséquences particulières, tous ces points se basant sur l'appréciation faite par la Cour du statut de la carte de l'annexe I au regard des traités liant les deux Etats en matière frontalière.

25. La thèse défendue par la Thaïlande semble avoir émergé sous différentes formes depuis 2007. Dans l'une des versions, la Thaïlande met en avant l'existence d'une zone de territoire qui serait l'objet de revendications qui se chevauchent (*overlapping territorial claims*) par les deux Etats (voir le « Fact Sheet » annexé à la lettre de l'ambassadeur et représentant permanent de la Thaïlande auprès des Nations Unies au président du Conseil de sécurité en date du 21 juillet 2008 — annexe 4). Mais, dans le même document, il est également affirmé que la zone en question serait directement sous la souveraineté de la Thaïlande, ce que reflète parfaitement sa carte unilatérale (voir annexes cartographiques 3, 4 et 5), qui place la zone du Temple — définie par cet Etat sur un périmètre qui représente environ 4,6 km² — sous sa souveraineté (voir annexe cartographique 6). La Thaïlande donne donc immédiatement une réponse qui lui est favorable aux supposées revendications par les deux Etats dans cette zone. Pour le Cambodge, cette zone est clairement sous sa souveraineté, comme ceci fut constaté par la Cour dans l'arrêt de 1962.

Pour le Cambodge, non seulement les deux versions de la thèse thaïlandaise sont incompatibles entre elles, mais elles sont surtout incompatibles avec ce que la Cour a décidé en 1962. Ceci est clairement démontré par le fait que chaque version nécessite la création de nouvelles lignes artificielles qui servent à relier la « ligne de partage des eaux », revendiquée par la Thaïlande lors de la précédente procédure devant la Cour, à la « zone du Temple » définie selon l'arrêt de 1962 comme coïncidant avec

23. In its Judgment of 27 November 1950 in the *Asylum* case (interpretation), the Court further specified:

“Obviously, one cannot treat as a dispute, in the sense of that provision [Article 60], the mere fact that one Party finds the judgment obscure when the other considers it to be perfectly clear. A dispute requires a divergence of views between the parties on definite points. . .” (*I.C.J. Reports 1950*, p. 403.)

A divergence of views on definite points does indeed exist in the present case brought before the Court. As will be seen, for the two Parties, the reading of the Judgment does not lead to the same interpretation. Clearly, this is not a divergence resulting from the attitude of one State which thinks the Judgment is clear whereas the other finds it obscure, but a case of two differing interpretations and thus conflicting arguments, that is, a dispute or difference as to the meaning and scope of points that were decided with binding force in the Judgment of 15 June 1962.

24. It is possible to summarize the import of this dispute as follows: in seeking to minimize the legal effects of the 1962 Judgment, Thailand accepts Cambodia’s sovereignty over the Temple, but denies that this has effects beyond a limited perimeter confined strictly to the Temple itself. A number of assertions by Thailand thus derive from this situation: (1) that the frontier in the area of the Temple has not been recognized by the Court and has still to be determined in law; (2) that this allows Thailand to lay claim to territory beyond the strict precincts of the Temple on the basis of the “watershed line”, as that State argued before the Court in 1959-1962; (3) that this permits Thailand to occupy that area regardless of the Judgment, in particular the second paragraph of the operative clause. For Cambodia, however, Thailand’s argument amounts to the Court recognizing sovereignty solely in respect of the Temple itself, which the Court rejected very clearly in its Judgment, since the first paragraph of the operative clause specifies *expressis verbis* that the Temple belongs to Cambodia *on the basis* of the sovereignty over the territory in which the Temple is situated; the second and third paragraphs of the operative clause thus draw particular conclusions from this, all these paragraphs relying on the assessment made by the Court of the status of the Annex I map in relation to the treaties which bind the two States in respect of boundaries.

25. Thailand’s argument seems to have emerged in different forms since 2007. In one of these versions, Thailand puts forward the existence of an area of territory said to be the subject of overlapping territorial claims by the two States (see the “Fact Sheet” annexed to the letter to the President of the Security Council from the Ambassador and Permanent Representative of Thailand to the United Nations dated 21 July 2008 — Annex 4). In the same document, however, the area in question is also said to be directly under Thailand’s sovereignty, thus precisely reflecting its unilateral map (see Cartographic Annexes 3, 4 and 5), which places the area of the Temple — defined by Thailand as lying within a perimeter that encloses some 4.6 km² — under its sovereignty (see Cartographic Annex 6). Thailand thus immediately supplies an answer in its own favour to the two States’ supposed claims in this area. For Cambodia, this area is clearly under its sovereignty, as was found by the Court in its 1962 Judgment.

For Cambodia, not only are the two versions of Thailand’s argument incompatible with one another, they are also and above all incompatible with what the Court decided in 1962. This is clearly demonstrated by the fact that each version requires the creation of new and artificial lines in order to connect the “watershed line”, claimed by Thailand in the previous proceedings before the Court, with the “Temple area”, defined by the 1962 Judgment as coinciding with the line on the

la ligne de la carte de l'annexe I; en d'autres termes, la création pour la première fois, de nombreuses années après l'arrêt de la Cour, de lignes artificielles de démarcation qui n'avaient aucune existence en 1962, et pour lesquelles il est impossible de trouver des fondements, aussi bien dans les instruments juridiques sur lesquels la Cour s'est basée en 1962 pour rendre son arrêt que dans les termes de l'arrêt lui-même. En l'interprétant ainsi, la Thaïlande non seulement remet en cause l'intégralité de l'arrêt de 1962 (et pas seulement le dispositif), mais remplace ce que la Cour *dit* dans les motifs de son arrêt par sa propre lecture basée sur ce que la Cour *ne dit pas*.

En effet, la Thaïlande ne conteste pas la souveraineté du Cambodge sur le Temple — et seulement sur le Temple lui-même. Cependant, par son attitude, elle remet bien en cause cet arrêt *dans son intégralité* car, accepter la souveraineté du Cambodge sur le seul Temple revient à constater pour la Thaïlande que la Cour aurait fait fausse route en 1962. En effet, en 1962, la Cour place le Temple sous la souveraineté du Cambodge parce que le territoire sur lequel il est situé est du côté cambodgien de la frontière. Refuser la souveraineté du Cambodge sur cette zone au-delà du Temple jusqu'à ses « environs », c'est faire dire à la Cour que la ligne frontalière qu'elle a reconnue est erronée en totalité, *y compris pour le Temple lui-même*.

III. LA COMPÉTENCE DE LA COUR

26. L'article 60 du Statut de la Cour internationale de Justice précise: «L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.»

Pour que la Cour puisse se prononcer, il faut que la Cour soit compétente et que la requête soit recevable. Il appartient désormais au Cambodge d'expliquer brièvement les raisons pour lesquelles la Cour est bien compétente pour statuer sur cette question d'interprétation.

27. Si le Cambodge revient vers la Cour à propos de l'arrêt qu'elle a rendu le 15 juin 1962, c'est parce que — comme il fut expliqué *supra* — rien ne laissait présager, jusqu'à une période récente, que la Thaïlande interpréterait cet arrêt d'une manière qui diverge de l'interprétation que le Cambodge en a toujours faite. Il apparaît néanmoins que rien, dans le Statut de la Cour, ne s'oppose à ce que celle-ci connaisse de cette demande en interprétation, la compétence de la Cour ayant été clairement établie lors de son arrêt du 26 mai 1961, qui a rejeté les exceptions préliminaires soulevées par la Thaïlande pour trancher au fond le différend dont l'interprétation est ici demandée.

28. Ni le pouvoir que détient la Cour d'interpréter ses propres arrêts, ni le droit qu'a une partie à un différend porté devant la Cour de lui demander d'exercer ce pouvoir, n'est soumis à une limite temporelle. Il n'y a pas de mention spécifique à la question du temps ni dans l'article 60 du Statut de la Cour, ni dans les règles plus précises de l'article 98 du Règlement de la Cour. Aussi loin que le Cambodge peut l'accréditer, l'absence d'une limite temporelle n'est pas accidentelle. Ceci contraste largement avec la limite des six mois (depuis la découverte du fait nouveau) que l'article suivant du Statut de la Cour impose pour déposer une demande en révision d'un arrêt dans la limite des dix années qui suivent le prononcé de l'arrêt.

Selon le Cambodge, les règles statutaires prévues pour parvenir à une véritable interprétation d'un arrêt sont intimement liées au caractère obligatoire des arrêts, comme ceci est affirmé par l'article 94 de la Charte des Nations Unies, et par les articles 59 et 60 — dans sa première phrase — du Statut de la Cour. *Ex hypothesi*, l'effet obligatoire d'un arrêt de la Cour sur les parties au différend doit être considéré comme une obligation permanente qui se poursuit sans limite de temps. Il

Annex I map; in other words, for the first time in many years since the Court's Judgment, artificial demarcation lines are created which did not exist in 1962 and for which no basis can be found, either in the legal instruments on which the Court relied in 1962 in order to render its Judgment, or in the terms of the Judgment itself. By interpreting the latter in this way, Thailand not only calls into question the whole of the 1962 Judgment (and not merely the operative part), but also replaces what the Court *finds* in the reasoning of its Judgment with its own reading based on what the Court *does not find*.

Thailand does not dispute Cambodia's sovereignty over the Temple — and only over the Temple itself. By its attitude, however, it calls into question the 1962 Judgment *in its entirety*, since accepting Cambodia's sovereignty only over the Temple amounts to Thailand stating that the Court took the wrong course in 1962. The fact is that in 1962 the Court placed the Temple under Cambodian sovereignty, because the territory in which it is situated is on the Cambodian side of the boundary. To refuse Cambodia's sovereignty over the area beyond the Temple as far as its "vicinity" is to say to the Court that the boundary line which it recognized is wholly erroneous, *including in respect of the Temple itself*.

III. THE JURISDICTION OF THE COURT

26. Article 60 of the Statute of the International Court of Justice states that: "The judgment is final and without appeal. In the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party."

For the Court to be able to make findings, it must have jurisdiction and the application must be admissible. It is therefore for Cambodia to explain briefly the reasons why the Court does indeed have jurisdiction to rule on this question of interpretation.

27. Cambodia is returning to the Court now in respect of the Judgment given on 15 June 1962 because — as explained *supra* — there was nothing to suggest, until recently, that Thailand would interpret that Judgment in a way that differed from Cambodia's consistent interpretation of it. However, it appears that nothing in the Statute of the Court prevents it from entertaining this request for interpretation, the Court's jurisdiction having been established clearly in its Judgment of 26 May 1961 which rejected the preliminary objections raised by Thailand, allowing it to settle the dispute on the merits in a Judgment whose interpretation is requested here.

28. Neither the Court's power to interpret its own judgments, nor the right of a party to a dispute brought before the Court to request it to exercise that power, is subject to any limitation of time. The question of time is not specifically mentioned in either Article 60 of the Statute or in the more precise provisions of Article 98 of the Rules of Court. As far as Cambodia can establish, the absence of a time-limit is not accidental. This contrasts significantly with the limit of six months (from the discovery of a new fact) which the following Article of the Statute lays down for an application for revision of a judgment, within a limit of ten years from the delivery of the judgment.

In Cambodia's view, the statutory rules for arriving at a true interpretation of a judgment are closely linked to the binding character of judgments, as asserted by Article 94 of the United Nations Charter and Articles 59 and 60 (first sentence) of the Statute of the Court. *Ex hypothesi*, the binding effect of a judgment of the Court on the parties to a dispute must be regarded as a permanent obligation which continues without limitation of time. It therefore appears that, if difficulties arise at

apparaît donc que, si des difficultés surgissent à n'importe quel moment mettant en péril le respect d'une obligation découlant d'un arrêt, ou font obstacle à la mise en œuvre de l'arrêt, et si ces difficultés résultent directement d'un différend entre les parties sur le sens et la portée de l'arrêt, la procédure prévue dans le Statut de la Cour pour l'interprétation existe de manière à surmonter l'obstacle qui se présente. Alors que la révision d'un arrêt vise un changement dans la situation juridique constatée au regard de l'arrêt initial (et, dès lors, la possibilité de la révision doit être liée à de strictes conditions, y compris temporelles), l'objectif de la procédure en interprétation est de préserver ou de rétablir la situation juridique qui résulte de l'arrêt lui-même, ceci n'impliquant donc pas que cette procédure de l'article 60 soit liée à des conditions similaires. Sans cela, un Etat dont les droits ont été définis et reconnus par un arrêt de la Cour n'aurait aucun moyen de recourir à cette dernière sans l'accord de l'autre Etat au différend, ce dernier étant précisément l'Etat avec lequel subsiste le différend sur l'interprétation de l'arrêt. Si, par exemple, les deux parties avaient été d'accord pour demander conjointement à la Cour une interprétation, il aurait sans doute été très difficile pour la Cour de refuser une telle réponse sur la base de la question du temps écoulé. Dès lors, il ne semble pas y avoir de motif pour refuser une telle situation alors qu'une seule des parties le demande. Aussi longtemps que le différend reste une affaire d'interprétation sur le sens et la portée de l'arrêt, le consentement de la partie opposée est consubstantiel au consentement initial donné à la compétence de la Cour pour trancher le différend dans le cas d'espèce, comme cela fut établi pour cette instance par l'arrêt de 1961.

29. Outre les éléments mentionnés *supra*, si le Cambodge revient désormais devant la Cour, plusieurs décennies après le prononcé de l'arrêt, ceci s'explique et trouve ses raisons à travers plusieurs facteurs.

30. A la suite des accords de Paris de 1991, de la fin définitive du conflit avec le mouvement des Khmers rouges en 1998, et de la consolidation d'un gouvernement démocratique effectif au Cambodge ayant la capacité de conduire des relations normales et apaisées avec ses voisins et au-delà, des étapes furent franchies de manière à initier un processus bilatéral entre le Cambodge et la Thaïlande qui, si cela avait fonctionné de la manière que le Cambodge espérait, aurait conduit à l'établissement d'une situation stable grâce à laquelle l'application de l'arrêt de 1962 de la Cour aurait été pleinement possible. Le moyen principal en était le processus de démarcation de la frontière entre les deux Etats, qui devait être compris comme ayant pour base la frontière juridiquement déterminée, et qui devait conduire, sur la base d'un accord, à l'identification, la localisation précise et l'inscription dans des cartes de bornes frontalières tout le long de la frontière commune avec la Thaïlande. Si ce processus avait pu être mené avec succès à son terme, comme le Cambodge le souhaitait, il aurait supprimé *ipso facto* la possibilité d'un différend comme celui qui concerne l'interprétation à propos du régime territorial dans la zone spécifique dans laquelle le temple de Préah Vihéar est situé. Ce n'est qu'à la suite de l'opposition de la Thaïlande au processus pour l'inscription en 2008 du Temple sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco qu'il est devenu clair pour le Cambodge que ce processus n'avait aucune chance réaliste d'aboutir sans une interprétation claire et autorisée de la Cour sur le sens et la portée de l'arrêt de 1962. Le Cambodge ne pense pas que la Cour puisse considérer défavorablement le fait que le Cambodge a exploré toutes les possibilités bilatérales avant d'en arriver à la conclusion qu'il existait une interprétation fondamentalement différente avec son voisin sur le sens et la portée de l'arrêt de 1962, qui ne pourrait être tranchée que par le moyen de la présente requête en interprétation.

31. Le Cambodge souhaite indiquer très clairement que, par le biais de cette requête, il ne cherche nullement un quelconque moyen pour l'exécution forcée de l'arrêt de 1962. Comme ceci sera expliqué *infra*, le Cambodge recherche seulement

any time which jeopardize compliance with an obligation deriving from a judgment, or obstruct the implementation of a judgment, and if those difficulties result directly from a dispute between the parties as to the meaning or scope of the judgment, the procedure laid down in the Statute for interpretation exists in order for such an obstacle to be overcome. Whereas the revision of a judgment relates to some change in the legal situation contemplated by the original judgment (and the possibility of revision must therefore be linked to strict conditions, including temporal conditions), the aim of the procedure for interpretation is to preserve or restore the legal situation resulting from the judgment itself, which thus does not involve similar conditions being attached to this procedure under Article 60. Otherwise, a State whose rights have been determined and recognized by a judgment of the Court would have no means of recourse to the Court without the consent of the other party to the dispute, the latter being precisely the State with which the dispute exists regarding the interpretation of the judgment. If, for example, both parties agreed to request an interpretation from the Court jointly, it would no doubt be very difficult for the Court to refuse to respond on the basis of the period of time which had elapsed. Consequently, there would seem to be no grounds for rejecting such a situation when only one of the parties has made the request. As long as the dispute remains a matter of interpretation regarding the meaning and scope of the judgment, the consent of the opposing party is consubstantial with the initial consent given to the Court's jurisdiction to settle the dispute in the case, as was established in this instance by the 1961 Judgment.

29. In addition to the points set out *supra*, the fact that Cambodia is returning to the Court now, several decades after the Judgment was delivered, can be explained and justified by reference to a number of factors.

30. Following the Paris Accords of 1991, the final ending of the conflict with the Khmer Rouge movement in 1998 and the consolidation of an effective, democratic Government in Cambodia able to conduct normal and peaceful relations with its neighbours and beyond, steps were taken to initiate a bilateral process between Cambodia and Thailand which, had it functioned in the way that Cambodia hoped, would have led to a stable situation being established, whereby the implementation of the Court's 1962 Judgment would have been entirely possible. The principal means of achieving that was the process of demarcating the boundary between the two States, a process which was to be understood as being based on the legally determined frontier and was to lead, on the basis of an agreement, to the identification, precise siting and inclusion on maps of boundary markers along the whole length of the frontier shared with Thailand. Had that process been successfully completed, as Cambodia wished, it would have removed *ipso facto* the possibility of a dispute such as that concerning interpretation of the territorial régime in the particular area where the Temple of Preah Vihear is situated. It was only following Thailand's opposition to the process of including the Temple on UNESCO's list of World Heritage sites in 2008 that it became clear to Cambodia that the demarcation process had no realistic chance of being completed without a clear and authorized interpretation from the Court as to the meaning and scope of the 1962 Judgment. Cambodia does not believe that the Court can look unfavourably on the fact that Cambodia explored every bilateral possibility before reaching the conclusion that a fundamentally different interpretation existed between itself and its neighbour as to the meaning and scope of the 1962 Judgment, which could only be settled by means of this request for interpretation.

31. Cambodia wishes to make it very clear that, through this Application, it is in no way seeking any means of forced compliance with the 1962 Judgment. As will be explained below, Cambodia is only seeking an explanation from the Court itself

l'explication par la Cour elle-même de la signification réelle du sens et de la portée de son arrêt, dans la limite prescrite par l'article 60 du Statut, qui s'imposerait au Cambodge et à la Thaïlande, et qui pourrait alors être la base pour enfin mettre fin à ce différend par la négociation ou par tout autre moyen pacifique.

32. La nécessité de parvenir à une solution viable dans ce différend est désormais une urgence en raison de la potentialité de déstabilisation pour la paix et la sécurité internationales que cette situation recèle si elle n'est pas résolue dans un délai raisonnable par la Cour. En se déclarant compétente et en interprétant son arrêt antérieur, celle-ci contribuera ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à sa mission en tant qu'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, et en conformité avec le paragraphe 3 de l'article 2 et le chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Pour s'en convaincre, il n'est que de rappeler brièvement les événements récents qui menacent la paix et la sécurité internationales entre les deux Etats.

33. Dans une lettre du 15 octobre 2008, le représentant du Cambodge auprès des Nations Unies a indiqué au président du Conseil de sécurité les graves menaces qui pèsent sur le Cambodge (voir lettre — annexe 7). En effet, le 15 octobre 2008, des troupes thaïlandaises ont de nouveau franchi la frontière à trois endroits (la pagode de Keo Sikha Kiri Svava, Veal Intry et la colline de Phnom Trap, situés respectivement à 700 mètres, 1120 mètres et 1600 mètres de la frontière à l'intérieur du territoire cambodgien) et ont ouvert le feu sur des soldats cambodgiens. Ceci a fait suite à l'occupation temporaire de la pagode près du Temple le 15 juillet 2008. Cet incident du 15 octobre 2008 a causé la mort de deux soldats cambodgiens, alors que deux autres furent blessés.

34. Même si les relations entre les troupes thaïlandaises et cambodgiennes s'étaient apaisées temporairement, les aléas consécutifs aux soubresauts dans l'attitude de la Thaïlande ne permettent pas de voir dans cette situation précaire une issue durable pour la paix entre les deux Etats et le respect de leur intégrité territoriale. La preuve en est qu'une nouvelle fois, le 3 avril 2009 (en dépit du processus de négociation dans le cadre du MoU), des troupes thaïlandaises ont traversé la frontière, pénétrant jusqu'aux lieux Phnom Trap, Tasem et Veal Intry dans les environs immédiats du Temple, ainsi qu'en face du Temple lui-même, en utilisant des armes lourdes qui ont détruit le bureau de la Preah Vihear Authority ainsi que le marché situé à l'intérieur des abords du Temple, endommageant gravement l'escalier qui mène à ce temple, dont il fait partie intégrante (voir annexe cartographique 7). Notant une augmentation des forces militaires dans la zone du Temple, des tensions croissantes, et rappelant qu'en 1962 la Cour internationale de Justice avait déclaré que le Temple se trouvait au Cambodge, le Secrétaire général des Nations Unies a même offert son aide pour résoudre ce différend entre les deux Etats (voir communiqué de presse de l'ONU du 20 août 2010 — annexe 8). Malheureusement, du 4 au 7 février 2011, la Thaïlande a provoqué de nouveaux incidents en pénétrant dans la zone du Temple, en utilisant notamment de l'artillerie lourde et des bombes à fragmentation, faisant de nombreuses victimes parmi les militaires et civils cambodgiens et provoquant des dégâts matériels sur le Temple lui-même (voir annexes cartographiques 8 et 9). Ces faits furent rappelés par le vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Cambodge, lors de la réunion spéciale du Conseil de sécurité à ce propos et à la demande du Cambodge le 14 février 2011. Le vice-premier ministre a alors également mentionné les menaces directes d'ouverture des hostilités proférées par le premier ministre de Thaïlande peu avant ces graves incidents. L'exhortation par le Conseil de sécurité pour un cessez-le-feu permanent (voir communiqué de presse du 14 février 2011 — annexe 9) accepté par le Cambodge n'a, dans un premier temps, pas reçu d'écho de la part de la Thaïlande. La réunion des ministres des

of the real significance of the meaning and scope of its Judgment, within the limit laid down by Article 60 of the Statute, which would be binding on Cambodia and Thailand and could then serve as a basis for a final resolution of this dispute through negotiation or any other peaceful means.

32. The need to achieve a viable solution to this dispute has now become urgent, because of the potential for destabilizing international peace and security which lies in this situation unless it is resolved within a reasonable period by the Court. By finding that it has jurisdiction and interpreting its earlier Judgment, the Court will thus contribute to the maintenance of international peace and security, in keeping with its mission as the principal judicial organ of the United Nations and in accordance with Article 2, paragraph 3, and Chapter VI of the United Nations Charter. As justification, one need only briefly recall the recent events which are threatening international peace and security between the two States.

33. In a letter of 15 October 2008, Cambodia's representative at the United Nations drew the attention of the President of the Security Council to the serious threats posed against Cambodia (see Annex 7). Indeed, on 15 October 2008, Thai troops once again crossed the frontier at three locations (Keo Sikha Kiri Svava Pagoda, Veal Intry and the hill of Phnom Trap, situated 700 metres, 1,120 metres and 1,600 metres respectively from the frontier, inside Cambodian territory) and opened fire on Cambodian soldiers. This followed the temporary occupation of the Pagoda near the Temple on 15 July 2008. This incident of 15 October 2008 caused the death of two Cambodian soldiers, with two others being injured.

34. Although relations between the Thai and Cambodian troops calmed temporarily, the uncertainties caused by Thailand's volatile attitude do not suggest that this precarious situation has within it a sustainable solution for peace between the two States and respect for their territorial integrity. This is evidenced by the fact that once again, on 3 April 2009 (despite the process of negotiation within the framework of the MoU), Thai troops crossed the frontier, advancing as far as Phnom Trap, Tasem and Veal Intry in the immediate vicinity of the Temple, and opposite the Temple itself, using heavy weapons which destroyed the office of the Preah Vihear Authority and also the market situated in the area around the Temple, seriously damaging the stairway leading to the Temple and forming an integral part of it (see Cartographic Annex 7). Noting a build-up of military forces near the Temple, with escalating tensions, and recalling that in 1962 the International Court of Justice had declared that the Temple was situated in Cambodia, the Secretary-General of the United Nations even offered his help to resolve this dispute between the two States (see United Nations press release of 20 August 2010 — Annex 8). Unfortunately, from 4 to 7 February 2011, Thailand provoked further incidents by advancing into the Temple area, using in particular heavy artillery and fragmentation shells which caused many casualties among the Cambodian armed forces and civilians, as well as material damage to the Temple itself (see Cartographic Annexes 8 and 9). These acts were recalled by the Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs and International Co-operation of Cambodia at the special meeting of the Security Council held on this matter, at Cambodia's request, on 14 February 2011. The Deputy Prime Minister also referred to the direct threats to open hostilities made by the Prime Minister of Thailand shortly before these serious incidents. The Security Council's urging of a permanent ceasefire (see press statement of 14 February 2011 — Annex 9), accepted by Cambodia, initially received no response from Thailand. The meeting of ASEAN Foreign Ministers of 22 February 2011 in Jakarta (Indonesia) finally accepted the invitation by Cambodia and Thailand for observers from Indonesia to be sent to the border between the

affaires étrangères de l'ANASE à Jakarta (Indonésie) le 22 février 2011 a finalement accepté l'invitation du Cambodge et de la Thaïlande pour l'envoi d'observateurs indonésiens sur la frontière entre les deux pays dans la zone du Temple afin d'observer l'engagement des deux pays à respecter le cessez-le-feu. En dépit de cette mesure, la situation reste précaire, les blocages nombreux, et une reprise d'hostilités armées reste toujours possible (voir la déclaration du président de l'ANASE du 22 février 2011 — annexe 10). Ainsi, lors d'une réunion de la commission mixte de frontière sous l'égide de l'Indonésie, les 7 et 8 avril 2011, la Thaïlande a posé comme condition à toute exécution des décisions de ladite commission que celles-ci soient soumises à l'approbation préalable du Parlement thaïlandais, condition avancée depuis plusieurs années qui continue de bloquer les travaux de démarcation de la frontière entre les deux Etats.

Ajoutons que les incidents se multiplient entre les deux Etats, y compris des attaques de grande envergure lancées, entre le 22 et le 26 avril 2011, par les troupes thaïlandaises contre le Cambodge dans d'autres endroits le long de la frontière entre les deux Etats. Ces faits constituent une nouvelle violation flagrante du communiqué du Conseil de sécurité de l'ONU du 14 février 2011 et de la déclaration du président de l'ANASE du 22 février 2011 exigeant un cessez-le-feu permanent (voir annexes 9 et 10). Ils constituent une grave menace pour la paix et la sécurité dans la région, comme ceci fut souligné une nouvelle fois par le Secrétaire général des Nations Unies (voir annexe 11).

35. Lors de ces différents incidents entre 2008 et 2011, des éléments architecturaux du Temple ont été endommagés, provoquant enquêtes et rapports de la part des autorités de l'Unesco, qui ont recommandé la mise en place d'un comité de coordination international comme ceci était envisagé dans la décision de classement. Le rapport du 26 mai 2009 du comité du Patrimoine mondial de l'Unesco (voir annexe 12) indique notamment :

«la présence permanente de troupes aux abords du bien comporte un risque de nouveaux incidents et freine la mise en œuvre des recommandations du comité sur le renforcement de la protection et de la gestion du bien du Patrimoine mondial».

A la suite des graves incidents de début février 2011, la directrice générale de l'Unesco, M^{me} Irina Bokova, a décidé d'envoyer une mission sur le site ainsi qu'un envoyé spécial en la personne de l'ancien directeur général de l'Unesco, M. Koïchiro Matsuura.

Il est incontestable que l'ensemble de ces mobilisations pour préserver la paix et la sécurité internationales (voir notamment la résolution du Parlement européen du 17 février 2011 — annexe 13) illustre la gravité d'une situation à laquelle la Cour internationale de Justice pourrait mettre fin par son interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962.

IV. L'INTERPRÉTATION DE L'ARRÊT DE 1962 PAR LE CAMBODGE

36. Selon le dispositif de l'arrêt de 1962, l'obligation de retirer tous les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens que la Thaïlande a installés dans le Temple ou dans ses «environs» situés en territoire cambodgien (tout comme l'obligation de restituer les objets enlevés du Temple ou de la «zone» du Temple) est la simple conséquence du fait que le Temple est situé sur le territoire sous la souveraineté du Cambodge. La Cour entérine directement cette situation en indiquant préalablement à son énonciation de ces deux obligations spécifiques : «dit en conséquence...». Il ne semble pas possible d'exprimer plus clairement et

two countries in the area of the Temple, in order to observe the commitment by both countries to respect the ceasefire. Despite this measure, the situation remains precarious, with numerous obstacles, and a resumption of armed hostilities is still possible (see the Statement by the Chairman of ASEAN of 22 February 2011 — Annex 10). Hence, at a meeting of the Joint Boundary Commission held under the aegis of Indonesia on 7 and 8 April 2011, Thailand made it a condition for any implementation of the Commission's decisions that the latter should be submitted for the prior approval of the Thai Parliament, a condition which has been put forward for several years and is continuing to obstruct the work of demarcating the frontier between the two States.

It should be added that there is a growing number of incidents between the two States, including large-scale attacks launched against Cambodia by Thai troops between 22 and 26 April 2011 at other locations along the frontier. These actions are a further flagrant violation of the Security Council's statement of 14 February 2011 and of the Statement by the Chairman of ASEAN of 22 February 2011 calling for a permanent ceasefire (see Annexes 9 and 10). They constitute a serious threat to peace and security in the region, as was emphasized once again by the Secretary-General of the United Nations (see Annex 11).

35. In these various incidents between 2008 and 2011, architectural features of the Temple have been damaged, leading to inquiries and reports by the UNESCO authorities, which have recommended the convening of an international co-ordinating committee, as envisaged in the decision to list the site. The report of 26 May 2009 by the UNESCO World Heritage Committee (see Annex 12) indicates in particular that:

“the continuous presence of troops around the property entails a risk of possible further incidents and hampers the implementation of the recommendations made by the Committee for the strengthening of the protection and management of the World Heritage property”.

Following the serious incidents in early February 2011, the Director-General of UNESCO, Mrs. Irina Bokova, decided to send a mission to the site, together with a special envoy in the person of the former UNESCO Director-General, Mr. Koïchiro Matsuura.

There is no question that all these initiatives to maintain international peace and security (see in particular the European Parliament resolution of 17 February 2011 — Annex 13) illustrate the seriousness of a situation which the International Court of Justice could bring to an end by interpreting the Judgment of 15 June 1962.

IV. CAMBODIA'S INTERPRETATION OF THE 1962 JUDGMENT

36. According to the operative part of the 1962 Judgment, the obligation to withdraw any military or police forces, or other guards or keepers, stationed by Thailand at the Temple, or in its “vicinity” on Cambodian territory (as well as the obligation to return objects removed from the Temple or the Temple “area”) is simply a consequence of the fact that the Temple is situated in territory under the sovereignty of Cambodia. The Court directly confirms this situation by stating, before setting forth those two specific obligations: “finds in consequence . . .”. It does not seem possible to deal with this aspect more clearly or completely. Never-

complètement cet aspect. Mais ce point essentiel est en fait de nouveau souligné par l'utilisation de l'expression «en territoire cambodgien», ce qui indique clairement que l'obligation de retirer ses forces armées pour la Thaïlande dépasse un retrait de la seule enceinte du Temple lui-même pour s'étendre à la région du Temple en général.

37. Quoi qu'il en soit, le fait que l'obligation qui pèse sur la Thaïlande «de retirer tous les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens qu'elle a installés dans le Temple ou dans ses environs situés en territoire cambodgien» apparaisse directement au sein du dispositif comme une conséquence de la déduction principale conduit également, selon le Cambodge, à une déduction complémentaire et liée, à savoir que la Cour n'avait pas l'intention de faire de cette obligation une simple obligation immédiate au moment de l'arrêt, mais que cette obligation devait être comprise comme une obligation générale et continue de ne pas violer le territoire cambodgien par des actes du type de ceux mentionnés *supra*. Dès lors qu'il apparaît que les affirmations concernant la souveraineté du Cambodge dans le point 1 du dispositif doivent être comprises comme une situation permanente, cela induit que les *conséquences* de cette situation permanente, telles que reconnues et énoncées par la Cour, acquièrent également un caractère de permanence; en d'autres termes, que l'arrêt de la Cour doit être compris comme impliquant la ferme obligation pour la Thaïlande de ne pas pénétrer à l'avenir dans le territoire cambodgien de manière unilatérale.

38. Ce point fondamental une fois établi, le Cambodge souhaite centrer son attention sur le point 1 du dispositif lui-même. Le Cambodge estime que la manière dont la Cour formule ce point montre que celui-ci également implique d'une manière exacte une conséquence importante: la Cour n'attribue pas la souveraineté sur le Temple au Cambodge, mais elle reconnaît que cette souveraineté est une conséquence automatique du fait que le Temple est situé sur le territoire sous la souveraineté du Cambodge tel qu'il fut défini dans les motifs de la décision sur la base de la carte de l'annexe I. En d'autres termes, la Cour reconnaît qu'il n'existe pas un titre séparé sur le Temple autre que celui qui existe déjà sur le territoire souverain du Cambodge.

39. Le Cambodge estime qu'il était logiquement impossible pour la Cour de se prononcer de cette manière sans la reconnaissance de sa part, à l'aide d'instruments juridiques, de l'existence d'une frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Comme l'affirme la Cour: «la Cour ne peut rendre une décision sur la souveraineté dans la zone du temple qu'après avoir examiné quelle est la ligne frontière» (arrêt de 1962, p. 16-17).

Il en découle que la Cour n'aurait pas pu décider que le Temple «est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge» sans avoir abouti à la claire conclusion à la fois qu'il existe une frontière juridiquement établie dans la région concernée, et que sa localisation est suffisamment bien établie pour lui permettre d'affirmer que le Temple est situé du côté cambodgien de cette frontière.

Cette conclusion découle des termes utilisés par la Cour dans le dispositif. Elle est aussi, de diverses façons, directement confirmée par d'autres affirmations centrales de l'arrêt citées ci-après:

«Le vrai problème, et le *problème essentiel* en l'espèce, est donc de savoir si les Parties ont adopté la carte de l'annexe I, et la ligne qu'elle indique, comme représentant le résultat des travaux de délimitation de la frontière dans la région de Préah Vihéar, conférant ainsi un caractère obligatoire à cette carte.» (*Ibid.*, p. 22; les italiques sont de nous.)

«Il résulte des constatations qui précèdent que les autorités siamoises ont reçu en son temps la carte de l'annexe I et qu'elles l'ont acceptée.» (*Ibid.*, p. 26.)

theless, this key point is in fact emphasized again by the use of the phrase “on Cambodian territory”, which clearly indicates that Thailand’s obligation to withdraw its military forces goes beyond a withdrawal from only the precincts of the Temple itself and extends to the area of the Temple in general.

37. However that may be, the fact that the obligation borne by Thailand “to withdraw any military or police forces, or other guards or keepers, stationed by her at the Temple, or in its vicinity on Cambodian territory” appears directly within the operative clause, as a consequence of the principal finding, also leads in Cambodia’s view to a further and associated conclusion, namely that the Court did not intend to make this obligation a specific and immediate one at the time of the Judgment, but that it was to be understood as a general and continuing obligation not to violate Cambodian territory by actions of the kind referred *supra*. Since it appears that the findings concerning Cambodia’s sovereignty in the first paragraph of the operative clause must be understood as a permanent situation, the result is that the *consequences* of that permanent situation, as recognized and stated by the Court, likewise acquire a permanent character; in other words, the Judgment of the Court must be understood as entailing a definite obligation for Thailand not to advance unilaterally into Cambodian territory in the future.

38. That fundamental point having been established, Cambodia wishes to focus its attention on the first paragraph of the operative clause itself. Cambodia takes the view that the way in which the Court formulated this paragraph shows that the latter also specifically entails a significant consequence: the Court does not attribute sovereignty over the Temple to Cambodia, but recognizes that sovereignty as an automatic consequence of the fact that the Temple is situated in territory under the sovereignty of Cambodia, as determined in the reasoning of the decision on the basis of the Annex I map. In other words, the Court recognizes that there is no separate title to the Temple other than that which already exists to Cambodia’s sovereign territory.

39. Cambodia believes that it was logically impossible for the Court to pronounce in this way without a recognition on its part, aided by legal instruments, of the existence of a frontier between Cambodia and Thailand. As the Court states: “the Court can only give a decision as to the sovereignty over the Temple area after having examined what the frontier line is” (1962 Judgment, pp. 16-17).

Consequently, the Court could not have decided that the Temple “is situated in territory under the sovereignty of Cambodia” without having reached the clear conclusion both that a legally established frontier exists in the area in question, and that its location is sufficiently well established to enable it to declare that the Temple is situated on the Cambodian side of that boundary.

This conclusion derives from the terms used by the Court in the operative clause. It is also directly confirmed, in various ways, by other key statements in the Judgment which are given below:

“The real question, therefore, which is the *essential one* in this case, is whether the Parties did adopt the Annex I map, and the line indicated on it, as representing the outcome of the work of delimitation of the frontier in the region of Preah Vihear, thereby conferring on it a binding character.” (*Ibid.*, p. 22; emphasis added.)

“It follows from the preceding findings that the Siamese authorities in due course received the Annex I map and that they accepted it.” (*Ibid.*, p. 26.)

«En outre, la carte situait tout à fait clairement Préah Vihéar du côté cambodgien de la ligne et marquait le temple par un signe semblant reproduire le plan général des bâtiments et des escaliers.» (Arrêt de 1962, p. 26.)

«Ce qui semble clair c'est ou bien que le Siam ne pensait pas en réalité posséder de titre de souveraineté — ce qui correspondrait parfaitement à l'attitude qu'il avait toujours observée et qu'il a maintenue à l'égard de la carte de l'annexe I et de la frontière qu'elle indique — ou bien qu'il avait décidé de ne pas faire valoir son titre, ce qui signifierait encore une fois qu'il admettait les prétentions françaises ou acceptait la frontière à Préah Vihéar telle qu'elle était tracée sur la carte.» (*Ibid.*, p. 31.)

«La Cour exposera maintenant les conclusions qu'elle tire des faits qui viennent d'être rappelés.

Même s'il existait un doute sur l'acceptation par le Siam en 1908 de la carte, et par conséquent de la frontière qui y est indiquée, la Cour, tenant compte des événements ultérieurs, considérerait que la Thaïlande, en raison de sa conduite, ne saurait aujourd'hui affirmer qu'elle n'a pas accepté la carte.» (*Ibid.*, p. 32.)

«Toutefois la Cour considère qu'en 1908-1909 la Thaïlande a bien accepté la carte de l'annexe I comme représentant le résultat des travaux de délimitation et a ainsi reconnu la ligne tracée sur cette carte comme étant la frontière dont l'effet est de situer Préah Vihéar dans le territoire du Cambodge. La Cour estime d'autre part que, considérée dans son ensemble, la conduite ultérieure de la Thaïlande a confirmé et corroboré son acceptation initiale et que les actes accomplis par la Thaïlande sur les lieux n'ont pas suffi à l'annuler. Les deux Parties ont par leur conduite reconnu la ligne et, par là même, elles sont effectivement convenues de la considérer comme étant la frontière.» (*Ibid.*, p. 32-33.)

«Il est enfin un autre aspect de l'affaire que la Cour croit devoir traiter. La Cour considère que l'acceptation par les Parties de la carte de l'annexe I a incorporé cette carte dans le règlement conventionnel, dont elle est devenue partie intégrante.» (*Ibid.*, p. 33.)

40. Selon le Cambodge, ces développements sont inséparables du dispositif de l'arrêt et en déterminent la signification. Comme la Cour l'avait également affirmé dans un arrêt antérieur :

«Pour qu'une divergence de vues puisse faire l'objet d'une demande en interprétation en vertu de l'article 60 du Statut, il faut donc qu'il y ait divergence entre les Parties sur ce qui, dans l'arrêt en question, a été tranché avec force obligatoire. Cela ne veut pas dire qu'il doive être incontesté que le point dont le sens prête à discussion regarde une partie de l'arrêt ayant force obligatoire. Une divergence de vues, si tel ou tel point a été décidé avec force obligatoire, constitue, elle aussi, un cas qui rentre dans le cadre de la disposition en question, et la Cour ne pourrait se soustraire à l'obligation d'interpréter l'arrêt dans la mesure nécessaire pour pouvoir se prononcer sur pareille divergence.» (*Interprétation des arrêts nos 7 et 8 (usine de Chorzów), arrêt no 11, 1927, C.P.J.I. série A no 13*, p. 11-12.)

Plus récemment, la Cour affirmait de nouveau : «toute demande en interprétation doit porter sur le dispositif de l'arrêt et ne peut concerner les motifs que dans la mesure où ceux-ci sont inséparables du dispositif» (*Demande en interprétation de*

“Next, the map marked Preah Vihear itself quite clearly as lying on the Cambodian side of the line, using for the Temple a symbol which seems to indicate a rough plan of the building and its stairways.” (1962 Judgment, p. 26.)

“What seems clear is that either Siam did not in fact believe she had any title — and this would be wholly consistent with her attitude all along, and thereafter, to the Annex I map and line — or else she decided not to assert it, which again means that she accepted the French claim, or accepted the frontier at Preah Vihear as it was drawn on the map.” (*Ibid.*, p. 31.)

“The Court will now state the conclusions it draws from the facts as above set out.

Even if there were any doubt as to Siam’s acceptance of the map in 1908, and hence of the frontier indicated thereon, the Court would consider, in the light of the subsequent course of events, that Thailand is now precluded by her conduct from asserting that she did not accept it.” (*Ibid.*, p. 32.)

“The Court however considers that Thailand in 1908-1909 did accept the Annex I map as representing the outcome of the work of delimitation, and hence recognized the line on that map as being the frontier line, the effect of which is to situate Preah Vihear in Cambodian territory. The Court considers further that, looked at as a whole, Thailand’s subsequent conduct confirms and bears out her original acceptance, and that Thailand’s acts on the ground do not suffice to negative this. Both Parties, by their conduct, recognized the line and thereby in effect agreed to regard it as being the frontier line.” (*Ibid.*, pp. 32-33.)

“There is finally one further aspect of the case with which the Court feels it necessary to deal. The Court considers that the acceptance of the Annex I map by the Parties caused the map to enter the treaty settlement and to become an integral part of it.” (*Ibid.*, p. 33.)

40. For Cambodia, these arguments are inseparable from the operative part of the Judgment and determine its significance. As the Court declared in a previous Judgment:

“In order that a difference of opinion should become the subject of a request for an interpretation under Article 60 of the Statute, there must therefore exist a difference of opinion between the Parties as to those points in the judgment in question which have been decided with binding force. That does not imply that it must be beyond dispute that the point the meaning of which is questioned is related to a part of the judgment having binding force. A difference of opinion as to whether a particular point has or has not been decided with binding force also constitutes a case which comes within the terms of the provision in question, and the Court cannot avoid the duty incumbent upon it of interpreting the judgment in so far as necessary, in order to adjudicate upon such a difference of opinion.” (*Interpretation of Judgments Nos. 7 and 8 (Factory at Chorzów)*, Judgment No. 11, 1927, P.C.I.J., Series A, No. 13, pp. 11-12.)

More recently, the Court again asserted that: “any request for interpretation must relate to the operative part of the judgment and cannot concern the reasons for the judgment except in so far as these are inseparable from the operative part” (*Request*

l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun), arrêt, C.I.J. Recueil 1999 (I), p. 35, par. 10).

41. Il apparaît d'une manière logique et évidente pour le Cambodge que les affirmations de la Cour en 1962 rappelées ci-dessus au paragraphe 40 sont précisément «inséparables du dispositif» dans le sens que la Cour donnait à cette expression dans son arrêt dans l'affaire entre le Cameroun et le Nigéria. Ceci implique que, lors de l'arrêt du 15 juin 1962, le point 1 du dispositif a été, selon le Cambodge, manifestement rédigé dans l'intention de produire des implications et conséquences, comme la suite du dispositif le confirme.

42. En 1962, la Cour n'établit en aucune manière une autre frontière que celle qui existait déjà selon la carte de l'annexe I, et ne la trace pas en fonction de l'appartenance du Temple au Cambodge, mais reconnaît au Cambodge la souveraineté sur le territoire sur lequel se trouve le Temple parce que le Cambodge possède déjà la souveraineté sur ce territoire. Dans ce sens, on peut considérer — comme le rappelle elle-même la Cour dans l'arrêt de 1962 en affirmant «[qu'elle] ne peut rendre une décision sur la souveraineté dans la zone du temple qu'après avoir examiné quelle est la ligne frontière» (arrêt de 1962, p. 16-17) — qu'il s'agit d'un élément essentiel de la décision prise et transcrite dans le dispositif de l'arrêt du 15 juin 1962.

43. Le droit international ne peut connaître de frontières nomades. L'intégrité territoriale des Etats et la sécurité juridique qui s'attache à cette intégrité commandent de définir précisément des limites. Être souverain, c'est l'être sur un territoire précis qui ne peut être défini d'une manière unilatérale. A défaut, un différend comme celui que le Cambodge exprime ici devant la Cour peut se prolonger et menacer sérieusement à tout moment la paix et la sécurité internationales.

V. L'INTERPRÉTATION DEMANDÉE À LA COUR

44. La Cour a jugé dans son arrêt de 1962, au point 1 du dispositif, que «le temple de Préah Vihéar est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge». Elle a ajouté au point 2 de ce même dispositif que la Thaïlande a, par conséquent, l'obligation de «retirer tous les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens qu'elle a installés dans le temple ou dans ses *environs situés en territoire cambodgien*» (les italiques sont de nous), comme le demandait la première conclusion du Cambodge lors de l'arrêt de 1962 (voir paragraphe 9 *supra*). Ce dispositif est la conséquence directe du fait, reconnu par la Cour dans les motifs de sa décision, que la ligne tracée sur la carte de l'annexe I constitue la frontière entre les deux Etats dans la zone du Temple. L'obligation de retrait des troupes thaïlandaises des «environs» du Temple ne constitue dès lors que l'illustration de l'obligation générale et continue incombant à la Thaïlande de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge jusqu'à la frontière ainsi reconnue. Cette obligation couvre tout le territoire cambodgien dans la zone du Temple, territoire qui est aujourd'hui l'objet d'incursions armées et est revendiqué par la Thaïlande sur un périmètre de 4,6 km² unilatéralement et arbitrairement défini par cet Etat.

Face aux attaques armées répétées de la Thaïlande dans cette zone, y compris sur le Temple lui-même, le Cambodge fait preuve de retenue, mais est d'avis que seule une interprétation authentique et obligatoire donnée par la Cour de son propre arrêt pourra fournir des moyens pour garantir la sécurité et la paix dans cette région d'une manière durable.

for *Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria* (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (*Nigeria v. Cameroon*), *Judgment, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 35, para. 10).

41. It appears logical and obvious to Cambodia that the Court's assertions in 1962 recalled in paragraph 40 above are precisely "inseparable from the operative part", in the sense the Court gave to that expression in the case between Cameroon and Nigeria. This implies that, in the Judgment of 15 June 1962, the first paragraph of the operative clause, in Cambodia's view, was manifestly worded with the intention of producing consequences and implications, as is confirmed by the remainder of the operative clause.

42. In 1962, the Court in no way established a different boundary from the one which existed already according to the Annex I map, and did not draw it on the basis that the Temple belonged to Cambodia, but attributed sovereignty to Cambodia over the territory in which the Temple is situated because Cambodia already held sovereignty over that territory. This point can thus be regarded — as the Court itself indicated in the 1962 Judgment by stating that "the Court can only give a decision as to the sovereignty over the Temple area after examining what the frontier line is" (1962 Judgment, pp. 16-17) — as forming a key element of the decision made in the Judgment of 15 June 1962 and transcribed into its operative clause.

43. International law does not recognize nomadic frontiers. The territorial integrity of States and the legal security attached to that integrity demand that boundaries be precisely determined. To be sovereign means holding sovereignty over a specific territory which cannot be defined in a unilateral way. Otherwise, a dispute, such as the one which Cambodia is setting forth here before the Court, may be prolonged and may seriously threaten international peace and security at any time.

V. THE INTERPRETATION REQUESTED FROM THE COURT

44. In the first paragraph of the operative clause of its 1962 Judgment, the Court found that "the Temple of Preah Vihear is situated in territory under the sovereignty of Cambodia". It added, in the second paragraph, that Thailand, in consequence, is under an obligation to "withdraw any military or police forces, or other guards or keepers, stationed by her at the Temple, or in its *vicinity on Cambodian territory*" (emphasis added), as Cambodia had requested in its first submission at the time of the 1962 Judgment (see paragraph 9 *supra*). These operative provisions are a direct consequence of the fact, acknowledged by the Court in the reasoning of its decision, that the line shown on the Annex I map constitutes the frontier between the two States in the area of the Temple. The obligation to withdraw Thai troops from the "vicinity" of the Temple therefore merely illustrates the general and continuing obligation borne by Thailand to respect Cambodia's sovereignty and territorial integrity up to the frontier as thus recognized. That obligation applies to all Cambodian territory in the area of the Temple, territory which is currently the subject of armed incursions and is claimed by Thailand within a perimeter enclosing 4.6 km², unilaterally and arbitrarily determined by that State.

Faced with the repeated armed attacks by Thailand in this area, including on the Temple itself, Cambodia is showing restraint, but it takes the view that only an authentic and binding interpretation given by the Court of its own Judgment can provide a means of ensuring lasting peace and security in this region.

45. Etant donné «que le temple de Préah Vihéar est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge» (point 1 du dispositif), ce qui est la conséquence juridique du fait que le Temple est situé du côté cambodgien de la frontière telle qu'elle fut reconnue par la Cour dans son arrêt, et sur la base des faits et arguments juridiques développés ci-dessus, le Cambodge prie respectueusement la Cour de dire et juger que :

L'obligation pour la Thaïlande de «retirer tous les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens qu'elle a installés dans le temple ou dans ses environs situés en territoire cambodgien» (point 2 du dispositif) est une conséquence particulière de l'obligation générale et continue de respecter l'intégrité du territoire du Cambodge, territoire délimité dans la région du Temple et ses environs par la ligne de la carte de l'annexe I sur laquelle l'arrêt de la Cour est basé.

Le 28 avril 2011.

Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères
et de la coopération internationale,
agent du Royaume du Cambodge,
(*Signé*) HOR Namhong.

45. Given that “the Temple of Preah Vihear is situated in territory under the sovereignty of Cambodia” (first paragraph of the operative clause), which is the legal consequence of the fact that the Temple is situated on the Cambodian side of the frontier, as that frontier was recognized by the Court in its Judgment, and on the basis of the facts and arguments set forth above, Cambodia respectfully asks the Court to adjudge and declare that:

The obligation incumbent upon Thailand to “withdraw any military or police forces, or other guards or keepers, stationed by her at the Temple, or in its vicinity on Cambodian territory” (second paragraph of the operative clause) is a particular consequence of the general and continuing obligation to respect the integrity of the territory of Cambodia, that territory having been delimited in the area of the Temple and its vicinity by the line on the Annex I map, on which the Judgment of the Court is based.

28 April 2011.

(Signed) HOR Namhong,
Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs
and International Cooperation,
Agent of the Kingdom of Cambodia.

Annexes documentaires

(Documents présentés selon l'ordre de citation dans la requête.)

- Annexe 1.* Lettre du 6 juillet 1962 envoyée par le ministre des affaires étrangères de la Thaïlande au Secrétaire général des Nations Unies.
- Annexe 2.* Lettre de l'ambassadeur et représentant permanent du Cambodge auprès des Nations Unies au président du Conseil de sécurité en date du 19 juillet 2008, à propos des incidents du 15 juillet 2008 suite à l'inscription du Temple au Patrimoine mondial de l'Unesco.
- Annexe 3.* Lettre du premier ministre de Thaïlande du 18 juillet 2008 en réponse à la note du premier ministre du Cambodge du 17 juillet à propos des incidents récents. Cette lettre reprend les «protestations» de la Thaïlande depuis 2004 (25 novembre 2004, 8 mars 2005, 17 mai 2007 et 10 avril 2008).
- Annexe 4.* Lettre de l'ambassadeur et représentant permanent de la Thaïlande auprès des Nations Unies au président du Conseil de sécurité en date du 21 juillet 2008.
- Annexe 5.* Communiqué conjoint du 13 janvier 1994 et déclaration conjointe du 21 juin 1997.
- Annexe 6.* Mémoire d'accord du 14 juin 2000 et procès-verbal de la session spéciale de la commission mixte khméro-thaïlandaise de démarcation de la frontière terrestre du 25 août 2003.
- Annexe 7.* Lettre de l'ambassadeur et représentant permanent du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies au président du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 2008.
- Annexe 8.* Communiqué de presse des Nations Unies du 20 août 2010.
- Annexe 9.* Communiqué de presse des Nations Unies du 14 février 2011.
- Annexe 10.* Déclaration du président de l'ANASE du 22 février 2011.
- Annexe 11.* Communiqué de presse des Nations Unies du 23 avril 2011.
- Annexe 12.* Rapport du Comité du patrimoine mondial du 26 mai 2009 suite aux incidents d'avril 2009 aux abords du temple de Préah Vihéar.
- Annexe 13.* Résolution du Parlement européen du 17 février 2011 sur les affrontements à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.
-

Documentary Annexes

(Documents are presented in the order in which they are referred to in the Application.)

[Translation]

- Annex 1.* Letter of 6 July 1962 sent by Thailand's Minister for Foreign Affairs to the Secretary-General of the United Nations.
- Annex 2.* Letter to the President of the Security Council from the Ambassador and Permanent Representative of Cambodia to the United Nations, dated 19 July 2008, concerning the events of 15 July 2008 following the inclusion of the Temple on the list of UNESCO World Heritage sites.
- Annex 3.* Letter from the Prime Minister of Thailand, dated 18 July 2008, in response to the Prime Minister of Cambodia's Note of 17 July concerning recent events. This letter recalls the "protests" made by Thailand since 2004 (25 November 2004, 8 March 2005, 17 May 2007 and 10 April 2008).
- Annex 4.* Letter from the Ambassador and Permanent Representative of the Kingdom of Thailand to the United Nations to the President of the Security Council, dated 21 July 2008.
- Annex 5.* Joint Communiqué of 13 January 1994 and Joint Statement of 21 June 1997.
- Annex 6.* Memorandum of Understanding of 14 June 2000 and Agreed Minutes of the Special Session of the Cambodian-Thai Joint Commission on Demarcation for Land Boundary of 25 August 2003.
- Annex 7.* Letter to the President of the Security Council from the Ambassador and Permanent Representative of Cambodia to the United Nations Dated 15 October 2008.
- Annex 8.* United Nations Press Release of 20 August 2010.
- Annex 9.* United Nations Press Release of 14 February 2011.
- Annex 10.* Statement by the Chairman of ASEAN Dated 22 February 2011.
- Annex 11.* United Nations Press Release of 23 April 2011.
- Annex 12.* Report of the World Heritage Committee of 26 May 2009 following the events of April 2009 in the area surrounding the Temple of Preah Vihear.
- Annex 13.* European Parliament resolution of 17 February 2011 on the border clashes between Thailand and Cambodia.
-

Annexe 1

LETTRE DU 6 JUILLET 1962 ENVOYÉE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA THAÏLANDE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

Ministère des affaires étrangères,
Bangkok, le 6 juillet 1962 (ou 2505 de l'ère bouddhique).

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de me référer à l'affaire du temple de Phra Viharn, dont le Cambodge a, par sa requête du 6 octobre 1959, saisi la Cour internationale de Justice, laquelle, par son arrêt du 15 juin 1962, a reconnu la souveraineté cambodgienne sur les ruines du temple de Phra Viharn.

Dans une communication officielle, en date du 3 juillet 1962, le gouvernement de Sa Majesté a publiquement déclaré contester le bien-fondé de l'arrêt susmentionné de la Cour, parce que, selon lui, cet arrêt contrevient aux termes exprès des dispositions pertinentes des traités de 1904 et 1907 et est contraire aux principes du droit et de la justice, mais ajoutant que, en sa qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, le gouvernement de Sa Majesté satisfera aux obligations qui lui incombent en vertu dudit arrêt, conformément à l'engagement qu'il a pris aux termes de l'article 94 de la Charte.

Je tiens à vous informer que, en décidant de se soumettre à l'arrêt de la Cour internationale de Justice dans l'affaire du temple de Phra Viharn, le gouvernement de Sa Majesté désire expressément réserver tout droit que la Thaïlande a ou pourrait avoir à l'avenir de recouvrer le temple de Phra Viharn par toute voie de droit existante ou subséquemment ouverte, et qu'il proteste formellement contre l'arrêt de la Cour internationale de Justice attribuant au Cambodge le temple de Phra Viharn.

J'ai, en conséquence, l'honneur de porter ce qui précède à votre connaissance, en vous priant de communiquer la présente note à tous les Membres de l'Organisation.

Le ministre des affaires étrangères
de Thaïlande,

(Signé) Thanat KHOMAN.

Annex 1

LETTER OF 6 JULY 1962 SENT BY THAILAND'S MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

Ministry of Foreign Affairs,
Bangkok, 6 July 1962 (Buddhist Era 2505).

[Translation]

Secretary-General,

I have the honour to refer to the case concerning the Temple of Phra Viharn, which was brought before the International Court of Justice by Cambodia's Unilateral Application on October 6, 1959, and on which the Court rendered its decision on June 15, 1962, recognizing Cambodian sovereignty over the ruins of the Temple of Phra Viharn.

In an official communiqué dated July 3, 1962, His Majesty's Government made a public announcement, expressing its disagreement with the above-mentioned decision of the Court on the ground that, in its opinion, the decision goes against the express terms of the relevant provisions of the 1904 and 1907 Treaties and is contrary to the principles of law and justice, but stating nonetheless that, as a Member of the United Nations, His Majesty's Government will honour the obligations incumbent upon it under the said decision in fulfilment of its undertaking under Article 94 of the Charter.

I wish to inform you that, in deciding to comply with the decision of the International Court of Justice in the case concerning the Temple of Phra Viharn, His Majesty's Government desires to make an express reservation regarding whatever rights Thailand has, or may have in future, to recover the Temple of Phra Viharn by having recourse to any existing or subsequently applicable legal process, and to register a protest against the decision of the International Court of Justice awarding the Temple of Phra Viharn to Cambodia.

I, therefore, have the honour to bring the above to your knowledge with the request that this Note be circulated to all Members of the Organization.

(Signed) Thanat KHOMAN,
Minister for Foreign Affairs
of Thailand.

Annex 2

LETTER TO THE PRESIDENT OF THE SECURITY COUNCIL FROM THE AMBASSADOR
AND PERMANENT REPRESENTATIVE OF CAMBODIA
TO THE UNITED NATIONS, DATED 19 JULY 2008,
CONCERNING THE EVENTS OF 15 JULY 2008 FOLLOWING THE INCLUSION
OF THE TEMPLE ON THE LIST OF UNESCO WORLD HERITAGE SITES

Kingdom of Cambodia
Permanent Mission to the United Nations

Ref.: RC/MP/132/08

19 July 2008.

On the instruction from my Government, I have the honour to provide an account of facts to the attention of Your Excellency in relation to Thailand's violation of the sovereignty and territorial integrity of the Kingdom of Cambodia as follows:

- The Temple of Preah Vihear of Cambodia was inscribed UNANIMOUSLY into the World Heritage List during the 32nd Session of the World Heritage Committee in Quebec City, Canada, on 7 July 2008. This gave rise to the intense political protests in Thailand from the opposition forces against Thailand's Government. But in spite of this internal turmoil, Cambodia never expected that Thai soldiers would move in and stay in the Cambodian pagoda.
- On 15 July 2008, about 50 Thai soldiers crossed into Keo Sikha Kiri Svava pagoda located in Cambodia's territory at about 300 metres from the Temple of Preah Vihear. By 16-17 July 2008, the number of Thai soldiers in the pagoda ground increased to 480.
- The Thai side used its UNILATERALLY designed map (Attachment 1) to indicate that the pagoda is in the so-called "overlapping area". But according to the "Annex I map" (Attachment 2) and the enlargement of "Annex I map" (Attachment 3) used by the International Court of Justice (ICJ) to adjudicate the conflict between Cambodia and Thailand over the Temple of Preah Vihear in June 1962, the ICJ stated in its judgment that:

"The Court however considers that Thailand in 1908-1909 did accept the Annex I map as representing the outcome of the work of delimitation, and hence recognized the line on that map as being the frontier line, the effect of which is to situate Preah Vihear in Cambodian territory. The Court considers further that, looked at as a whole, Thailand's subsequent conduct confirms and bears out her original acceptance, and that Thailand's acts on the ground do not suffice to negative this. Both Parties, by their conduct, recognized the line and thereby in effect agreed to regard it as being the frontier line" (pp. 32-33);

Annexe 2

LETTRE DE L'AMBASSADEUR ET REPRÉSENTANT PERMANENT
DU CAMBODGE AUPRÈS DES NATIONS UNIES
AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN DATE DU 19 JUILLET 2008,
À PROPOS DES INCIDENTS DU 15 JUILLET 2008 SUITE À L'INSCRIPTION
DU TEMPLE AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

[Traduction]

Royaume du Cambodge
Mission permanente des Nations Unies

Réf.: RC/MP/132/08

Le 19 juillet 2008.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre attention les faits suivants, concernant la violation par la Thaïlande de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Royaume du Cambodge:

- Le temple de Préah Vihéar au Cambodge a été inscrit À L'UNANIMITÉ sur la liste du Patrimoine mondial au cours de la trente-deuxième session du Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le 7 juillet 2008 à Québec (Canada). Cela a suscité en Thaïlande d'intenses protestations politiques contre le gouvernement de la part des forces de l'opposition. Malgré ces querelles intestines, le Cambodge ne s'attendait nullement à ce que des soldats thaïlandais investissent la pagode cambodgienne et y demeurent;
- Le 15 juillet 2008, quelque 50 soldats thaïlandais ont franchi la frontière et se sont installés dans la pagode de Keo Sikha Kiri Svava, qui se trouve en territoire cambodgien, à environ 300 mètres du temple de Préah Vihéar. Les 16 et 17 juillet 2008, on dénombrait 480 soldats thaïlandais dans l'enceinte de la pagode;
- La partie thaïlandaise s'est servie d'une carte conçue UNILATÉRALEMENT (pièce jointe 1) pour indiquer que la pagode se trouve dans la zone dite de «chevauchement». Or, d'après la carte de l'annexe I (pièce jointe 2) et l'agrandissement de la carte de l'annexe I (pièce jointe 3) sur lesquels s'était fondée la Cour internationale de Justice pour se prononcer sur le différend entre le Cambodge et la Thaïlande à propos du temple de Préah Vihéar en juin 1962, le jugement suivant avait été prononcé:

«Toutefois, la Cour considère qu'en 1908-1909 la Thaïlande a bien accepté la carte de l'annexe I comme représentant le résultat des travaux de délimitation et a ainsi reconnu la ligne tracée sur cette carte comme étant la frontière dont l'effet est de situer Préah Vihéar dans le territoire du Cambodge. La Cour estime d'autre part que, considérée dans son ensemble, la conduite ultérieure de la Thaïlande a confirmé et corroboré son acceptation initiale et que les actes accomplis par la Thaïlande sur les lieux n'ont pas suffi à l'annuler. Les deux Parties ont par leur conduite reconnu la ligne et, par là même, elles sont effectivement convenues de la considérer comme étant la frontière» (p. 32-33);

“The Court considers the acceptance of the Annex I map by the Parties caused the map to enter the treaty settlement and to become an integral part of it” (p. 33); and

“The Court, therefore, feels bound, as a matter of treaty interpretation, to pronounce in favour of the line as mapped in the disputed area” (p. 35).

- Taking into account of the above decision of the ICJ, the only map which legally delimits the border in the area of the Temple of Preah Vihear is the “Annex I map” based on which the Court made its judgment.
- Upon the onset of this provoking act and increasing reinforcement of Thai soldiers on Cambodia’s territory, Samdech Hun Sen, Prime Minister of the Kingdom of Cambodia has made telephone contact and written to H.E. Samak Sundaravej, Prime Minister of Thailand, calling for actions to defuse the tension and for the immediate withdrawal of Thai troops from the pagoda ground.
- In his reply letter to Samdech Hun Sen on 18 July 2008, H.E. Samak Sundaravej, claimed, apparently based on Thai unilaterally designed map, that the pagoda lies in the territory of the Kingdom of Thailand and that the presence of Cambodian residents and military personnel in the pagoda ground is a violation of Thailand’s sovereignty and territorial integrity.
- On 19 July 2008, Samdech Hun Sen wrote a reply letter to H.E. Samak Sundaravej (Attachment 4) in which he stresses the legal validity of the frontier line between the two countries as shown in the “Annex I map” of the judgment of the ICJ.
- While Cambodia exercises maximum restraint to avoid armed confrontation, we cannot ignore that Thai military provocation is to create a *de facto* “overlapping area” that legally does not exist on Cambodia soil.

I request Your Excellency to circulate this letter and its attachments to all Member States as a document of the General Assembly.

(Signed) [Illegible],

Ambassador and Permanent Representative of the
Kingdom of Cambodia to the United Nations.

His Excellency Mr. Srgjan Kerim,
President of the 62nd Session of the General Assembly,
New York.

«La Cour considère que l'acceptation par les Parties de la carte de l'annexe I a incorporé cette carte dans le règlement conventionnel, dont elle est devenue partie intégrante» (p. 33); et

«La Cour s'estime donc tenue, du point de vue de l'interprétation des traités, de se prononcer en faveur de la frontière indiquée sur la carte pour la zone litigieuse» (p. 35).

- Compte tenu de la décision susmentionnée de la Cour internationale de Justice, la seule carte qui délimite officiellement la frontière dans la région du temple de Préah Vihéar est la carte de l'annexe I, sur la base de laquelle la Cour s'est prononcée;
- Au début de cet acte de provocation et du déploiement militaire thaïlandais croissant en territoire cambodgien, le premier ministre du Royaume du Cambodge, Samdech Hun Sen, a été en contact téléphonique et épistolaire avec le premier ministre thaïlandais, Samak Sundaravej, lui demandant de prendre les mesures voulues pour désamorcer la tension et retirer immédiatement les soldats thaïlandais de l'enceinte de la pagode;
- Dans sa réponse écrite à Samdech Hun Sen datée du 18 juillet 2008, Samak Sundaravej a affirmé, sur la base semble-t-il de la carte conçue unilatéralement par le Gouvernement thaïlandais, que la pagode se trouvait sur le territoire du Royaume de Thaïlande et que la présence de civils et de militaires cambodgiens dans l'enceinte de la pagode constituait une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Thaïlande;
- Le 19 juillet 2008, Samdech Hun Sen a adressé une réponse à Samak Sundaravej (pièce jointe 4) dans laquelle il a souligné la validité juridique de la ligne frontière entre les deux pays, comme indiqué dans la carte de l'annexe I qui avait été utilisée par la Cour internationale de Justice pour rendre son arrêt;
- Bien qu'il fasse preuve de la plus grande retenue pour éviter tout affrontement armé, le Cambodge ne saurait passer sous silence la provocation militaire thaïlandaise qui vise à créer sur le sol cambodgien «une zone de chevauchement» *de facto* qui n'a aucun fondement légitime.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et ses pièces jointes en tant que document de l'Assemblée générale au titre du point 14 de l'ordre du jour.

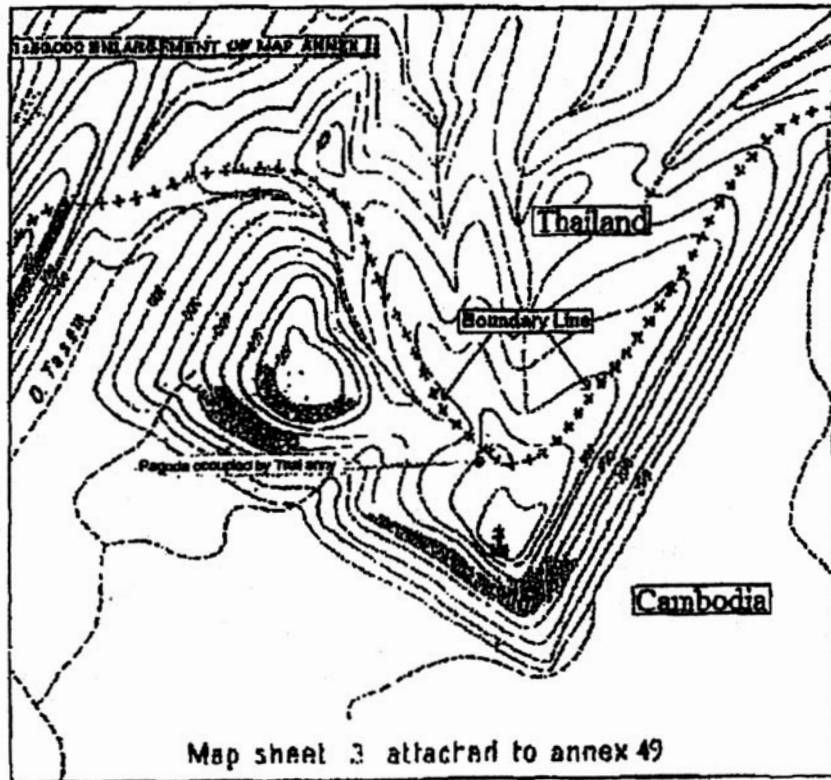
L'ambassadeur et représentant permanent
du Royaume du Cambodge auprès des Nations Unies,
(Signé) [Illisible].

Son Excellence M. Srgjan Kerim,
Président de la 62^e session de l'Assemblée générale,
New York.

Annex II to the letter dated 18 July 2008 from the Permanent Representative of Cambodia to the United Nations addressed to the President of the Security Council

MAP BASED ON WHICH ICJ DECIDED THAT THE TEMPLE OF PREAH VIHEAR IS SITUATED IN TERRITORY UNDER THE SOVEREIGNTY OF CAMBODIA

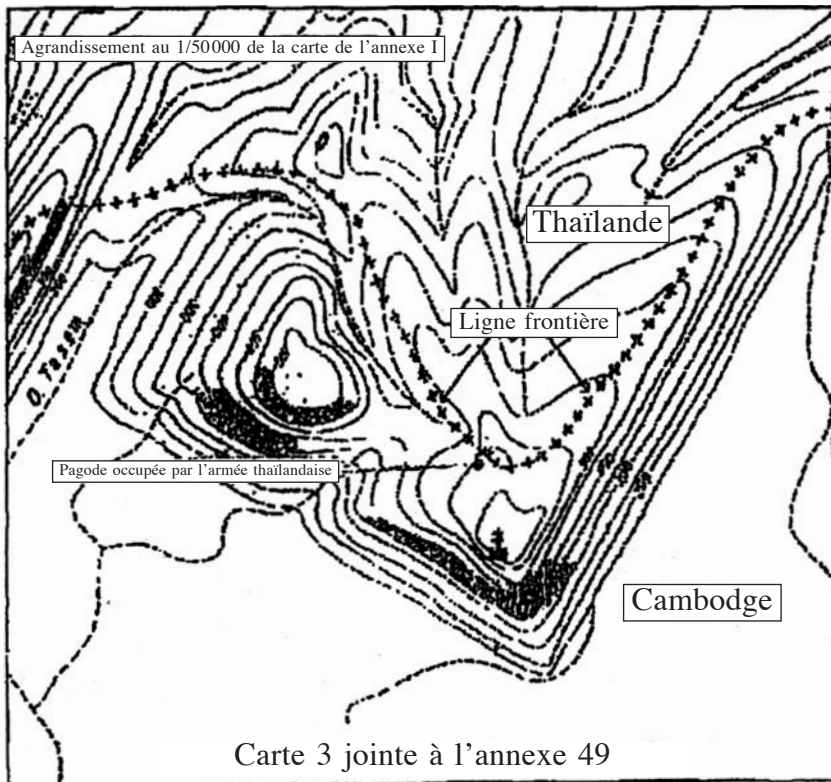
- The International Court however considers that “Thailand in 1908-1909 did accept the Annex I map as representing the outcome of the work of delimitation, and hence recognized the line on that map as being the frontier line, the effect of which is to situate Preah Vihear in Cambodian territory.”
- The ICJ considers further that “Both Parties, by their conduct, recognized the line and thereby in effect agreed to regard it as being the frontier line.”
- The ICJ considers that “the acceptance of the Annex I map by the Parties caused the map to enter the treaty settlement and to become an integral part of it”.



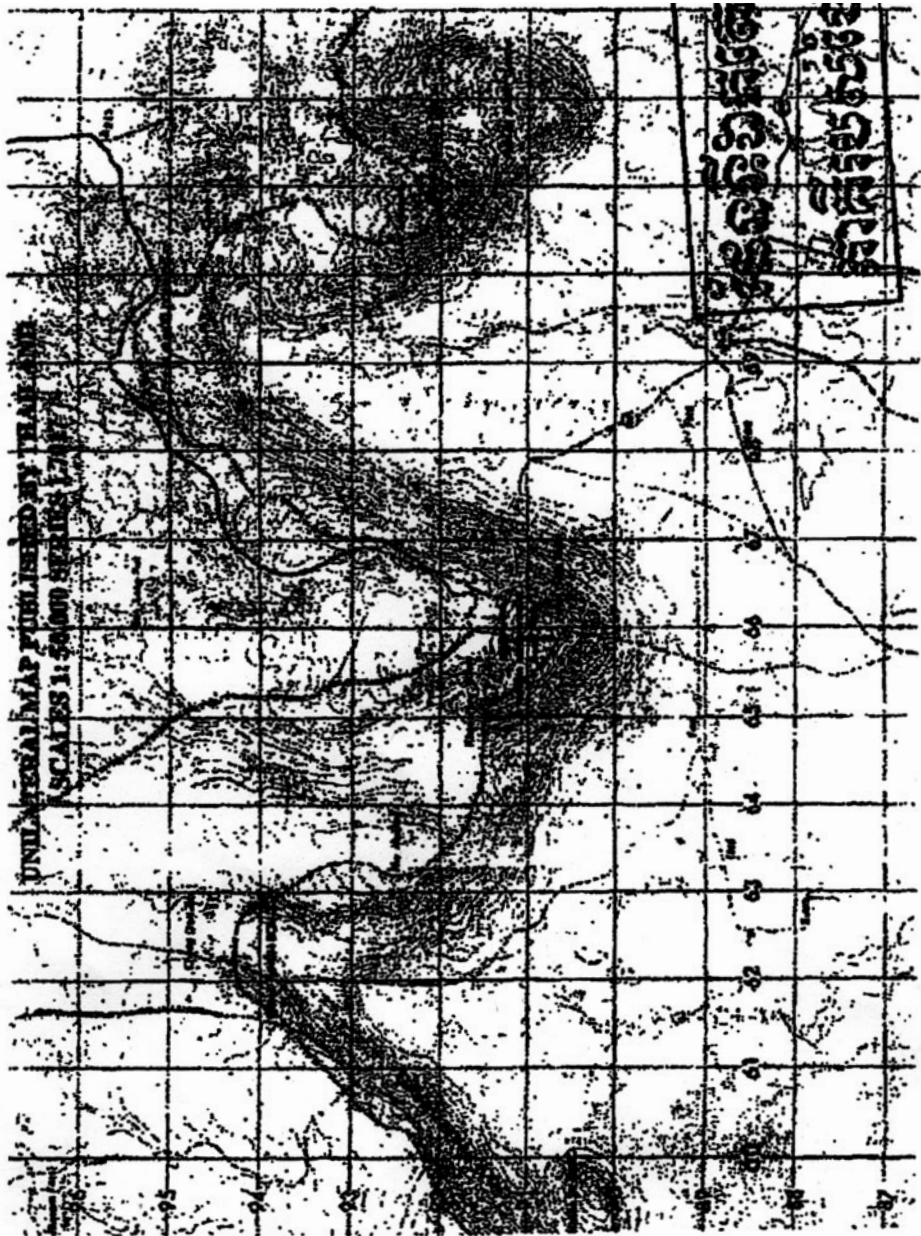
*Annexe II de la lettre en date du 18 juillet 2008 adressée
au président du Conseil de sécurité par le représentant permanent
du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies*

CARTE SUR LAQUELLE LA CIJ S'EST FONDÉE POUR JUGER
QUE LE TEMPLE DE PRÉAH VIHÉAR EST SITUÉ EN TERRITOIRE
RELEVANT DE LA SOUVERAINÉTÉ DU CAMBODGE

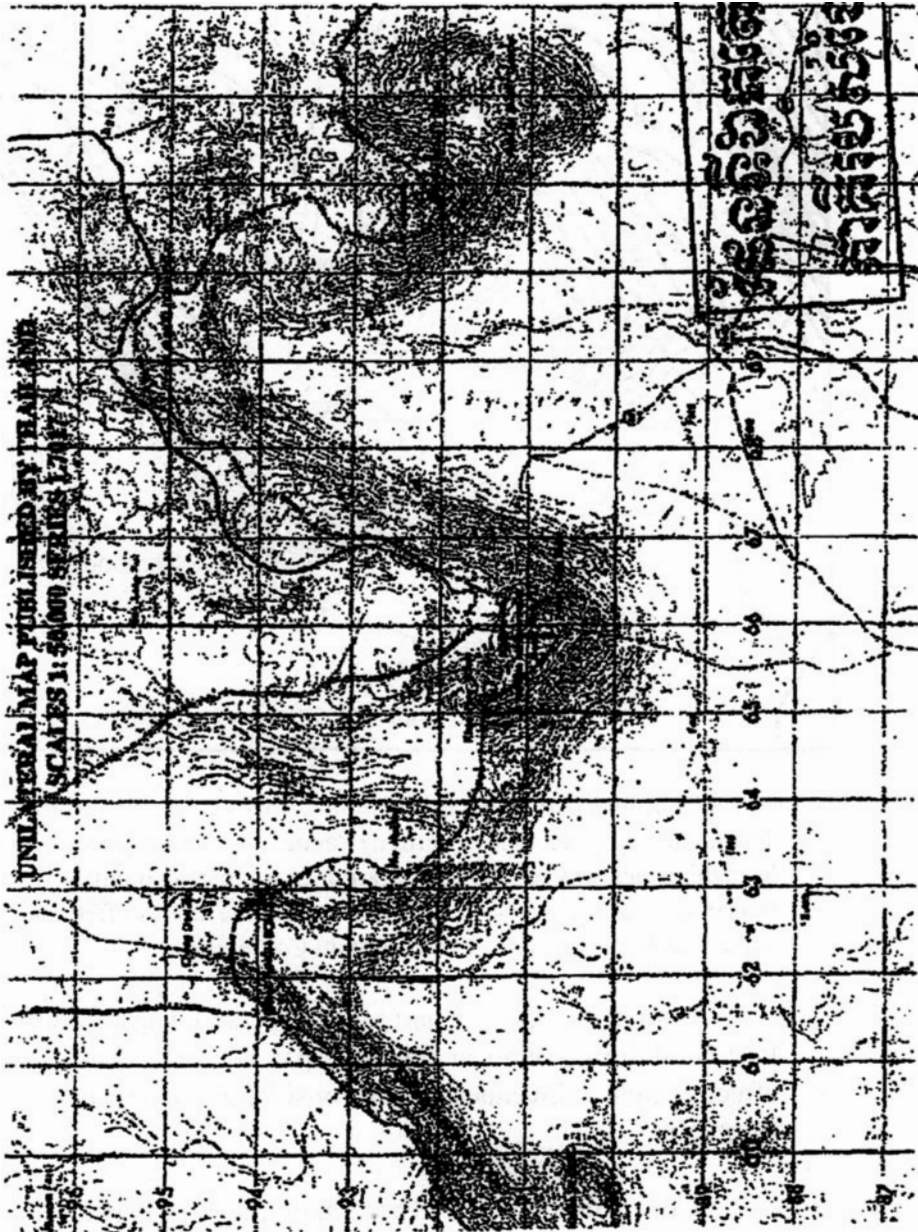
- La Cour internationale considère toutefois «qu'en 1908-1909 la Thaïlande a bien accepté la carte de l'annexe I comme représentant le résultat des travaux de délimitation et a ainsi reconnu la ligne tracée sur cette carte comme étant la frontière dont l'effet est de situer Préah Vihéar dans le territoire du Cambodge».
- La Cour estime d'autre part que «[l]es deux Parties ont par leur conduite reconnu la ligne et, par là même, elles sont effectivement convenues de la considérer comme étant la frontière».
- La Cour considère que «l'acceptation par les Parties de la carte de l'annexe I a incorporé cette carte dans le règlement conventionnel, dont elle est devenue partie intégrante».



*Annex I to the letter dated 18 July 2008
from the Permanent Representative of Cambodia
to the United Nations addressed
to the President of the Security Council*



*Annexe I de la lettre en date du 18 juillet 2008
adressée au président du Conseil de sécurité
par le représentant permanent du Cambodge
auprès de l'Organisation des Nations Unies*



Annex 3

LETTER FROM THE PRIME MINISTER OF THAILAND, DATED 18 JULY 2008,
IN RESPONSE TO THE PRIME MINISTER OF CAMBODIA'S NOTE
OF 17 JULY CONCERNING RECENT EVENTS.

THIS LETTER RECALLS THE "PROTESTS" MADE BY THAILAND SINCE 2004
(25 NOVEMBER 2004, 8 MARCH 2005, 17 MAY 2007 AND 10 APRIL 2008)

Office of the Prime Minister,
Government House, Bangkok.

18 July B.E. 2551 (2008).

Samdech Techo Prime Minister,

I have the honour to refer to Samdech's Note dated 17 July 2008 regarding the situation in the area adjacent to the Temple of Preah Vihear. In reply, I wish to reiterate the Royal Thai Government's resolve to seek a just and peaceful solution to this problem in the spirit of long lasting friendship and good co-operation. With this in mind, I have instructed the Supreme Commander to lead a Thai delegation to the Special Session of the Thai-Cambodian General Border Committee to be held in Sa Kaeo Province of Thailand on Monday, 21 July 2008.

I strongly believe that our two countries should use every effort to prevent the escalation of the situation. However, I wish to point out that the "area of Keo Sikha Kiri Svava Pagoda" mentioned in Samdech's Note is situated with the territory of the Kingdom of Thailand. The presence of this Pagoda and other structures as well as that of Cambodian settlers and military personnel in the area, constitute a continued violation of the sovereignty and territorial integrity of the Kingdom of Thailand. The Royal Thai Government has made repeated protests regarding this matter in the last several years (i.e., on 10 April 2008, 17 May 2007, 8 March 2005 and 25 November 2004). Copies of the protest Notes are attached herewith.

The deployment by Cambodia of more than 1,000 troops in the area, in addition to around 200 troops stationed there earlier, has caused the situation to deteriorate. It is my earnest hope that both sides will exercise restraint and that the Thailand-Cambodia Joint Boundary Commission (JBC) will accelerate its work to survey and demarcate the entire stretch of the Thai-Cambodian border so that similar problems will not arise in the future to affect the cordial relations between our two countries. In addition, Thailand stands ready to jointly explore possible interim measures pending completion of the work of the JBC in this area.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Samak SUNDARAVEJ,
Prime Minister of the Kingdom of Thailand.

Annexe 3

LETTRE DU PREMIER MINISTRE DE THAÏLANDE DU 18 JUILLET 2008
EN RÉPONSE À LA NOTE DU PREMIER MINISTRE DU CAMBODGE
DU 17 JUILLET À PROPOS DES INCIDENTS RÉCENTS.
CETTE LETTRE REPREND LES «PROTESTATIONS» DE LA THAÏLANDE DEPUIS 2004
(25 NOVEMBRE 2004, 8 MARS 2005, 17 MAI 2007 ET 10 AVRIL 2008)

[Traduction]

Bureau du premier ministre,
Résidence du gouverneur général, Bangkok.

Le 18 juillet 2008 (2551 de l'ère bouddhique).

Monsieur le Premier ministre Samdech Techo,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Samdech datée du 17 juillet 2008 concernant la situation aux abords du temple de Préah Vihéar. En réponse à cette note, je souhaite réitérer que le Gouvernement du Royaume de Thaïlande reste fermement résolu à trouver une solution juste et pacifique à ce problème, dans l'esprit d'une amitié de longue date et d'une bonne coopération. En gardant cela à l'esprit, j'ai demandé au commandant suprême de conduire une délégation thaïlandaise à la session spéciale du comité frontalier général Thaïlande-Cambodge qui se tiendra dans la province thaïlandaise de Sa Kaeo le lundi 21 juillet 2008.

Je suis fermement convaincu que nos deux pays doivent tout mettre en œuvre pour empêcher que la situation ne se dégrade davantage. Cependant, je souhaite préciser que la «zone de la pagode Keo Sikha Kiri Svava» mentionnée dans la note de Samdech se situe sur le territoire du Royaume de Thaïlande. La présence de cette pagode et d'autres structures, ainsi que celle de Cambodgiens et de personnel militaire dans la zone, constituent une violation permanente de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Royaume de Thaïlande. Le Gouvernement royal thaïlandais a protesté à de nombreuses reprises contre cette présence au cours de ces dernières années (à savoir le 10 avril 2008, le 17 mai 2007, le 8 mars 2005 et le 25 novembre 2004). Les copies des notes de protestation sont annexées à la présente lettre.

Le déploiement par le Cambodge de plus de 1000 militaires dans la zone, qui viennent s'ajouter aux quelque 200 qui y étaient déjà stationnés, a contribué à la dégradation de la situation. J'espère sincèrement que les deux parties feront preuve de retenue et que la commission frontalière mixte Thaïlande-Cambodge (JBC) accélérera son travail pour procéder au levé et délimiter la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge afin d'éviter que des problèmes similaires ne surgissent à l'avenir et ne viennent entacher les relations cordiales que nos deux pays entretiennent. En outre, la Thaïlande est disposée à étudier d'éventuelles mesures provisoires avec le Cambodge, en attendant que la JBC achève son travail dans cette zone.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Le premier ministre du Royaume de Thaïlande,
(Signé) Samak SUNDARAVEJ.

Ministry of Foreign Affairs,
Sri Ayudhya Road,
Bangkok 10400.

No. 0803/1015

25 November B.E. 2547 (2004).

Excellency,

I have the honour to inform Your Excellency that members of the Sub-Committee for the Restoration and Conservation of the Preah Vihear Temple (Thai side) and the Sub-Committee on Joint Development Plan for the Preah Vihear Temple (Thai side) paid a field visit to the Preah Vihear Temple and Pa Mo Ee Daeng, Srisaket Province, on 9 November 2004. It was observed that the Cambodian community in this area is expanding itself at an alarming rate. The community is estimated to have grown in number from about 90 families (365 habitants) in March 2004 to about 165 families (733 habitants) at present. Furthermore, so many houses, huts, shelters and kiosks have been built all over the area from the footstep of the Temple to its top and in its vicinity, as shown in the photographs attached hereto.

Such expansion, with permanent structures, not only affects the natural environment of the frontier zone but also creates plenty of problems ranging from unpleasant landscapes and scenery to inappropriate management of waste disposal and wastewater. Moreover, the Thai communities living on lower grounds are suffering from polluted wastewater draining from the said area. This will also have a negative impact on the possibility of the Temple being recognized as a World Heritage by UNESCO as hoped by the Cambodian side.

Above all, the Thai side is gravely concerned that certain Cambodian local authorities' offices have been built in the said area.

The aforementioned activities and constructions unequivocally violate Article 5 of the Memorandum of Understanding between the Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Kingdom of Cambodia on the Survey and Demarcation of Land Boundary, signed on 14 June 2004.

The Thai side, therefore, protests against these activities and constructions and request Your Excellency to ensure that:

1. the Cambodian community as well as Cambodian offices be relocated and the area be restored to its former state; and
2. waste disposal and wastewater from the community be effectively managed; and
3. any construction, including that of government's or local authorities' office, not be undertaken in the area.

(Signed) Dr. Pracha GUNA-KASEM,
Adviser to the Minister of Foreign Affairs and
Co-Chairman of the Thailand-Cambodia
Joint Boundary Commission.

Ministère des affaires étrangères,
Sri Ayudhya Road,
Bangkok 10400.

N° 0803/1015

Le 25 novembre 2004 (2547 de l'ère bouddhique).

Excellence,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que des membres du sous-comité sur la restauration et la conservation du temple de Préah Vihéar (partie thaïlandaise) et du sous-comité sur le plan d'aménagement commun pour le temple de Préah Vihéar (partie cambodgienne) se sont rendus sur place pour visiter le temple de Préah Vihéar et Pa Mo Ee Daeng, province de Srisaket, le 9 novembre 2004. Il a été constaté que la communauté cambodgienne dans cette zone s'étend à un rythme alarmant. Selon les estimations, la communauté qui comptait environ 90 familles (365 habitants) en mars 2004 totaliserait aujourd'hui environ 165 familles (733 habitants). En outre, de nombreuses maisons, cabanes, abris et kiosques ont été construits sur toute la zone, du pied du temple jusqu'à son sommet et aux alentours, comme le montrent les photographies annexées à la présente lettre.

Une telle expansion, avec des structures permanentes, a non seulement une incidence sur l'environnement naturel de la zone frontalière mais crée également une multitude de problèmes, notamment des paysages déplaisants mais également une gestion inappropriée de l'élimination des déchets et des eaux usées. De surcroît, les communautés thaïlandaises qui vivent en contrebas souffrent des eaux usées polluées qui s'écoulent de ladite zone. Ces problèmes auront également une incidence négative sur la possibilité pour le temple d'être inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco comme l'espère la partie cambodgienne.

La partie thaïlandaise est avant tout vivement préoccupée par le fait que des bureaux de certaines autorités locales cambodgiennes aient été construits dans ladite zone.

Les activités et constructions susmentionnées violent sans équivoque l'article 5 du mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement du Royaume du Cambodge concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre, signé le 14 juin 2000.

La partie thaïlandaise proteste donc contre ces activités et constructions et demande à Votre Excellence de veiller à ce que :

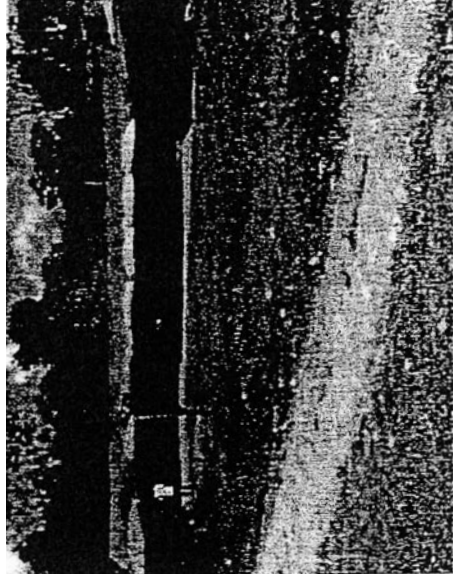
1. la communauté cambodgienne ainsi que les bureaux cambodgiens soient installés ailleurs et que la zone soit remise dans son état d'origine; et
2. l'élimination des déchets et des eaux usées de la communauté soit gérée efficacement; et
3. aucune construction, y compris de bureaux du gouvernement ou des autorités locales, ne soit entreprise dans la zone.

Le conseiller auprès du ministre des affaires étrangères
et coprésident de la commission frontalière mixte
Thaïlande-Cambodge,

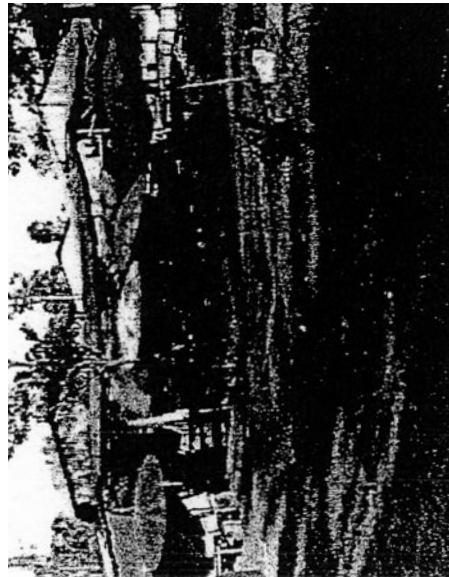
(Signé) Dr Pracha GUNA-KASEM.

—

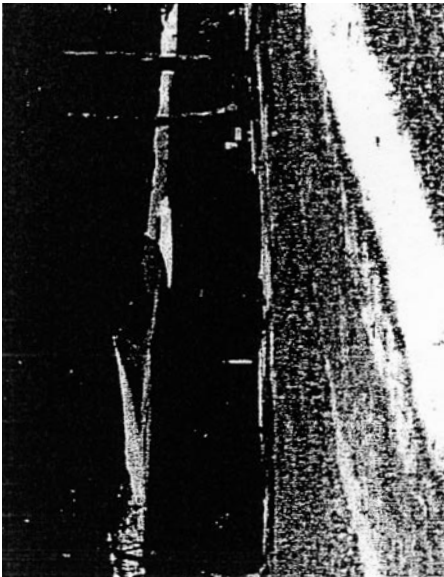
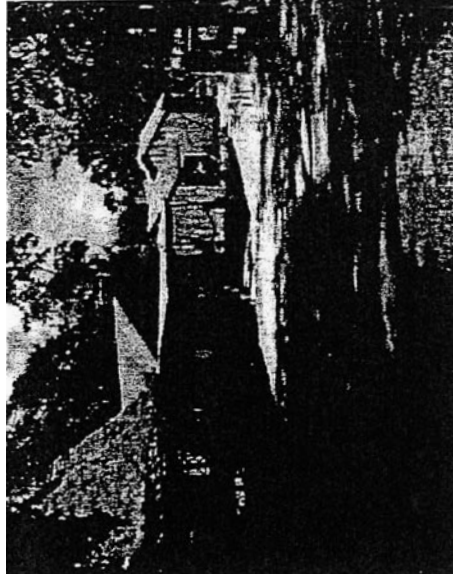
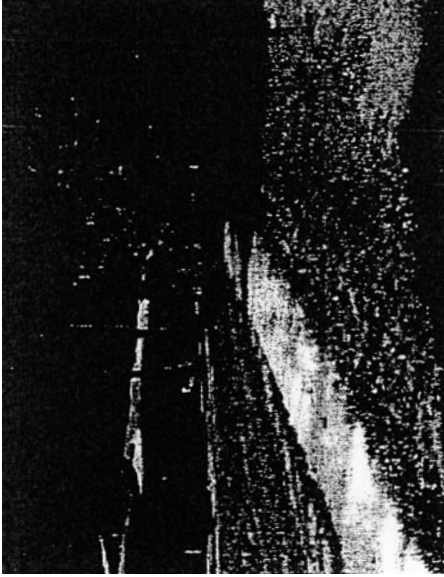
Cambodian Community at Preah Vihear Temple, 9 November 2004 (1/6)
Communauté cambodgienne au temple de Préah Vihear, 9 novembre 2004 (1/6)



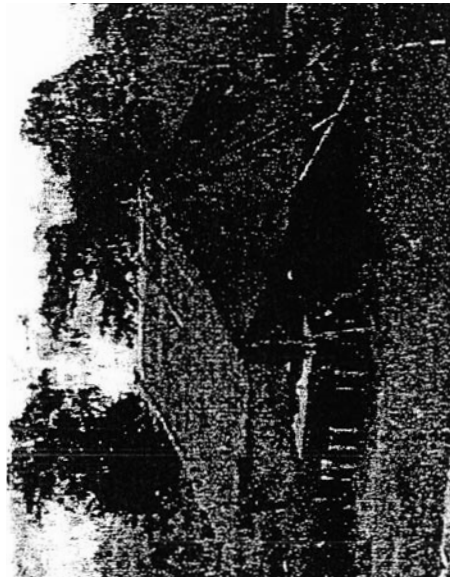
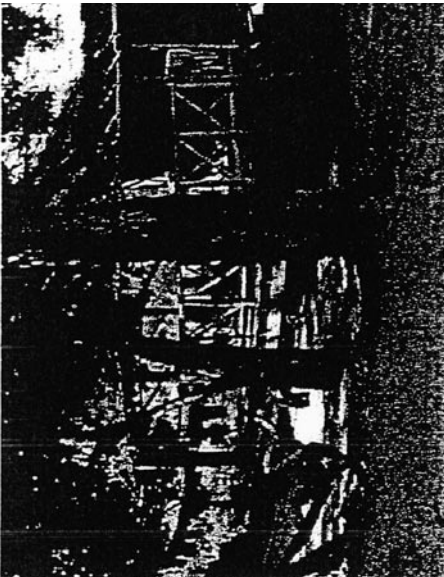
Cambodian Community at Preah Vihear Temple, 9 November 2004 (2/6)
Communauté cambodgienne au temple de Préah Vihear, 9 novembre 2004 (2/6)



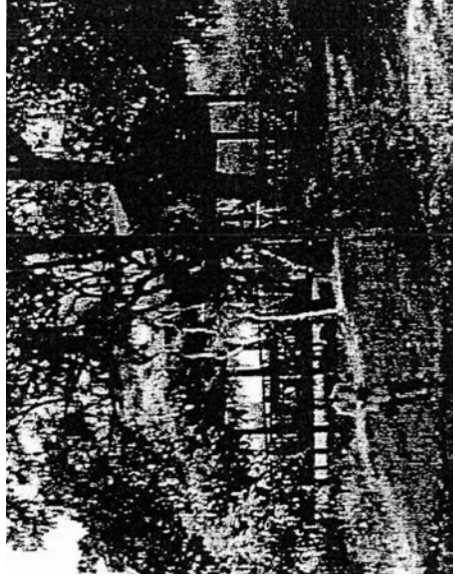
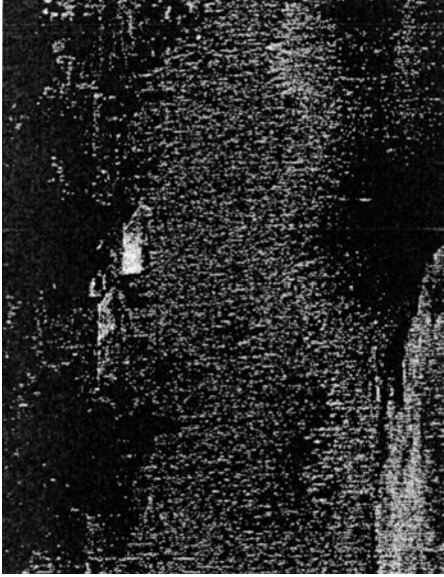
Cambodian Community at Preah Vihear Temple, 9 November 2004 (3/6)
Communauté cambodgienne au temple de Préah Vihear, 9 novembre 2004 (3/6)



Cambodian Community at Preah Vihear Temple, 9 November 2004 (4/6)
Communauté cambodgienne au temple de Préah Vihear, 9 novembre 2004 (4/6)



Cambodian Community at Preah Vihear Temple, 9 November 2004 (5/6)
Communauté cambodgienne au temple de Préah Vihear, 9 novembre 2004 (5/6)



Cambodian Community at Preah Vihear Temple, 9 November 2004 (6/6)
Communauté cambodgienne au temple de Préah Vihear, 9 novembre 2004 (6/6)



URGENT
No. 0803/192

Ministry of Foreign Affairs,
Sri Ayudhya Road,
Bangkok 10400.

8 March B.E. 2548 (2005).

Excellency,

I have the honour to refer to my letter No. 0803/1015 dated 25 November 2004 protesting the expansion of the Cambodian community in the area of Preah Vihear Temple which affects the natural environment of the frontier zone and creates plenty of problems ranging from unpleasant landscapes and scenery to inappropriate management of waste disposal and wastewater.

I have the honour to further inform Your Excellency that the Thai authorities of Sri Sa Ket Province have reported that the Cambodian side is constructing and improving the road from Komui Village, Preah Vihear Province to the Preah Vihear Temple, as shown in the map attached hereto. The width of the road will be extended to 5-6 metres. Such construction and road condition resulted in changing of environment of the frontier zone in the area where both countries still differ on the exact location of the boundary.

On behalf of the Royal Thai Government, I express, once again, our deep concerns regarding the aforementioned work which violates Article 5 of the Memorandum of Understanding between the Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Kingdom of Cambodia on the Survey and Demarcation of Land Boundary dated 14 June 2000.

I, therefore, would like to request Your Excellency to look into this matter and to ensure the immediate cessation of the said activities and the restoration of the geographical environment in the area to its former state.

(Signed) Dr. Pracha GUNA-KASEM,
Adviser to the Minister of Foreign Affairs and
Co-Chairman of the Thailand-Cambodia
Joint Boundary Commission.

His Excellency Mr. Var Kim Hong,
Adviser to the Royal Government of Cambodia
in Charge of State Border Affairs,
Co-Chairman of the Cambodia-Thailand Joint Boundary Commission,
Phnom Penh.

AIDE-MÉMOIRE

No. 0803/2

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand (“Thailand”) has the honour to refer to the following:

- (1) the Ministry’s Aide-Mémoire dated 17 May 2007 stating Thailand’s objection to the Kingdom of Cambodia (“Cambodia”)’s nomination file for the inscrip-

URGENT
N° 0803/192

Ministère des affaires étrangères,
Sri Ayudhya Road,
Bangkok 10400.

Le 8 mars 2005 (2548 de l'ère bouddhique).

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre n° 0803/1015 datée du 25 novembre 2004 dans laquelle nous protestons contre l'expansion de la communauté cambodgienne dans la zone du temple de Préah Vihéar. Elle affecte l'environnement naturel de la zone frontalière et crée une multitude de problèmes, notamment des paysages déplaisants mais également une gestion inappropriée de l'élimination des déchets et des eaux usées.

J'ai également l'honneur d'informer Votre Excellence que les autorités thaïlandaises de la province de Sri Sa Ket ont signalé que la partie cambodgienne construisait et améliorerait la route reliant le village de Komui, situé dans la province de Préah Vihéar, au temple de Préah Vihéar, comme le montre la carte annexée à la présente lettre. La route sera élargie de 5-6 mètres. Un tel aménagement de l'infrastructure routière s'est traduit par une modification de l'environnement de la zone frontalière, dans la région où les deux pays ne sont toujours pas d'accord sur l'emplacement exact de la frontière.

Au nom du Gouvernement royal de la Thaïlande, je fais part, une fois de plus, de nos vives préoccupations concernant les travaux susmentionnés qui violent l'article 5 du mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement du Royaume du Cambodge concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre, daté du 14 juin 2000.

Je souhaiterais donc demander à Votre Excellence d'examiner le problème et de veiller à l'interruption immédiate desdites activités ainsi qu'à la remise de l'environnement géographique dans son état d'origine.

Le conseiller auprès du ministre des affaires étrangères
et coprésident de la commission frontalière mixte
Thaïlande-Cambodge,

(Signé) Dr Pracha GUNA-KASEM.

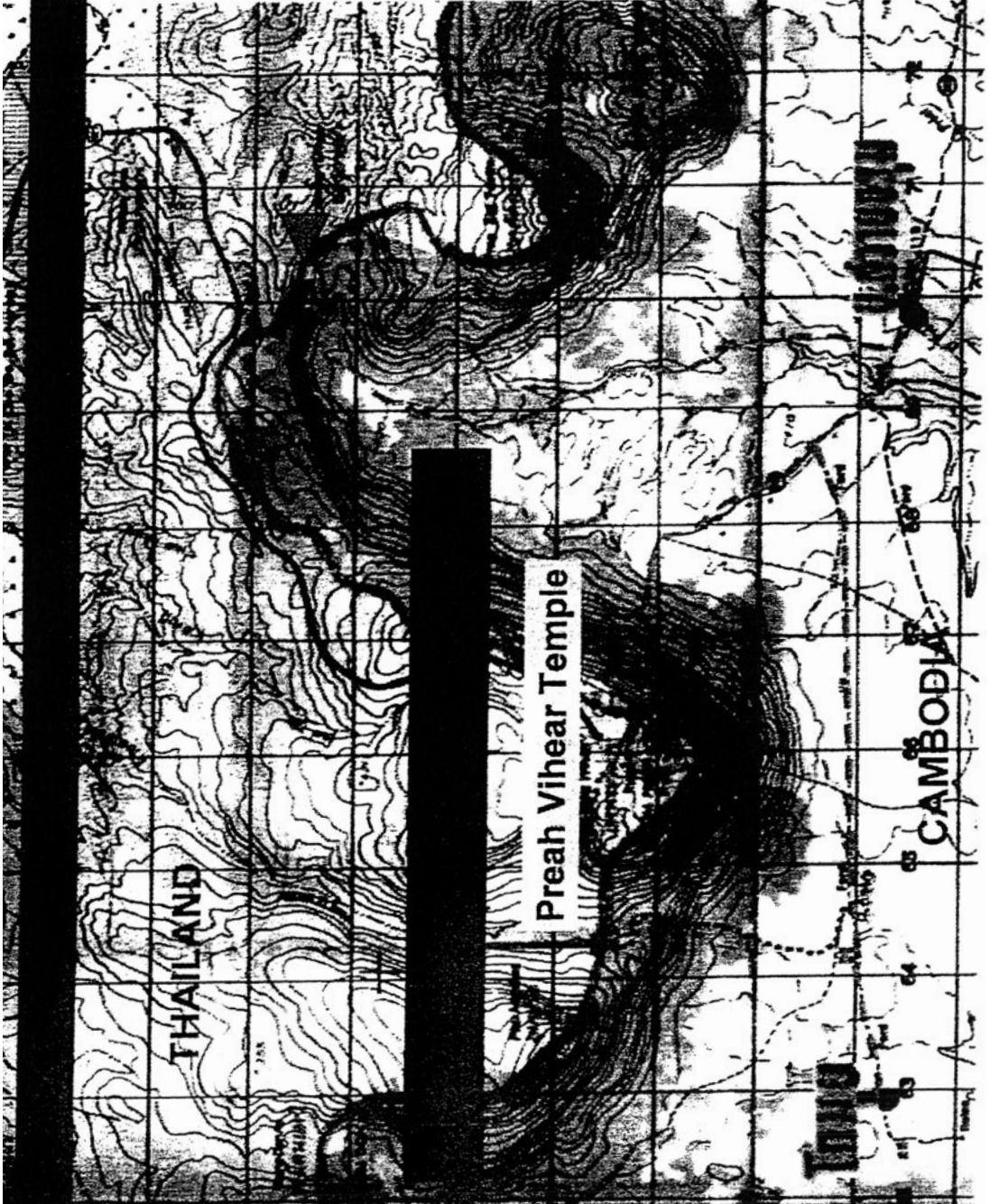
Son Excellence M. Var Kim Hong,
conseiller auprès du Gouvernement royal du Cambodge
en charge des affaires frontalières nationales,
coprésident de la commission frontalière mixte Cambodge-Thaïlande,
Phnom Penh.

—
AIDE-MÉMOIRE

N° 0803/2

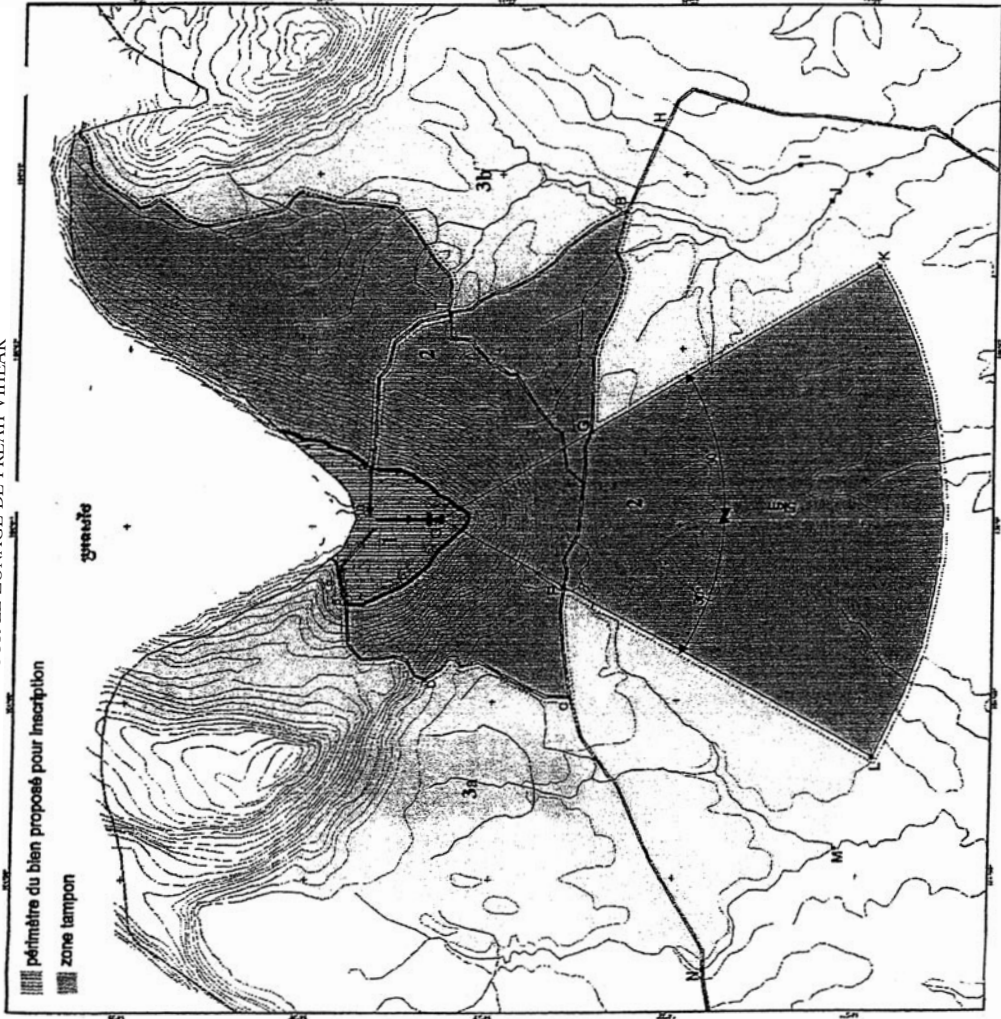
Le ministère des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande («Thaïlande») a l'honneur de se référer aux documents suivants :

- 1) L'aide-mémoire du ministère daté du 17 mai 2007 indiquant l'objection de la Thaïlande au dossier d'inscription du Royaume du Cambodge («Cambodge»)



POUR LE ZONAGE DE PRÉAH VIHÉAR

18-01-08
 échelle = 1/60 000e



LEGENDE

- Route
- Frontière Internationale
- Contour 500m
- Ugne de 5km à partir du point Core de vue
- Notes explicatives
- Zone monumentale de protection maximale
- Zone tampon de protection et de soins de vue
- Zone de développement

Point	Latitude	Longitude
Core zone		
1	14°23'59''	104°41'30''
2	14 23 41	104 41 20
3	14 23 28	104 41 18
4	14 23 13	104 41 07
5	14 23 18	104 40 52
6	14 23 27	104 40 41
7	14 23 44	104 40 33
8	14 23 49	104 40 34
9	14 23 50	104 40 41
10	14 23 41	104 41 05
Buffer zone		
B	14 22 19	104 42 46
C	14 22 34	104 40 02
D	14 23 22	104 40 08
E	14 23 39	104 42 12
F	14 22 29	104 40 39
G	14 22 27	104 41 32
H	14 21 23	104 41 03
I	14 21 12	104 42 51
J	14 20 56	104 42 29
K	14 20 55	104 42 49
L	14 21 07	104 40 09
M	14 21 49	104 38 29
N	14 21 49	104 38 29
O	14 23 18	104 41 02

Source:
 -Tracé à titre indicatif de la frontière
 -Contour : carte UTM échelle 1 : 50 000 feuille 5937IV
 -SOS Inheritance Survey 2007, 2005
 -Sévérité Image SPOT : 1995



tion of the Temple of Preah Vihear (“the Temple”) on the World Heritage List and to Articles 3, 4 and 6 of Cambodia’s Décret Royal on “Délimitation du site protégé du temple de Preah Vihear” (ns/rkt/0406/183);

- (2) the Ministry’s Note No. 0803/192 dated 8 March 2005 expressing Thailand’s concern, on the basis of Article V of the Memorandum of Understanding between Thailand and Cambodia on the Survey and Demarcation of Land Boundary dated 14 June 2000 (“the 2000 MOU”), regarding Cambodia’s activities to construct and improve the road from Komui Village, Chom Ksan District, Preah Vihear Province to the Temple of Preah Vihear, and requesting immediate cessation of such activities and restoration of the geographical environment in the area to its former state; and
- (3) the Ministry’s Note No. 0803/1015 dated 25 November 2004 stating Thailand’s protest, on the basis of Article V of the 2000 MOU, against activities and constructions undertaken by Cambodia in the Preah Vihear area, in particular the expansion of the Cambodian community and the building of Cambodian local authorities’ offices in such area, and requesting that remedy thereof be ensured by Cambodia.

The Ministry also has the honour to draw the attention of the Royal Government of the Kingdom of Cambodia to the fact that, while Thailand has duly been exercising self-restraint in matters of armed forces deployment in the areas immediately adjacent to the Temple that is under Cambodia’s and Thailand’s overlapping territorial claims (“the Disputed Areas”), for the sake of friendly relations and good neighbourliness with Cambodia, reports have been received that Cambodia has been stationing its military and police forces and has been conducting demining activities in such area in complete disregard of Thailand’s rights under international law.

The Ministry has further the honour to note that, to Thailand’s knowledge, no action whatsoever has been undertaken by Cambodia to date to address Thailand’s objections, concerns, protests, and requests stated in the above-mentioned Ministry’s Aide-Mémoire and Notes. The Ministry hereby and therefore reiterates the same and protests against all the above-mentioned Cambodian measures and activities which constitute an outright violation of Article V of the 2000 MOU and of Thailand’s sovereignty and territorial integrity. The Ministry also requests that Cambodia immediately withdraw any of its military or police forces stationed in the Disputed Area.

In conclusion, the Ministry has the honour to stress that this Aide-Mémoire is not intended to have any adverse effect on the existing friendly relations between Cambodia and Thailand, and that Thailand stands ready to further develop dialogue with Cambodia towards a possible inscription of the Temple on the UNESCO World Heritage List in a manner that fully safeguards both countries rights regarding their respective boundary claims.

Ministry of Foreign Affairs of Thailand,
Bangkok.
10 April B.E. 2551 (2008).

pour l'inscription du temple de Préah Vihéar («le temple») sur la liste du Patrimoine mondial ainsi qu'aux articles 3, 4 et 6 du décret royal du Cambodge sur la «Délimitation du site protégé du temple de Préah Vihéar (ns/rkt/0406/183);

- 2) La note du ministère n° 0803/192 datée du 8 mars 2005 faisant part des préoccupations de la Thaïlande, à la lumière de l'article V du mémorandum d'accord entre la Thaïlande et le Cambodge concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre, daté du 14 juin 2000 («le mémorandum d'accord de 2000»), concernant les activités du Cambodge relatives à la construction et à l'amélioration de la route reliant le village de Komui, district de Chom Ksan, province de Préah Vihéar, au temple de Préah Vihéar, et demandant l'interruption immédiate desdites activités et la remise de l'environnement géographique dans son état d'origine; et
- 3) La note du ministère n° 0803/1015 datée du 25 novembre 2004 indiquant les protestations de la Thaïlande, à la lumière de l'article V du mémorandum d'accord de 2000, contre les activités et les constructions entreprises par le Cambodge dans la zone de Préah Vihéar, notamment l'expansion de la communauté cambodgienne et la construction de bureaux des autorités locales cambodgiennes dans ladite zone, et demandant au Cambodge de remédier à cette situation.

Le ministère a également l'honneur d'attirer l'attention du Gouvernement du Royaume du Cambodge sur le fait que, alors que la Thaïlande a fait montre de retenue s'agissant du déploiement de forces armées dans les zones immédiatement adjacentes au temple qui font l'objet de revendications territoriales concurrentes du Cambodge et de la Thaïlande («les zones litigieuses»), pour préserver les relations cordiales et de bon voisinage avec le Cambodge, il a été signalé que le Cambodge a stationné ses forces policières et militaires et a procédé à des activités de déminage dans ladite zone, en méconnaissance totale des droits de la Thaïlande au regard du droit international.

Le ministère a en outre l'honneur de relever que, à la connaissance de la Thaïlande, aucune mesure de quelque nature que ce soit n'a été prise par le Cambodge à ce jour pour répondre aux objections, préoccupations, protestations et demandes de la Thaïlande soulevées dans l'aide-mémoire et les notes susmentionnés du ministère. Par la présente, le ministère réitère donc ces dernières et proteste contre les mesures et activités cambodgiennes susmentionnées qui constituent une violation manifeste de l'article V du mémorandum d'accord de 2000 ainsi que de la souveraineté et intégrité territoriale de la Thaïlande. Le ministère demande également que le Cambodge retire immédiatement ses forces militaires ou policières stationnées dans la zone litigieuse.

Pour conclure, le ministère a l'honneur de souligner que le présent aide-mémoire n'est pas censé entacher les relations cordiales qu'entretiennent le Cambodge et la Thaïlande, et que la Thaïlande est disposée à renforcer le dialogue avec le Cambodge en vue d'une éventuelle inscription du temple sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco de sorte que les droits des deux pays soient pleinement garantis en ce qui concerne leurs revendications frontalières respectives.

Ministère des affaires étrangères de Thaïlande,
Bangkok.

Le 10 avril 2008 (2551 de l'ère bouddhique).

AIDE-MÉMOIRE

The Ministry of Foreign Affairs of Thailand has the honour to refer to the nomination file of Preah Vihear Temple submitted by the Cambodian Government to the World Heritage Committee for the purpose of inscribing Preah Vihear Temple on the World Heritage List, and to Articles 3, 4 and 6 of the Cambodian Décret Royal on “Délimitation du site protégé du Temple de Preah Vihear” (ns/rkt/0406/183), as appeared in *Annex I*.

In the spirit of co-operation, Thailand and Cambodia had agreed in 2003 to jointly develop the Preah Vihear Temple area as a symbol of the long-lasting friendship based on mutual benefits. However, upon learning of Cambodia’s nomination file of Preah Vihear Temple and the discrepancy on international boundary line as appeared in the documents under reference, the Thai side undertook initiatives, through several high-level bilateral meetings as listed in *Annex II*, in exploring viable alternatives which would overcome the boundary concerns without hindering the process of registration of Preah Vihear Temple as a World Heritage site. At the meeting on 20 March 2007, the Thai side submitted two non-papers (*Annex III and IV*) to the Cambodian side proposing various feasible solutions, in particular, the joint nomination between Thailand and Cambodia for the registration of Preah Vihear Temple as transboundary cultural heritage, in conformity with Paragraph 135 of the Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention, considering that Sra Trao, situated in the Thai territory, is a Baray of Preah Vihear Temple. Such proposal would not only better serve the objective of preserving Preah Vihear Temple and its surrounding which can only be achieved through co-operation between Thailand and Cambodia, but would also relieve the boundary concerns of the Thai Side with regard to the nomination of Preah Vihear Temple as a world heritage. However, a mutually acceptable solution could not be reached.

Pending the mutual agreement of an acceptable solution to the above-mentioned issues, the Ministry of Foreign Affairs of Thailand has the honour to convey to the Royal Government of Cambodia that the Royal Thai Government is obliged to object to the Cambodia’s nomination file of the Preah Vihear Temple, in particular, the delineation of the indicative boundary line, the monumental zone, and the development zone as appeared in the “Schéma directeur pour le zonage de Preah Vihear” attached hereto (*Annex V*), as well as the provisions of Articles 3, 4, and 6 of the Cambodian Décret Royal on “Délimitation du site protégé du temple de Preah Vihear”, since the above-mentioned documents entail the exercise of Cambodian sovereignty in the area where our countries assert different claims on the boundary line. In this regard, the Royal Thai Government firmly states that the above-mentioned Cambodian documents cannot in any way prejudice the existing international boundary between Thailand and Cambodia as appeared in the map of scale 1:50,000 series L7017 (*Annex VI*). Accordingly, the above-mentioned documents are without prejudice to and do not affect the inherent rights and legitimate interests of Thailand arising from or in connection with the said boundary.

In this connection, the Royal Thai Government remains prepared to enter into consultation with the Royal Government of Cambodia with the view to reaching a mutually acceptable solution in accordance with Article 11, paragraph 3, of the World Heritage Convention.

AIDE-MÉMOIRE

Le ministère des affaires étrangères de la Thaïlande a l'honneur de se référer au dossier d'inscription du temple de Préah Vihéar soumis par le Gouvernement cambodgien au Comité du patrimoine mondial en vue d'inscrire le temple de Préah Vihéar sur la liste du Patrimoine mondial, ainsi qu'aux articles 3, 4 et 6 du décret royal cambodgien sur la «Délimitation du site protégé du temple de Préah Vihéar» (ns/rkt/0406/183), joint à l'*annexe I*.

Dans un esprit de coopération, la Thaïlande et le Cambodge avaient convenu en 2003 de développer ensemble le site du temple de Préah Vihéar, en tant que symbole d'une amitié de longue date, sur la base d'avantages mutuels. Cependant, après avoir appris que le Cambodge soumettait un dossier d'inscription pour le temple de Préah Vihéar et eu égard aux désaccords sur la ligne frontière internationale telle qu'elle apparaît sur les documents référencés, la partie thaïlandaise a pris des initiatives, en organisant plusieurs réunions bilatérales de haut niveau telles qu'énumérées à l'*annexe II*, afin d'étudier des alternatives viables qui permettraient de mettre fin aux différends frontaliers sans pour autant entraver le processus d'inscription du temple de Préah Vihéar en tant que site du Patrimoine mondial. Lors de la réunion du 20 mars 2007, la partie thaïlandaise a soumis deux aide-mémoire (*annexes III et IV*) à la partie cambodgienne proposant diverses solutions réalisables, et notamment la candidature conjointe de la Thaïlande et du Cambodge pour l'inscription du temple de Préah Vihéar en tant que patrimoine culturel transfrontalier, conformément au paragraphe 135 des orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, considérant que Sra Trao, situé sur le territoire thaïlandais, est un baray du temple de Préah Vihéar. Cette proposition permettrait non seulement de mieux concourir à l'objectif de préserver le temple de Préah Vihéar et son environnement, objectif qui ne peut être réalisé que grâce à une coopération entre la Thaïlande et le Cambodge, mais également de mettre fin aux préoccupations frontalrières de la partie thaïlandaise concernant l'inscription du temple de Préah Vihéar au Patrimoine mondial. Cependant, aucune solution convenable pour les deux parties n'a pu être trouvée.

En attendant que les deux parties parviennent à s'entendre sur une solution convenable concernant les problèmes susmentionnés, le ministère des affaires étrangères de Thaïlande a l'honneur d'informer le Gouvernement royal du Cambodge que le Gouvernement royal thaïlandais se voit dans l'obligation de s'opposer au dossier d'inscription du temple de Préah Vihéar soumis par le Cambodge, notamment concernant la délimitation de la frontière indicative, le site du monument et la zone de développement tels qu'ils apparaissent sur le «Schéma directeur pour le zonage de Préah Vihéar», annexé aux présentes (*annexe V*), ainsi que les dispositions des articles 3, 4 et 6 du décret royal cambodgien sur la «Délimitation du site protégé du temple de Préah Vihéar», étant donné que les documents susmentionnés entraînent l'exercice de la souveraineté cambodgienne dans la zone où nos pays défendent des revendications différentes concernant la ligne frontière. A cet égard, le Gouvernement royal thaïlandais affirme que les documents cambodgiens susmentionnés ne portent en rien atteinte à la frontière internationale qui existe entre la Thaïlande et le Cambodge, telle qu'elle figure sur la carte à l'échelle 1/50000 série L7017 (*annexe VI*). En conséquence, les documents susmentionnés ne portent en rien atteinte aux droits inhérents et aux intérêts légitimes de la Thaïlande découlant de ladite frontière ou en rapport avec celle-ci.

A cet égard, le Gouvernement royal thaïlandais reste disposé à engager une consultation avec le Gouvernement royal du Cambodge en vue de parvenir à une solution mutuellement acceptable conformément à l'article 11, paragraphe 3, de la Convention du patrimoine mondial.

In registering the above objection, the Ministry of Foreign Affairs of Thailand wishes to inform the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the Royal Government of Cambodia that copies of this Aide-Mémoire have been forwarded to the Chairperson of the World Heritage Committee, the Director of the World Heritage Centre as well as the Members of the World Heritage Committee.

Ministry of Foreign Affairs of Thailand,
Bangkok.
17 May B.E. 2550 (2007).

—
Annex I

Excerpts from the Cambodian Royal Decree on Delimitation of the Protected Site of the Temple of Preah Vihear (ns/rkt/0406/183)

Article 3: Any development of the protected site shall be subject to controls and shall respect the boundary map of the area and its management, on the basis of the classification of the protected zones.

Article 4: The protected site of the Temple of Preah Vihear is divided into 4 (four) different zones which enjoy varying levels of protection.

(a) Zone 1: The area of the site of the Temple, referred to as the central zone, covers a total surface area of 154.7 hectares and comprises the entire mount of the Temple of Preah Vihear, from its summit at an altitude of 625 metres to an altitude of 500 metres, delimited by the points with the following co-ordinates:

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
1	14° 23' 59"	104° 41' 30"
2	14° 23' 41"	104° 41' 20"
3	14° 23' 28"	104° 41' 18"
4	14° 23' 13"	104° 41' 07"
5	14° 23' 18"	104° 40' 52"
6	14° 23' 27"	104° 40' 41"
7	14° 23' 44"	104° 40' 33"
8	14° 23' 49"	104° 40' 34"
9	14° 23' 50"	104° 40' 41"

It also extends to the Khmer-Thai frontier line and includes the historical stairway on the eastern side of the mount, the co-ordinates of which are as follows:

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
T	14° 23' 16"	104° 42' 12"
2	14° 23' 41"	104° 41' 20"
3	14° 23' 41"	104° 41' 05"

(b) Zone 2: This is the area of protection for the archaeological reserve, the cultural landscape and the natural environment, referred to as the buffer zone and covering a total surface area of 2,642.5 hectares.

This zone is bounded by the perimeter of the central zone, the Khmer-Thai frontier line and the centre line of the road beginning at the entry to the Ta Thav border area, following the shortest route between points T, B, C (K1 vil-

Lors de l'enregistrement de l'objection susmentionnée, le ministère des affaires étrangères de Thaïlande souhaite informer le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale du Gouvernement royal du Cambodge que des copies du présent aide-mémoire ont été transmises au président du Comité du patrimoine mondial, au directeur du Centre du patrimoine mondial ainsi qu'aux membres du Comité du patrimoine mondial.

Ministère des affaires étrangères de Thaïlande,
Bangkok.

Le 17 mai 2007 (2550 de l'ère bouddhique).

—
Annexe I

Extrait du décret royal cambodgien sur la «Délimitation du site protégé du temple de Préah Vihéar» (ns/rkt/0406/183)

Article 3 : Tout développement du site protégé doit être contrôlé, en respectant le plan de délimitation de la zone et sa gestion conformément à la classification des zones protégées.

Article 4 : Le site protégé du temple de Préah Vihéar est réparti en 4 (quatre) zones différentes qui bénéficient de différents niveaux de protection.

- a) Zone 1: C'est la zone du site du temple, appelée zone centrale, couvrant une surface totale de 154,7 hectares et comprenant, d'une part, l'ensemble du mont, à partir du sommet du mont du temple de Préah Vihéar situé à 625 mètres d'altitude jusqu'à une altitude de 500 mètres, délimité par des points dont les coordonnées sont les suivantes :

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
1	14° 23' 59"	104° 41' 30"
2	14° 23' 41"	104° 41' 20"
3	14° 23' 28"	104° 41' 18"
4	14° 23' 13"	104° 41' 07"
5	14° 23' 18"	104° 40' 52"
6	14° 23' 27"	104° 40' 41"
7	14° 23' 44"	104° 40' 33"
8	14° 23' 49"	104° 40' 34"
9	14° 23' 50"	104° 40' 41"

Et, d'autre part, la ligne frontalière kméro-thaïlandaise, y compris les escaliers historiques situés sur le versant est du mont et dont les coordonnées sont les suivantes :

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
T	14° 23' 16"	104° 42' 12"
2	14° 23' 41"	104° 41' 20"
3	14° 23' 41"	104° 41' 05"

- b) Zone 2: C'est la zone de protection du parc archéologique, du paysage culturel et de l'environnement naturel appelée zone tampon, et couvrant une surface totale de 2642,5 hectares.

Cette zone est déterminée par l'espace situé entre la ligne délimitant le pourtour de la zone centrale, la ligne frontalière kméro-thaïlandaise et la ligne axiale de la route partant de l'entrée de la zone frontalière de Ta Thav, longeant le rac-

ages) and D, and extending up to the 500 metre altitude line on the mount of the Temple of Preah Vihear, the co-ordinates of those points being as follows:

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
B	14° 22' 19"	104° 42' 48"
C	14° 22' 34"	104° 40' 02"
D	14° 23' 22"	104° 40' 08"
T	14° 23' 16"	104° 42' 12"

Also included in Zone 2 is the area within a 60° angle based on point O at an altitude of 625 metres on the summit of the mount of the Temple of Preah Vihear, facing south and with a longitudinal line dividing the angle into two equal parts. The two straight lines forming angle O intersect the line from B to C at points F and G, creating a sector with an arc of 5 km from points L to K, the co-ordinates of these points being as follows:

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
O	14° 23' 18"	104° 41' 02"
F	14° 22' 37"	104° 40' 39"
G	14° 22' 29"	104° 41' 32"
K	14° 20' 56"	104° 42' 29"
L	14° 20' 55"	104° 39' 40"

As stated in the present Royal Decree, Zone 2 lies in a protected archaeological reserve and is the property of the State. Any commerce, trade or concession relating to the land in Zone 2 shall be considered null and void.

This zone contains a wealth of archaeological remains which require the use of the land for inappropriate development to be prevented.

- (c) Zone 3: This is an area for economic and tourism development, referred to as the "satellite zone", which has a total surface area of 2,828.9 hectares and in which the existence, jobs, traditional trades and lifestyles of the population already present in the area are to be preserved.

This zone is divided into 2 (two) separate parts: Zone 3a, with a surface area of 679.1 hectares, and Zone 3b, with a surface area of 1,149.8 hectares. All the land in Zone 3 of the site of the Temple of Preah Vihear is the property of the State. Any development projects in Zones 3a and 3b shall adhere to an overall plan, a land use plan and any special provisions relating to development, town planning and construction, to be determined by sub-decree.

The establishment of this zone is aimed at preserving the cultural and natural heritage through measures designed to encourage sustainable development and to evaluate environmental impacts.

- (d) Zone 4: This zone is required for the conservation of natural resources, pursuant to Royal Kram ns/rkm/1296/36 of 24 December 1996 promulgating the Law on Protection of the Environment and the Management of Natural Resources; the Royal Decree of 1 November 1993 on the Creation and Delimitation of Nature Reserves; and Sub-Decree No. 76/ankr/bk of 30 July 2002 creating the "Preah Vihear" Forest Reserves for the Conservation of Forest Genetic Resources and Wild Fauna.

courci le long des points T, B, C (villages K1) et D en remontant le mont du temple de Préah Vihéar jusqu'à la ligne des 500 mètres d'altitude, et dont les coordonnées sont les suivantes :

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
B	14° 22' 19"	104° 42' 48"
C	14° 22' 34"	104° 40' 02"
D	14° 23' 22"	104° 40' 08"
T	14° 23' 16"	104° 42' 12"

Doit également être intégrée dans cette zone 2 la zone dont la surface est délimitée par un angle de 60 degrés partant du point O situé à une altitude de 625 mètres au sommet du mont du temple de Préah Vihéar, orienté vers le sud et ayant une droite longitudinale divisant l'angle en deux parties égales. Les deux droites formant l'angle O coupent l'axe de la route B, C aux points F, G et coupent un cercle de 5 km de rayon aux points L, K selon les coordonnées suivantes :

<i>Points</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>
O	14° 23' 18"	104° 41' 02"
F	14° 22' 37"	104° 40' 39"
G	14° 22' 29"	104° 41' 32"
K	14° 20' 56"	104° 42' 29"
L	14° 20' 55"	104° 39' 40"

La zone 2, qui est en parc archéologique protégé comme indiqué dans le présent décret royal, doit être considérée comme un bien du domaine public de l'Etat. Tout commerce, échange ou concession concernant des terrains situés dans la zone 2 doit être considéré comme caduc.

Cette zone abonde en vestiges archéologiques qui nécessitent que l'utilisation des terrains à des fins de développement inappropriés soit empêchée.

- c) Zone 3: C'est une zone de développement économique et touristique appelée «zone satellite» d'une surface totale de 2828,9 hectares où sont préservés la vie, les emplois, les commerces traditionnels et les modes de vie de la population déjà présente dans la zone.

Cette zone est divisée en 2 (deux) zones séparées: la zone 3a, d'une surface de 679,1 hectares, et la zone 3b, d'une surface de 1149,8 hectares. Tous les terrains situés dans la zone 3 du site du temple de Préah Vihéar sont des biens du domaine privé de l'Etat. Tous les projets de développement dans les zones 3a et 3b doivent être mis en œuvre selon un schéma directeur, un plan d'utilisation des terres et toutes les dispositions spéciales concernant l'organisation du développement, de l'urbanisme et des constructions qui seront déterminées par un sous-décret.

L'établissement de cette zone a pour objectif la préservation du patrimoine culturel et naturel par la prise de mesures destinées à encourager le développement durable et à évaluer les conséquences sur l'environnement.

- d) Zone 4: C'est une zone nécessitant la préservation des ressources naturelles en application du Kram royal ns/rkm/1296/36 du 24 décembre 1996, portant promulgation de la loi sur la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, et en application du décret royal du 1^{er} novembre 1993 portant la création et la délimitation des zones de protection naturelles, ainsi que du sous-décret numéro 76/ankr/bk du 30 juillet 2002, portant création des zones forestières protégées pour la préservation des ressources génétiques forestières et de la faune sauvage «Préah Vihéar».

The boundary map of the site of the Temple of Preah Vihear is annexed to this Decree.

Article 6: The policy of the Supreme Council on National Culture shall be applied so as to ensure the management, maintenance and protection of the Preah Vihear site by determining the sovereign responsibilities of the competent institutions, including the Ministry of Culture and Fine Arts, which is directly responsible for implementing that policy.

In accordance with Article 5 of the Law on Protection of Cultural Heritage, promulgated by Royal Kram ns/rkm/0196/26 of 25 January 1996, the preservation and enhancement of the national cultural heritage in the area of the Temple of Preah Vihear shall be entrusted to an Authority responsible for the protection of the site and the management of the area of the Temple of Preah Vihear, which will be created by Royal Decree.

That Authority shall be the only authority allowed to manage development of any kind within the perimeter of the site of the Temple of Preah Vihear. In order to perform these tasks, the Authority alone shall have the power to issue building permits outside the protection perimeter of the site of the Temple of Preah Vihear.

Building permits in respect of the site issued by authorities other than the above-mentioned Authority shall be considered null and void.

The rules and procedures concerning the management, maintenance and protection of the site of the Temple of Preah Vihear, as referred to in the preceding Articles, shall be laid down by sub-decree.

Annex II

List of Meeting [*sic*] between the Thai and Cambodian Delegations regarding the Registration of the Preah Vihear Temple as a World Heritage

1. Meeting between H.E. Mr. Sok An, Deputy Prime Minister of Cambodia/Minister of the Council of Ministers/Chairman of the Joint Committee for the Development of the Region of Ta Thav and Preah Vihear Temple, and Dr. Tej Bunnag, Chairman of the Sub-Committee for the Restoration of Preah Vihear Temple (Thai side), on 26 February 2007 in Phnom Penh.
 2. Meeting between H.E. Mrs. Tan Theany, Secretary of the National Commission of Cambodia for UNESCO, and Mr. Chinapat Phumirat, Deputy Permanent Secretary for Education/Secretary of the National Commission of Thailand for UNESCO, on 19 March 2007 in Bangkok.
 3. Meeting between Mr. Uk Someth, Deputy Director-General of APSARA Authority/Chairman of the Sub-Committee for the Restoration of Preah Vihear Temple (Cambodian side), and Dr. Tej Bunnag, Chairman of the Sub-Committee for the Restoration of Preah Vihear Temple (Thai side), on 20 March 2007 in Bangkok.
 4. Meeting between H.E. Mr. Long Visalo, Secretary of State of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of Cambodia, and Dr. Tej Bunnag, Chairman of the Sub-Committee for the Restoration of Preah Vihear Temple (Thai side), on 29 March 2007 in Phnom Penh.
 5. Meeting between Mr. Uk Someth, Deputy Director-General of APSARA Authority/Chairman of the Sub-Committee for the Restoration of Preah Vihear Temple (Cambodian side), and Dr. Tej Bunnag, Chairman of the Sub-Committee for the Restoration of Preah Vihear Temple (Thai side), on 29 March 2007 in Phnom Penh.
-

Le plan de délimitation du site du temple de Préah Vihéar se trouve dans les annexes du présent décret royal.

Article 6 : La politique du Conseil national supérieur de la culture doit être appliquée pour garantir la gestion, l'entretien et la protection du site de Préah Vihéar, en déterminant les responsabilités souveraines des institutions compétentes, dont le ministère de la culture et des beaux-arts, qui est directement chargé de l'application.

En référence à l'article 5 de la loi sur la protection du patrimoine culturel, promulguée par le Kram royal numéro ns/rkm/0196/26 du 25 janvier 1996, dans la zone du temple de Préah Vihéar la préservation et la valorisation du patrimoine culturel national doivent être confiées à une autorité pour la protection du site et l'aménagement de la zone du temple de Préah Vihéar qui sera créée par un décret royal.

Cette autorité doit être la seule autorisée à gérer les arrangements de tous ordres dans le périmètre du site du temple de Préah Vihéar. Pour remplir toutes ces missions, l'autorité dispose d'une compétence exclusive pour délivrer des permis de construire hors du périmètre du site du temple de Préah Vihéar.

Les permis de construire concernant le site émis par des autorités autres que celle citée ci-dessus doivent être considérés comme caducs.

Les règlements et procédures concernant la gestion, l'entretien et la protection du site protégé du temple de Préah Vihéar évoqués dans les articles ci-dessus doivent être fixés par un sous-décret.

Annexe II

Liste des réunions entre les délégations thaïlandaise et cambodgienne concernant l'inscription du temple de Préah Vihéar en tant que patrimoine mondial

1. Réunion entre S. Exc. M. Sok An, vice-premier ministre du Cambodge/ministre du conseil des ministres/président du comité mixte pour le développement de la région de Ta Thav et du temple de Préah Vihéar, et le Dr Tej Bunnag, président du sous-comité pour la restauration du temple de Préah Vihéar (partie thaïlandaise), le 26 février 2007 à Phnom Penh.
 2. Réunion entre S. Exc. M^{me} Tan Theany, secrétaire de la commission nationale du Cambodge pour l'Unesco, et M. Chinapat Phumirat, secrétaire adjoint à l'éducation/secrétaire de la commission nationale de Thaïlande pour l'Unesco, le 19 mars 2007 à Bangkok.
 3. Réunion entre M. Uk Someth, directeur général adjoint de l'autorité APSARA/président du sous-comité pour la restauration du temple de Préah Vihéar (partie cambodgienne), et le Dr Tej Bunnag, président du sous-comité pour la restauration du temple de Préah Vihéar (partie thaïlandaise), le 20 mars 2007 à Bangkok.
 4. Réunion entre S. Exc. M. Long Visalo, secrétaire d'Etat du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale du Cambodge, et le Dr Tej Bunnag, président du sous-comité pour la restauration du temple de Préah Vihéar (partie thaïlandaise), le 29 mars 2007 à Phnom Penh.
 5. Réunion entre M. Uk Someth, directeur général adjoint de l'autorité APSARA/président du sous-comité pour la restauration du temple de Préah Vihéar (partie cambodgienne), et le Dr Tej Bunnag, président du sous-comité pour la restauration du temple de Préah Vihéar (partie thaïlandaise), le 29 mars 2007 à Phnom Penh.
-

Annex III

Non-paper

Co-operation between Thailand and Cambodia on the Registration
of Preah Vihear Temple as a World Heritage Site

19 March 2007

The Thai side welcomes and confirms our supports to Cambodia's endeavour to register Preah Vihear Temple as UNESCO's World Heritage site, which demonstrates their determination to protect and conserve this invaluable ancient structure as common heritage of mankind.

Nevertheless, since the area where the Cambodian side proposed to be inscribed in the World Heritage List is located in the area where both countries assert different claims on the boundary line, pending the survey and demarcation under MOU on the Survey and Demarcation of Land Boundary of 14 June 2000, the registration process and the configuration of the "zonage" as appeared in the map attached to the Cambodian application to UNESCO raised the concerns of the Thai side over the implication of the boundary line and jurisdiction over the area. The Thai side, therefore, wishes to make some remarks and to seek further clarification from the Cambodian side on the following matters:

(1) According to Article 11, paragraph 3, of the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of 1972 (the World Heritage Convention) under which the inclusion of a property in the World Heritage List requires the consent of the State concerned.

(2) According to the Map of scale 1:50,000, series L7017, used by the Thai side, it appears *prima facie* that the configuration of the "central zone and satellite zones", as proclaimed in the Décret Royal dated 19 April 2006 and appeared in the map in reduced size, included in the Cambodian nomination file, namely "schéma directeur pour le zonage de Preah Vihear", extend over the Thai territory. The Thai side would very much appreciate if the Cambodian side could kindly provide a copy of the said maps in their original size so that the Thai side would be able to evaluate accurately the boundary and jurisdiction implication of the proposed "zonage" in those maps.

(3) Referring to H.E. Sok An's Note dated 13 February 2007 to H.E. Mr. Viraphand Vacharith, Ambassador to the Kingdom of Cambodia, and his statement during the meeting with Dr. Tej Bunnag on 26 February 2007 in which the Cambodian side assured that the process of registration of Preah Vihear Temple as a World Heritage site will be nothing to link with the demarcation issue and all the documents submitted to UNESCO for the registration are for the determination of "zonage" and not "demarcation" and it is entirely the value for topography and cultural value of heritage only. In this connection, the Thai side would appreciate it if the Cambodian side could provide further clarification to such statement and, the possible legal framework to support the said statement in the Cambodian nomination file and the "schéma directeur pour le zonage de Preah Vihear" and also in the unilateral declaration by the Cambodian Government at the time when World Heritage Committee and UNESCO make their final decision on the inscription of the Preah Vihear Temple to the World Heritage List. The legal working for the said purpose could be jointly considered.

Annexe III

Aide-mémoire

Coopération entre la Thaïlande et le Cambodge pour l'inscription
du temple de Préah Vihéar en tant que site du Patrimoine mondial

19 mars 2007

La partie thaïlandaise salue et soutient les efforts du Cambodge visant à inscrire le temple de Préah Vihéar en tant que site du Patrimoine mondial de l'Unesco, ce qui démontre la détermination des deux parties à protéger et conserver cette structure ancienne de valeur inestimable en tant que patrimoine commun de l'humanité.

Néanmoins, étant donné que la zone que la partie cambodgienne propose d'inscrire sur la liste du Patrimoine mondial se situe dans la région où les deux pays revendiquent différents tracés de frontière, dans l'attente du levé et de la démarcation prévus par le mémorandum d'accord concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre du 14 juin 2000, le processus d'inscription et la configuration du «zonage» telle qu'elle apparaît sur la carte annexée au dossier d'inscription du Cambodge soumis à l'Unesco ont suscité les préoccupations de la partie thaïlandaise concernant l'implication de la ligne frontière et l'exercice de la compétence territoriale. La partie thaïlandaise souhaite donc formuler certaines observations et obtenir des explications supplémentaires de la partie cambodgienne sur les points suivants:

1) Selon l'article 11, paragraphe 3, de la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972 (la Convention du patrimoine mondial), l'inscription d'un bien sur la liste du Patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé.

2) Selon la carte à l'échelle 1/50000, série L7017, utilisée par la partie thaïlandaise, il apparaît *prima facie* que la configuration «de la zone centrale et des zones satellites», déclarée dans le décret royal daté du 19 avril 2006 et telle qu'elle apparaît sur la carte à taille réduite comprise dans le dossier d'inscription du Cambodge, à savoir le «schéma directeur pour le zonage de Préah Vihéar», s'étend sur le territoire thaïlandais. La partie thaïlandaise serait reconnaissante si la partie cambodgienne avait l'obligeance de bien vouloir fournir une copie des dites cartes en taille originale afin que la partie thaïlandaise soit en mesure d'évaluer précisément l'implication du «zonage» proposé dans ces cartes pour la ligne frontière et l'exercice de la compétence territoriale.

3) S'agissant de la note de S. Exc. Sok An datée du 13 février 2007, adressée à S. Exc. M. Viraphand Vacharithit, ambassadeur auprès du Royaume du Cambodge, et de la déclaration qu'il a faite durant la réunion avec le Dr Tej Bunnag le 26 février 2007, la partie cambodgienne a assuré dans cette déclaration que le processus d'inscription du temple de Préah Vihéar en tant que site du Patrimoine mondial n'aurait aucun lien avec la question de la démarcation, et que tous les documents soumis par l'Unesco pour l'inscription servent à la détermination du «zonage» et non de la «démarcation», et qu'il s'agit de la valeur pour la topographie et de la valeur culturelle du patrimoine uniquement. A cet égard, la partie thaïlandaise serait reconnaissante si la partie cambodgienne pouvait apporter des éclaircissements supplémentaires sur cette déclaration et l'éventuel cadre juridique qui sert de base à ladite déclaration dans le dossier d'inscription du Cambodge et le «schéma directeur pour le zonage de Préah Vihéar», et également dans la déclaration unilatérale du Gouvernement cambodgien, au moment où le Comité du patrimoine mondial et l'Unesco prennent la décision finale d'inscrire le temple de Préah Vihéar sur la liste du Patrimoine mondial. Le libellé juridique pourrait être examiné conjointement.

(4) Nevertheless, since both countries agreed to jointly develop Preah Vihear Temple and its vicinity, the other possible solution that seems to be concretely acceptable, in conformity with paragraph 135 of the Guidelines, is a joint nomination between Thailand and Cambodia for the registration of Preah Vihear as transboundary property, considering that Sra Trao, situated in Thai territory likely be a Baray of Preah Vihear Temple. The said paragraph stipulates that “wherever possible, transboundary nominations should be prepared and submitted by States Parties jointly in conformity with Article 11.3 of the World Heritage Convention”. The management should be done jointly under an authority designated by both sides for the purpose of preservation of the property. This solution shall in no way prejudice the rights of the parties to land boundary issue. In this connection, the two sides may jointly assign the competent experts to discuss scientifically this possibility. This possible solution is also in line with the spirit of co-operation between our two countries in order to develop jointly the Preah Vihear Temple area as a symbol of the long-lasting friendship.

(5) The Thai side would like to recall the fact that the Cambodian community in this area is expanding itself at an alarming rate. So many houses, huts, shelters and kiosks have been built all over the area from the footstep of the Temple to its top and its vicinity. Such expansion, with permanent structures, not only affects the natural environment of the frontier zone but also creates plenty of problems ranging from unpleasant landscapes and scenery to inappropriate management of waste disposal and wastewater. Moreover, the Thai communities living on lower grounds are suffering from polluted wastewater draining from the Cambodian communities. This situation will have a negative impact on the possibility of the Temple being recognized as a World Heritage. Therefore, the Thai side would appreciate it if this environmental concern shall be taken in consideration.

(6) According to Chapter II.F of the Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention, regarding protection and management, the effective protection of a property to be subscribed in the World Heritage List should presuppose the delineation of a central zone and, whenever necessary, a buffer zone. However the Guidelines do not require the delineation of a tourist and economic development zone (zone 3) and a natural resources preservation zone (zone 4). The Thai side would therefore appreciate it if the Cambodian side could provide the purpose of such zones.

The Thai side would like to express its willingness that both sides together with the World Heritage Centre could explore practical solutions allowing the registration process to move forward as smoothly as all parties concerned wish.

Annex IV

Non-paper

1. Given that the site which Cambodia has proposed for inclusion on the World Heritage List is situated in an area in which the two countries claim different frontier lines, it appears *prima facie* that the configuration of the “central zone and

4) Néanmoins, étant donné que les deux pays ont accepté de développer ensemble le temple de Préah Vihéar et ses environs, l'autre solution envisageable qui semble être concrètement acceptable, conformément au paragraphe 135 des orientations, est une proposition commune de la Thaïlande et du Cambodge pour l'inscription de Préah Vihéar en tant que bien transfrontalier, si l'on considère que Sra Trao, situé sur le territoire thaïlandais, est un «baray» du temple de Préah Vihéar. Ledit paragraphe stipule que, «dans la mesure du possible, les propositions d'inscription transfrontalières devront être préparées et soumises conjointement par les Etats parties en conformité avec l'article 11.3 de la convention». La gestion doit être assurée conjointement par une autorité désignée par les deux parties aux fins de la préservation du bien. Cette solution ne doit porter en rien atteinte aux droits des parties concernant la délimitation de la frontière terrestre. A cet égard, les deux parties ont la possibilité de désigner des experts compétents pour examiner cette possibilité d'un point de vue scientifique. Cette solution éventuelle correspond bien à l'esprit de coopération qui règne entre les deux pays afin de développer ensemble la zone du temple de Préah Vihéar en tant que symbole d'une amitié de longue date.

5) La partie thaïlandaise souhaiterait rappeler que la communauté cambodgienne dans cette zone s'étend à un rythme alarmant. De nombreux maisons, cabanes, abris et kiosques ont été construits sur toute la zone, du pied du temple jusqu'à son sommet et aux alentours. Une telle expansion, avec des structures permanentes, a non seulement une incidence sur l'environnement naturel de la zone frontalière mais crée également une multitude de problèmes, notamment des paysages déplaisants mais également une gestion inappropriée de l'élimination des déchets et des eaux usées. De surcroît, les communautés thaïlandaises qui vivent en contrebas souffrent des eaux usées polluées qui s'écoulent de la zone dans laquelle les communautés cambodgiennes sont installées. Cette situation aura une incidence négative sur la possibilité pour le temple d'être reconnu comme patrimoine mondial. Dès lors, la partie thaïlandaise apprécierait que cette préoccupation environnementale soit prise en considération.

6) Selon le chapitre II.F des orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, concernant la protection et la gestion, la protection efficace d'un bien proposé pour inscription sur la liste du Patrimoine mondial devrait présupposer la délimitation d'une zone centrale et, si nécessaire, d'une zone tampon. Cependant, les orientations n'exigent pas la délimitation d'une zone de développement touristique et économique (zone 3) et d'une zone de préservation des ressources naturelles (zone 4). La partie thaïlandaise serait donc reconnaissante si la partie cambodgienne pouvait préciser la destination desdites zones.

La partie thaïlandaise souhaiterait exprimer sa volonté que les deux parties, avec le Centre du patrimoine mondial, puissent étudier des solutions pratiques permettant au processus d'inscription de se poursuivre aussi harmonieusement que les parties le souhaitent.

Annexe IV

Aide-mémoire

1. Etant donné que le bien que la partie cambodgienne a proposé d'inscrire sur la liste du Patrimoine mondial est situé dans une région où les deux pays revendiquent différents tracés de frontière, il est apparu *prima facie* que la configuration

satellite zones” set forth in the Royal Decree of 19 April 2006 and featured on the reduced-size map included in Cambodia’s nomination file (i.e., the “General Plan for the zoning of Preah Vihear”) extends over Thai territory, according to the L7017 series 1:50000 scale map used by Thailand. In this respect, Thailand would be grateful if Cambodia would kindly:

- (1) provide the said map in its original size, so that Thailand can accurately assess the implications of the proposed zoning for the frontier line and the exercise of territorial jurisdiction;
- (2) present the measures envisaged by Cambodia for managing that part of the said central zone which Thailand considers to form part of its national territory;
- (3) consider the possibility of delimiting the central zone in such a way that it does not raise territorial concerns for Thailand.

2. Under the World Heritage Convention, the inclusion of the Temple of Preah Vihear on the UNESCO World Heritage List — on the basis of a unilateral procedure carried out by the Cambodian Government — will result in obligations to protect that site and its immediate vicinity which will be incumbent on the Cambodian Government alone. Since Thailand did not participate in that procedure, under no circumstances would it be bound by those obligations. Thus, in order to protect and preserve this priceless ancient structure, our two countries must work together to reach solutions by mutual agreement which are acceptable to both parties.

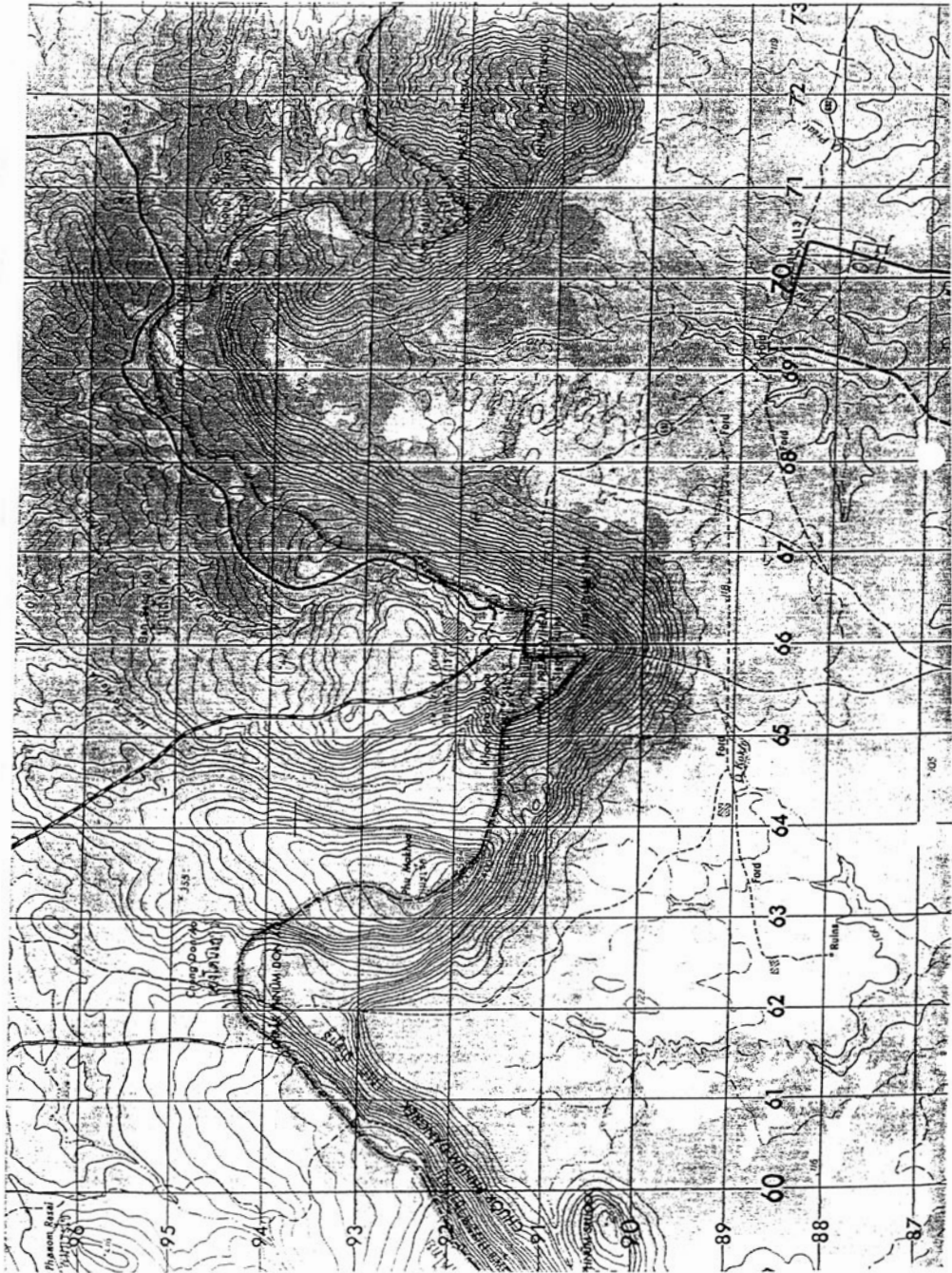
3. As regards the “indicative frontier line” referred to in the General Plan for the zoning of Preah Vihear, it would be preferable to remove this from the plan. If Cambodia insists on keeping it, Thailand would have no option but to enter a reservation against that reference in the final resolution inscribing this site on the UNESCO World Heritage List.

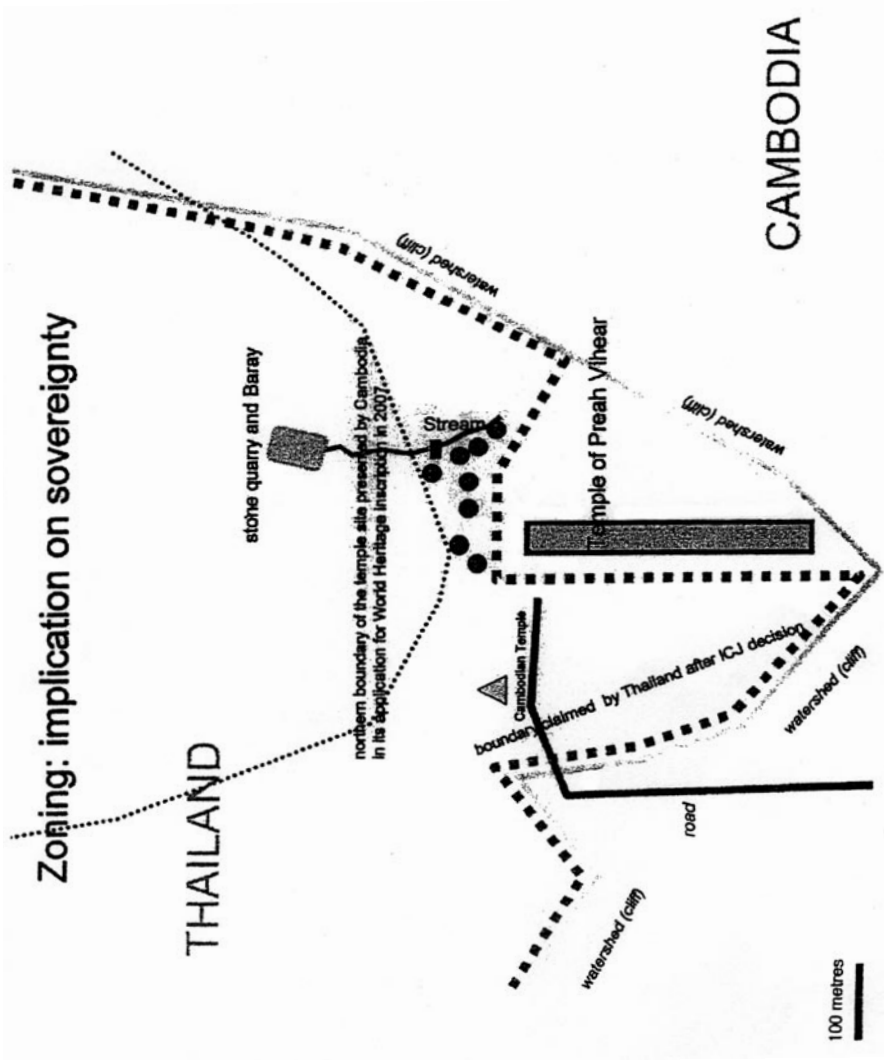
«de la zone centrale et des zones satellites», déclarée dans le décret royal datant du 19 avril 2006 et apparue sur la carte à taille réduite incluse dans le dossier cambodgien, à savoir le «schéma directeur pour le zonage de Préah Vihéar», s'étend sur le territoire thaïlandais selon la carte à l'échelle 1/50 000, série L7017, utilisée par la Thaïlande. A cet égard, la Thaïlande serait reconnaissante si la partie cambodgienne avait l'obligeance de bien vouloir :

- 1) fournir ladite carte en taille originale pour que la Thaïlande puisse évaluer de manière précise l'implication du zonage proposé au terme de la ligne frontière et de l'exercice de la compétence territoriale;
- 2) présenter les mesures envisagées par la partie cambodgienne afin de gérer la partie de ladite zone centrale que la Thaïlande considère comme faisant partie intégrante de son territoire national;
- 3) examiner la possibilité de délimiter la zone centrale d'une façon à ne pas soulever des inquiétudes territoriales de la part de la Thaïlande.

2. L'inscription du temple de Préah Vihéar sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco, issue d'une procédure unilatérale entreprise par le Gouvernement cambodgien, entraînera, aux termes de la Convention du patrimoine mondial, des obligations de protéger ce site ainsi que ses environs immédiats qui incomberont au seul Gouvernement cambodgien. La Thaïlande, n'ayant pas participé à cette procédure, ne serait en aucun cas liée par ces obligations. A cet égard, dans le but de protéger et de conserver cette structure ancienne de valeur inestimable, nos deux pays doivent travailler de concert afin d'aboutir, d'un commun accord, à des solutions acceptables pour les deux parties.

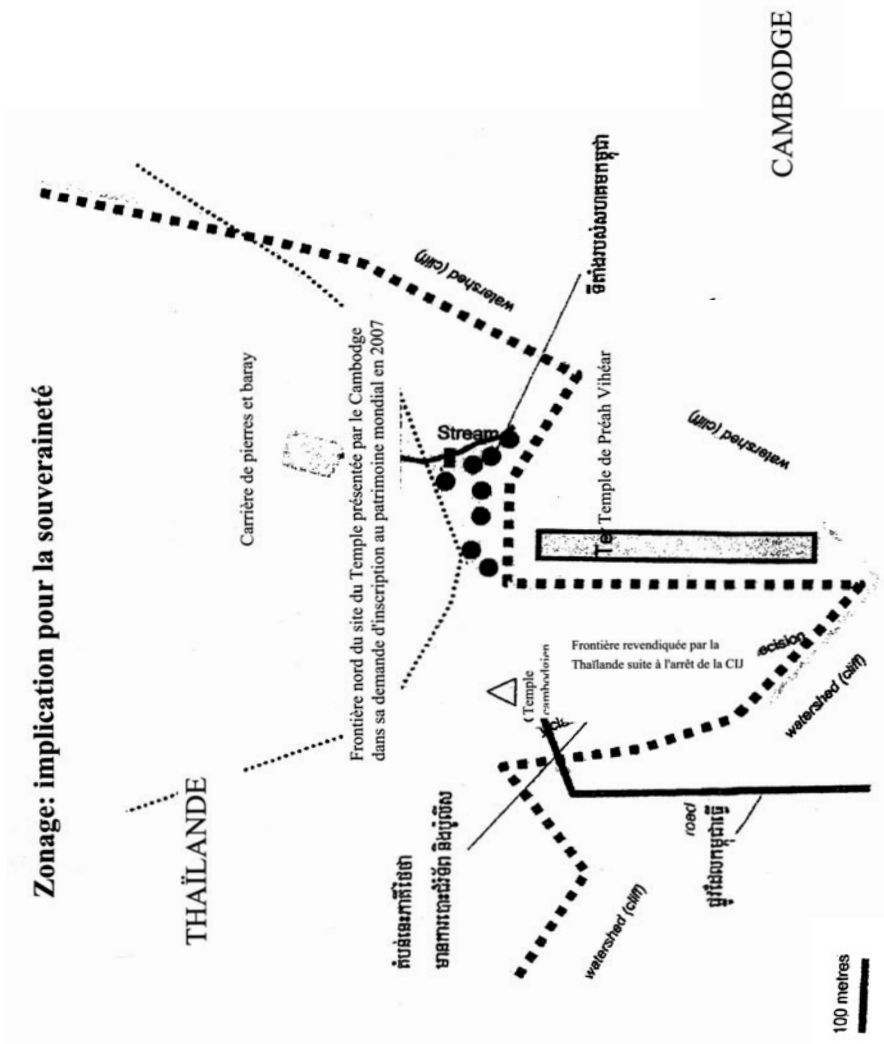
3. En ce qui concerne la mention «le tracé indicatif de la frontière», figurée dans le schéma directeur pour le zonage de Préah Vihéar, il serait préférable que celle-ci soit retirée du schéma directeur. Au cas où la partie cambodgienne insisterait pour qu'elle soit maintenue, la Thaïlande n'aurait pas d'autre possibilité que de faire une réserve contre ladite mention dans la résolution finale en vue d'inscrire ce site sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.

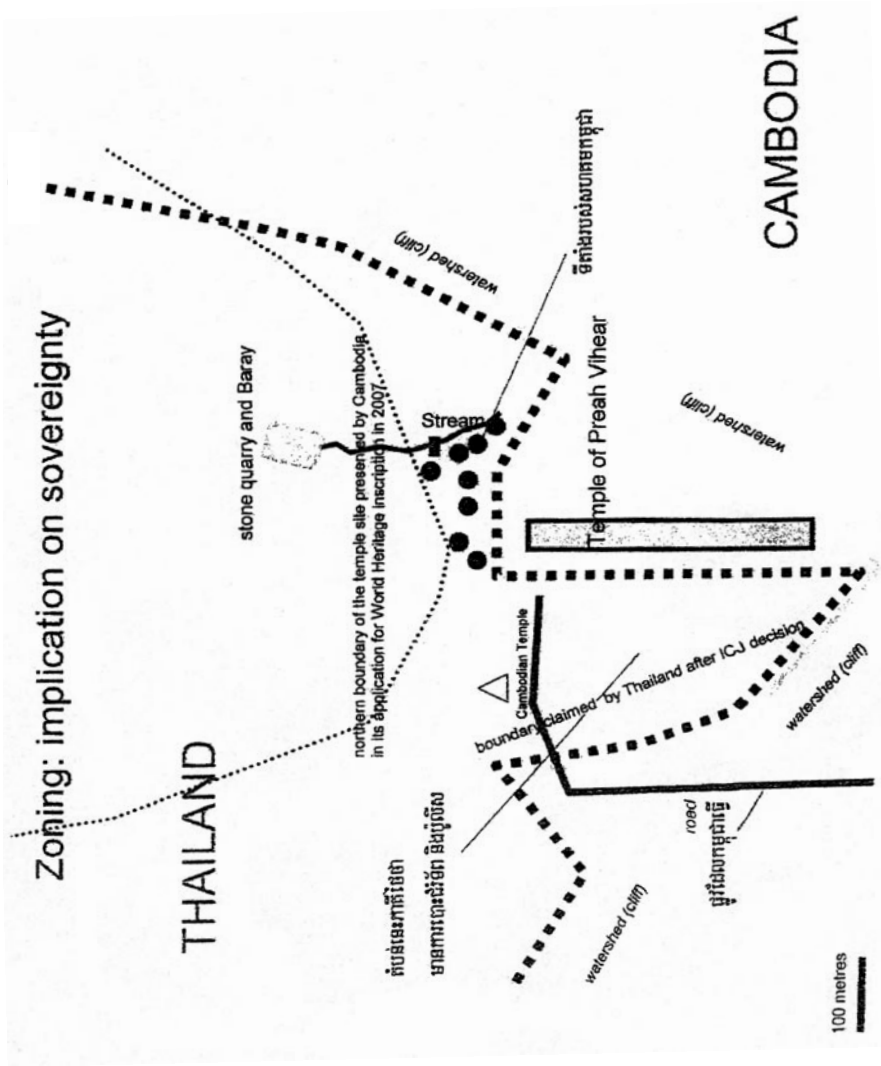




Zoning: implication on sovereignty

Zonage: implication pour la souveraineté





Annexe 4

LETTRE DE L'AMBASSADEUR ET REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA THAÏLANDE
AUPRÈS DES NATIONS UNIES AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DATE DU 21 JUILLET 2008

[Traduction]

N° 56101/376 Mission permanente de la Thaïlande auprès des Nations Unies,
[Adresse omise.]

Le 21 juillet 2008.

Excellence,

D'ordre de mon gouvernement et me référant à la lettre datée du 18 juillet 2008 que vous a adressée le représentant permanent du Royaume du Cambodge à propos des relations entre la Thaïlande et le Cambodge (S/2008/470), j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

1. Le Royaume de Thaïlande a toujours eu profondément à cœur d'entretenir des relations cordiales avec le Royaume du Cambodge, qui est son voisin proche et fait partie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Comme dans toutes les régions du monde, il n'est pas inhabituel que des pays qui partagent une longue frontière commune aient des problèmes ou des différends frontaliers, et la Thaïlande et le Cambodge ne constituent pas une exception. Toutefois, grâce à des consultations et des négociations bilatérales amicales, chaque litige a été réglé dans le passé à l'amiable, ce qui démontre combien les liens qui unissent nos deux pays sont solides et profonds. C'est dans cet esprit et fort de cette conviction que le Gouvernement royal thaïlandais aborde la question relative à la zone adjacente au temple de Préah Vihéar. D'emblée, il a été résolu à obtenir un règlement juste et pacifique du problème grâce aux cadres de concertation bilatéraux existants, fondés sur l'amitié, la bonne volonté et la coopération qui existent depuis longtemps entre les populations et les gouvernements de nos deux pays.

2. Dans cet esprit, les premiers ministres de la Thaïlande et du Cambodge se sont déjà engagés à faire preuve de la plus grande retenue, se déclarant persuadés de résoudre la question dans le cadre des consultations et négociations bilatérales existantes. Dans un premier temps, une réunion extraordinaire de la commission thaïlano-cambodgienne chargée de l'ensemble des frontières a eu lieu le lundi 21 juillet 2008 dans la province thaïlandaise de Sa Kaeo, ce qui a eu pour résultat de désamorcer la tension et de maintenir le calme dans la région. Les deux parties ont également accepté de tenir de nouveaux pourparlers. Le rapport de la commission fait actuellement l'objet d'un examen minutieux par les premiers ministres des deux pays, qui ont entre-temps exprimé le souhait de convoquer le plus rapidement possible la commission thaïlano-cambodgienne de démarcation des frontières, afin qu'elle accélère ses travaux de levé et de démarcation de l'ensemble de la frontière thaïlano-cambodgienne, de façon à éviter que de tels problèmes se reproduisent à l'avenir et compromettent les relations cordiales entre nos deux pays, et à permettre aux populations qui vivent de part et d'autre de la frontière de tirer tout le profit de la coopération et de la prospérité.

3. The aforementioned position has received a clear and unanimous support from ASEAN of which both Thailand and Cambodia are members. In a statement by the ASEAN Chair dated 20 July 2008, ASEAN Foreign Ministers expressed their hope that the bilateral talks between Thailand and Cambodia will find a way to defuse the situation, and offered facilities to be placed at the disposal of the two countries concerned. Thailand welcomes the ASEAN Chair's statement calling for ASEAN solidarity and the early resolution of the issue.

4. Nevertheless, the Royal Thai Government is obliged to provide an account of facts on certain specific issues referred to in the above letter from the Permanent Representative of Cambodia as follows:

4.1. Regarding the issue of the area of "Keo Sikha Kiri Svara Pagoda" referred to in the above letter from the Permanent Representative of Cambodia, a fact should be noted that the area adjacent to the Temple of Preah Vihear, where the said Pagoda is situated, is part of Thailand's territory. Thailand's position in this regard is fully consistent with the Judgment of the International Court of Justice (ICJ) of 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear*, which Thailand has fully and duly implemented.

Cambodia's territorial claim in this area is based on Cambodia's unilateral understanding of the said ICJ Judgment that a boundary line was determined by the Court in this Judgment. Thailand contests this unilateral understanding since the ICJ ruled in this case that it did not have jurisdiction over the question of land boundary and did not in any case determine the location of the boundary between Thailand and Cambodia. In addressing the Final Submissions of Cambodia at the end of the oral proceedings calling for pronouncements on the legal status of the "Annex I map", which was mentioned in the above letter from the Permanent Representative of Cambodia, and the frontier line in the disputed region, the ICJ stated that the said Submissions "can be entertained only to the extent that they gave expression to grounds and not as claims to be dealt with in the operative provisions of the Judgment" (*Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*, Judgment, Merits, I.C.J. Reports 1962, p. 36). Taking into account Article 59 of the Statute of the ICJ and the fact that the issue before the ICJ in this case was limited solely to the question of the sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear, the boundary line claimed by Cambodia has no legal status from the Judgment.

Thus, the location of boundary line in the area adjacent to the Temple of Preah Vihear is still to be determined by both countries in accordance with international law. In 2000, Thailand and Cambodia signed the Memorandum of Understanding (MoU) on the Survey and Demarcation of Land Boundary and established a Joint Boundary Commission (JBC) to be responsible for the said survey and demarcation of the entire stretch of the common land boundary. Fact Sheet regarding the overlapping territorial claims of Thailand and Cambodia in the area of the Temple of Preah Vihear is attached herewith as *Attachment 1*.

It is within this context that Thailand has made repeated protests (i.e., 10 April 2008, 17 May 2007, 8 May 2005 and 25 November 2004) regarding the presence of the "Keo Sikha Kiri Svara Pagoda" and other structures as well as that of Cambodian settlers and military personnel in the area. The four protests were made in particular on the basis of Article 5 of the 2000 MoU mentioned above, under which both sides agree not to carry out any work resulting in changes of environment of the frontier zone, pending the survey and demarcation of the common land boundary. To date, no action has been undertaken by Cambodia to address Thailand's concerns, protests and requests.

4.2. Regarding the inscription of the Temple of Preah Vihear on the World Heritage List on 7 July 2008 as unilaterally proposed by the Kingdom of Cambodia,

3. La position susmentionnée bénéficie de l'appui clair et unanime de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont la Thaïlande et le Cambodge sont membres. Dans une déclaration du président de l'Association datée du 20 juillet 2008, les ministres des affaires étrangères ont exprimé l'espoir que les pourparlers bilatéraux entre la Thaïlande et le Cambodge débouchent sur un moyen de désamorcer la tension, et ont offert de mettre leurs structures à la disposition des deux pays concernés. La Thaïlande se félicite de la déclaration du président appelant à la solidarité des membres de l'Association et préconisant un règlement rapide de la question.

4. Le Gouvernement royal thaïlandais se sent néanmoins obligé de rendre compte de certains faits relatifs à des questions spécifiques auxquelles le représentant permanent du Cambodge se réfère dans la lettre susmentionnée :

4.1. S'agissant de la question de la zone de la « Pagode de Keo Sikha Kiri Svava », visée dans la lettre du représentant permanent du Cambodge, il faut noter que la zone adjacente au temple de Préah Vihéar, où se situe ladite pagode, fait partie du territoire thaïlandais. La position de la Thaïlande à cet égard est tout à fait conforme à l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 15 juin 1962 dans l'affaire du *Temple de Préah Vihéar*, que la Thaïlande a pleinement et dûment respecté :

La revendication territoriale du Cambodge sur cette zone se fonde sur son interprétation unilatérale dudit arrêt de la Cour, par lequel cette dernière détermine la ligne frontière. La Thaïlande conteste cette interprétation unilatérale, du fait que la Cour a décidé que la démarcation de la frontière terrestre ne relevait pas de ses compétences et n'a en aucun cas déterminé l'emplacement de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. En se référant aux conclusions finales du Cambodge à la fin de la procédure orale priant la Cour de se prononcer sur le statut juridique de la carte de l'annexe I, à laquelle se réfère le représentant permanent du Cambodge dans sa lettre, et à la ligne frontière dans la région contestée, la Cour a constaté que les conclusions « ne peuvent être retenues que dans la mesure où elles énoncent des motifs et non des demandes à retenir dans le dispositif de l'arrêt » (*Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*, arrêt, *fond*, C.I.J. Recueil 1962, p. 36). Compte tenu de l'article 59 du Statut de la Cour internationale de Justice et du fait que la question dont était saisie la Cour en l'espèce se limitait uniquement à la souveraineté sur la région du temple de Préah Vihéar, la ligne frontière que revendique le Cambodge n'a aucun fondement légitime, découlant de cet arrêt ;

Ainsi, les deux pays doivent encore déterminer conformément au droit international le tracé de la frontière dans la zone adjacente au temple de Préah Vihéar. En 2000, ils ont signé le mémorandum d'accord sur la délimitation et la démarcation de la frontière terrestre et créé une commission mixte chargée de la délimitation et de la démarcation de l'ensemble de la frontière terrestre commune. On trouvera à l'*annexe I* une fiche descriptive des revendications territoriales concurrentes de la Thaïlande et du Cambodge dans la zone du temple de Préah Vihéar ;

C'est dans ce cadre que la Thaïlande a émis à plusieurs reprises des protestations (le 10 avril 2008, le 17 mai 2007, le 8 mai 2005 et le 25 novembre 2004) concernant la « pagode Keo Sikha Kiri Svava » et d'autres structures et la présence de civils et de militaires cambodgiens dans la région. Les quatre protestations ont été faites sur la base de l'article 5 du mémorandum d'accord susmentionné, en vertu duquel les deux parties ont accepté de n'entreprendre aucun travail qui soit de nature à modifier la morphologie de la zone frontalière en attendant la délimitation et la démarcation de la frontière terrestre commune. Aucune mesure n'a été prise à ce jour par le Cambodge pour apaiser les préoccupations de la Thaïlande ou donner suite à ses protestations et à ses demandes.

4.2. S'agissant de l'inscription le 7 juillet 2008 du temple de Préah Vihéar sur la liste du Patrimoine mondial à la suite d'une proposition unilatérale du Royaume du

attention should be drawn to the statement by the Minister of Foreign Affairs of Thailand at the 32nd Session of the World Heritage Committee in Quebec City, Canada on 7 July 2008. The said statement unequivocally put on the record Thailand's objection, observations and reservations on the issue concerned. Among other things, as a State party to the 1972 World Heritage Convention, the Royal Thai Government reaffirms her right to apply Article 11 (3) which stipulates that "the inclusion of a property situated in a territory, sovereignty or jurisdiction over which is claimed by more than one State will in no way prejudice the rights of the party to the dispute". Thus, the inscription of the Temple of Preah Vihear on the World Heritage List shall in no way prejudice Thailand's rights regarding her territorial integrity and sovereignty as well as the survey and demarcation of land boundary in the area and Thailand's legal position. Copy of the said statement is attached as *Attachment 2*.

5. In conclusion, the Royal Thai Government reiterates her firm conviction that the present challenge shall be resolved amicably through friendly bilateral consultations and negotiations within the relevant bilateral frameworks established by both countries, and on the basis of goodwill, the principle of good neighbourliness, long standing friendship between the two countries and the spirit of ASEAN solidarity that has underpinned this regional organisation since its inception.

I have the honour to request that the text of this letter and its attached documents be circulated as an official document of the Security Council.

(Signed) Don PRAMUDWINAI,
Ambassador, Permanent Representative
of the Kingdom of Thailand
to the United Nations.

H.E. Mr. Le Luong Minh,
President of the Security Council,
New York.

—
Attachment I

Fact Sheet :

*Overlapping Territorial Claims of Thailand and Cambodia
in the Area of the Temple of Preah Vihear*

1. There is currently an area adjacent to the Temple of Preah Vihear that is subject to overlapping territorial claims of Thailand and Cambodia. The location of the boundary line in this area is therefore still to be determined by both countries in accordance with international law¹.

2. In this area, the territorial claim of Thailand is an assertion of what Thailand considers to be territory under Thailand's sovereignty after due implementation of

¹ On 14 June 2000, the two countries concluded the Memorandum of Understanding between the Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Kingdom of Cambodia on the Survey and Demarcation of Land Boundary. Work under this MoU is ongoing.

Cambodge, il faut appeler l'attention sur la déclaration faite le 7 juillet 2008 par le ministre thaïlandais des affaires étrangères à la trente-deuxième session du Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) à Québec (Canada), déclaration dans laquelle sont consignées clairement l'objection, les remarques et les réserves de la Thaïlande sur la question. Entre autres choses, en tant qu'Etat partie à la Convention du patrimoine mondial de 1972, le Gouvernement royal thaïlandais réaffirme son droit d'appliquer l'article 11 3), qui stipule que «l'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend». Ainsi, l'inscription du temple de Préah Vihéar sur la liste du Patrimoine mondial ne préjugera en rien les droits de la Thaïlande concernant son intégrité territoriale et sa souveraineté, ainsi que le levé et la démarcation de la frontière terrestre dans la région et la situation juridique de la Thaïlande. On trouvera à l'*annexe II* un exemplaire de ladite déclaration.

5. En conclusion, le Gouvernement royal thaïlandais réaffirme sa ferme conviction que la présente situation sera réglée à l'amiable grâce à des consultations et des négociations bilatérales amicales, conformément aux cadres bilatéraux pertinents créés par les deux pays et sur la base de la bonne volonté, du principe de bon voisinage, de l'amitié qui existe de longue date entre les deux pays et de l'esprit de solidarité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est qui anime cette organisation régionale depuis le début.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'ambassadeur,
représentant permanent du Royaume de Thaïlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Don PRAMUDWINAI.

Son Excellence M. Le Luong Minh,
président du Conseil de sécurité,
New York.

Annexe I

Fiche analytique :

*Revendications territoriales concurrentes de la Thaïlande
et du Cambodge dans la zone du temple de Préah Vihéar*

1. Il existe actuellement une zone adjacente au temple de Préah Vihéar qui fait l'objet de revendications territoriales concurrentes de la Thaïlande et du Cambodge. Les deux pays doivent encore déterminer l'emplacement de la ligne frontière dans cette zone, conformément au droit international¹.

2. Dans cette zone, la revendication territoriale de la Thaïlande est une affirmation de ce que la Thaïlande considère être un territoire relevant de la souveraineté

¹ Le 14 juin 2000, les deux pays ont conclu le mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement du Royaume du Cambodge concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre. Les travaux entrepris au titre de ce mémorandum d'accord sont en cours.

the Judgment of the International Court of Justice (ICJ) of 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear*.

3. Cambodia's territorial claim in this area relies on a boundary line that appears to be presented as legally binding upon the two States, based on Cambodia's unilateral understanding of the said ICJ Judgment². Thailand contests this unilateral understanding since the ICJ ruled in the said Judgment that it did not have jurisdiction over the question of land boundary, and did not in any case determine the location of the boundary between Cambodia and Thailand (details as attached). Taking into account Article 59 of the Statute of the ICJ and the fact that the issue before the ICJ in this case was limited solely to the question of the sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear, the boundary line claimed by Cambodia has no legal status from the Judgment.

*The International Court of Justice Did Not Address the Question of Land Boundary in the case concerning the Temple of Preah Vihear*³

I. The Court ruled that it did not have jurisdiction over the question of land boundary

In both its Application⁴ and Memorial⁵, Cambodia submitted to the Court to

“adjudge and declare, whether the Kingdom of Thailand appears or not:

- (1) that the Kingdom of Thailand is under an obligation to withdraw the detachments of armed forces it has stationed since 1954 in the ruins of the Temple of Preah Vihear;
- (2) that the territorial sovereignty over the Temple of Preah Vihear belongs to the Kingdom of Cambodia”⁶.

The above submissions of Cambodia determined the limits of the jurisdiction of the Court. The Court, in its Judgment of 26 May 1961 (Preliminary Objections), stated that the case was a dispute about territorial sovereignty⁷. The Court further confirmed its scope of jurisdiction in its Judgment of 15 June 1962 (Merits):

“In its Judgment of 26 May 1961, by which it upheld its jurisdiction to adjudicate upon the dispute submitted to it by the Application filed by the Government of Cambodia on 6 October 1959, the Court described in the following terms the subject of the dispute:

‘In the present case, Cambodia alleges a violation on the part of Thailand of Cambodia's territorial sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear and its precincts. Thailand replies by affirming that the area in

² Aide-Mémoire, dated 11 April 2008, from the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the Kingdom of Cambodia to Royal Thai Embassy, Phnom Penh.

³ *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Preliminary Objections, I.C.J. Reports 1961*, pp. 17-38; *ibid.*, *Merits, I.C.J. Reports 1962*, pp. 6-38.

⁴ Application dated 30 September 1959, *I.C.J. Pleadings, Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*, Vol. 1, p. 15.

⁵ *Ibid.*, pp. 118-119.

⁶ *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Merits, I.C.J. Reports 1962*, p. 9.

⁷ *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Preliminary Objections, I.C.J. Reports 1961*, p. 22.

de la Thaïlande après application de l'arrêt de la Cour internationale de Justice (CIJ) du 15 juin 1962 dans l'affaire du *Temple de Préah Vihéar*.

3. La revendication territoriale du Cambodge dans cette zone repose sur une ligne frontière qui semble être présentée comme étant juridiquement contraignante pour les deux Etats, sur la base de l'interprétation unilatérale dudit arrêt de la CIJ² par le Cambodge. La Thaïlande conteste cette interprétation unilatérale étant donné que la CIJ a déclaré dans ledit arrêt qu'elle n'était pas compétente pour statuer sur la question de la frontière terrestre, et qu'elle n'avait en aucun cas déterminé l'emplacement de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande (informations détaillées annexées). Eu égard à l'article 59 du Statut de la CIJ et compte tenu du fait que le différend soumis à la CIJ dans cette affaire se limitait à la question de la souveraineté sur la région du temple de Préah Vihéar, l'arrêt ne confère aucun statut juridique à la ligne frontière revendiquée par le Cambodge.

*La Cour internationale de Justice n'a pas examiné la question de la frontière terrestre dans l'affaire du Temple de Préah Vihéar*³

1. La Cour a déclaré qu'elle n'était pas compétente pour statuer sur la question de la frontière terrestre

Dans sa requête⁴ et son mémoire⁵, le Royaume du Cambodge conclut à ce qu'il plaise à la Cour de :

« dire et juger, tant en présence qu'en l'absence du Royaume de Thaïlande :

- 1) que le Royaume de Thaïlande devra retirer les éléments de forces armées qu'il a installés depuis 1954 dans les ruines du temple de Préah Vihéar;
- 2) que la souveraineté territoriale sur le temple de Préah Vihéar appartient au Royaume du Cambodge »⁶.

Les conclusions susmentionnées du Cambodge déterminaient les limites de compétence de la Cour. La Cour, dans son arrêt du 26 mai 1961 (exceptions préliminaires), a déclaré qu'il s'agissait d'un différend portant sur la souveraineté territoriale⁷. La Cour a confirmé l'étendue de sa compétence dans son arrêt du 15 juin 1962 (fond) :

« Dans son arrêt du 26 mai 1961 par lequel elle a reconnu sa compétence pour statuer sur le différend qui lui a été soumis par la requête que le Gouvernement cambodgien lui a adressée le 6 octobre 1959, la Cour a décrit dans les termes suivants l'objet du différend ;

« Dans la présente affaire, le Cambodge invoque la violation par la Thaïlande de la souveraineté territoriale du Cambodge sur la région du temple de Préah Vihéar et ses environs. La Thaïlande répond en affirmant que ce

² Aide-mémoire, daté du 11 avril 2008, du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale du Royaume du Cambodge adressé à l'ambassade royale thaïlandaise, Phnom Penh.

³ *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande), exceptions préliminaires, C.I.J. Recueil 1961*, p. 17-38; *ibid.*, fond, *C.I.J. Recueil 1962*, p. 6-38.

⁴ Requête datée du 30 septembre 1959, *C.I.J. Mémoires, Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*, vol. I, p. 15.

⁵ *Ibid.*, p. 113-119.

⁶ *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande), fond, C.I.J. Recueil 1962*, p. 9.

⁷ *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande), exceptions préliminaires, C.I.J. Recueil 1961*, p. 22.

question lies on the Thai side of the common frontier between the two countries, and is under the sovereignty of Thailand. This is a dispute about territorial sovereignty.’

Accordingly, the subject of the dispute submitted to the Court is confined to a difference of view about sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear.⁸

During the merits phase, attempts were made by Cambodia to extend the scope of the dispute before the Court to include the question of the frontier line between Thailand and Cambodia⁹. However, this was not accepted by the Court, as confirmed by the following statement:

“Referring finally to the Submissions presented at the end of the oral proceedings, the Court, for the reasons indicated at the beginning of the present Judgment, finds that Cambodia’s first and second Submissions, calling for pronouncements on the legal status of the Annex I map and on the frontier line in the disputed region, can be entertained only to the extent that they give expression to grounds, and not as claims to be dealt with in the operative provisions of the Judgment.”¹⁰

II. The Judgment did not determine the location of the boundary between Cambodia and Thailand

In the operative provisions of the Judgment, the Court did not address the question of the boundary line in any way but limited itself to three other questions submitted to it by Cambodia. The only operative findings of the Court are:

- “(a) The Temple of Preah Vihear is situated in territory under the sovereignty of Cambodia;
- (b) Thailand is under an obligation to withdraw any military or police forces, or other guards or keepers, stationed by her at the Temple, or in its vicinity on Cambodian territory; and
- (c) Thailand is under an obligation to restore to Cambodia any objects of the kind specified in Cambodia’s fifth Submission which may, since the date of the occupation of the Temple by Thailand in 1954, have been removed from the Temple or the Temple area by the Thai authorities.”¹¹

At the outset of the Judgment, after stating that the Court is confined to the question of the sovereignty over the region of the Temple of Preah Vihear, it added:

“To decide this question of territorial sovereignty, the Court must have regard to the frontier line between the two States in this sector. Maps have been submitted to it and various considerations have been advanced in this connection. The Court will have regard to each of these only to such extent as

⁸ *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Merits, I.C.J. Reports 1962*, p. 14.

⁹ Submissions read at the hearing of 5 March 1962, and Submissions, entitled Final Submissions, read at the hearing of 20 March 1962, *ibid.*, pp. 10-11. In response, Thailand asked the Court not to entertain, *inter alia*, Cambodia’s claim regarding the frontier line as it was “put forward too late”, *ibid.*, p. 11.

¹⁰ *Ibid.*, p. 36.

¹¹ *Ibid.*, pp. 36-37.

territoire est situé du côté thaïlandais de la frontière commune entre les deux pays et qu'il relève de la souveraineté thaïlandaise. Il s'agit là d'un différend portant sur la souveraineté territoriale.»

L'objet du différend soumis à la Cour est donc limité à une contestation relative à la souveraineté dans la région du temple de Préah Vihéar.»⁸

Durant la phase au fond, le Cambodge a tenté d'étendre la portée du différend soumis à la Cour en incluant la question de la ligne frontière entre la Thaïlande et le Cambodge⁹. Cependant, la Cour ne l'a pas accepté, comme elle le confirme dans la déclaration suivante :

«Se référant finalement aux conclusions présentées à la fin de la procédure orale, la Cour, pour les raisons indiquées au début du présent arrêt, constate que les première et deuxième conclusions du Cambodge priant la Cour de se prononcer sur le statut juridique de la carte de l'annexe I et sur la ligne frontière dans la région contestée ne peuvent être retenues que dans la mesure où elles énoncent des motifs et non des demandes à retenir dans le dispositif de l'arrêt.»¹⁰

II. L'arrêt n'a pas déterminé l'emplacement de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande

Dans le dispositif de l'arrêt, la Cour n'a en aucun cas examiné la question de la ligne frontière mais a limité son examen à trois autres questions qui lui ont été soumises par le Cambodge. Les seules conclusions de la Cour sont les suivantes :

- a) le temple de Préah Vihéar est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge ;
- b) la Thaïlande est tenue de retirer tous les éléments de forces armées ou de police ou autres gardes ou gardiens qu'elle a installés dans le temple ou dans ses environs situés en territoire cambodgien ; et
- c) la Thaïlande est tenue de restituer au Cambodge tous objets des catégories spécifiées dans la cinquième conclusion du Cambodge qui, depuis la date de l'occupation du temple par la Thaïlande en 1954, auraient pu être enlevés du temple ou de la zone du temple par les autorités thaïlandaises».¹¹

Au début de l'arrêt, après avoir déclaré que l'objet du différend soumis à la Cour est limité à une contestation relative à la souveraineté dans la région du temple de Préah Vihéar, elle a ajouté :

«Pour trancher cette question de souveraineté territoriale, la Cour devra faire état de la frontière entre les deux Etats dans ce secteur. Des cartes lui ont été soumises et diverses considérations ont été invoquées à ce sujet. La Cour ne fera état des unes et des autres que dans la mesure où elle y trouvera

⁸ *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande), fond, C.I.J. Recueil 1962*, p. 14.

⁹ Conclusions lues à l'audience du 5 mars 1962, et conclusions intitulées finales, lues à l'audience du 20 mars 1962, *ibid.*, p. 10-11. En réponse, la Thaïlande a demandé à la Cour de ne pas retenir, entre autres, les réclamations du Cambodge concernant la ligne frontière étant donné qu'elles ont été «formulées trop tard», *ibid.*, p. 11.

¹⁰ *Ibid.*, p. 36.

¹¹ *Ibid.*, p. 36-37.

it may find in them *reasons* (emphasis added) for the decision it has to give in order to settle the sole dispute submitted to it, the subject of which has just been stated.”¹²

The Court underlined subsequently in the Judgment that it addressed the questions of maps and frontier line merely as

“*grounds* (emphasis added) on which the Court bases its decisions”¹³.

In addition, as mentioned previously, in addressing the Final Submissions of Cambodia at the end of the oral proceedings calling for pronouncements on the legal status of the Annex I map and on the frontier line in the disputed region, the Court stated that the said Submissions

“can be entertained only to the extent that they give expression to *grounds* (emphasis added), and not as claims to be dealt with in the operative provisions of the Judgment”¹⁴.

It is further evident that the Court did not address the issue of the boundary line for the fact that, for the Court, it was

“unnecessary to consider whether, at Preah Vihear, the line as mapped does in fact correspond to the true watershed line in this vicinity, or did so correspond in 1904-1908, or if not, how the watershed line in fact runs”.¹⁵

Had the question of the boundary line been before the Court, it would have been necessary to deal with this issue.

III. Consequently, the location of the land boundary is still to be determined in accordance with international law

(a) *Notification of compliance by Thailand*

On 6 July 1962, Thailand notified its decision to comply with Judgment of the Court by the official note from the Minister of Foreign Affairs of Thailand No. (0601) 22239/2505 to the Secretary-General of the United Nations.

(b) *Thai-Cambodia 2000 MOU*

The precise location of the boundary line is still to be determined through the process of joint surveying and demarcation by Thailand and Cambodia in accordance with Article I of the Memorandum of Understanding between the Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Kingdom of Cambodia on the Survey and Demarcation of Land Boundary. This task has been entrusted to the Thailand-Cambodia Joint Commission on Demarcation for Land Boundary (JBC). Pending the demarcation of the land boundary, both countries agree that

“to facilitate the effective survey along the entire stretch of the common land boundary, authorities of either Government and their agents shall not carry out any work resulting in changes of environment of the frontier zone, except that

¹² *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Merits, I.C.J. Reports 1962*, p. 14.

¹³ *Ibid.*, p. 35.

¹⁴ *Ibid.*, p. 36.

¹⁵ *Ibid.*, p. 35.

les *motifs* (les italiques sont de nous) de la décision qu'elle doit rendre pour trancher le seul différend qui lui est soumis et dont l'objet vient d'être ci-dessus énoncé.»¹²

La Cour a ensuite souligné dans l'arrêt qu'elle avait examiné les questions des cartes et de la ligne frontière simplement en tant que

«*motifs* (les italiques sont de nous) sur lesquels la Cour fonde sa décision».¹³

En outre, comme mentionné précédemment, se référant aux conclusions finales présentées par le Cambodge à la fin de la procédure orale priant la Cour de se prononcer sur le statut juridique de la carte de l'annexe I et sur la ligne frontière dans la région contestée, la Cour a affirmé que lesdites conclusions

«ne peuvent être retenues que dans la mesure où elles énoncent des *motifs* (les italiques sont de nous), et non des demandes à retenir dans le dispositif de l'arrêt».¹⁴

Il est également manifeste que la Cour n'a pas examiné la question de la ligne frontière en raison du fait que, pour la Cour, il était

«inutile d'examiner si, à Préah Vihéar, la frontière de la carte correspond bien à la véritable ligne de partage des eaux dans ces parages, si elle y correspondait en 1904-1908 ou, dans le cas contraire, quel est le tracé exact de la ligne de partage des eaux».¹⁵

Si la question de la ligne frontière avait été portée devant la Cour, il aurait été nécessaire d'examiner ce point.

III. Par conséquent, l'emplacement de la frontière terrestre doit encore être déterminé conformément au droit international

a) Notification de conformité par la Thaïlande

Le 6 juillet 1962, la Thaïlande a notifié sa décision de se conformer à l'arrêt de la Cour par la note officielle du ministre des affaires étrangères de Thaïlande n° (0601) 22239/2505 adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

b) Mémoire d'accord de 2000 entre la Thaïlande et le Cambodge

L'emplacement exact de la ligne frontière doit encore être déterminé au moyen du levé et de la démarcation en commun par la Thaïlande et le Cambodge, conformément à l'article premier du mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement du Royaume du Cambodge concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre. Cette mission a été confiée à la commission mixte Thaïlande-Cambodge sur la démarcation de la frontière terrestre (JBC). En attendant la démarcation de la ligne frontière, les deux pays ont convenu que

«pour faciliter un bon arpentage le long de toute l'étendue de la frontière terrestre commune, les autorités de chaque gouvernement et leurs agents ne doivent pas effectuer de travaux entraînant des changements de l'environnement

¹² *Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*, fond, C.I.J. Recueil 1962, p. 14.

¹³ *Ibid.*, p. 35.

¹⁴ *Ibid.*, p. 36.

¹⁵ *Ibid.*, p. 35.

which is carried out by the Joint Technical Sub-Commission in the interest of the survey and demarcation".¹⁶

Attachment II

Statement by H.E. Mr. Noppadon Pattama, Minister of Foreign Affairs
of Thailand and Head of the Thai Delegation at the 32nd Session
of the World Heritage Committee, Quebec City, Canada, 7 July 2008

Madam Chairperson,
Distinguished Members of the World Heritage Committee,
Ladies and Gentlemen,

It is my great honour to lead the Thai delegation to attend the 32nd Session of the World Heritage Committee in this beautiful Quebec City.

With regard to the decision just adopted by the Committee, Thailand wishes to put on record her objection and the following observations and reservations, based on the drawbacks and shortcomings of the various qualifications necessary for the complete status of the World Heritage site as appeared in the ICOMOS' evaluations of the cultural properties.

In addition to the unresolved border disputes of the area surrounding the Temple of Preah Vihear, Thailand cannot support the decision. Thailand wishes to point out that the decision is not practical because any subsequent action or measure to be taken by Cambodia or any third party in the area adjacent to the Temple of Preah Vihear which is Thai territory cannot be carried out without Thailand's consent. As a State party to the 1972 World Heritage Convention, Thailand reaffirms her full rights to apply the Article 11 (3) which stipulates that the inclusion of a property situated in a territory, sovereignty or jurisdiction over which is claimed by more than one state will in no way prejudice the rights of the party to the dispute.

Thailand reaffirms her protest and objection to any document submitted by Cambodia for the inscription of the Temple of Preah Vihear as a World Heritage site, particularly the Experts Technical Report and the flawed Progress Report in which Thailand was not fully engaged and from which was compelled to dissociate herself. Thailand wants to note to the World Heritage Committee that a practical management plan of the Temple of Preah Vihear will not be complete without Thailand's co-operation.

Thailand regrets that the World Heritage Committee has overlooked the fact that she is a major stakeholder and ignored the possibility for her to nominate the surrounding areas with features pertinent to the outstanding universal value of Preah Vihear Temple as a World Heritage site so that the full values of this property and its landscape setting can be realised. Therefore, Thailand reiterates her intention to nominate other features of the Temple located in her territory for World Heritage status so that the values of this property and its landscape setting can be fully realized. In this connection, we ask the Committee for its favourable consideration of Thailand's intention.

¹⁶ Memorandum of Understanding between the Government of the Kingdom of Thailand and the Government of the Kingdom of Cambodia on the Survey and Demarcation of Land Boundary, Article V.

de la zone frontalière, à l'exception de ceux réalisés par la sous-commission technique mixte dans l'intérêt du levé et de la démarcation».¹⁶

Annexe II

Déclaration de S. Exc. M. Noppadon Pattama, ministre des affaires étrangères de Thaïlande et chef de la délégation thaïlandaise à la 32^e session du Comité du patrimoine mondial, ville de Québec, Canada, 7 juillet 2008

Madame la présidente,
Chers membres du Comité du patrimoine mondial,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'immense honneur de conduire la délégation thaïlandaise pour assister à la 32^e session du Comité du patrimoine mondial dans cette magnifique ville de Québec.

En ce qui concerne la décision qui vient juste d'être adoptée par le Comité, la Thaïlande souhaite faire part de son objection et des observations et réserves suivantes, basées sur les faiblesses et insuffisances des différentes qualifications requises pour le statut complet de site du patrimoine mondial, telles qu'elles apparaissent dans les évaluations des propriétés culturelles de l'ICOMOS.

En sus des différends frontaliers non résolus dans la zone qui se situe aux abords du temple de Préah Vihéar, la Thaïlande ne peut approuver cette décision. La Thaïlande souhaite attirer l'attention sur le fait que la décision n'est pas applicable étant donné que toute action ou mesure ultérieure qui sera prise par le Cambodge ou tout tiers dans la zone adjacente au temple de Préah Vihéar qui se trouve sur le territoire thaïlandais ne pourra être mise en œuvre sans le consentement de la Thaïlande. En tant qu'État partie à la convention du patrimoine mondial de 1972, la Thaïlande réaffirme son droit d'appliquer l'article 11, paragraphe 3, qui stipule que l'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs États ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

La Thaïlande réitère ses protestations et objections contre tout document soumis par le Cambodge pour l'inscription du temple de Préah Vihéar en tant que site du patrimoine mondial, notamment le rapport d'expertise technique et le rapport d'avancement entaché d'erreurs auquel la Thaïlande n'a pas été totalement associée et duquel elle a été contrainte de se retirer. La Thaïlande souhaite faire observer au Comité du patrimoine mondial qu'un plan de gestion pratique du temple de Préah Vihéar ne sera pas complet sans la coopération de la Thaïlande.

La Thaïlande regrette que le Comité du patrimoine mondial n'ait pas tenu compte du fait qu'elle est un acteur important et qu'il ait ignoré la possibilité qu'elle puisse inscrire les zones adjacentes dont les caractéristiques présentent un intérêt pour la valeur universelle du temple de Préah Vihéar en tant que site du patrimoine mondial de telle sorte que ce bien et son paysage puissent être pleinement mis en valeur. Par conséquent, la Thaïlande réitère son intention de présenter d'autres caractéristiques du temple qui se situent sur son territoire pour l'obtention du statut de patrimoine mondial, afin que ce bien et son paysage puissent être pleinement mis en valeur. À cet égard, nous demandons au comité de bien vouloir considérer favorablement l'intention de la Thaïlande.

¹⁶ Mémoire d'accord entre le Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement du Royaume du Cambodge concernant le levé et la démarcation d'une frontière terrestre, article V.

In short, Thailand is obliged to object the decision to inscribe the Temple of Preah Vihear on the World Heritage List, as unilaterally proposed by Cambodia and on the basis of incomplete integrity.

On behalf of the Thai delegation, I wish to reassure the World Heritage Committee that this inscription issue is but a single issue in the overall relations between Thailand and Cambodia. The Government of Thailand will continue to work closely with the Government of Cambodia to further their co-operation for the mutual benefit of the two countries and peoples.

Madam Chairperson,
Distinguished Members of the World Heritage Committee,

In the end, I wish to reaffirm Thailand's reservations of her rights as contained in the Note dated 6 July 1962 from the Minister of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand to the Acting Secretary-General of the United Nations. The inscription of the Temple of Preah Vihear on the World Heritage List shall in no way prejudice Thailand's rights regarding her territorial integrity and sovereignty as well as the survey and demarcation of land boundary in the area and Thailand's legal position.

Thank you.

Pour résumer, la Thaïlande se voit dans l'obligation de s'opposer à la décision d'inscrire le temple de Préah Vihéar sur la liste du patrimoine mondial, comme le propose unilatéralement le Cambodge et sur la base d'une intégrité incomplète.

Au nom de la délégation thaïlandaise, je souhaite rassurer le Comité du patrimoine mondial sur le fait que ce problème d'inscription est le seul différend qui oppose la Thaïlande et le Cambodge. Le Gouvernement de Thaïlande poursuivra étroitement son travail avec le Gouvernement du Cambodge afin de renforcer leur coopération dans l'intérêt commun des deux pays et peuples.

Madame la présidente,
Chers membres du Comité du patrimoine mondial,

Pour conclure, je souhaite réaffirmer les réserves de droits de la Thaïlande telles que contenues dans la note datée du 6 juillet 1962 du ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande adressée au Secrétaire général des Nations Unies faisant fonction. L'inscription du temple de Préah Vihéar sur la liste du patrimoine mondial ne préjuge en rien les droits de la Thaïlande concernant son intégrité et sa souveraineté territoriales ainsi que le levé et la démarcation d'une frontière terrestre dans la zone et la situation juridique de la Thaïlande.

Merci.

Annex 5

JOINT COMMUNIQUÉ

1. At the invitation of His Royal Highness Norodom Ranariddh and His Excellency Mr. Hun Sen, First and Second Prime Ministers of the Royal Government of Cambodia, respectively, His Excellency Mr. Chuan Leekpai, Prime Minister of the Kingdom of Thailand, paid an official visit, the first ever by a Thai Prime Minister, to the Kingdom of Cambodia from 12 to 14 January 1994.

2. During his stay in Cambodia, His Excellency Mr. Chuan Leekpai met with Samdech Chea Sim, President of the National Assembly and Head of State *ad interim*. At the meeting, Samdech Chea Sim and His Excellency Mr. Chuan Leekpai noted the positive developments in the situation in Southeast Asia and shared the views that the present situation is developing towards peace, stability and co-operation among the countries in the region. Samdech Chea Sim and His Excellency Mr. Chuan Leekpai exchanged views on the present state of relationship between the Kingdom of Cambodia and the Kingdom of Thailand and expressed satisfaction at the continuing close ties of friendship and mutual co-operation between the two countries. His Excellency Mr. Chuan Leekpai conveyed, through Samdech Chea Sim, the best wishes of His Majesty King Bhumibol Adulyadej and the people of Thailand to His Majesty Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman, King of Cambodia, for His Majesty's good health, longevity and happiness.

3. During the visit, His Excellency Mr. Chuan Leekpai and his delegation placed a wreath at the Monument of Independence and visited several places of cultural and historical significance in Phnom Penh and Siem Reap. His Excellency Mr. Chuan Leekpai, His Royal Highness Norodom Ranariddh and His Excellency Mr. Hun Sen presided over the opening ceremony of Highway Route 5 between Poipet-Sisophon which was repaired and restored by the Thai Government. His Excellency Mr. Chuan Leekpai, His Royal Highness Norodom Ranariddh and His Excellency Mr. Hun Sen also witnessed the opening ceremony of the Friendship Bridge at Khlongluek-Poipet which was funded by the British Government and constructed by the Thai Government.

4. An official meeting between the delegation of the Royal Thai Government, led by His Excellency Mr. Chuan Leekpai, and the delegation of the Royal Government of Cambodia, led by His Royal Highness Norodom Ranariddh and His Excellency Mr. Hun Sen, took place on 12 January 1994 at the Prime Minister's Office. The meeting took place in an atmosphere of friendship, mutual understanding and co-operation.

5. The Cambodian side welcomed the first official visit by the Prime Minister of Thailand to Cambodia and noted its significance as it opened a new era of relations between the two countries. The Thai side expressed its appreciation for the warm reception and excellent hospitality accorded by the Cambodian side.

6. The Thai side congratulated His Majesty Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman on His Majesty's Ascension to the Throne and praised the leadership role of His Majesty in contributing to the advancement of peace and national reconciliation in Cambodia.

Annexe 5

COMMUNIQUÉ CONJOINT

[Traduction]

1. A l'invitation de Son Altesse royale Norodom Ranariddh et de Son Excellence M. Hun Sen, premier et second premiers ministres du Gouvernement royal du Cambodge, respectivement, Son Excellence M. Chuan Leekpai, premier ministre du Royaume de Thaïlande, est venu en visite officielle, la première jamais rendue par un premier ministre thaïlandais, au Royaume du Cambodge, du 12 au 14 janvier 1994.

2. Durant son séjour au Cambodge, Son Excellence M. Chuan Leekpai a rencontré M. Samdech Chea Sim, président de l'Assemblée nationale et chef d'Etat par intérim. Pendant la réunion, M. Samdech Chea Sim et Son Excellence M. Chuan Leekpai ont noté l'évolution positive de la situation en Asie du Sud-Est et ont partagé le même point de vue selon lequel la situation actuelle tend vers la paix, la stabilité et la coopération entre les pays de la région. M. Samdech Chea Sim et Son Excellence M. Chuan Leekpai ont échangé leurs avis sur l'état actuel des relations entre le Royaume du Cambodge et le Royaume de Thaïlande et ont exprimé leur satisfaction quant au maintien des liens étroits d'amitié et de coopération mutuelle qui unissent les deux pays. Son Excellence M. Chuan Leekpai a transmis, par l'intermédiaire de M. Samdech Chea Sim, les meilleurs vœux de Sa Majesté le roi Bhumibol Adulyadej et du peuple de Thaïlande à Sa Majesté Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman, roi du Cambodge, lui souhaitant bonne santé, longévité et bonheur.

3. Durant la visite, Son Excellence M. Chuan Leekpai et sa délégation ont déposé une gerbe au Monument de l'indépendance et se sont rendus dans plusieurs lieux chargés d'histoire et de culture à Phnom Penh et Siem Reap. Son Excellence M. Chuan Leekpai, Son Altesse royale Norodom Ranariddh et Son Excellence M. Hun Sen ont présidé la cérémonie d'inauguration de la route 5 qui relie Poipet et Sisophon, laquelle a été réparée et remise en état par le Gouvernement thaïlandais. Son Excellence M. Chuan Leekpai, Son Altesse royale Norodom Ranariddh et Son Excellence M. Hun Sen ont également assisté à l'inauguration du pont de l'Amitié à Khlongluek-Poipet, qui a été financé par le Gouvernement britannique et construit par le Gouvernement thaïlandais.

4. Une réunion officielle entre la délégation du Gouvernement royal thaïlandais, conduite par Son Excellence M. Chuan Leekpai, et la délégation du Gouvernement royal du Cambodge, conduite par Son Altesse royale Norodom Ranariddh et Son Excellence M. Hun Sen, s'est tenue le 12 janvier 1994 dans le bureau du premier ministre. La réunion s'est déroulée dans une ambiance d'amitié, d'entente et de coopération mutuelles.

5. La partie cambodgienne s'est félicitée de la première visite officielle du premier ministre de Thaïlande au Cambodge et a relevé son importance étant donné qu'elle ouvre une nouvelle ère de relations entre les deux pays. La partie thaïlandaise a exprimé sa gratitude pour l'accueil chaleureux et la grande hospitalité que lui a réservés la partie cambodgienne.

6. La partie thaïlandaise a félicité Sa Majesté Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman pour l'accession de Sa Majesté au trône et a salué le rôle de direction que Sa Majesté a assumé dans la contribution à l'avancée de la paix et de la réconciliation nationale au Cambodge.

7. The two sides noted that the end of the Cold War has ushered in an atmosphere of increasing understanding among nations in Southeast Asia. The remarkable economic development throughout the region has made Southeast Asia one of the world's most dynamic regions for development. Both sides agreed that the opportunity for further forging of economic linkages and interdependence among the countries in the region should not be lost as it will contribute to increasing stability and prosperity in the region.

8. The Thai side welcomed and strongly supported the establishment of the new democratic Cambodian Government and expressed confidence that the latter will attain lasting peace and prosperity in Cambodia. The Thai side praised the continuing efforts of the Cambodian Government aimed at bringing about genuine national reconciliation which is in accordance with H.M. Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman's guidance.

9. The Cambodian side expressed its deep appreciation to the people of Thailand for their firm and continuing support for the peace process in Cambodia and for Thailand's constructive role in the successful implementation of the Paris Peace Accords.

10. The Thai side welcomed the return of Cambodia to the international community as an independent and democratic country and reiterated its firm intention to support the rehabilitation and reconstruction of Cambodia so that Cambodia will prosper alongside other countries in the region. The Thai side informed the Cambodian side that, for the fiscal year 1993-1994, the Royal Thai Government has allocated a budget of Baht 30 million to assist Cambodia, especially in areas of human resource development and technical assistance in various fields such as in public health, agriculture, vocational training, education, banking, civil aviation, science and technology. The Cambodian side sincerely thanked the Thai side for providing such assistance.

11. Both sides expressed satisfaction at the present state of relationship between the two countries and reaffirmed their determination to constantly and concretely strengthen bilateral ties on the basis of mutual benefit and respect for the independence, sovereignty and territorial integrity and non-interference in the internal affairs of each other.

12. In order to promote trade and investment, the Cambodian side reaffirmed its policy to honour legitimate contracts previously entered upon by Thai businessmen and the Cambodian parties and by Cambodian businessmen and the Thai parties. In case of unclear business contracts, the Cambodian side informed that it will review such contracts in a just and non-discriminatory manner and, pending changes to be made in the contracts, consult the concerned Thai businessmen with a view to ensuring fairness and mutual benefits for all parties. In response to the request from the Cambodian side, the Thai side agreed that the importation of soybeans from Cambodia could be effected in the quantity of 10,000 tons by July 1994.

13. Both sides exchanged views on the prospects for strengthening bilateral co-operation and agreed that potentials for greater co-operation exist in the fields of fishery, off-shore joint development and tourism. The criminal and illegal activities by armed individuals and groups on and along the Thai-Cambodian border, affecting the security of both countries, should be looked at seriously. To this end, an agreement on the establishment of a Joint Commission for the Bilateral Co-operation between Thailand and Cambodia was signed by the Foreign Ministers of the

7. Les deux parties ont observé que la fin de la guerre froide a permis d'instaurer une atmosphère de compréhension croissante entre les nations d'Asie du Sud-Est. Le développement économique remarquable observé dans toute la région a fait de l'Asie du Sud-Est l'une des régions les plus dynamiques au monde en matière de développement. Les deux parties ont convenu que la possibilité de tisser davantage les liens et l'interdépendance économiques entre les pays de la région ne devait pas être perdue de vue étant donné qu'elle contribuera à accroître la stabilité et la prospérité dans la région.

8. La partie thaïlandaise a salué et fermement soutenu la mise en place du nouveau Gouvernement démocratique cambodgien et ne doute pas que ce dernier parviendra à réaliser une paix et une prospérité durables au Cambodge. La partie thaïlandaise a salué les efforts permanents déployés par le Gouvernement cambodgien pour parvenir à une véritable réconciliation nationale, conformément aux recommandations de Sa Majesté Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman.

9. La partie cambodgienne a adressé ses remerciements les plus sincères au peuple thaïlandais pour son soutien ferme et permanent au processus de paix au Cambodge et pour le rôle constructif de la Thaïlande dans la bonne mise en œuvre des Accords de paix de Paris.

10. La partie thaïlandaise s'est félicitée du retour du Cambodge dans la communauté internationale en tant que pays indépendant et démocratique et a réitéré sa ferme intention de soutenir la réhabilitation et la reconstruction du Cambodge de telle sorte que le Cambodge puisse prospérer au même rythme que d'autres pays dans la région. La partie thaïlandaise a informé la partie cambodgienne que, pour l'exercice 1993-1994, le Gouvernement royal thaïlandais avait consacré un budget de 30 millions de bahts pour aider le Cambodge, surtout en matière de développement des ressources humaines et d'assistance technique dans divers domaines tels que la santé publique, l'agriculture, la formation professionnelle, l'éducation, les transactions financières, l'aviation civile, les sciences et les technologies. La partie cambodgienne a sincèrement remercié la partie thaïlandaise pour cette aide.

11. Les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à l'état actuel des relations entre les deux pays et ont réaffirmé leur détermination à renforcer de manière concrète et permanente les liens bilatéraux sur la base de l'intérêt mutuel et du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacune.

12. Afin de promouvoir les échanges commerciaux et les investissements, la partie cambodgienne a réaffirmé son intention d'honorer les contrats légitimes précédemment conclus par les hommes d'affaires thaïlandais et les parties cambodgiennes et par les hommes d'affaires cambodgiens et les parties thaïlandaises. En cas de contrats commerciaux ambigus, la partie cambodgienne a indiqué qu'elle examinerait ces contrats de manière équitable et non discriminatoire et, dans l'attente des modifications qui seront apportées aux contrats, consultera les hommes d'affaires thaïlandais concernés en vue de garantir loyauté et intérêts mutuels à toutes les parties. En réponse à la demande de la partie cambodgienne, la partie thaïlandaise a accepté que l'importation de soja depuis le Cambodge atteigne les 10000 tonnes d'ici à juillet 1994.

13. Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale et ont convenu qu'il existait des possibilités d'accroître la coopération dans les domaines de la pêche, du développement commun offshore et du tourisme. Les activités criminelles et illégales auxquelles s'adonnent des individus et des groupes armés le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, qui compromettent la sécurité des deux pays, doivent être examinées sérieusement. A cette fin, un accord portant sur l'établissement d'une

two countries. Both sides also agreed to establish the Thai-Cambodian Joint Committee on Boundary in due course.

14. Both sides agreed in principle that the State Visit to be made by His Majesty Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman to the Kingdom of Thailand would further strengthen the already close and happily existing bonds of relations between Thailand and Cambodia. The mutually agreeable dates would be communicated through diplomatic channels.

15. The two sides welcomed the successful outcome of the visit to the Kingdom of Cambodia by the Prime Minister of Thailand which represented an important milestone in the history of the good neighbourly relations between the two countries. The two sides also welcomed the frequent exchange of visits by leaders of the two countries as it served to promote and strengthen bilateral relations and shared the views that there should be more such visits in the future.

Done at Phnom Penh on 13 January 1994.

For the Government
of the Kingdom of Thailand,
(Signed) Chuan LEEKPAI,
Prime Minister.

For the Royal Government
of Cambodia
(Signed) Norodom RANARIDDH,
First Prime Minister.
(Signed) Hun SEN,
Second Prime Minister.

JOINT STATEMENT ON THE ESTABLISHMENT OF THE THAI-CAMBODIAN JOINT
COMMISSION ON DEMARCATION FOR LAND BOUNDARY

With reference to the Joint Communiqué of the Prime Ministers of Thailand and Cambodia on 13 January 1994 on the agreement to establish the Thai-Cambodian Joint Committee on Boundary in due course, the Minister of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand and the Minister of Foreign Affairs and International Cooperation of the Kingdom of Cambodia have now agreed to establish the Thai-Cambodian Joint Commission on Demarcation for Land Boundary. The Joint Commission shall be entrusted with the task of placing markers in order to indicate the land boundary between the two countries.

Phnom Penh, 21 June 1997.

For the Royal Government
of Cambodia,
(Signed) Ung HUOT,
Minister of Foreign Affairs and
International Cooperation of
the Kingdom of Cambodia.

For the Government of the Kingdom
of Thailand,
(Signed) Prachuab CHAIYASAN,
Minister of Foreign Affairs
of the Kingdom of Thailand.

commission mixte pour la coopération bilatérale entre la Thaïlande et le Cambodge a été signé par les ministres des affaires étrangères des deux pays. Les deux parties ont également convenu de mettre en place le Comité mixte Thaïlande-Cambodge sur la frontière en temps voulu.

14. Les deux parties se sont mises d'accord sur le principe que la visite d'Etat que Sa Majesté Preah Bat Samdech Preah Norodom Sihanouk Varman effectuera au Royaume de Thaïlande renforcerait les liens étroits qui, fort heureusement, unissent déjà la Thaïlande et le Cambodge. Les dates qui conviendraient aux deux parties seraient communiquées par des voies diplomatiques.

15. Les deux parties se sont félicitées de l'heureuse issue de la visite du premier ministre thaïlandais au Royaume du Cambodge, qui représente un tournant important dans l'histoire des relations de bon voisinage entre les deux pays. Les deux parties ont également approuvé l'échange fréquent de visites des dirigeants des deux pays étant donné que ces visites permettent de promouvoir et de renforcer les relations bilatérales et ont convenu que des visites de la sorte devraient avoir lieu plus fréquemment à l'avenir.

Fait à Phnom Penh le 13 janvier 1994.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Thaïlande,

Le premier ministre,
(*Signé*) Chuan LEEKPAI.

Pour le Gouvernement royal
du Cambodge,

Le premier premier ministre,
(*Signé*) Norodom RANARIDDH.

Le second premier ministre,
(*Signé*) Hun SEN.

DÉCLARATION CONJOINTE SUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA COMMISSION MIXTE
THAÏLANDE-CAMBODGE POUR LA DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE

Se référant au communiqué conjoint des premiers ministres de Thaïlande et du Cambodge du 13 janvier 1994 concernant l'accord portant sur la mise en place en temps utile du Comité mixte Thaïlande-Cambodge sur la frontière, le ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande et le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Cambodge ont aujourd'hui convenu de mettre en place la commission mixte Thaïlande-Cambodge pour la démarcation de la frontière terrestre. La commission mixte sera chargée de placer des bornes afin d'indiquer la frontière terrestre entre les deux pays.

Phnom Penh, le 21 juin 1997.

Pour le Gouvernement royal
du Cambodge,

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération internationale
du Royaume du Cambodge,
(*Signé*) Ung HUOT.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Thaïlande,

Le ministre des affaires étrangères
du Royaume de Thaïlande,
(*Signé*) Prachuab CHAIYASAN.

Annex 6

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING OF 14 JUNE 2000 AND AGREED MINUTES
OF THE SPECIAL SESSION OF THE CAMBODIAN-THAI JOINT COMMISSION
ON DEMARCATION FOR LAND BOUNDARY OF 25 AUGUST 2003

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM
OF CAMBODIA AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THAILAND
ON THE SURVEY AND DEMARCATION OF LAND BOUNDARY

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF CAMBODIA AND THE GOVERNMENT OF
THE KINGDOM OF THAILAND;

Desiring to further strengthen the existing bonds of friendship between the two
countries;

Believing that the demarcation of land boundary between the Kingdom of Cam-
bodia and the Kingdom of Thailand will help prevent border conflicts arising out
of boundary questions and will further strengthen existing friendly relations
between the two countries and facilitate the travel and co-operation of the peoples
along the border;

Recalling the Joint Communiqué of the Prime Ministers of the Kingdom of Cam-
bodia and the Kingdom of Thailand, dated 13 January 1994, in which it was agreed
to establish the Cambodian-Thai Joint Committee on Boundary in due course;

Recalling also the Joint Statement on the Establishment of the Cambodian-Thai
Joint Commission on Demarcation for Land Boundary, dated 21 June 1997, in
which it was agreed to establish the Cambodian-Thai Joint Commission on Demar-
cation for Land Boundary, entrusted with the task of placing markers in order to
indicate the land boundary between the two countries;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Article I

The survey and demarcation of land boundary between the Kingdom of Cambo-
dia and the Kingdom of Thailand shall be jointly conducted in accordance with the
following documents:

- (a) Convention between France and Siam modifying the Stipulations or the Treaty
of the 3 October 1893, regarding Territorial Boundaries and other Arrange-
ments, signed at Paris, 13 February 1904;
- (b) Treaty between His Majesty the King of Siam and the President of the French
Republic, signed at Bangkok, 23 March 1907 and the Protocol concerning the
delimitation of boundaries and annexed to the Treaty of the 23 March 1907; and
- (c) Maps which are the results of demarcation works of Commissions of Delimita-
tion of the Boundary between Indo-China and Siam set up under the Conven-
tion of 1904 and the Treaty of 1907 between France and Siam, and other
documents relating to the application of the Convention of 1904 and the Treaty
of 1907 between France and Siam.

Annexe 6

MÉMORANDUM D'ACCORD DU 14 JUIN 2000 ET PROCÈS-VERBAL
DE LA SESSION SPÉCIALE DE LA COMMISSION MIXTE KHMÉRO-THAÏLANDAISE
DE DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE DU 25 AOÛT 2003

[Traduction]

MÉMORANDUM D'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU CAMBODGE
ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE THAÏLANDE
CONCERNANT LE LEVÉ ET LA DÉMARCATIION D'UNE FRONTIÈRE TERRESTRE

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU CAMBODGE ET LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DE THAÏLANDE,

Désirant renforcer davantage les liens d'amitié existant entre les deux pays;

Estimant que la démarcation de la frontière terrestre entre le Royaume du Cambodge et le Royaume de Thaïlande contribuera à éviter les conflits frontaliers découlant des questions de frontières, renforcera les relations amicales entre les deux pays et facilitera la circulation des personnes ainsi que la coopération entre les peuples le long de la frontière;

Rappelant le communiqué conjoint des premiers ministres du Royaume du Cambodge et du Royaume de Thaïlande du 13 janvier 1994, dans lequel il a été convenu d'établir en temps utile une commission mixte de frontière khméro-thaïlandaise;

Rappelant également la déclaration conjointe sur l'établissement de la commission mixte khméro-thaïlandaise pour la démarcation de la frontière terrestre, en date du 21 juin 1997, par laquelle il a été convenu d'établir une commission mixte khméro-thaïlandaise de démarcation de la frontière terrestre, chargée de placer des bornes afin d'indiquer la frontière terrestre entre les deux pays;

ONT CONVENU CE QUI SUIT:

Article I

Le levé et la démarcation de la frontière terrestre entre le Royaume du Cambodge et le Royaume de Thaïlande seront effectués en commun conformément aux documents suivants:

- a) la convention entre la France et le Siam modifiant les stipulations du traité du 3 octobre 1893 concernant les territoires et les autres arrangements, signée à Paris le 13 février 1904;
- b) le traité entre Sa Majesté le roi de Siam et Monsieur le président de la République française signé à Bangkok le 23 mars 1907 et le protocole concernant la délimitation des frontières et annexé au traité du 23 mars 1907; et
- c) les cartes résultant des travaux de démarcation des commissions de délimitation de la frontière entre l'Indochine et le Siam instituées en application de la convention de 1904 et du traité de 1907 entre la France et le Siam, et d'autres documents portant sur l'application de la convention de 1904 et du traité de 1907 entre la France et le Siam.

Article II

1. There shall be a Cambodian-Thai Joint Commission on Demarcation for Land Boundary, hereinafter referred to as “the Joint Boundary Commission”, consisting of two Co-Chairmen and other members appointed by their respective Governments. The Adviser to the Royal Government in charge of State Border Affairs of the Kingdom of Cambodia and the Deputy Minister of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand shall be the Co-Chairmen. Appointments of other members shall be communicated between the two Governments within one month after the entry into force of this Memorandum of Understanding.

2. The Joint Boundary Commission shall hold its meeting once a year alternately in Cambodia and Thailand. If necessary, the Joint Boundary Commission may hold a special meeting to discuss urgent matters within its purview.

3. The terms of reference of the Joint Boundary Commission shall be as follows:

- (a) to be responsible for the joint survey and demarcation of land boundary or accordance with Article I;
- (b) to consider and approve the terms of reference and master plan for the joint survey and demarcation;
- (c) to determine the priority of areas to be surveyed and demarcated;
- (d) to assign the survey and demarcation works to the Joint Technical Sub-Commission as referred to in Article III to supervise and monitor the implementation of the assignment;
- (e) to consider reports or recommendations submitted by the Joint Technical Sub-Commission;
- (f) to produce maps of the surveyed and demarcated land boundary; and
- (g) to appoint any sub-commission to undertake any particular task within its purview.

Article III

1. There shall be a Joint Technical Sub-Commission consisting of two Co-Chairmen and other members to be appointed by the respective Co-Chairmen of the Joint Boundary Commission.

2. The terms of reference of the Joint Technical Sub-Commission shall be as follows:

- (a) to identify the exact location of the 73 boundary pillars set up by Commissions of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and 1919, and to report its findings to the Joint Boundary Commission for its consideration;
- (b) to prepare the terms of reference and master plan for the joint survey and demarcation of land boundary;
- (c) to appoint joint survey teams to carry out the survey and demarcation of land boundary as assigned by the Joint Boundary Commission;
- (d) to submit reports or recommendations on the survey and demarcation works to the Joint Boundary Commission;
- (e) to prepare maps of the surveyed and demarcated land boundary;
- (f) to designate if necessary authorized representative to supervise the field works on behalf of the Co-Chairmen of the Joint Technical Sub-Commission; and
- (g) to appoint any technical working group to assist in any particular task within its purview.

Article II

1. Une commission mixte khméro-thaïlandaise pour la démarcation de la frontière terrestre, ci-après dénommée la « commission mixte de frontière », sera constituée, composée de deux coprésidents et d'autres membres nommés par leur gouvernement respectif. Le conseiller du Gouvernement royal chargé des affaires frontalières nationales du Royaume du Cambodge et le vice-ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande en seront les coprésidents. La nomination d'autres membres fera l'objet de communications entre les deux gouvernements dans le délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur du présent mémorandum d'accord.

2. La commission mixte de frontière se réunira une fois par an au Cambodge et en Thaïlande alternativement. La commission mixte de frontière pourra tenir des réunions extraordinaires pour examiner les questions urgentes relevant de sa compétence.

3. Le mandat de la commission est le suivant :

- a) procéder au levé et à la démarcation en commun de la frontière terrestre conformément à l'article 1 ;
- b) examiner et approuver le mandat et le plan cadre de levé et de démarcation en commun ;
- c) classer par ordre de priorité les zones où le levé et la démarcation doivent être effectués ;
- d) confier les travaux de levé et de démarcation à la sous-commission technique mixte mentionnée à l'article III et superviser et contrôler la mise en œuvre de la mission ;
- e) examiner les rapports ou recommandations soumis par la sous-commission technique mixte ;
- f) produire des cartes de la frontière terrestre objet du levé et de la démarcation ; et
- g) nommer d'éventuelles sous-commissions pour entreprendre toute tâche particulière relevant de sa compétence.

Article III

1. Une sous-commission technique mixte sera constituée, composée de deux coprésidents et d'autres membres à nommer par les coprésidents de la commission mixte de frontière.

2. Le mandat de la sous-commission technique mixte est le suivant :

- a) identifier l'emplacement exact des 73 bornes frontières posées par les commissions de délimitation de la frontière entre l'Indochine et le Siam de 1909 à 1919, et faire part de ses conclusions à la commission mixte de frontière, pour examen par cette dernière ;
- b) établir le mandat et le plan cadre de levé et de démarcation en commun de la frontière terrestre ;
- c) nommer des équipes mixtes d'arpentage pour effectuer le levé et la démarcation de la frontière terrestre tel que décidé par la commission mixte de frontière ;
- d) soumettre des rapports ou des recommandations sur les travaux de levé ou de démarcation à la commission mixte de frontière ;
- e) établir des cartes de la frontière objet du levé et de la démarcation ;
- f) désigner si nécessaire un représentant autorisé pour superviser les travaux sur le terrain au nom des coprésidents de la sous-commission technique mixte ; et
- g) nommer d'éventuels groupes de travail techniques pour aider à toute tâche particulière relevant de sa compétence.

3. In carrying out the survey and demarcation works in any area, the joint survey team shall first be assured of its safety from landmines.

Article IV

1. For the purpose of survey and demarcation works, the entire stretch of the common land boundary shall be divided into sectors to be agreed upon by the Joint Technical Sub-Commission.

2. On completion of the survey and demarcation of each sector, a Memorandum of Understanding shall be signed by the Co-Chairmen of the Joint Boundary Commission. A map showing the completed sector shall also be signed and attached to the said Memorandum of Understanding.

Article V

To facilitate the effective survey along the entire stretch of the common land boundary, authorities of either Government and their agents shall not carry out any work resulting in changes of environment of the frontier zone, except that which is carried out by the Joint Technical Sub-Commission in the interest of the survey and demarcation.

Article VI

1. Each Government shall be responsible for its own expenses for the survey and demarcation works.

2. The costs of materials for the boundary pillars or markers and the preparation and production of maps of the surveyed and demarcated land boundary shall be borne equally by both Governments.

Article VII

1. Both Governments shall make the necessary arrangements regarding immigration, quarantine and customs clearance to facilitate the execution of the survey and demarcation works.

2. In particular, the equipment, materials and supplies, in reasonable quantities and for the exclusive use of the joint survey teams in the survey and demarcation of the land boundary, although brought across the border, shall not be considered as exports from one country or imports into another country and shall not be liable to customs duties or taxes pertaining to export or import of goods.

Article VIII

Any dispute arising out of the interpretation or application of this Memorandum of Understanding shall be settled peacefully by consultation and negotiation.

Article IX

This Memorandum of Understanding shall enter into force on the date of its signature by the duly authorized representatives of the Government of the Kingdom of Cambodia and the Government of the Kingdom of Thailand.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Memorandum of Understanding.

DONE in duplicate at Phnom Penh on 14 June 2000 in the Khmer, Thai and English languages, all texts being equally authentic.

3. Dans la réalisation des travaux de levé et de démarcation dans quelque zone que ce soit, l'équipe mixte d'arpentage doit d'abord s'assurer de sa sécurité par rapport aux mines terrestres.

Article IV

1. Aux fins des travaux de levé et de démarcation, la frontière terrestre commune sera divisée en secteurs à convenir par la sous-commission technique mixte.

2. Une fois réalisés le levé et la démarcation de chaque secteur, un mémorandum d'accord sera signé par les coprésidents de la commission mixte de frontière. Une carte représentant le secteur concerné sera également signée et jointe au mémorandum d'accord.

Article V

Pour faciliter les opérations de levé le long de l'ensemble de la frontière terrestre commune, les autorités de chaque gouvernement et leurs agents s'abstiendront de tous travaux ayant pour effet de modifier l'environnement de la zone frontalière, à l'exception de ceux réalisés par la sous-commission technique mixte dans l'intérêt du levé et de la démarcation.

Article VI

1. Chaque gouvernement prendra en charge ses propres dépenses concernant les travaux de levé et de démarcation.

2. Les coûts liés aux matériaux nécessaires à la fabrication des piliers ou bornes frontières ainsi qu'à l'établissement et à la production des cartes de la frontière terrestre objet du levé et de la démarcation sont à la charge des deux gouvernements, à parts égales.

Article VII

1. Les deux gouvernements prendront les dispositions nécessaires en matière d'immigration, de quarantaine et de dédouanement pour faciliter l'exécution des travaux de levé et de démarcation.

2. En particulier, les équipements, matériaux et fournitures, en quantité raisonnable et à l'usage exclusif des équipes communes d'arpentage créées aux fins du levé et de la démarcation de la frontière terrestre, bien que traversant la frontière, ne seront pas considérés comme des exportations d'un pays ni comme des importations dans l'autre et ne donneront pas lieu à la perception de taxes ou droits d'exportation ou d'importation.

Article VIII

Tout litige découlant de l'interprétation ou de l'application du présent mémorandum d'accord sera réglé pacifiquement par consultation et négociation.

Article IX

Le présent mémorandum d'accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les représentants dûment autorisés du Gouvernement du Royaume du Cambodge et du Gouvernement du Royaume de Thaïlande.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Mémorandum d'accord.

FAIT en double exemplaire à Phnom Penh le 14 juin 2000 en khmer, en thaï et en anglais, tous les textes étant également authentiques.

In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

<p>For the Government of the Kingdom of Cambodia,</p> <p>(Signed) Var KIM HONG, Adviser to the Royal Government in Charge of State Border Affairs of the Kingdom of Cambodia.</p>	<p>For the Government of the Kingdom of Thailand,</p> <p>(Signed) SUKHUMBHAND PARIBATRA, Deputy Minister of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand.</p>
---	---

AGREED MINUTES OF THE SPECIAL SESSION
 OF THE CAMBODIAN-THAI JOINT COMMISSION
 ON DEMARCATION FOR LAND BOUNDARY
 BANGKOK, 25 AUGUST 2003

1. Introduction

The Special Session of the Cambodian-Thai Joint Commission on Demarcation for Land Boundary was held in Bangkok on 25 August 2003.

The Cambodian delegation was led by H.E. Var Kim Hong, Adviser to the Royal Government in charge of State Border Affairs. The Thai delegation was led by H.E. Dr. Pracha Guna-kasem, Adviser to the Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand. The lists of the Cambodian and Thai Delegations appear in Annexes 1 and 2 respectively.

The meeting was held in an atmosphere of friendship and cordiality.

The texts of the Opening Remarks of the Leaders of the Cambodian and Thai Delegations appear in Annexes 3 and 4 respectively.

2. Adoption of the Agenda

The meeting adopted the Agenda of the Special Session of the Cambodian-Thai Joint Commission on Demarcation for Land Boundary as appears in Annex 5.

3. Consideration and Approval of the Terms of Reference and Master Plan for the Joint Survey and Demarcation of Land Boundary between the Kingdom of Cambodia and the Kingdom of Thailand

The meeting considered and approved the Terms of Reference and Master Plan for the Joint Survey and Demarcation of Land Boundary between the Kingdom of Cambodia and the Kingdom of Thailand (TOR), to which the Joint Technical Sub-Commission has agreed at its First Meeting.

4. Date and Venue of the Next Meeting

Both sides agreed that the Third Meeting would be held in Thailand at a mutually agreed date to be communicated through diplomatic channels.

The Cambodian delegation expressed its profound appreciation for the warm welcome, hospitality and excellent facilities during its stay in Bangkok.

En cas de divergence d'interprétation, le texte en anglais prévaut.

Pour le Gouvernement royal
du Cambodge,

Le conseiller auprès
du Gouvernement royal
du Cambodge chargé des affaires
frontalières nationales,

(*Signé*) Var KIM HONG.

Pour le Gouvernement du Royaume
de Thaïlande,

Le vice-ministre
des affaires étrangères
du Royaume de Thaïlande,

(*Signé*) SUKHUMBHAND PARIBATRA.

PROCÈS-VERBAL APPROUVÉ PAR LES DEUX PARTIES À LA SESSION SPÉCIALE
DE LA COMMISSION MIXTE KHMÉRO-THAÏLANDAISE
DE DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE
BANGKOK, LE 25 AOÛT 2003

1. *Introduction*

La session spéciale de la commission mixte khméro-thaïlandaise de démarcation de la frontière terrestre s'est tenue à Bangkok le 25 août 2003.

La délégation cambodgienne était conduite par S. Exc. Var Kim Hong, conseiller auprès du Gouvernement royal du Cambodge chargé des affaires frontalières nationales. La délégation thaïlandaise était conduite par S. Exc. Pracha Guna-kasem, conseiller auprès du ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande. Les listes des délégations cambodgienne et thaïlandaise figurent aux annexes 1 et 2 respectivement.

La réunion s'est tenue dans une ambiance d'amitié et de cordialité.

Les textes des remarques préliminaires des chefs des délégations cambodgienne et thaïlandaise figurent aux annexes 3 et 4 respectivement.

2. *Adoption de l'ordre du jour*

La réunion a adopté l'ordre du jour de la session spéciale de la commission mixte khméro-thaïlandaise de démarcation de la frontière terrestre figurant à l'annexe 5.

3. *Examen et approbation du mandat et du plan cadre pour le levé et la démarcation en commun de la frontière terrestre entre le Royaume du Cambodge et le Royaume de Thaïlande*

La réunion a examiné et approuvé le mandat et le plan cadre pour le levé et la démarcation en commun de la frontière terrestre entre le Royaume du Cambodge et le Royaume de Thaïlande, auxquels la sous-commission technique mixte a donné son aval lors de sa première réunion.

4. *Date et lieu de la prochaine réunion*

Les deux parties ont convenu que la troisième réunion se tiendrait en Thaïlande à une date fixée d'un commun accord, à communiquer par les voies diplomatiques.

La délégation cambodgienne s'est déclarée particulièrement satisfaite du chaleureux accueil, de la grande hospitalité et des excellentes installations dont elle a bénéficié durant son séjour à Bangkok.

<p><i>(Signed)</i> Var KIM HONG, Adviser to the Royal Government in charge of State Border Affairs, Co-Chairman of the Cambodian-Thai Joint Commission on Demarcation for Land Boundary (Cambodian side).</p>	<p><i>(Signed)</i> Pracha GUNA-KASEM, Adviser to the Minister of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand, Co-Chairman of the Thai-Cambodian Joint-Commission on Demarcation for Land Boundary (Thai side).</p>
---	---

TERMS OF REFERENCE AND MASTER PLAN FOR THE JOINT SURVEY
AND DEMARCATION OF LAND BOUNDARY BETWEEN THE KINGDOM OF CAMBODIA
AND THE KINGDOM OF THAILAND

1. *Background*

1.1. The land boundary between the Kingdom of Cambodia and the Kingdom of Thailand has been defined by the following documents:

1.1.1. Convention between Siam and France modifying the Stipulations or the Treaty of the 3 October 1893, regarding Territorial Boundaries and other Arrangements, signed at Paris, 13 February 1904;

1.1.2. Treaty between His Majesty the King of Siam and the President of the French Republic, signed at Bangkok, 23 March 1907 and Protocol concerning the delimitation of boundaries and annexed to the Treaty of the 23 March 1907; and

1.1.3. Maps which are the results of demarcation works of the Commissions of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam set up under the Convention of 1904 and the Treaty of 1907 between Siam and France (hereinafter referred to as “the Maps of 1:200,000”), and other documents relating to the application of the Convention of 1904 and the Treaty of 1907 between Siam and France.

1.2. The land boundary between Cambodia and Thailand commences from the point where the territories of Thailand, Cambodia and Laos meet at Passe de Preah Chambot, Choam Ksan District, Preah Vihear Province (Chong Bok, Amphoe Nam Yuen, Ubon Ratchthani Province) and ends at the coast at Cham Yeam, Mondul Seyma District, Koh Kong Province (Amphoe Klomg Yai, Trat Province).

1.3. Believing that the demarcation of the common land boundary will help prevent border conflicts arising out of boundary questions and will further strengthen existing friendly relations between the two countries and facilitate the travel and co-operation of the peoples along the border, Cambodia and Thailand signed the Memorandum of Understanding on the Survey and Demarcation of Land Boundary, on 14 June 2000 at Phnom Penh, Cambodia (hereinafter referred to as “the MOU”).

1.4. A joint working group was set up to draft the Terms of Reference and Master Plan for the Joint Survey and Demarcation of Land Boundary.

2. *Organization*

2.1. *The Joint Boundary Commission (JBC)*

2.1.1. *Members* (The following members of the JBC can be added or changed by notification to the other side.)

Le conseiller auprès du Gouvernement royal du Cambodge chargé des affaires frontalières nationales, coprésident de la commission mixte khméro-thaïlandaise pour la démarcation de la frontière terrestre (côté cambodgien),
(*Signé*) Var KIM HONG.

Le conseiller auprès du ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande, coprésident de la commission mixte khméro-thaïlandaise pour la démarcation de la frontière terrestre (côté thaïlandais),
(*Signé*) Pracha GUNA-KASEM.

MANDAT ET PLAN CADRE DE LEVÉ ET DE DÉMARCATIION EN COMMUN
DE LA FRONTIÈRE TERRESTRE ENTRE LE ROYAUME DU CAMBODGE
ET LE ROYAUME DE THAÏLANDE

1. Contexte

1.1. La frontière terrestre entre le Royaume du Cambodge et le Royaume de Thaïlande a été définie par les documents suivants :

1.1.1. La convention entre le Siam et la France modifiant les stipulations du traité du 3 octobre 1893 concernant les territoires et les autres arrangements, signée à Paris le 13 février 1904 ;

1.1.2. Le traité entre Sa Majesté le roi de Siam et M. le président de la République française, signé à Bangkok le 23 mars 1907, et le protocole concernant la délimitation des frontières et annexé au traité du 23 mars 1907 ; et

1.1.3. Les cartes résultant des travaux de démarcation des commissions de délimitation de la frontière entre l'Indochine et le Siam instituées par la convention de 1904 et le traité de 1907 entre la France et le Siam, et d'autres documents portant sur l'application de la convention de 1904 et du traité de 1907 entre le Siam et la France (ci-après dénommées les «cartes au 1:200000»).

1.2. La frontière terrestre entre le Cambodge et la Thaïlande commence à partir du point où les territoires de la Thaïlande, du Cambodge et du Laos se rencontrent au col de Preah Chambot, district de Choam Ksan, province de Préah Vihéar (Chong Bok, district de Nam Yuen, province d'Ubon Ratchathani) et se termine sur la côte à Cham Yearn, district de Mondul Seyma, province de Koh Kong (district de Klong Yai, province de Trat).

1.3. Estimant que la démarcation de la frontière terrestre commune contribuera à éviter les conflits frontaliers découlant de questions de frontières, renforcera les relations amicales entre les deux pays et facilitera la circulation des personnes ainsi que la coopération entre les peuples le long de la frontière, le Cambodge et la Thaïlande ont signé un mémorandum d'accord concernant le levé et la démarcation de la frontière terrestre, le 14 juin 2000 à Phnom Penh, Cambodge (ci-après le Mémorandum d'accord ou «MA»).

1.4. Un groupe de travail mixte a été mis en place pour élaborer le mandat et plan cadre de levé et de démarcation en commun de la frontière terrestre.

2. Organisation

2.1. La commission mixte de frontière

2.1.1. *Membres* (La liste suivante des membres de la commission mixte de frontière peut être complétée ou modifiée par notification à l'autre partie.)

2.1.1.1. *Cambodian side*

- (1) H.E. Mr. Var Kim Hong, Adviser to the Royal Government in charge of State Border Affairs
Chairman;
- (2) H.E. Mr. Long Visalo, Under-Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Vice-Chairman;
- (3) H.E. Mr. Bun Sam, Under-Secretary of State, Ministry of Economy and Finances
Member;
- (4) Governor of the Province of Preah Vihear
Member;
- (5) Governor of the Province of Oddar Mean Chey
Member;
- (6) Governor of the Province of Banteay Mean Chey
Member;
- (7) Governor of the Province of Battambang
Member;
- (8) Governor of the Province of Pursat
Member;
- (9) Governor of the Province of Koh Kong
Member;
- (10) Governor of the Pailin City
Member;
- (11) H.E. Mr. Long Phol, Advisor to the Prime Minister
Member;
- (12) Lt. Gen. Chhum Suceat, Director, Department of Border Affairs, Supreme Command of the RCAF
Member;
- (13) Admiral Ung Sam Khann, Chief of the Royal Navy
Member;
- (14) Mr. Huon Savang, Deputy Director-General, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Member;
- (15) Maj. Gen. Tep Chamroeun, Director, Geography Department, Ministry of National Defense
Member;
- (16) Maj. Gen. Chan Ean, Director of Land Border Department, Ministry of Interior
Member;
- (17) Maj. Gen. Chea Man, Commander of Military Region 4
Member;
- (18) Maj. Gen. Bun Seng, Commander of Military Region 5
Member;
- (19) Mr. Lor Voharith, Director, Political Department, Ministry of Interior
Member;
- (20) Mr. Keo Pheak Kdey, Deputy Director, Legal and Consular Affairs Department, MFA-IC
Member.

2.1.1.2. *Thai side*

- (1) Deputy Minister of Foreign Affairs
Chairman;

2.1.1.1. *Partie cambodgienne*

- 1) S. Exc. M. Var Kim Hong, conseiller auprès du Gouvernement royal du Cambodge chargé des affaires frontalières nationales,
président;
- 2) S. Exc. M. Long Visalo, sous-secrétaire d'Etat, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
vice-président;
- 3) S. Exc. M. Bun Sam, sous-secrétaire d'Etat, ministère de l'économie et des finances,
membre;
- 4) Gouverneur de la province de Préah Vihéar,
membre;
- 5) Gouverneur de la province d'Oddar Mean Chey,
membre;
- 6) Gouverneur de la province de Banteay Mean Chey,
membre;
- 7) Gouverneur de la province de Battambang,
membre;
- 8) Gouverneur de la province de Pursat,
membre;
- 9) Gouverneur de la province de Koh Kong,
membre;
- 10) Gouverneur de la ville de Pailin,
membre;
- 11) S. Exc. M. Long Phol, conseiller du premier ministre,
membre;
- 12) Lieutenant général Chhum Suheat, directeur, service des affaires frontalières, commandement suprême des forces armées royales cambodgiennes,
membre;
- 13) Amiral Ung Sam Khann, chef de la marine royale,
membre;
- 14) M. Huon Savang, directeur général adjoint, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
membre;
- 15) Maj. Gen. Tep Chamroeun, directeur, service géographique, ministère de la défense nationale,
membre;
- 16) Maj. Gen. Chan Ean, directeur du service des frontières terrestres, ministère de l'intérieur,
membre;
- 17) Maj. Gen. Chea Man, commandant de la région militaire 4,
membre;
- 18) Maj. Gen. Bun Seng, commandant de la région militaire 5,
membre;
- 19) M. Lor Voharith, directeur, service politique, ministère de l'intérieur,
membre;
- 20) M. Keo Pheak Kdey, directeur adjoint, service des affaires juridiques et consulaires, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
membre.

2.1.1.2. *Partie thaïlandaise*

- 1) Vice-ministre des affaires étrangères,
président;

- (2) Secretary-General of the National Security Council or representative
Member;
- (3) Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Kingdom of Thailand to the Kingdom of Cambodia or representative
Member;
- (4) Representative of Supreme Command Headquarters
Member;
- (5) Director of Royal Thai Survey Department or representative
Member;
- (6) Director-General of the Naval Hydrographic Department, Royal Thai Navy or representative
Member;
- (7) Representative of the Ministry of Interior
Member;
- (8) Director-General of the Department of Local Administration, Ministry of Interior or representative
Member;
- (9) Director-General of the Department of Mineral Resources, Ministry of Industry or representative
Member;
- (10) Director-General of the Department of East Asian Affairs, Ministry of Foreign Affairs or representative
Member;
- (11) Commissioner of the Border Patrol Police Bureau, Royal Thai Police or representative
Member;
- (12) Director-General of the Department of Treaties and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Member;
- (13) Deputy Director-General of the Department of Treaties and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Member;
- (14) Director of Boundary Division, Department of Treaties and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Member/Secretary;
- (15) Official of the Department of Treaties and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Member/Assistant-Secretary.

2.1.2. *Terms of Reference*

- (1) to be responsible for the joint survey and demarcation of land boundary in accordance with Article I of the MOU;
- (2) to consider and approve the terms of reference and master plan for the joint survey and demarcation;
- (3) to determine the priority of areas to be surveyed and demarcated;
- (4) to assign the survey and demarcation works to the Joint Technical Sub-Commission established under Article III of the MOU and to supervise and monitor the implementation of the assignment;
- (5) to consider reports or recommendations submitted by the Joint Technical Sub-Commission;
- (6) to produce maps of the surveyed and demarcated land boundary; and

- 2) Secrétaire général du Conseil national de sécurité ou représentant,
membre;
- 3) Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Thaïlande auprès du Royaume du Cambodge, ou son représentant,
membre;
- 4) Représentant du siège du commandement suprême,
membre;
- 5) Directeur des services cartographiques thaïlandais, ou son représentant,
membre;
- 6) Directeur général du service de l'hydrographie navale, marine royale thaïlandaise, ou son représentant,
membre;
- 7) Représentant du ministère de l'intérieur,
membre;
- 8) Directeur général du service des administrations locales, ministère de l'intérieur, ou son représentant,
membre;
- 9) Directeur général du service des ressources minérales, ministère de l'intérieur, ou son représentant,
membre;
- 10) Directeur général du service des affaires d'Asie de l'Est, ministère des affaires étrangères, ou son représentant,
membre;
- 11) Commissaire, police des frontières, police royale thaïlandaise, ou son représentant,
membre;
- 12) Directeur général du service des traités et des affaires juridiques, ministère des affaires étrangères,
membre;
- 13) Directeur général adjoint du service des traités et des affaires juridiques, ministère des affaires étrangères,
membre;
- 14) Directeur de la division frontières, service des traités et des affaires juridiques, ministère des affaires étrangères,
membre/secrétaire;
- 15) Agent du service des traités et des affaires juridiques, ministère des affaires étrangères.
membre/secrétaire adjoint.

2.1.2. Mandat

- 1) procéder au levé et à la démarcation en commun de la frontière terrestre conformément à l'article 1 du MA;
- 2) examiner et approuver le mandat et le plan cadre de levé et de démarcation en commun;
- 3) classer par ordre de priorité les zones où le levé et la démarcation doivent être effectués;
- 4) confier les travaux de levé et de démarcation à la sous-commission technique mixte établie au titre de l'article III du MA et superviser et contrôler la mise en œuvre de la mission;
- 5) examiner les rapports ou recommandations soumis par la sous-commission technique mixte;
- 6) produire des cartes de la frontière terrestre objet du levé et de la démarcation; et

(7) to appoint any sub-commission to undertake any particular tasks within its purview.

2.2. *The Joint Technical Sub-Commission (JTSC)*

2.2.1. *Members* (The following members of the JTSC can be added or changed by notification to the other side.)

2.2.1.1. *Cambodian side*

- (1) H.E. Mr. Long Visalo, Under-Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Chairman;
- (2) Mr. Huon Savang, Deputy Director-General, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Vice-Chairman;
- (3) Lt. Gen. Chhum Suheat, Director, Department of Border Affairs, Supreme Command of the RCAF
Member;
- (4) Maj. Gen. Tep Chamroeun, Director, Geography Department, Ministry of National Defense
Member;
- (5) Maj. Gen. Chan Ean, Director of Land Border Department, Ministry of Interior
Member;
- (6) Maj. Gen. Chea Man, Commander of Military Region 4
Member;
- (7) Maj. Gen. Bun Seng, Commander of Military Region 5
Member;
- (8) Representative of Cambodian Mine Action Center (CMAC)
Member;
- (9) Representative of Governor of the Province of Preah Vihear
Member;
- (10) Representative of Governor of the Province of Oddar Mean Chey
Member;
- (11) Representative of Governor of the Province of Banteay Mean Chey
Member;
- (12) Representative of Governor of the Province of Battambang
Member;
- (13) Representative of Governor of the Province of Pursat
Member;
- (14) Representative of Governor of the Province of Koh Kong
Member;
- (15) Representative of Governor of the Pailin City
Member;
- (16) Representative of the Royal Navy
Member;
- (17) Col. Prak Kannara, Deputy Director, Land Border Department, Ministry of Interior
Member;
- (18) Mr. Keo Pheak Kdey, Deputy Director, Legal and Consular Affairs Department, MFA-IC
Member;

- 7) nommer d'éventuelles sous-commissions pour entreprendre toute tâche particulière relevant de sa compétence.

2.2. *La sous-commission technique mixte*

2.2.1. *Membres* (La liste suivante des membres de la sous-commission technique mixte peut être complétée ou modifiée par notification à l'autre partie.)

2.2.1.1. *Partie cambodgienne*

- 1) S. Exc. M. Long Visalo, sous-secrétaire d'Etat, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
président;
- 2) M. Huon Savang, directeur général adjoint, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
vice-président;
- 3) Lt. Gen. Chhum Suheat, directeur, service des affaires frontalières, commandement suprême des forces armées royales cambodgiennes,
membre;
- 4) Maj. Gen. Tep Chamroeun, directeur, service géographique, ministère de la défense nationale,
membre;
- 5) Maj. Gen. Chan Ean, directeur du service des frontières terrestres, ministère de l'intérieur,
membre;
- 6) Maj. Gen. Chea Man, commandant de région militaire 4,
membre;
- 7) Maj. Gen. Bun Seng, commandant de région militaire 5,
membre;
- 8) Représentant du centre de déminage cambodgien (CMAC),
membre;
- 9) Représentant du gouverneur de la province de Préah Vihéar,
membre;
- 10) Représentant du gouverneur de la province d'Oddar Mean Chey,
membre;
- 11) Représentant du gouverneur de la province de Banteay Mean Chey,
membre;
- 12) Représentant du gouverneur de la province de Battambang,
membre;
- 13) Représentant du gouverneur de la province de Pursat,
membre;
- 14) Représentant du gouverneur de la province de Koh Kong,
membre;
- 15) Représentant du gouverneur de la ville de Pailin,
membre;
- 16) Représentant de la marine royale,
membre;
- 17) Col. Prak Kannara, directeur adjoint, service des frontières terrestres, ministère de l'intérieur,
membre;
- 18) M. Keo Pheak Kdey, directeur adjoint, service des affaires juridiques et consulaires, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
membre;

- (19) Ms Koy Pisey, Deputy Director, Border Affairs, Office of the Council of Ministers
Assistant;
- (20) Mr. Lay Sieng Ly, Chief of Bureau, Geography Department, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Technician;
- (21) Mr. Khum Ponnaban, Chief of Bureau, Geography Department, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Technician;
- (22) Mr. Sin Sothani, Deputy Chief of Bureau, Geography Department, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Technician;
- (23) Mr. Has Phalarith, Deputy Chief of Bureau, Geography Department, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Technician;
- (24) Mr. Sao Khoradin, Chief of Border Affairs Bureau, Legal and Consular Affairs Department, MFA-IC
Secretary;
- (25) Mr. Chea Sambath, Deputy Chief of Border Affairs Bureau, Legal and Consular Affairs Department, MFA-IC
Assistant-Secretary;
- (26) Mr. Tan Vuthy, Deputy Chief of Bureau, Geography Department, Ministry of Land Management, Urban Planning and Construction
Liaison Officer.

2.2.1.2. Thai side

- (1) Director of Royal Thai Survey Department,
Chairman;
- (2) Deputy Director of Royal Thai Survey Department
Vice-Chairman;
- (3) Deputy Director-General of the Department of Treaties and Legal Affairs
Member;
- (4) Representative of the Office of the National Security Council
Member;
- (5) Chief of the Joint Operation Center 101, Joint Operation Center, Supreme Command Headquarters or representative
Member;
- (6) Representative of the Royal Thai Army
Member;
- (7) Representative of the Naval Hydrographic Department, Royal Thai Navy
Member;
- (8) Representative of the Thailand Mine Action Center
Member;
- (9) Representative of the Ministry of Interior
Member;
- (10) Representative of Ubon Ratchathani Province
Member;
- (11) Representative of Si Sa Ket Province
Member;
- (12) Representative of Surin Province
Member;

- 19) M^{me} Koy Pisey, directrice adjointe, affaires frontalières, bureau du conseil des ministres,
assistante ;
- 20) M. Lay Sieng Ly, chef de bureau, service géographique, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
technicien ;
- 21) M. Khum Ponnaban, chef de bureau, service géographique, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
technicien ;
- 22) M. Sin Sothani, chef de bureau adjoint, service géographique, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
technicien ;
- 23) M. Has Phalarith, chef de bureau adjoint, service géographique, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
technicien ;
- 24) M. Sao Khoradin, chef de bureau des affaires frontalières, service des affaires juridiques et consulaires, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
secrétaire ;
- 25) M. Chea Sambath, chef de bureau adjoint des affaires frontalières, service des affaires juridiques et consulaires, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
secrétaire adjoint ;
- 26) M. Tan Vuthy, chef de bureau adjoint, service géographique, ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
agent de liaison.

2.2.1.2. Partie thaïlandaise

- 1) Directeur des services cartographiques thaïlandais,
président ;
- 2) Directeur adjoint des services cartographiques thaïlandais,
vice-président ;
- 3) Directeur général adjoint du service des traités et des affaires juridiques,
membre ;
- 4) Représentant du bureau du conseil national de sécurité,
membre ;
- 5) Chef du centre des opérations conjointes, centre des opérations conjointes, siège du commandement suprême, ou son représentant,
membre ;
- 6) Représentant de l'armée royale thaïlandaise,
membre ;
- 7) Représentant du service d'hydrographie navale, marine royale thaïlandaise,
membre ;
- 8) Représentant du centre de déminage thaïlandais,
membre ;
- 9) Représentant du ministère de l'intérieur,
membre ;
- 10) Représentant de la province d'Ubon Ratchathani,
membre ;
- 11) Représentant de la province de Si Sa Ket,
membre ;
- 12) Représentant de la province de Surin,
membre ;

- (13) Representative of Buri Ram Province
Member;
- (14) Representative of Sa Keao Province
Member;
- (15) Representative of Chantaburi Province
Member;
- (16) Representative of Trat Province
Member;
- (17) Representative of the First Army Area Command, Royal Thai Army
Member;
- (18) Representative of the Second Army Area Command, Royal Thai Army
Member;
- (19) Representative of the Chantaburi-Trat Border Defence Command, Royal Thai Navy
Member;
- (20) Representative of the Border Patrol Police Bureau, Royal Thai Police
Member;
- (21) Director of Boundary Division, Department of Treaties and Legal Affairs or representative
Member;
- (22) Official of the Royal Thai Survey Department
Member;
- (23) Official of the Royal Thai Survey Department
Member;
- (24) Director of International Boundary Division, Royal Thai Survey Department
Member/Secretary;
- (25) Chief of the Thailand-Cambodia Boundary Section, International Boundary Division, Royal Thai Survey Department
Member/Assistant Secretary.

2.2.2. *Terms of Reference*

- (1) to identify the exact location of the 73 boundary pillars set up by the Commission of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and the Commission on Emplacement of Boundary Pillars between Indo-China and Siam in the period of 1919, and to report its findings to the Joint Boundary Commission for its consideration;
- (2) to prepare the terms of reference and master plan for the joint survey and demarcation of Land Boundary;
- (3) to appoint joint survey teams to carry out the survey and demarcation of land boundary as assigned by the Joint Boundary Commission;
- (4) to submit reports or recommendations on the survey and demarcation works to the Joint Boundary Commission;
- (5) to prepare maps of the surveyed and demarcated land boundary;
- (6) to designate if necessary authorized representative to supervise the field works on behalf of the Co-Chairmen of the Joint Technical Sub-Commission; and
- (7) to appoint any technical working group to assist in any particular task within its purview.

- 13) Représentant de la province de Buri Ram,
membre;
- 14) Représentant de la province de Sa Keao,
membre;
- 15) Représentant de la province de Chantaburi,
membre;
- 16) Représentant de la province de Trat,
membre;
- 17) Représentant du commandement du premier corps d'armée, armée royale thaïlandaise,
membre;
- 18) Représentant du commandement du deuxième corps d'armée, armée royale thaïlandaise,
membre;
- 19) Représentant du commandement de défense de la frontière Chantaburi-Trat, marine royale thaïlandaise,
membre;
- 20) Représentant de la police des frontières, police royale thaïlandaise,
membre;
- 21) Directeur de la division frontalière, service des traités et des affaires juridiques, ou son représentant,
membre;
- 22) Agent des services cartographiques thaïlandais,
membre;
- 23) Agent des services cartographiques thaïlandais,
membre;
- 24) Directeur de la division frontalière internationale, services cartographiques thaïlandais,
membre/secrétaire;
- 25) Chef de la section frontalière Thaïlande-Cambodge, division frontalière internationale, services cartographiques thaïlandais,
membre/secrétaire adjoint.

2.2.2. Mandat

- 1) identifier l'emplacement exact des 73 bornes frontières posées par la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1909, et la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1919, et faire part de ses conclusions à la commission mixte de frontière, pour examen par cette dernière;
- 2) établir le mandat et le plan cadre de levé et de démarcation en commun de la frontière terrestre;
- 3) nommer des équipes mixtes d'arpentage pour effectuer le levé et la démarcation de la frontière terrestre tel que décidé par la commission mixte de frontière;
- 4) soumettre des rapports ou des recommandations sur les travaux de levé ou de démarcation à la commission mixte de frontière;
- 5) établir des cartes de la frontière objet du levé et de la démarcation;
- 6) désigner si nécessaire un représentant autorisé pour superviser les travaux sur le terrain au nom des coprésidents de la sous-commission technique mixte; et
- 7) nommer d'éventuels groupes de travail techniques pour aider à toute tâche particulière relevant de sa compétence.

2.3. *Operational Group*

2.3.1. The Operational Group consists of two (2) Chiefs of Operational Group and other members appointed by their respective Chairman of the Joint Technical Sub-Commission.

2.3.2. *Members* (The following members of the Operational Group can be added or changed by notification to the other side.)

2.3.2.1. *Cambodian side*

- (1) Chief of the Group
- (2) Deputy Chief of the Group
- (3) Technical Officers (Surveyor)
- (4) Secretary in charge of Administrative Affairs
- (5) Officer in charge of logistic
- (6) Representative of the Military Region (Security Unit)
- (7) Representative of the Sub-Military Command (Provincial Military Command)
- (8) Representative of the Provincial Police Commissariat
- (9) Representative of the Direction of Border Affairs Supreme High Command of the CRAF
- (10) Representative of the Provincial Governor
- (11) Medical Physician (Officer of the Military Region)
- (12) Interpreter
- (13) Representative of the Legal and Consular Department, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
- (14) Representative of the Navy
- (15) Representative of the Police Immigration
- (16) Representative of Provincial Customs Office
- (17) Team Leader

2.3.2.2. *Thai side*

- (1) Col. Wirat Kaewkhao
Chief of Operational Group;
- (2) Col. Nopphadon Chotsiri
Deputy Chief of Operational Group;
- (3) Col. Winai Semsawat
Member;
- (4) Representative of Plans and Projects Division Royal Thai Survey Department
Member;
- (5) Representative of International Boundary Division Royal Thai Survey Department
Member;
- (6) Representative of Mapping Division Royal Thai Survey Department
Member;
- (7) Representative of Aerial Photography Division, Royal Thai Survey Department
Member;
- (8) Representative of the Department of Treaties and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Member;
- (9) Representative of the Joint Operation Center 101 Joint, Supreme Command Headquarters
Member;

2.3. Le groupe opérationnel

2.3.1. Le groupe opérationnel est composé de deux (2) chefs du groupe opérationnel et d'autres membres de la sous-commission technique mixte nommés par leurs présidents respectifs.

2.3.2. *Membres* (La liste suivante des membres du groupe opérationnel peut être complétée ou modifiée par notification à l'autre partie.)

2.3.2.1. *Partie cambodgienne*

- 1) Chef du groupe
- 2) Chef adjoint du groupe
- 3) Agents techniques (arpenteur)
- 4) Secrétaire chargé des affaires administratives
- 5) Agent chargé de la logistique
- 6) Représentant de la région militaire (unité de sécurité)
- 7) Représentant du sous-commandement militaire (commandement militaire de la province)
- 8) Représentant de la direction provinciale de la police
- 9) Représentant de la direction du haut commandement des affaires frontalières des forces armées royales cambodgiennes
- 10) Représentant du gouverneur de la province
- 11) Médecin (officier de la région militaire)
- 12) Interprète
- 13) Représentant du service juridique et consulaire, ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale
- 14) Représentant de la marine
- 15) Représentant de la police de l'immigration
- 16) Représentant du bureau des douanes de la province
- 17) Chef d'équipe

2.3.2.2. *Partie thaïlandaise*

- 1) Col. Wirat Kaewkhao,
chef du groupe opérationnel;
- 2) Col. Nopphadon Chotsiri,
chef adjoint du groupe opérationnel;
- 3) Col. Winai Semsawat,
membre;
- 4) Représentant de la division des plans et projets, services cartographiques thaïlandais,
membre;
- 5) Représentant de la division frontalière internationale, services cartographiques thaïlandais,
membre;
- 6) Représentant de la division de cartographie, services cartographiques thaïlandais,
membre;
- 7) Représentant de la division de photographie aérienne, service d'arpentage royal thaïlandais,
membre;
- 8) Représentant du service des traités et des affaires juridiques, ministère des affaires étrangères,
membre;
- 9) Représentant du centre des opérations conjointes, siège du commandement suprême,
membre;

- (10) Representative of the Office of Immigration Bureau
Member;
- (11) Representative of the Customs Department
Member;
- (12) Representative of the Ministry of Public Health
Member;
- (13) Representative of Suranaree Command
Member;
- (14) Representative of Burapha Command
Member;
- (15) Representative of the Chantaburi-Trat Border Defence Command, Royal Thai Navy
Member;
- (16) Chief of Thailand-Cambodia Boundary Section, International Boundary Division, RTSD
Member/Secretary;
- (17) Chief of Survey Team (Thai side)
Member/Assistant Secretary.

2.3.3. *Terms of Reference*

- (1) to consider the report of the Chief of Survey Team on the location of the 73 boundary pillars set up by the Commission of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and the Commission on Emplacement of Boundary Pillars between Indo-China and Siam in the period of 1919, and to submit its findings to the Joint Technical Sub-Commission for its consideration;
- (2) to direct, co-ordinate and make the overall plan for the joint survey and demarcation of land boundary between Cambodia and Thailand;
- (3) to co-ordinate, direct, plan and arrange for security support for the survey teams;
- (4) to co-ordinate, direct, plan and arrange for logistics and medical care for the survey teams;
- (5) to facilitate the procedure of immigration and customs clearance pertaining to the survey works;
- (6) to supervise, expedite and inspect the work of the survey team to be properly carried out as agreed upon in due time;
- (7) to hold meetings to review the progress of the survey and demarcation works and to discuss any technical problems;
- (8) to make field visits to boost the morale of the joint survey teams;
- (9) to report any disagreement to the Joint Technical Sub-Commission for its consideration and resolution;
- (10) to verify and sign the international boundary strip maps, plans of boundary pillars' location, geographical details and lists of co-ordinates of boundary pillars;
- (11) to be unilaterally responsible for administration and expenses of the survey teams;
- (12) to keep all documents relating to meetings and works of the joint survey and demarcation;
- (13) to submit a bi-annual joint progress report to the Joint Technical Sub-Commission for its consideration; and

- 10) Représentant du bureau de l'immigration,
membre;
- 11) Représentant du service des douanes,
membre;
- 12) Représentant du ministère de la santé publique,
membre;
- 13) Représentant du commandement de Suranaree,
membre;
- 14) Représentant du commandement de Burapha,
membre;
- 15) Représentant du commandement de défense de la frontière Chantaburi-Trat,
Marine royale thaïlandaise,
membre;
- 16) Chef de la section frontalière Thaïlande-Cambodge, division frontalière inter-
nationale, service d'arpentage royal thaïlandais,
membre/secrétaire;
- 17) Chef de l'équipe d'arpentage (partie thaïlandaise),
membre/secrétaire adjoint.

2.3.3. Mandat

- 1) Examiner le rapport du chef de l'équipe d'arpentage sur l'emplacement des
73 bornes frontières posées par la commission de délimitation des frontières
entre l'Indochine et le Siam, en 1909, et la commission d'abornement des
frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1919, et faire part de ses conclu-
sions à la sous-commission technique mixte, pour examen par cette dernière;
- 2) Diriger, coordonner et élaborer le plan général du levé et de la démarcation en
commun de la frontière terrestre entre le Cambodge et la Thaïlande;
- 3) Coordonner, diriger, planifier et organiser le soutien en matière de sécurité des
équipes d'arpentage;
- 4) Coordonner, diriger, planifier et organiser la logistique et les soins médicaux
destinés aux équipes d'arpentage;
- 5) Faciliter les procédures d'immigration et de dédouanement ayant trait aux tra-
vaux d'arpentage;
- 6) Superviser, faciliter et inspecter le travail de l'équipe d'arpentage afin qu'il
soit réalisé correctement, comme convenu et dans les délais;
- 7) Tenir des réunions pour examiner l'avancement des travaux de levé et de
démarcation et discuter des éventuels problèmes techniques;
- 8) Effectuer des visites sur le terrain pour remonter le moral des équipes com-
munes d'arpentage;
- 9) Signaler tout désaccord à la sous-commission technique mixte pour qu'elle
l'examine et trouve une solution;
- 10) Vérifier et signer les cartes frontalières internationales, les plans d'emplace-
ment des bornes frontières, les détails géographiques et les listes de coordon-
nées des bornes frontières;
- 11) Etre unilatéralement responsable de la gestion et des dépenses des équipes
d'arpentage;
- 12) Conserver tous les documents relatifs aux réunions et aux travaux de levé et de
démarcation en commun;
- 13) Soumettre un rapport d'avancement commun biannuel à la sous-commission
technique mixte pour examen par cette dernière; et

(14) to carry out any other assignments given by the Joint Technical Sub-Commission.

2.4. *Survey Team*

2.4.1. Each side will appoint its Chief of Survey Team who is directly under the respective Chief of Operational Group.

2.4.2. Organization of the Survey Team (the following members of the Survey Team can be added or changed by notification to the other side):

- 1 Team Leader,
- 2 Deputy Team Leaders,
- 5 Surveyors,
- 10 Booby Trap Clearance Officers,
- 10 Security Officers,
- 2 Communication Operators,
- 3 Drivers,
- 15 Labourers.

2.4.3. The responsibilities of the Chief of Survey Team shall be as follows:

- (1) to carry out the fact-finding mission on the condition and the exact locations of the 73 boundary pillars set up by the Commission of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and the Commission on Emplacement of Boundary Pillars between Indo-China and Siam in the period of 1919 and to report the survey results to his Chief of Operational Group for consideration;
- (2) to carry out the survey and demarcation of land boundary between Cambodia and Thailand in accordance with the procedures as specified in this Terms of Reference and Master Plan;
- (3) to maintain close contact with his counterpart;
- (4) to solve any technical or field problems that may arise and refer any disagreements and recommendations to his Chief of Operational Group;
- (5) to prepare a daily report on the result of survey work, any disagreements and recommendations to his Chief of Operational Group;
- (6) to prepare a report on any assignments given by his Chief of Operational Group;
- (7) to work closely with his counterpart to ensure the safety of the survey team;
- (8) to prepare a monthly joint progress report and submit it to his Chief of Operational Group; and
- (9) to carry out any other assignments given by his Chief of Operational Group.

2.4.4. The above-mentioned arrangement may be reviewed after a trial period of one year by the Joint Technical Sub-Commission.

3. *Determination of Working Areas*

For the purpose of survey and demarcation, the entire land boundary shall be divided into seven sectors as follows:

- (1) Sector 1 (BP 71-the coast);
- (2) Sector 2 (BP 66-BP 71);
- (3) Sector 3 (BP 49-BP 66);
- (4) Sector 4 (BP 23-BP 49);
- (5) Sector 5 (BP 1-BP 23);
- (6) Sector 6 (Phnom Sethisom/Khao Sattasom-BP 1); and

14) Réaliser toute autre mission confiée par la sous-commission technique mixte.

2.4. *L'équipe d'arpentage*

2.4.1. Chaque partie nommera un chef de l'équipe d'arpentage, sous l'autorité directe du chef du groupe opérationnel.

2.4.2. Organisation de l'équipe d'arpentage (la liste suivante des membres de l'équipe d'arpentage peut être complétée ou modifiée par notification à l'autre partie):

- 1 chef d'équipe,
- 2 chefs d'équipe adjoints,
- 5 arpenteurs,
- 10 agents d'élimination des pièges et des mines,
- 10 agents de sécurité,
- 2 opérateurs de communications,
- 3 conducteurs,
- 15 ouvriers manœuvres.

2.4.3. Les responsabilités du chef de l'équipe d'arpentage sont les suivantes:

- 1) réaliser la mission de constatation factuelle concernant l'état et l'emplacement exact des 73 bornes frontières posées par la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1909, et la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1919, et faire part des résultats de la recherche à son chef du groupe opérationnel pour examen par ce dernier;
- 2) réaliser le levé et la démarcation de la frontière terrestre entre le Cambodge et la Thaïlande conformément aux procédures spécifiées dans le mandat et le plan cadre;
- 3) maintenir un contact étroit avec son homologue;
- 4) résoudre tout problème technique ou problème sur le terrain susceptible de survenir et faire part des éventuels désaccords et recommandations à son chef du groupe opérationnel;
- 5) établir un rapport quotidien sur le résultat du travail d'arpentage, sur tout désaccord et toute recommandation à son chef du groupe opérationnel;
- 6) établir un rapport sur toute mission confiée par son chef du groupe opérationnel;
- 7) travailler étroitement avec son homologue afin de garantir la sécurité de l'équipe d'arpentage;
- 8) établir un rapport d'avancement commun mensuel et le soumettre à son chef du groupe opérationnel; et
- 9) réaliser toute autre mission confiée par son chef du groupe opérationnel.

2.4.4. L'organisation mentionnée ci-dessus peut être réexaminée après une période d'essai d'un an par la sous-commission technique mixte.

3. *Détermination des zones de travail*

Aux fins du levé et de la démarcation, la frontière terrestre dans son ensemble sera divisée en sept secteurs de la manière suivante:

- 1) secteur 1 (borne 71 jusqu'à la côte);
- 2) secteur 2 (borne 66 à borne 71);
- 3) secteur 3 (borne 49 à borne 66);
- 4) secteur 4 (borne 23 à borne 49);
- 5) secteur 5 (borne 1 à borne 23);
- 6) secteur 6 (Phnom Sethisom/Khao Sattasom à borne 1); et

(7) Sector 7 (Passe de Preah Chambot/Chong Bok to Phnom Sethisom/Khao Sattasom).

The priority of areas to be surveyed and demarcated will be determined by the Joint Boundary Commission.

4. *Procedures for Survey and Emplacement of Boundary Pillars*

There are five steps as follows:

Step 1. Refixation, Repair and Replacement of the 73 Boundary Pillars

The Joint Survey Team will jointly carry out the fact-finding mission on the condition and locations of the 73 boundary pillars set up by the Commission of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and the Commission on Emplacement of Boundary Pillars between Indo-China and Siam in the period of 1919, and report the result to the Chiefs of Operational Group and the Joint Technical Sub-Commission respectively for their consideration.

The Joint Technical Sub-Commission will jointly identify the exact locations of the 73 boundary pillars set up by the Commission of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and the Commission on Emplacement of Boundary Pillars between Indo-China and Siam in the period of 1919, using the “Procès-Verbaux d’Abornement de la Commission de Délimitation des Frontières entre l’Indo-Chine et le Siam of 1908-1909” and the “Procès-Verbaux d’Abornement de la Commission d’Abornement des Frontières entre l’Indo-Chine et le Siam of 1919-1920” and the “Planches d’Indications Topographiques” annexed to the said Procès-Verbaux.

The Joint Boundary Commission will jointly determine the exact locations of the 73 boundary pillars set up by the Commission of Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam in the period of 1909 and the Commission on Emplacement of Boundary Pillars between Indo-China and Siam in the period of 1919, and will assign the Joint Technical Sub-Commission to take the following actions in accordance with Article III, paragraph 2 (C), of the MOU:

- (1) to fix any boundary pillars which are found out of place or in the wrong positions to their original locations;
- (2) to repair or replace any damaged boundary pillars to their original locations and specifications; and
- (3) to replace any lost boundary pillars to their original locations and specifications.

Step 2. Production of Orthophoto Maps

The Orthophoto Maps at a scale of 1:25,000 along the entire boundary line are produced in order to provide information concerning the present terrain condition and to identify the line to be surveyed. The line to be surveyed is based on the boundary line as specified in the legal documents described in Article I of the MOU. These Orthophoto Maps will be further used as instruments to facilitate the terrain inspection.

The production of Orthophoto Maps will be carried out by a third party in accordance with the technical instruction as described in Annex 1.

Step 3. Plotting the Line to be Surveyed

The Chief of Operational Group will unilaterally plot the approximate location of the boundary pillars and line to be surveyed on the Orthophoto Maps, using as

7) secteur 7 (col de Preah Chambot/Chong Bok à Phnom Sethisom/Khao Sattasom).

L'ordre de priorité des zones où le levé et la démarcation doivent être effectués sera déterminé par la commission mixte de frontière.

4. Procédures de levé et d'abornement de bornes frontières

Les étapes sont au nombre de cinq, comme suit :

Etape 1. Remise en place, réparation et remplacement des 73 bornes frontières

L'équipe mixte d'arpentage réalisera la mission de constatation factuelle concernant l'état et l'emplacement des 73 bornes frontières posées par la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1909, et la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1919, et fera part du résultat aux chefs du groupe opérationnel et de la sous-commission technique mixte pour examen par ces derniers.

La sous-commission technique mixte identifiera l'emplacement exact des 73 bornes frontières posées par la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1909, et la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1919, à l'aide des procès-verbaux d'abornement de la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam de 1908-1909 et des procès-verbaux d'abornement de la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam de 1919-1920 ainsi que des planches d'indications topographiques annexées aux dits procès-verbaux.

La commission mixte de frontière déterminera conjointement l'emplacement exact des 73 bornes frontières posées par la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1909, et la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam, en 1919, et confiera à la sous-commission technique mixte les actions suivantes conformément à l'article III, paragraphe 2 C), du MA :

- 1) remettre en place à son emplacement d'origine toute borne frontière trouvée en dehors de son emplacement ou dans une position incorrecte ;
- 2) réparer ou remplacer toute borne frontière endommagée sur son emplacement et selon ses spécifications d'origine ;
- 3) remplacer toute borne frontière perdue sur son emplacement et selon ses spécifications d'origine.

Etape 2. Production de cartes orthophotographiques

Les cartes orthophotographiques à l'échelle 1:25000 tout le long de la ligne frontière sont destinées à fournir des informations concernant les conditions actuelles du terrain et doivent servir à identifier la ligne objet du futur levé. La ligne objet du relevé repose sur la ligne frontière spécifiée dans les documents juridiques décrits à l'article I du MA. Ces cartes orthophotographiques seront également utilisées comme instruments pour faciliter l'inspection du terrain.

La production de cartes orthophotographiques sera réalisée par un tiers conformément à l'instruction technique décrite à l'annexe 1.

Etape 3. Tracé de la ligne devant faire l'objet du relevé

Le chef du groupe opérationnel reportera unilatéralement sur les cartes orthophotographiques l'emplacement approximatif des bornes frontières et de la ligne devant

the basis the maps of 1:200,000 and the “Procès-Verbaux d’Abornement de la Commission de Délimitation des Frontières entre l’Indo-Chine et le Siam of 1908-1909” and the “Procès-Verbaux d’Abornement de la Commission d’Abornement des Frontières entre l’Indo-Chine et le Siam of 1919-1920” and the “Planches d’Indications Topographiques” annexed to the said Procès-Verbaux. The Chiefs of Operational Group will jointly compare the Orthophoto Maps with the maps of 1:200,000 and “Procès-Verbaux d’Abornement de la Commission de Délimitation des Frontières entre l’Indo-Chine et le Siam of 1908-1909” and the “Procès-Verbaux d’Abornement de la Commission d’Abornement des Frontières entre l’Indo-Chine et le Siam of 1919-1920” and the “Planches d’Indications Topographiques” annexed to the said Procès-Verbaux. The Chief of Operational Group will then submit their findings to the Joint Technical Sub-Commission for consideration and approval. The Joint Technical Sub-Commission will submit a report to the Joint Boundary Commission for consideration and approval.

The Joint Technical Sub-Commission will then instruct the survey team to carry out the survey and demarcation in the areas where the approximate location of the boundary pillars and the lines to be surveyed on the Orthophoto Maps are mutually agreed upon.

If the line to be surveyed in any particular area on the Orthophoto Maps cannot be mutually agreed upon, the Joint Technical Sub-Commission may instruct the Survey Team to carry out the survey of the two proposed lines to be surveyed. The method and techniques for such a survey will be discussed and mutually agreed upon by the Chiefs of Operational Group. The Survey Team will submit the survey result to the Joint Technical Sub-Commission for consideration.

The Joint Technical Sub-Commission will submit a report on the survey works together with any recommendations to the Joint Boundary Commission for consideration and approval.

Step 4. Terrain Inspection

Terrain inspection along the Cambodia-Thailand boundary line will be carried out as follows:

1. Watershed

1.1. The joint survey team will jointly inspect the continuous watershed in the terrain.

1.2. The measurement of co-ordinates of the watershed at the interval of 100 metres will be taken by a hand-held GPS technique.

1.3. The joint survey team will jointly determine the positions where the boundary pillars are to be emplaced.

1.4. During the inspection, if the original watershed is modified or has constructions on it in such a way that it can not be identified, the joint survey team will submit a detail survey plan and all related data to the respective authorities.

2. Straight Line

2.1. The joint survey team will jointly identify the location of boundary pillars plotted on the Orthophoto Maps. The joint survey team will submit a detail survey plan and all related data to the respective authorities.

2.2. The measurement of co-ordinates of the straight line at the interval of 50 metres will be taken by a Real-Time Kinetic (RTK) GPS technique.

2.3. The joint survey team will jointly determine the positions where the boundary pillars are to be emplaced.

faire l'objet du relevé, en se basant sur les cartes au 1:200000 et sur les procès-verbaux d'abornement de la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam de 1908-1909 et sur les procès-verbaux d'abornement de la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam de 1919-1920 ainsi que sur les planches d'indications topographiques annexées auxdits procès-verbaux. Les chefs du groupe opérationnel compareront conjointement les cartes orthophotographiques aux cartes au 1:200000 et aux procès-verbaux d'abornement de la commission de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam de 1908-1909 et aux procès-verbaux d'abornement de la commission d'abornement des frontières entre l'Indochine et le Siam de 1919-1920 ainsi qu'aux planches d'indications topographiques annexées auxdits procès-verbaux. Les chefs du groupe opérationnel soumettront ensuite leurs conclusions à la sous-commission technique mixte pour examen et approbation. La sous-commission technique mixte soumettra un rapport à la commission mixte de frontière pour examen et approbation.

La sous-commission technique mixte chargera ensuite l'équipe d'arpentage de procéder au levé et à la démarcation dans les zones où l'emplacement approximatif des bornes frontières et des lignes à arpenter aura été reporté d'un commun accord sur les cartes orthophotographiques.

Si, pour une zone particulière, l'emplacement de l'une de ces lignes sur les cartes orthophotographiques ne peut être convenu d'un commun accord, la sous-commission technique mixte peut confier à l'équipe d'arpentage la réalisation du levé des deux lignes proposées. La méthode et les techniques à utiliser seront examinées et mutuellement convenues par les chefs du groupe opérationnel. L'équipe d'arpentage soumettra le résultat de son travail à la sous-commission technique mixte pour examen.

La sous-commission technique mixte soumettra un rapport sur ces travaux ainsi que toute recommandation à la commission mixte de frontière pour examen et approbation.

Etape 4. Inspection du terrain

L'inspection du terrain le long de la ligne de frontière entre le Cambodge et la Thaïlande sera réalisée de la façon suivante :

1. Ligne de partage des eaux

1.1. L'équipe mixte d'arpentage inspectera conjointement sur le terrain la ligne continue de partage des eaux.

1.2. La mesure des coordonnées de la ligne de partage des eaux à intervalles de 100 mètres sera prise à l'aide d'un appareil GPS portable.

1.3. L'équipe mixte d'arpentage déterminera conjointement les positions où les bornes frontières doivent être placées.

1.4. Durant l'inspection, si la ligne de partage des eaux d'origine s'est modifiée ou s'il s'y trouve des constructions telles qu'elle ne puisse être identifiée, l'équipe mixte d'arpentage soumettra un levé détaillé ainsi que toutes les données y afférentes aux autorités compétentes.

2. Ligne droite

2.1. L'équipe mixte d'arpentage identifiera conjointement l'emplacement des bornes frontières représentées sur les cartes orthophotographiques. Elle soumettra un levé détaillé et toutes les données y afférentes aux autorités compétentes.

2.2. La mesure des coordonnées de la ligne droite à intervalles de 50 mètres sera prise par une technique GPS de cinétique en temps réel (RTK).

2.3. L'équipe mixte d'arpentage déterminera conjointement l'endroit exact où chaque borne frontière devra être placée.

3. *River*

3.1. The joint survey team will jointly identify the location of boundary pillars plotted on the Orthophoto Maps. The joint survey team will submit a detail survey plan and all related data to the respective authorities.

3.2. The joint survey team will jointly inspect rivers in the terrain using the line to be surveyed on the Orthophoto Maps.

3.3. The joint survey team will jointly determine the positions where the boundary pillars are to be emplaced.

Step 5. Emplacement of Boundary Pillars

1. A report on survey, other relevant details and location of boundary pillar emplacement shall be prepared and jointly signed. It shall then be submitted for approval.

2. In case of disagreements, each side shall submit a report to the respective Joint Boundary Commission for solution. The survey team shall then leave that area and continue to survey the successive area in the same sector.

3. Determination of locations of boundary pillars:

3.1. *Watershed*

- (1) mountain pass;
- (2) boundary line changes direction;
- (3) mountain ridge, saddle, top of stream or mountain top;
- (4) populated area;
- (5) unclear watershed;
- (6) boundary line meets or leaves a river or a stream;
- (7) any significant places as agreed upon by both sides.

3.2. *Straight Line*

- (1) mountain pass;
- (2) boundary line changes direction;
- (3) mountain ridge, saddle, top of stream or mountain top;
- (4) populated area;
- (5) boundary line meets or leaves a river or a stream;
- (6) any significant places as agreed upon by both sides.

3.3. *River*

- (1) riverbank;
- (2) confluence;
- (3) any significant places as agreed upon by both sides.

4. Boundary pillars shall be constructed at the interval of no more than 5 kilometres.

5. Types and dimensions of boundary pillars:

5.1. Old (Existing) boundary pillars will be maintained to their original location and specification.

5.2. Additional boundary pillars:

- (1) Type A — dimensions: 0.50 metre × 0.35 metre × 1.71 metre with 1.30 metre × 0.84 metre × 1.00 metre underground base (Annex 2).
- (2) Type B — dimensions: 0.30 metre × 0.20 metre × 1.06 metre with 0.78 metre × 0.53 metre × 0.80 metre underground base (Annex 3).
- (3) Type C — dimensions: 0.30 metre × 0.30 metre × 0.60 metre with 0.90 metre × 0.90 metre × 0.50 metre underground base (Annex 4).

3. Cours d'eau

3.1. L'équipe mixte d'arpentage identifiera conjointement l'emplacement des bornes frontières représentées sur les cartes orthophotographiques. Elle soumettra un levé détaillé et toutes les données y afférentes aux autorités compétentes.

3.2. L'équipe mixte d'arpentage inspectera conjointement les cours d'eau du terrain à partir de la ligne à arpenter telle que représentée sur les cartes orthophotographiques.

3.3. L'équipe mixte d'arpentage déterminera conjointement l'endroit exact où chaque borne frontière devra être placée.

Etape 5. Abornement

1. Un rapport relatif aux travaux d'arpentage, assorti d'autres détails pertinents et précisant la position exacte de chaque borne, sera établi et signé conjointement. Il sera ensuite soumis pour approbation.

2. En cas de désaccords, chaque partie soumettra un rapport à la commission concernée pour que cette dernière trouve une solution. L'équipe d'arpentage quittera ensuite cette zone et continuera à arpenter la zone suivante du même secteur.

3. Détermination de l'emplacement des bornes frontières:

3.1. *Ligne de partage des eaux*

- 1) col de montagne;
- 2) changement de direction de la ligne frontière;
- 3) chaîne de montagnes, ensellement, source d'un torrent ou cime;
- 4) zone peuplée;
- 5) ligne de partage des eaux mal définie;
- 6) ligne de frontière rencontrant ou quittant un cours d'eau;
- 7) tout endroit significatif convenu par les deux parties.

3.2. *Ligne droite*

- 1) col de montagne;
- 2) changement de direction de la ligne frontière;
- 3) chaîne de montagnes, ensellement, source d'un torrent ou cime;
- 4) zone peuplée;
- 5) ligne de frontière rencontrant ou quittant un cours d'eau;
- 6) tout endroit significatif convenu par les deux parties.

3.3. *Cours d'eau*

- 1) rive;
- 2) confluence;
- 3) tout endroit significatif convenu par les deux parties.

4. L'intervalle séparant deux bornes frontières ne peut être supérieur à 5 kilomètres.

5. Types et dimensions des bornes frontières:

5.1. Les anciennes bornes frontières (existantes) seront maintenues à leur emplacement et selon leurs spécifications d'origine.

5.2. Bornes frontières supplémentaires:

- 1) Type A – dimensions: 0,50 mètre × 0,35 mètre × 1,71 mètre avec base enterrée de 1,30 mètre × 0,84 mètre × 1,00 mètre (annexe 2).
- 2) Type B – dimensions: 0,30 mètre × 0,20 mètre × 1,06 mètre avec base enterrée de 0,78 mètre × 0,53 mètre × 0,80 mètre (annexe 3).
- 3) Type C – dimensions: 0,30 mètre × 0,30 mètre × 0,60 mètre avec base enterrée de 0,90 mètre × 0,90 mètre × 0,50 mètre (annexe 4).

6. Inscription on boundary pillars:

6.1. On the side facing each country, the country's symbol and name shall be inscribed both in Roman and its own alphabets. The number of boundary pillar and the date of emplacement using Buddhist Era on the Thai side and Anno Domini on the Cambodian side shall be inscribed with Arabic numerals.

6.2. The size of country's symbol shall be 20 centimetres in diameter for Type A boundary pillars and 12 diameters for Type B boundary pillars and 10 centimetres in diameter for Type C boundary pillars. The symbol shall be impressed 1 centimetre in depth and painted in black.

6.3. The lettering shall be impressed 1 centimetre in depth in U shape and painted in black.

6.4. The lettering for “**កម្ពុជា**” and “**ประเทศไทย**” shall be 6 centimetres in height for Type A boundary pillars and 3 centimetres in height for Type B boundary pillars and 3 centimetres in height for Type C boundary pillars. The lettering for “**CAMBODIA**” and “**THAILAND**” shall be 4 centimetres in height for Type A and 3 centimetres in height for Type B boundary pillars and 3 centimetres in height for Type C boundary pillars.

6.5. The lettering for number of boundary pillar shall be 6 centimetres in height for Type A boundary pillars and 4 centimetres in height for Type B boundary pillars and 4 centimetres in height for Type C boundary pillars.

6.6. The lettering for date of emplacement shall be 4 centimetres in height for Type A and Type B boundary pillars and 3 centimetres in height for Type C boundary pillars.

7. Numbering of boundary pillars:

7.1. The numbering of the additional boundary pillars in between any two old (existing) boundary pillars shall be preceded by the lower number of old (existing) boundary pillar by a stroke and numbered consecutively starting from the numeral 1.

7.2. The numbering of the additional boundary pillars in Sector 6 and Sector 7 will commence from the most eastward point of the old (existing) Boundary Pillar No. 1 and be preceded by the word “**ជំនីង**” on the side facing Cambodia and “**ตงรั๊ก**” on the side facing Thailand and numbered consecutively starting from the numeral 1.

7.3. Any replacement of the old (existing) boundary pillars which have been found missing will bear its own existing number with the word re-erected in parenthesis.

5. *The Preparation of Memorandum of Understanding on the Joint Survey and Demarcation*

5.1. The result of joint survey and demarcation consists of:

- (1) List of co-ordinates of boundary pillars (old and new);
- (2) Maps at scales of 1:25,000 and 1:250,000; and
- (3) Plans of boundary pillars' location at the scale of 1:500 (old and new).

5.2. Endorsement of documents

- (1) The Co-Chairmen of the Joint Technical Sub-Commission shall sign the list of co-ordinates of boundary pillars (old and new) and maps at scales of 1:25,000 and 1:250,000.

6. Inscription sur les bornes frontières :

6.1. Sur la partie faisant face à chaque pays, l'emblème et le nom du pays doivent être inscrits à la fois en alphabet romain et dans son propre alphabet. Le numéro de borne frontière et la date d'abornement utilisant l'ère bouddhiste du côté thaïlandais et l'année du calendrier chrétien du côté cambodgien doivent être inscrits en chiffres arabes.

6.2. Le diamètre de l'emblème du pays doit être de 20 centimètres pour les bornes frontières de type A, 12 centimètres pour les bornes frontières de type B et 10 centimètres pour les bornes frontières de type C. L'emblème doit être gravé sur 1 centimètre de profondeur et peint en noir.

6.3. L'inscription doit être imprimée sur 1 centimètre en profondeur en forme de U et peinte en noir.

6.4. L'inscription pour «**កម្ពុជា**» et «**ประเทศไทย**» doit faire 6 centimètres de haut pour les bornes frontières de type A, 3 centimètres de haut pour les bornes frontières de type B et 3 centimètres de haut pour les bornes frontières de type C. L'inscription pour «**CAMBODGE**» et «**THAÏLANDE**» doit faire 4 centimètres de haut pour les bornes de type A, 3 centimètres de haut pour les bornes de type B et 3 centimètres de haut pour les bornes de type C.

6.5. L'inscription du numéro de la borne frontière doit faire 6 centimètres de haut pour les bornes frontières de type A, 4 centimètres de haut pour les bornes frontières de type B et 4 centimètres de haut pour les bornes frontières de type C.

6.6. L'inscription de la date d'abornement doit faire 4 centimètres de haut pour les bornes frontières de type A et de type B et 3 centimètres de haut pour les bornes frontières de type C.

7. Numérotation des bornes frontières :

7.1. La numérotation des bornes frontières supplémentaires entre deux anciennes bornes frontières (existantes) doit s'effectuer en retenant le numéro de l'ancienne borne immédiatement précédente suivi d'un tiret et d'un chiffre, en partant du chiffre 1.

7.2. La numérotation des bornes frontières supplémentaires dans le secteur 6 et le secteur 7 se fera à partir du point le plus à l'est de l'ancienne borne frontière (existante) n° 1 et sera précédée du mot «**ฝั่งทิศ**» sur la partie faisant face au Cambodge et «**ดงรัก**» sur la partie faisant face à la Thaïlande, suivi d'un chiffre, en partant du chiffre 1.

7.3. Tout remplacement d'une ancienne borne frontière manquante portera son propre numéro existant suivi du mot «réimplantation» entre parenthèses.

5. L'élaboration du mémorandum d'accord concernant le levé et la démarcation en commun

5.1. Le résultat du levé et de la démarcation en commun est composé :

- 1) de la liste des coordonnées des bornes frontières (anciennes et nouvelles);
- 2) de cartes aux échelles 1:25 000 et 1:250 000; et
- 3) de plans reprenant l'emplacement des bornes frontières à l'échelle 1: 500 (anciennes et nouvelles).

5.2. Approbation des documents

- 1) Les coprésidents de la sous-commission technique mixte signeront la liste des coordonnées des bornes frontières (anciennes et nouvelles) aux échelles 1:25 000 et 1:250 000.

- (2) The Co-Chairmen of the Joint Boundary Commission shall sign the MOU on the joint survey and demarcation and maps at scales of 1:25,000 and 1:250,000.

6. *Security Support*

6.1. According to Article III, paragraph 3 of the MOU, the joint survey teams shall first be assured of its safety from landmines in carrying out the survey and demarcation works in any area.

6.2. Both sides shall provide the joint survey teams with sufficient security force comprising a security team and a booby trap and landmine clearance team.

6.3. Arrangements of security support

6.3.1. During the survey and demarcation works in any area, the security forces of both sides shall comprise the equal strength of personnel and ammunition depending on the operation group agreement of each survey task.

6.3.2. Security forces are not allowed to carry arms across the border of each other.

6.3.3. If it is necessary to carry arms across the border, particularly in populated area, the security team leader shall request a permission from the security team leader of the other side. If the permission is granted, all weapons must be surrendered to the security team leader of the other side to be kept in the warehouse, and will be completely returned to the owners in per original condition before crossing the border back to their own territory.

6.3.4. During the survey and demarcation, if it is necessary for the joint survey teams and their security forces to pass through or stay in the territory of the other side, appropriate hospitality and security shall be provided.

6.3.5. In the clearance of booby traps and landmines in the working area, both sides shall provide the booby trap and landmine clearance teams and military dog units as necessary and suitable.

6.3.6. For the convenience and closer co-ordination between the joint survey teams and security forces, the location of their campsites should be selected in very close or the same areas. In case of necessity, both sides may camp together in the territory of one side.

6.3.7. If it is necessary for any member of the joint survey teams with personal arms to cross the border, paragraph 6.3.3 shall be applied.

7. *Administrative Arrangements*

7.1. *Flight Clearance*

7.1.1. During the conduct of joint survey and demarcation work, if it is necessary for helicopter or aircraft to fly over the other side's territory in the interest of survey and demarcation, such as transportation of construction materials, tools and equipment, food, personnel and medical evacuations, a flight clearance shall be made in advance with a certain flight schedule.

7.1.2. In case of emergency, the helicopter or aircraft may fly over or land at any airfield or territory of the other side. Thereafter, a report shall be made to

- 2) Les coprésidents de la commission mixte de frontière signeront le MA concernant le levé et la démarcation en commun ainsi que les cartes aux échelles 1:25000 et 1:250000.

6. *Soutien en matière de sécurité*

6.1. Conformément à l'article III, paragraphe 3, du MA, les équipes mixtes d'arpentage doivent d'abord s'assurer de leur sécurité par rapport aux mines terrestres lors des travaux de levé et de démarcation, dans quelque zone que ce soit.

6.2. Les deux parties fourniront aux équipes mixtes d'arpentage une force de sécurité composée d'une équipe de sécurité et d'une équipe d'élimination des pièges et mines.

6.3. Organisation du soutien en matière de sécurité

6.3.1. Durant les travaux de levé et de démarcation, dans quelque zone que ce soit, les forces de sécurité des deux parties comprendront la même proportion de personnels et de munitions en fonction de l'accord du groupe d'opération pour chaque tâche d'arpentage.

6.3.2. Les forces de sécurité ne sont pas autorisées à porter des armes de l'autre côté de la frontière de l'autre partie.

6.3.3. S'il est nécessaire de porter des armes de l'autre côté de la frontière, en particulier dans les zones peuplées, le responsable de l'équipe de sécurité en demandera la permission au responsable de l'équipe de sécurité de l'autre partie. Si la permission est accordée, toutes les armes devront être remises au responsable de l'équipe de sécurité de l'autre partie afin qu'il les conserve dans un entrepôt, et elles seront toutes rendues à leurs propriétaires dans leur état d'origine avant de retraverser la frontière vers leur propre territoire.

6.3.4. Durant le levé et la démarcation, s'il est nécessaire pour les équipes communes d'arpentage et leurs forces de sécurité de passer ou de demeurer sur le territoire de l'autre partie, des mesures d'hospitalité et de sécurité appropriées doivent être prises.

6.3.5. Dans le cadre de l'élimination des pièges et des mines terrestres dans la zone de travail, les deux côtés doivent fournir les équipes d'élimination des pièges et des mines terrestres ainsi que les unités canines militaires nécessaires et adéquates.

6.3.6. Pour plus de commodité et une coordination plus étroite entre les équipes communes d'arpentage et les forces de sécurité, l'emplacement de leurs campements doit être choisi dans les mêmes zones ou des zones très proches. Si nécessaire, les deux parties peuvent camper ensemble sur le territoire de l'une.

6.3.7. S'il est nécessaire pour un quelconque membre des équipes communes d'arpentage ayant des armes personnelles de traverser la frontière, le paragraphe 6.3.3 s'applique.

7. *Accords administratifs*

7.1. *Autorisation de vol*

7.1.1. Durant la réalisation du travail de levé et de démarcation en commun, s'il est nécessaire qu'un hélicoptère ou un avion survole le territoire de l'autre partie dans l'intérêt du levé et de la démarcation, notamment pour un transport de matériaux de construction, d'outils ou d'équipement, de nourriture ou de personnel ou pour des évacuations sanitaires, une autorisation de vol doit être donnée à l'avance avec un certain horaire de vol.

7.1.2. En cas d'urgence, l'hélicoptère ou l'avion peut survoler le territoire ou atterrir sur toute piste aérienne ou un territoire de l'autre côté. Ensuite, un rapport

inform its own Ministry of Foreign Affairs for acknowledgement and further coordination with the Ministry of Foreign Affairs of the other side.

7.2. Immigration Clearance

7.2.1. All personnel of the joint survey team of each country must carry survey border passes stamped with both sides' seals and signed by the Co-Chairmen of the Joint Technical Sub-Commission or their authorized representative. The survey border pass shall be valid for 12 months from the date of issue and may be renewed for up to 12 months from the date of renewal.

7.2.2. Each side shall provide relevant immigration authorities of both sides with photocopies of all issued survey border passes, list of the survey border pass holders and their photos and list of vehicles including all changes thereto.

7.2.3. All personnel involved in the joint survey and demarcation of land boundary shall present the survey border pass to the immigration authorities of both sides when entering and exiting the border checkpoints.

With the survey border passes, they may enter and exit the border at any time and shall be within a range of 1 kilometre from the border. In case it is necessary to go further than 1 kilometre, a prior permission from competent authorities shall be obtained.

7.2.4. In case of urgency and when the survey border pass cannot be issued in time, each party shall provide the other with a name list with photocopies of identification cards or certificates signed by Chief of Operational Group or his authorized representative of both sides.

7.2.5. Each side shall inform the other of any loss or damage of a survey border pass so that it can be replaced with a new one as soon as possible.

7.2.6. In case of emergency or when the survey personnel is injured, a patient or casualty is allowed to enter each side's territory for medical care.

7.3. Customs Clearance

7.3.1. The equipment, materials and supplies, in reasonable quantities and for the exclusive use of the joint survey teams in the survey and demarcation, although brought across the border, shall not be considered as exports from one country or imports into another country and shall not be liable to customs duties or taxes pertaining to export or import of goods.

7.3.2. As for customs formalities, each side shall provide a list containing specifications and amount of equipment, materials, supplies and vehicles required for the survey and demarcation, and submit it to the respective customs authority for record and clearance of duty fee exemption.

7.4. Logo

7.4.1. The logo is as appears in Annex 5.

7.4.2. Application

- (1) The logo shall be used only by the personnel involved in the joint survey and demarcation of land boundary.
- (2) The logo sticker shall be affixed on the vehicles pertaining to the joint survey and demarcation of land boundary.

doit être établi pour informer le ministre des affaires étrangères du pays de l'appareil pour information et coordination ultérieure avec le ministre des affaires étrangères de l'autre côté.

7.2. Autorisations d'entrée sur le territoire

7.2.1. Tous les membres du personnel de l'équipe mixte d'arpentage de chaque pays doivent avoir sur eux un laissez-passer visé sur les deux côtés et signé par les coprésidents de la sous-commission technique mixte ou leur représentant autorisé. Le laissez-passer d'arpentage est valable pendant 12 mois à compter de sa date de délivrance et peut être renouvelé pour une période pouvant aller jusqu'à 12 mois à compter de sa date de renouvellement.

7.2.2. Chaque partie fournira aux autorités compétentes des deux côtés des photocopies de tous les laissez-passer délivrés au titre de l'arpentage, la liste des titulaires de laissez-passer d'arpentage, ainsi que leur photo et la liste des véhicules, y compris tous les changements qui y seraient apportés.

7.2.3. Tout personnel participant au levé et à la démarcation en commun de la frontière terrestre doit présenter le laissez-passer au titre de l'arpentage aux autorités chargées du contrôle de l'entrée sur le territoire des deux côtés lorsqu'il quitte ou pénètre dans un territoire au niveau des points de contrôle frontaliers.

Les détenteurs de laissez-passer d'arpentage peuvent passer d'un côté ou de l'autre de la frontière à tout moment et doivent rester à une distance de 1 kilomètre de celle-ci. Au cas où il leur serait nécessaire de dépasser cette limite de 1 kilomètre, une permission préalable de la part des autorités compétentes est requise.

7.2.4. En cas d'urgence et lorsque le laissez-passer d'arpentage ne peut être délivré à temps, chaque partie fournira à l'autre une liste de noms avec des photocopies des cartes d'identité ou des certificats d'identification portant la signature du chef du groupe opérationnel ou de son représentant autorisé des deux côtés.

7.2.5. Chaque partie doit informer l'autre de toute perte ou endommagement d'un laissez-passer d'arpentage afin qu'il puisse être remplacé par un nouveau le plus vite possible.

7.2.6. En cas d'urgence ou lorsque le personnel d'arpentage est blessé, tout patient ou tout blessé est autorisé à pénétrer sur le territoire de l'un ou l'autre des côtés pour y recevoir des soins médicaux.

7.3. Dédouanement

7.3.1. L'équipement, les matériaux et les fournitures, en quantités raisonnables et à l'usage exclusif des équipes communes d'arpentage dans le cadre du levé et de la démarcation, bien que traversant la frontière, ne seront pas considérés comme des exportations ou des importations et ne donneront pas lieu à la perception de taxes ou de droits d'exportation ou d'importation.

7.3.2. En ce qui concerne les formalités douanières, chaque côté fournira une liste contenant les spécifications et les quantités d'équipement, de matériaux, de fournitures et de véhicules requis pour le levé et la démarcation, et la soumettra à l'autorité douanière compétente pour enregistrement et dédouanement.

7.4. Logo

7.4.1. Le logo est celui qui figure à l'annexe 5.

7.4.2. Application

- 1) Le logo sera utilisé uniquement par le personnel participant au levé et à la démarcation en commun de la frontière terrestre.
- 2) L'autocollant du logo sera apposé sur les véhicules servant au levé et à la démarcation en commun de la frontière terrestre.

- (3) The logo shall be affixed on the uniform or apparel of all personnel.
- (4) The logo of various sizes may be used on the documents relating to the joint survey and demarcation of land boundary.

8. *Logistic Support*

8.1. In the areas where vehicles are accessible, each side shall provide its own logistic support.

8.2. In the rugged and mountainous terrain where vehicles are not accessible, each side will provide air support by helicopter to transport personnel, equipment, food and construction material.

8.3. In case of emergency or when the logistic support from either side cannot be made, each side shall extend, at the request of the other side, facilities and support that may be necessary to overcome the difficulties. All expenses that may arise shall be borne by the requesting party.

8.4. In case of damage of vehicles, both sides shall assist and provide any support in repairing the broken vehicles. All expenses shall be borne by the owner of that vehicle.

9. *Medical Care and Welfare Support*

Each side shall provide its own medical care and medical evacuation by helicopter to the joint survey teams. In case of emergency, each side would extend to the other side medical care, facilities and co-operation that may be necessary to overcome the difficulties. Team Leaders of the joint survey teams will seek co-operation from the other side and arrange the medical evacuation to the nearby hospital. The medical care expenses will be free of charge for survey personnel who cannot be reimbursed by their own government.

10. *Legal Effect of Joint Survey and Demarcation Works*

The result of the survey and demarcation works of the Joint Technical Sub-Commission shall not be legally binding. Both sides shall submit the result of survey and demarcation works, including the relevant documents and maps, to the Joint Boundary Commission for consideration and actions so that the said result and documents will come into effect.

11. *Legal Effect of the TOR*

This TOR is without prejudice to the legal value of the previous agreements between France and Siam concerning the delimitation of the boundary, nor to the value of the maps of the Commissions of the Delimitation of the Boundary between Indo-China and Siam set up under the Convention of 13 February 1904 and the Treaty of 23 March 1907, reflecting the boundary line between Indo-China and Siam.

- 3) Le logo sera apposé sur l'uniforme ou les vêtements de tout le personnel.
- 4) Le logo de diverses tailles peut être utilisé sur les documents relatifs au levé et à la démarcation en commun de la frontière terrestre.

8. *Aide logistique*

8.1. Dans les zones accessibles aux véhicules, chaque partie doit fournir sa propre aide logistique.

8.2. Sur les terrains accidentés et montagneux non accessibles aux véhicules, chaque partie fournira une aide aérienne par hélicoptère pour transporter le personnel, l'équipement, la nourriture et les matériaux de construction.

8.3. En cas d'urgence ou lorsque l'aide logistique d'un côté ou de l'autre ne peut être fournie, chacun des côtés doit renforcer, à la demande de l'autre, les infrastructures et l'aide nécessaires pour surmonter les difficultés. Tous les frais éventuels seront à la charge de la partie qui demande le renforcement de l'aide de l'autre.

8.4. En cas de dommage aux véhicules, l'un et l'autre des côtés aideront et fourniront une assistance dans la réparation des véhicules endommagés. Tous les frais seront à la charge du propriétaire du véhicule.

9. *Soins médicaux et aide sociale*

Chaque côté apportera ses propres soins médicaux et services d'évacuation sanitaire par hélicoptère aux équipes communes d'arpentage. En cas d'urgence, chaque partie mettra à la disposition de l'autre partie les soins médicaux, les infrastructures et la coopération qui pourraient être nécessaires pour surmonter les difficultés. Les chefs d'équipe des équipes communes d'arpentage chercheront la coopération de l'autre côté et organiseront l'évacuation sanitaire vers l'hôpital le plus proche. Les frais médicaux seront gratuits pour le personnel d'arpentage qui ne pourrait pas être remboursé par son propre gouvernement.

10. *Effet juridique des travaux de levé et de démarcation en commun*

Le résultat des travaux de levé et de démarcation de la sous-commission technique mixte n'est pas juridiquement contraignant. Les deux côtés doivent soumettre les résultats des travaux de levé et de démarcation, y compris les documents et cartes adéquats, à la commission mixte de frontière pour examen et action afin que lesdits résultats et documents prennent effet.

11. *Effet juridique du mandat*

Le présent mandat est sans préjudice de la valeur juridique d'accords antérieurs entre la France et le Siam concernant la délimitation des frontières, ni de la valeur des cartes des commissions de délimitation des frontières entre l'Indochine et le Siam instituées en vertu de la convention du 13 février 1904 et du traité du 23 mars 1907, indiquant la ligne de frontière entre l'Indochine et le Siam.

Annex 7

LETTER TO THE PRESIDENT OF THE SECURITY COUNCIL FROM THE AMBASSADOR
AND PERMANENT REPRESENTATIVE OF CAMBODIA TO THE UNITED NATIONS
DATED 15 OCTOBER 2008

Kingdom of Cambodia,
Permanent Mission to the United Nations.

Ref.: RC/MP/237/08

15 October 2008.

On the instruction from my Government, I would like to provide an account of facts to the attention of Your Excellency as well as the other members of the United Nations Security Council in relation to the armed incident between Thai and Cambodian troops as follows:

On 15 October 2008, at 2.15 p.m., Thai troops crossed into Cambodian territory at the following three different locations in the area of the Temple of Preah Vihear and fired on Cambodian soldiers stationed at these locations:

- The KEO SIKHA KIRI SVARA PAGODA: situated at approximately 300 metres from the Temple of Preah Vihear and 700 metres from the border,
- VEAL INTRY: situated approximately 1,120 metres from the border, at co-ordinates 649-208,
- PHNOM TRAP: situated approximately 1,600 metres from the border.

All these areas are well within Cambodia's territory. In 1962, the International Court of Justice adjudicated that the Temple of Preah Vihear was within Cambodia's territory based on a map (the Dangrek map of Annex I as attached herewith). This map and six other maps were produced by the Franco-Siamese Commissions for the Delimitation of Frontiers between Indochina and Siam. These maps were the basis of a number of Treaties between France and Siam until the independence of Cambodia in 1953. The ICJ Judgment considers the Annex I map as an integral part of the initial treaty settlement of the Cambodian-Thai border. Both Cambodia and Thailand recognized the maps in an MOU signed in 2000 as the basis for the demarcation of boundary between the two countries.

The Royal Government of Cambodia considers the armed clash in these three areas as a very serious armed provocation by Thailand, which would lead to large scale armed hostilities between the two countries.

Allow me to also recall that Thai soldiers, after having entered and occupied the KEO SIKHA KIRI SVARA PAGODA on 15 July 2008, the Temples of TAMONE TOCH and TAMONE THOM in Cambodian territory on 26 July 2008, Thai troops crossed into the area of VEAL INTRY which is also situated inside Cambodian territory, on 13 October 2008. On 14 October 2008, Thai troops withdrew from VEAL INTRY area after Cambodia had protested.

On 15 October 2008, they returned to the same location and fired guns on Cambodian soldiers, who had no choice but to exercise their right to self-defense in

Annexe 7

LETTRE DE L'AMBASSADEUR ET REPRÉSENTANT PERMANENT DU CAMBODGE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN DATE DU 15 OCTOBRE 2008

[Traduction]

Royaume du Cambodge,
Mission permanente auprès des Nations Unies.

Réf.: RC/MP/237/08

Le 15 octobre 2008.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre attention et à celle des autres membres du Conseil de sécurité l'exposé des faits concernant l'incident armé qui a eu lieu entre des troupes thaïlandaises et cambodgiennes.

Le 15 octobre 2008 à 14 h 15, des soldats thaïlandais ont pénétré en territoire cambodgien aux trois endroits ci-après, situés dans le secteur du temple de Préah Vihéar, et ouvert le feu sur les soldats cambodgiens y stationnés :

- LA PAGODE KEO SIKHA KIRI SVARA, située à environ 300 mètres du temple de Préah Vihéar et à 700 mètres de la frontière ;
- VEAL INTRY, situé à environ 1120 mètres de la frontière, au point de coordonnées 649-208 ;
- PHNOM TRAP, situé à environ 1600 mètres de la frontière.

Ces lieux sont tous nettement à l'intérieur du territoire cambodgien. En 1962, la Cour internationale de Justice a conclu que le temple de Préah Vihéar était en territoire cambodgien en se fondant sur la carte des monts Dangrek (la « carte de l'annexe I ») jointe à la présente lettre (voir annexe). Cette carte et six autres ont été dressées par la Commission franco-siamoise chargée de délimiter la frontière entre l'Indochine et le Siam. Elles ont servi de base à plusieurs traités conclus entre la France et le Siam avant l'indépendance du Cambodge, en 1953. Dans son arrêt, la Cour internationale de Justice a estimé que la carte de l'annexe I faisait partie intégrante du traité initial fixant la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Dans un mémorandum d'accord signé en 2000, les deux pays ont accepté ces cartes comme base de la délimitation de la frontière.

Le Gouvernement royal cambodgien considère ce triple affrontement armé comme une grave provocation de la part de la Thaïlande, qui pourrait déclencher un conflit armé de grande ampleur entre les deux pays.

Qu'il me soit également permis de rappeler que les soldats thaïlandais, après s'être emparé de la PAGODE KEO SIKHA KIRI SVARA le 15 juillet 2008 et des temples de TAMONE TOCH et TAMONE THOM, qui se trouvent aussi en territoire cambodgien, le 26 juillet 2008, sont passés dans la zone de VEAL INTRY, qui se trouve aussi en territoire cambodgien, le 13 octobre 2008. Le lendemain, ils se sont retirés à la suite des protestations du Cambodge.

Le 15 octobre 2008, ils sont revenus au même endroit et ont ouvert le feu sur les soldats cambodgiens, qui n'ont eu d'autre choix que d'exercer leur droit de légi-

accordance with Article 51 of the UN Charter. As a consequence, the casualties were two deaths and two injuries of the Cambodian soldiers.

The Royal Government of Cambodia wishes to reiterate its firm commitment to exercise utmost restraint and to negotiate and work closely with Thailand to avoid large scale armed hostilities between the two countries.

I would be very grateful if Your Excellency could circulate this letter and the attached map to Members of the United Nations Security Council as an official document of the United Nations Security Council.

(Signed) Sea KOSAL,
Ambassador and Permanent Representative
of the Kingdom of Cambodia to the
United Nations.

His Excellency Mr. Zhang Yesui,
President of the United Nations Security Council,
New York.

time défense conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Bilan, parmi les soldats cambodgiens: deux morts et deux blessés.

Le Gouvernement royal cambodgien tient à affirmer à nouveau qu'il est déterminé à exercer la plus grande retenue et à négocier et collaborer étroitement avec la Thaïlande pour éviter qu'un conflit armé majeur n'éclate entre les deux pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et la carte qui y est jointe aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, en tant que document du Conseil.

L'ambassadeur,
représentant permanent du Royaume du Cambodge
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Sea KOSAL.

Son Excellence M. Zhang Yesui,
président du Conseil de sécurité des Nations Unies,
New York.

Annexe 8

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU 20 AOÛT 2010

Thaïlande-Cambodge : Ban offre son aide pour résoudre leur différend frontalier

Le temple de Préah Vihéar

20 août 2010 — Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a offert vendredi son aide au Cambodge et à la Thaïlande pour résoudre leur différend concernant une zone frontalière près du temple de Préah Vihéar que se disputent les deux pays.

Les tensions entre les deux Etats voisins d'Asie du Sud-Est s'étaient accrues en juillet 2008 à la suite d'une augmentation des forces militaires dans la zone.

Le temple, qui remonte au XI^e siècle, a été inscrit à la liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Les tensions sont devenues meurtrières en octobre de cette année quand deux personnes auraient été tuées lors d'un échange de tirs entre les forces thaïlandaises et cambodgiennes près du site.

«Le Secrétaire général espère que le Cambodge et la Thaïlande vont résoudre à l'amiable leur différend le long de leur frontière grâce au dialogue», a dit un porte-parole des Nations Unies, Fahran Haq, à des journalistes à New York.

«Il se tient prêt à aider les deux parties», a-t-il ajouté.

En 1962, la Cour internationale de Justice avait déclaré que le temple se trouvait au Cambodge, basant sa décision sur une carte réalisée au début du XX^e siècle par le pouvoir colonial français.

Annex 8

UNITED NATIONS PRESS RELEASE OF 20 AUGUST 2010

[Translation]

Ban offers to help Thailand and Cambodia resolve their border dispute

The Temple of Preah Vihear

20 August 2010 — On Friday, United Nations Secretary-General Ban Ki-moon offered to help Cambodia and Thailand resolve their differences over a disputed border area close to the Temple of Preah Vihear.

Tensions escalated between the two neighbouring South-East Asian nations in July 2008 following the build-up of military forces in the area.

The temple, which dates back to the eleventh century, has been included on the World Heritage List of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).

The row turned deadly in October of that year when two people reportedly died during an exchange of fire between Thai and Cambodian forces near the site.

“The Secretary-General hopes that Cambodia and Thailand will resolve the dispute along their border amicably through dialogue”, United Nations spokesperson Farhan Haq told reporters in New York.

“He stands ready to help the parties”, Mr. Haq added.

In 1962, the International Court of Justice found that the Temple is situated in Cambodian territory, basing its decision on a map produced in the early twentieth century by the French colonial power.

Annex 9

UNITED NATIONS PRESS RELEASE OF 14 FEBRUARY 2011

Security Council press statement on Cambodia-Thailand border situation

The following Security Council press statement was issued today by Council President Maria Luiza Ribeiro Viotti (Brazil):

The members of the Security Council were briefed by Under-Secretary-General B. Lynn Pascoe and by the Minister for Foreign Affairs of Indonesia, and Chair of the Association of South-East Asian Nations (ASEAN), Marty Natalegawa, on the situation on the border between Cambodia and Thailand.

The members of the Security Council also heard from the Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs of Cambodia, Hor Namhong, and Minister for Foreign Affairs of Thailand, Kasit Piromya.

The members of the Security Council expressed their grave concern about the recent armed clashes between Cambodia and Thailand.

The members of the Security Council called on the two sides to display maximum restraint and avoid any action that may aggravate the situation. The members of the Security Council further urged the parties to establish a permanent ceasefire, and to implement it fully and resolve the situation peacefully and through effective dialogue.

The members of the Security Council expressed support for ASEAN's active efforts in this matter and encouraged the parties to continue to co-operate with the organization in this regard. They welcomed the upcoming Meeting of Ministers for Foreign Affairs of ASEAN on 22 February.

Annexe 9

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU 14 FÉVRIER 2011

[Traduction]

Déclaration à la presse du Conseil de sécurité sur la situation à la frontière
entre le Cambodge et la Thaïlande

On trouvera ci-après le texte de la déclaration à la presse faite le 14 février par la présidente du Conseil de sécurité pour le mois de février, M^{me} Maria Luiza Ribeiro Viotti (Brésil), sur la situation à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande:

Les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé sur la situation à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande, présenté par le Secrétaire général adjoint, M. Lynn Pascoe, et par le ministre des affaires étrangères de l'Indonésie et président de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), M. Marty Natalegawa.

Les membres du Conseil ont également entendu le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Cambodge, M. Hor Namhong, et le ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, M. Kasit Piromya.

Les membres du Conseil se sont dits très préoccupés par les affrontements armés qui ont opposé récemment le Cambodge et la Thaïlande.

Les membres du Conseil ont demandé aux deux parties de faire preuve de la plus grande retenue et d'éviter toute action qui pourrait aggraver la situation. Ils ont en outre engagé les parties à déclarer un cessez-le-feu permanent et à le respecter scrupuleusement, et à régler la situation par des moyens pacifiques dans le cadre d'un dialogue constructif.

Les membres du Conseil ont dit appuyer l'action résolue que l'ANASE mène à cet égard et ont invité les parties à continuer de coopérer avec l'organisation. Ils ont accueilli favorablement la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de l'ANASE qui se tiendra le 22 février.

Annex 10

STATEMENT BY THE CHAIRMAN OF ASEAN DATED 22 FEBRUARY 2011

STATEMENT BY THE CHAIRMAN OF THE ASSOCIATION OF SOUTHEAST ASIAN NATIONS (ASEAN) FOLLOWING THE INFORMAL MEETING OF THE FOREIGN MINISTERS OF ASEAN, JAKARTA, 22 FEBRUARY 2011

At the invitation of the Chairman of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), the Foreign Ministers of ASEAN and their representatives met in Jakarta, Indonesia, on 22 February 2011. The Secretary-General of ASEAN also participated in the meeting.

The meeting discussed recent regional and international development, including the recent border incidents between Cambodia and Thailand.

In this connection, pursuant to the earlier written communications, Indonesia, Chair of ASEAN, further briefed the Foreign Ministers of ASEAN and their representatives on the result of the visits by the Foreign Minister of Indonesia to Phnom Penh and Bangkok on 7-8 February 2011, as well as on the meeting of the Security Council on 14 February 2011.

The Foreign Ministers of Cambodia and Thailand further briefed the ASEAN Foreign Ministers on the issue.

Following extensive discussions among them, the Foreign Ministers of ASEAN and their representatives:

“Welcome and support the reiteration by both Cambodia and Thailand, of their strong commitment to the principles contained in the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia and the ASEAN Charter, including ‘settlement of differences or disputes by peaceful means’ and ‘renunciation of the threat or use of force’, as well as the principles contained in the Charter of the United Nations;

Welcome further the engagement of Cambodia and Thailand with Indonesia, Chair of ASEAN, in the latter’s efforts on behalf of ASEAN;

Recall the support extended by the United Nations Security Council to ASEAN’s efforts;

Support Cambodia’s and Thailand’s commitment, henceforth, to avoid further armed clashes as reflected in the initial high level talks between the military representatives of Cambodia and of Thailand, the most recent of which was on 19 February 2011;

Welcome in this regard, the invitation by both Cambodia and Thailand for observers from Indonesia, current Chair of ASEAN, to respective side of the affected areas of the Cambodia-Thailand border, to observe the commitment by both sides to avoid further armed clashes between them, with the following basic mandate:

‘to assist and support the parties in respecting their commitment to avoid further armed clashes between them, by observing and reporting accurately,

Annexe 10

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE L'ANASE DU 22 FÉVRIER 2011

[Traduction]

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST (ANASE) SUITE À LA RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ANASE, JAKARTA, LE 22 FÉVRIER 2011

A l'invitation du président de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), les ministres des affaires étrangères de l'ANASE et leurs représentants se sont réunis à Jakarta, Indonésie, le 22 février 2011. Le secrétaire général de l'ANASE a également participé à la réunion.

La réunion était consacrée aux récents événements régionaux et internationaux, y compris les récents incidents frontaliers qui ont opposé le Cambodge et la Thaïlande.

A cet égard, conformément aux communications écrites antérieures, l'Indonésie, présidente de l'ANASE, a donné de plus amples informations aux ministres des affaires étrangères de l'ANASE et à leurs représentants sur l'issue des visites effectuées par le ministre indonésien des affaires étrangères à Phnom Penh et Bangkok les 7 et 8 février 2011, ainsi que sur la réunion du Conseil de sécurité qui s'est tenue le 14 février 2011.

Les ministres des affaires étrangères du Cambodge et de la Thaïlande ont à leur tour informé les ministres des affaires étrangères de l'ANASE sur ce point.

Suite à des discussions approfondies entre ces derniers, les ministres des affaires étrangères de l'ANASE et leurs représentants :

«*Saluent et soutiennent* la réitération par le Cambodge et la Thaïlande de leur ferme volonté de mettre en œuvre les principes inscrits dans le traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est et dans la Charte de l'ANASE, y compris «le règlement de différends ou de litiges par des moyens pacifiques» et «la renonciation à la menace ou au recours à la force», ainsi que les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies ;

Se félicitent également de la participation du Cambodge et de la Thaïlande, avec l'Indonésie, présidente de l'ANASE, aux efforts entrepris par cette dernière au nom de l'ANASE ;

Rappellent l'aide déployée par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour soutenir les efforts de l'ANASE ;

Soutiennent la volonté du Cambodge et de la Thaïlande d'éviter à l'avenir d'autres conflits armés comme en témoignent les premiers pourparlers de haut niveau entre les représentants militaires du Cambodge et de la Thaïlande, dont les plus récents se sont tenus le 19 février 2011 ;

Saluent, à cet égard, l'initiative du Cambodge et de la Thaïlande d'inviter des observateurs d'Indonésie, actuelle présidente de l'ANASE, à se rendre dans les zones touchées de chaque côté de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande, afin d'observer l'engagement des deux parties à éviter d'autres conflits armés entre elles, sur la base du mandat suivant :

«*assister et aider les parties à respecter leur engagement pour éviter d'autres conflits armés entre elles, en observant et en signalant précisé-*

as well as impartially on complaints of violations and submitting its findings to each party through Indonesia, current Chair of ASEAN’;

Call on Cambodia and Thailand to resume their bilateral negotiations, including through existing mechanisms, at the earliest possible opportunity, with appropriate engagement of Indonesia, current Chair of ASEAN, to support the two countries’ efforts to resolve the situation amicably;

Welcome in this regard the future meetings respectively of the Thai-Cambodian Joint Commission on the Demarcation for Land Boundary and the General Border Committee at a date to be further determined;

Request Indonesia, Chair of ASEAN, to continue ASEAN’s efforts in this regard.”

Ministers also exchanged views on other regional and international issues, as well as issues related to ASEAN Community-building and ASEAN’s role in the region’s architecture building, including the forthcoming ASEAN Foreign Ministers retreat on East Asia Summit to be convened in Thailand in March 2011.

ment, ainsi qu'en toute impartialité, toute plainte de violation et en soumettant ses conclusions à chacune des parties par l'intermédiaire de l'Indonésie, actuelle présidente de l'ANASE» ;

Invitent le Cambodge et la Thaïlande à reprendre leurs négociations bilatérales, y compris par le biais de mécanismes existants, dès que possible, avec l'engagement approprié de l'Indonésie, actuelle présidente de l'ANASE, en vue de soutenir les efforts déployés par les deux pays pour parvenir à une solution à l'amiable ;

Se félicitent à cet égard des futures réunions respectivement de la commission mixte Thaïlande-Cambodge pour la démarcation de la frontière terrestre et du comité frontalier général à une date qui sera déterminée ultérieurement ;

Demandent à l'Indonésie, présidente de l'ANASE, de poursuivre les efforts de l'ANASE en ce sens.»

Les ministres ont également échangé leurs points de vue sur d'autres questions régionales et internationales, ainsi que sur des questions relatives à la consolidation de la communauté de l'ANASE et au rôle que joue l'ANASE dans la construction de l'architecture de la région, y compris la prochaine retraite des ministres des affaires étrangères de l'ANASE à l'occasion du sommet de l'Asie orientale qui se tiendra en Thaïlande en mars 2011.

Annexe 11

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU 23 AVRIL 2011

Cambodge et Thaïlande: Ban Ki-moon préoccupé par de nouveaux combats

New York, le 23 avril 2011.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, est préoccupé par les informations faisant état de nouveaux combats ces deux derniers jours entre des troupes cambodgiennes et thaïlandaises à la frontière entre les deux pays, qui auraient fait plusieurs morts des deux côtés, a déclaré samedi son porte-parole.

«Il avait été encouragé par les signes initiaux de progrès dans les efforts régionaux pour renforcer les mécanismes bilatéraux destinés à gérer le différend entre les deux voisins», a ajouté le porte-parole. «Le Secrétaire général appelle les deux parties à exercer le maximum de retenue et à prendre des mesures immédiates pour mettre en place un cessez-le-feu effectif et vérifiable.»

Ban Ki-moon «estime également que le différend ne peut pas être résolu par des moyens militaires et appelle le Cambodge et la Thaïlande à entamer un dialogue sérieux pour trouver une solution durable».

Selon la presse, des accrochages ont fait six morts vendredi à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge en dépit d'un cessez-le-feu négocié en février. Trois soldats thaïlandais et trois soldats cambodgiens ont trouvé la mort dans ces affrontements et dix-neuf autres — treize Thaïlandais et six Cambodgiens — ont été blessés.

Thaïlande et Cambodge se sont rejeté la responsabilité de cette fusillade, qui a eu lieu autour des temples de Ta Moan et Ta Krabei, à quelque 150 km au sud-ouest du temple de Préah Vihéar où un conflit armé avait fait onze morts il y a deux mois, du 4 au 7 février.

Annex 11

UNITED NATIONS PRESS RELEASE OF 23 APRIL 2011

[Translation]

Ban Ki-moon troubled by fresh clashes between Cambodia and Thailand

New York, 23 April 2011.

United Nations Secretary-General Ban Ki-moon is troubled by reports of renewed fighting in the past two days between Cambodian and Thai troops along the two countries' common border, which has reportedly claimed numerous lives from both sides, said his spokesperson on Saturday.

“He had been encouraged by the initial signs of progress in regional efforts to strengthen bilateral mechanisms for dealing with the dispute between the two neighbours”, the spokesperson added. “The Secretary-General calls on both sides to exercise maximum restraint and to take immediate measures to put in place an effective and verifiable ceasefire.”

Mr. Ban “also believes the dispute cannot be resolved by military means and urges Cambodia and Thailand to engage in serious dialogue to find a lasting solution”.

According to reports, six people died on Friday as a result of fighting along the border between Thailand and Cambodia, despite the ceasefire negotiated in February. Three Thai and three Cambodian soldiers lost their lives in these clashes and a further 19 — 13 Thais and six Cambodians — were injured.

Thailand and Cambodia hold each other responsible for the gunfire, which took place close to the temples of Ta Moan and Ta Krabei, some 150 km south-west of the Temple of Preah Vihear, where armed clashes claimed 11 lives two months ago, between 4 and 7 February.

Annexe 12

RAPPORT DU COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL DU 26 MAI 2009
SUIITE AUX INCIDENTS D'AVRIL 2009 AUX ABORDS
DU TEMPLE DE PRÉAH VIHÉAR

PATRIMOINE MONDIAL 33 COM

Distribution limitée

WHC-09/33.COM/7B.Add
Paris, le 29 mai 2009.
Original: anglais/français

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Convention concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial
Comité du patrimoine mondial
Trente-troisième session
Séville, Espagne
22-30 juin 2009

Point 7B de l'ordre du jour provisoire : Etat de conservation de biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial

RÉSUMÉ

Ce document contient des informations sur l'état de conservation de biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Il est demandé au Comité du patrimoine mondial d'examiner les rapports sur l'état de conservation des biens contenus dans ce document. Dans certains cas, le Comité du patrimoine mondial pourra souhaiter décider de discuter en détail les rapports sur l'état de conservation présentés pour adoption sans débat.

Décision requise : Le Comité du patrimoine mondial pourra souhaiter adopter les projets de décisions présentés à la fin de chaque rapport sur l'état de conservation.

Les rapports complets des missions de suivi réactif demandées par le Comité du patrimoine mondial sont disponibles dans leur langue originale, à l'adresse Internet suivante : <http://whc.unesco.org/fr/sessions/33COM/>

.....
en invitant le Gouvernement thaïlandais à y prendre part, et pas plus de sept autres partenaires internationaux appropriés». Le Comité a également demandé au Cambodge de soumettre au Comité du patrimoine mondial, avant le 1^{er} février 2009: a) une carte provisoire fournissant des détails complémentaires sur le bien inscrit; b) un dossier de proposition d'inscription mis à jour pour refléter les changements intervenus dans le périmètre du bien; c) la confirmation du fait que la zone de gestion du bien inclura le bien inscrit et la zone tampon définie dans le RGPP; et d) un rapport d'avancement sur la préparation du plan de gestion.

Annex 12

REPORT OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE OF 26 MAY 2009
FOLLOWING THE EVENTS OF APRIL 2009 IN THE AREA
SURROUNDING THE TEMPLE OF PREAH VIHEAR

WORLD HERITAGE 33 COM

Distribution Limited

WHC-09/33.COM/7B.Add
Paris, 29 May 2009.
Original: English/French

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage
World Heritage Committee
Thirty-Third Session
Seville, Spain
22-30 June 2009

Item 7B of the Provisional Agenda: State of conservation of World Heritage properties inscribed on the World Heritage List

SUMMARY

This document contains information on the state of conservation of properties inscribed on the World Heritage List. The World Heritage Committee is requested to review the reports on the state of conservation of properties contained in this document. In certain cases, the World Heritage Committee may wish to decide to discuss in detail the state of conservation reports which are submitted for adoption without discussion.

Decision required: The World Heritage Committee may wish to adopt the draft decision presented at the end of each state of conservation report.

The full reports of reactive monitoring missions requested by the World Heritage Committee are available at the following Web address in their original language: <http://whc.unesco.org/en/sessions/33COM/>

.....
participation of the Government of Thailand and not more than seven other appropriate international partners". The Committee also requested Cambodia to submit to the World Heritage Centre, by 1 February 2009: (a) a provisional map providing additional details of the inscribed property; (b) an updated nomination dossier to reflect the changes made to its perimeter; (c) confirmation that the management zone for the property will include the inscribed property and buffer zone identified in the RGPP; and (d) a progress report on the preparation of the management plan.

Quelques jours après l'inscription du bien sur la liste du patrimoine mondial (le 7 juillet 2008), des troupes des deux pays se sont rapidement déployées dans la région proche du temple de Préah Vihéar et le bien du patrimoine mondial a été fermé aux touristes. En juillet, août et septembre, plusieurs tentatives de négociations ont été faites entre les deux pays, tandis qu'un changement de gouvernement s'est produit en Thaïlande, mais sans aucun résultat tangible.

Compte tenu de cette situation particulière, l'Etat partie cambodgien a demandé, par lettre adressée à la présidente du Comité du patrimoine mondial en date du 15 septembre 2008, de reporter la soumission du rapport dû pour le 1^{er} février 2009 au 1^{er} février 2010. La présidente du Comité, dans sa réponse en date du 8 octobre 2008, a invité l'Etat partie cambodgien à soumettre un rapport le 1^{er} mai 2009, jugeant nécessaire de tenir le Comité informé de l'évolution de la situation. Le rapport de l'Etat partie cambodgien a été finalement soumis le 24 avril 2009.

Le 3 octobre 2008, un bref échange de tirs a eu lieu entre les troupes thaïlandaises et cambodgiennes près du temple de Préah Vihéar. Des soldats des deux camps auraient été blessés. Le 6 octobre, deux soldats thaïlandais ont été grièvement blessés en marchant sur des mines terrestres non loin du temple. Dans l'après-midi du 15 octobre, des combats ont éclaté dans trois endroits différents près du temple de Préah Vihéar, avec notamment des tirs de roquettes. Il a été finalement confirmé que trois soldats cambodgiens avaient été tués et que quatre à sept soldats thaïlandais auraient été blessés. D'autre part, dix soldats thaïlandais ont été portés disparus, tandis que le Cambodge affirmait les avoir faits prisonniers.

Par la suite, des négociations entre les deux parties ont repris – quoique dans un climat d'accusations mutuelles, notamment sur le fait d'avoir causé des dommages au bien du patrimoine mondial. Cette situation a été relatée dans une lettre adressée par l'ambassadeur de Thaïlande au Directeur général de l'Unesco, en date du 30 octobre 2008, accompagnée d'un rapport sur l'incident du 15 octobre, ainsi que dans une lettre du vice-premier ministre du Cambodge au Directeur général de l'Unesco, en date du 12 novembre 2008, également accompagnée d'un rapport sur l'incident du 15 octobre. Ce dernier rapport contenait des photographies d'éléments architecturaux du temple, qui auraient été atteints et endommagés par des balles. Dans sa lettre, le vice-premier ministre du Cambodge a demandé à l'Unesco l'envoi d'une mission sur place pour mener une enquête sur la question.

Dans une autre lettre, adressée à la présidente du Comité par l'Etat partie cambodgien en date du 8 décembre, ce dernier a déclaré qu'il était prêt à réunir un Comité de coordination international (CCI), comme le demandait le Comité dans sa décision 32 COM 8B.102, et il demandait l'avis de la présidente sur le bien-fondé d'aller de l'avant. La présidente a observé que la mise en place d'un CCI contribuerait à «renforcer la coopération internationale pour la sauvegarde du temple», et a invité les autorités cambodgiennes à prendre contact avec le Centre du patrimoine mondial pour discuter des modalités d'établissement les plus adaptées.

Par lettre en date du 30 décembre 2008, le Directeur général de l'Unesco a informé les autorités cambodgiennes de sa décision d'activer le mécanisme de suivi renforcé et d'envoyer «dès que possible» une mission sur le bien du patrimoine mondial. Dans sa lettre, le Directeur général a précisé que l'objectif de la mission serait strictement limité à l'évaluation de l'état de conservation du bien du patrimoine mondial, y compris pour ce qui est de l'incident du 15 octobre 2008, mais sans tenter de définir la dynamique des événements, ni les responsabilités des parties engagées. La mission, qui plus est, permettrait de passer en revue l'avancement réalisé dans la mise en œuvre des recommandations figurant au paragraphe 15 de la décision 32 COM 8B.102. La mission de suivi renforcé a été effectuée du 28 mars au 6 avril 2009, sous la direction d'un spécialiste du Programme pour la

A few days after the inscription of the property on the World Heritage List (7 July 2008), troops from both countries were rapidly deployed in the area near the Temple of Preah Vihear and the World Heritage property was closed to tourists. During the months of July, August and September, various attempts for a negotiation took place, however no substantial progress was made.

In view of the special circumstances, the State party of Cambodia requested, by letter addressed to the Chairperson of the World Heritage Committee dated 15 September 2008, to delay the submission of the report due for 1 February 2009 until 1 February 2010. The Chairperson of the Committee, in her response dated 8 October 2008, invited the State party of Cambodia to submit a report on 1 May 2009, taking into consideration the need to keep the Committee informed of the progress being made at the property. The report from the State party of Cambodia was eventually submitted on 24 April 2009.

On 3 October 2008, there was a short exchange of fire between Thai and Cambodian troops near the Preah Vihear Temple. Soldiers from both sides were reportedly injured. On 6 October, two Thai soldiers were severely wounded while stepping on landmines, near the Temple. On the afternoon of 15 October, fighting erupted in three different locations near the Temple of Preah Vihear, including rocket firing. Three Cambodian soldiers were eventually confirmed dead and four to seven Thai soldiers were said to be injured. Ten Thai soldiers were also declared missing while Cambodia claimed to have taken them prisoners.

Subsequently, negotiations between the two parties resumed, although amidst mutual accusations, including of having caused damage to the World Heritage property. These were reflected in a letter, addressed by the Ambassador of Thailand to UNESCO to the Director-General of UNESCO, dated 30 October 2008, enclosing a report on the incident of 15 October, as well as by a letter, by the Vice-Prime Minister of Cambodia to the Director-General of UNESCO, dated 12 November 2008, also enclosing a report on the incident of 15 October. The latter report contained pictures of architectural elements of the Temple allegedly hit by stray bullets and damaged. In his letter, the Vice-Prime Minister of Cambodia requested UNESCO to dispatch a mission to the site, aimed at investigating the matter.

In another letter addressed to the Chairperson of the Committee by the State party of Cambodia, dated 8 December, the latter stated that it was ready to convene an international co-ordinating committee (ICC), as requested by the Committee in its Decision 32 COM 8B.102, and requested the Chairperson's point of view on the opportunity to proceed. The Chairperson, noting that the convening of an ICC would contribute to "strengthening the international co-operation for the safeguarding of the Temple", invited the Cambodian authorities to contact the World Heritage Centre to discuss the most appropriate modalities for its establishment.

By letter dated 30 December 2008, the Director-General of UNESCO informed the Cambodian authorities of his decision to activate the Reinforced monitoring Mechanism and to send a mission to the World Heritage property "as soon as possible". In his letter, the Director-General clarified that the objective of the mission would be strictly limited to the assessment of the state of conservation of the World Heritage property, including with respect to the incident of 15 October 2008, and without attempting to determine the dynamics of events or the responsibilities of the parties involved. The mission, moreover, would provide an opportunity to review the progress made in the implementation of the recommendations contained in paragraph 15 of Decision 32 COM 8B.102. The Reinforced monitoring mission took place from 28 March to 6 April 2009, and was conducted by the Programme Specialist for

Culture du Bureau de l'Unesco à Phnom Penh et d'un expert de l'ICOMOS.

Il convient de noter que la présidente du Comité avait également approuvé, le 30 janvier 2009, une demande d'assistance internationale (au titre de la conservation et de la gestion) d'un montant de 30000 dollars EU, pour aider les autorités cambodgiennes compétentes à mettre en œuvre les recommandations du Comité. Les fonds concernés ont été décentralisés par le Bureau de l'Unesco à Phnom Penh pour mise en œuvre le 5 février 2009.

Les 2 et 3 avril, juste après le départ de la mission de suivi renforcé de la région, un violent incident s'est produit à Préah Vihéar entre des soldats thaïlandais et cambodgiens, causant plusieurs pertes parmi les troupes, provoquant la destruction de plusieurs biens (dont un marché local et les bureaux de l'Autorité nationale chargée de la préservation de Préah Vihéar) et entraînant de ce fait le transfert de civils qui s'étaient installés aux abords du temple.

Le 5 avril, le vice-premier ministre cambodgien a adressé une nouvelle lettre au Directeur général de l'Unesco pour l'informer des événements et des conséquences pour le temple. Ce courrier a été suivi quelques jours plus tard par une documentation photographique et vidéo. Par la suite, l'Etat partie cambodgien a adressé une demande de soutien financier à l'Unesco — dans le cadre du Programme de participation —, pour réhabiliter les infrastructures détruites lors de l'incident militaire des 2 et 3 avril.

Le Centre du patrimoine mondial et l'ICOMOS ont passé en revue le rapport soumis par l'Etat partie le 24 avril. Concernant les points demandés par le Comité du patrimoine mondial dans sa décision 32 COM 8B.102, le rapport de l'Etat partie signale l'avancement suivant :

a) *Une carte fournissant des détails complémentaires sur le bien inscrit et une carte délimitant la zone tampon*

Une carte a été soumise dans le rapport présenté par l'Etat partie. Elle inclut les coordonnées précises du périmètre du bien inscrit, ainsi qu'un périmètre de la zone tampon. Ladite zone tampon proposée ne comprend pas les zones situés au nord et à l'ouest du temple, qui font l'objet d'un litige territorial avec la Thaïlande. A cet égard, l'Etat partie signale que ce zonage doit être considéré comme provisoire et qu'un zonage définitif « sera établi en fonction des résultats de la délimitation de la frontière communiqués par la Commission conjointe sur la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande ».

b) *Un dossier de proposition d'inscription mis à jour pour refléter les changements intervenus dans le périmètre du bien*

Le rapport de l'Etat partie contient une précision sur les limites du bien, ainsi que les raisons de leur modification. Il reste donc à établir et à soumettre un dossier de proposition d'inscription actualisé qui correspondrait dans toutes ses rubriques à la zone effectivement inscrite.

c) *Confirmation du fait que la zone de gestion du bien inclura le bien inscrit et la zone tampon définie dans le RGPP*

Le rapport de l'Etat partie confirme que « la zone de gestion du bien inclura le bien inscrit et la zone tampon définie dans le RGPP » (dont les périmètres ont été précisés par l'Etat partie dans son rapport présenté en avril 2009).

d) *Un rapport d'avancement sur l'établissement d'un plan de gestion*

Le rapport de l'Etat partie contient un document intitulé « Plan de gestion pour le site du temple de Préah Vihéar, proposé à l'inscription au patrimoine mondial ». Ce document — encore au stade de projet — fournit un cadre de gestion du site,

Culture of the UNESCO Office in Phnom Penh and by an ICOMOS expert.

It should be noted that the Chairperson of the Committee had also approved, on 30 January 2009, a request for International Assistance (under Conservation and Management) for the amount of USD 30,000, aimed at supporting the Cambodian responsible authorities in the implementation of the recommendations made by the Committee. The relative funds were decentralised to the UNESCO Office in Phnom Penh for implementation on 5 February 2009.

On 2 and 3 April, immediately after the Reinforced monitoring mission had left the area, a new, violent incident occurred at Preah Vihear between Thai and Cambodian soldiers, involving several casualties among the troops, the destruction of properties (a local market and the premises of the National Authority for the Preservation of Preah Vihear) and the relocation of civilians which were settled in the vicinity of the Temple.

On 5 April, the Vice-Prime Minister of Cambodia addressed a new letter to the Director-General of UNESCO informing him of the events and the consequences at the Temple. This was followed a few days later by photographic and video documentation. Subsequently, the State party of Cambodia addressed a request of financial support to UNESCO, under the Participation Programme, for rehabilitating the infrastructure that had been destroyed during the armed incident of 2/3 April.

The World Heritage Centre and ICOMOS have reviewed the Report submitted by the State party on 24 April. With respect to the items requested by the World Heritage Committee in its Decision 32 COM 8B.102, the Report of the State party outlines progress as follows:

(a) *Map providing additional details of the inscribed property and a map delineating the buffer zone*

A map was submitted in the report presented by the State party. This includes precise co-ordinates of the perimeter of the inscribed property as well as of a perimeter for the buffer zone. The buffer zone proposed by the State party does not include the areas to the north and west of the Temple which are the subject of a territorial dispute with Thailand. In this regard, the State party notes that this zoning is to be intended as provisional and that a final zoning “will be fixed according to the results on the border demarcation of the Joint Boundary Commission between Cambodia and Thailand”.

(b) *An updated nomination file to reflect the changes made to the perimeter of the property*

The report of the State party contains a clarification on the property’s boundaries, and the reasons for their modification. An updated nomination file which would correspond — in all its sections — to the area actually inscribed, is therefore still to be prepared and submitted.

(c) *Confirmation that the management zone for the property will include the inscribed property and the buffer zone identified in the RGPP*

The State Party Report confirms that “the management zone for the property will include the inscribed property and the buffer zone identified in the RGPP” (whose perimeters have been clarified by the State party through its report presented in April 2009).

(d) *Progress report on the development of a management plan*

The State Party Report contains a document entitled “Management Plan for the World Heritage nominated site of the Temple of Preah Vihear”. This document — still at a draft stage of elaboration — provides an overall framework for the man-

établit des directives, définit des problèmes de conservation et des objectifs de gestion correspondants, et présente les grandes lignes d'un cadre juridique, institutionnel, administratif et financier pour leur mise en œuvre.

Le rapport de l'Etat partie ne fait non plus aucune référence à la création d'un Comité de coordination international.

En date de la rédaction du présent rapport (le 26 mai 2009), le Centre du patrimoine mondial n'a reçu qu'un projet préliminaire du rapport de la mission de suivi renforcé. A la lecture de ce projet préliminaire, il ressort que les autorités cambodgiennes ont décidé de combiner la mission de suivi renforcé avec une visite de plusieurs experts internationaux, dans le cadre de l'activité d'assistance technique financée avec le soutien du Fonds du patrimoine mondial. Les deux équipes ont été amenées ensemble dans le secteur du temple et ont été accompagnées par des militaires, et notamment par l'Unité cambodgienne de protection rapprochée des premiers ministres (PMBU).

A la lecture du projet préliminaire de rapport de mission, et à en juger par les photographies figurant dans le rapport soumis par les autorités cambodgiennes le 12 novembre, les dégâts causés au temple de Préah Vihéar à la suite de l'incident de la fusillade du 15 octobre 2008 semblent relativement mineurs. Néanmoins, la présence permanente de troupes aux abords du bien comporte un risque de nouveaux incidents et freine la mise en œuvre des recommandations du Comité sur le renforcement de la protection et de la gestion du bien du patrimoine mondial. En outre, à la suite de l'incident des 2 et 3 avril, aucun nouveau suivi indépendant de l'état de conservation du temple n'a pu être effectué.

Une évaluation plus complète de la situation sera évidemment possible après finalisation du rapport de la mission de suivi renforcé.

La sous-directrice générale pour la culture

S. Exc. M. Sok An,
vice-premier ministre,
président de la Commission nationale pour l'Unesco,
74 Preah Sihanouk Ave.,
Sangkat Boeung Keng Kang 1,
Khan Chamcar Mon,
Phnom Penh, Cambodge.

Le 20 juillet 2009.

Réf.: CLT/WHC/APA/283/4896

Monsieur le vice-Premier Ministre,

Le directeur général, M. Koïchiro Matsuura, m'a chargée de vous remercier de votre lettre du 18 juin dernier, lui faisant part de votre préoccupation au sujet du rapport concernant l'état de conservation du temple de Préah Vihéar, préparé par le Centre du patrimoine et présenté dans le document WHC-09/33.COM/7B.Add au Comité du patrimoine à sa 33^e session (Séville, 2009).

Le directeur général se félicite d'avoir eu la possibilité de s'entretenir avec vous le lundi 22 juin à Séville, à l'occasion de la réunion susmentionnée du Comité du patrimoine mondial. Cette discussion a permis de témoigner de la bonne volonté des autorités cambodgiennes d'une part, et de l'Unesco d'autre part, d'œuvrer à la sauvegarde du temple de Préah Vihéar.

agement of the site, defining guiding principles, identifying conservation issues and corresponding management objectives, and outlining a legal, institutional, administrative and financial set up for their implementation.

No reference to the convening of an international co-ordinating committee is made in the State Party Report.

At the time of drafting of the present report (26 May 2009), only a preliminary draft of the Report of the Reinforced monitoring mission has been received by the World Heritage Centre. From this preliminary draft, it appears that the Cambodian authorities decided to combine the Reinforced monitoring mission with a visit by some international experts in the framework of the technical assistance activity supported through the World Heritage Fund. The two teams were brought together to the area of the Temple and accompanied by militaries, including the Cambodian Prime Ministers Bodyguard Unit (PMBU).

Based on the preliminary draft mission report, and judging from the photographs contained in the report submitted by the Cambodian authorities on 12 November, the damage occurred at the Temple of Preah Vihear as a result of the shooting incident of 15 October 2008 appears relatively minor. However, the continuous presence of troops around the property entails a risk of possible further incidents and hampers the implementation of the recommendations made by the Committee for the strengthening of the protection and management of the World Heritage property. Following the latest incident of 2 and 3 April, moreover, no further independent monitoring of the state of conservation of the Temple could be carried out.

A more comprehensive assessment of the situation will be possible once the Report of the Reinforced monitoring mission has been finalized.

Assistant Director-General for Culture of UNESCO

H.E. Mr. Sok An,
Deputy Prime Minister,
President of the National Committee for UNESCO,
74 Preah Sihanouk Ave,
Sangkat Boeung Keng Kang 1,
Khan Chamcar Mon,
Phnom Penh, Cambodia.

20 July 2009.

Ref.: CLT/WHC/APA/283/4896

Deputy Prime Minister,

The Director-General, Mr. Koïchiro Matsuura, has asked me to thank you for your letter of 18 June 2009 informing him of your concern regarding the Report on the state of conservation of the Temple of Preah Vihear, prepared by the World Heritage Centre and presented to the World Heritage Committee in document WHC-09/33.COM/7B.Add at its 33rd session (Seville, 2009).

The Director-General is pleased to have had the opportunity of speaking with you in Seville on Monday 22 June, during the above-mentioned meeting of the World Heritage Committee. That discussion revealed the goodwill of both the Cambodian authorities and UNESCO in working to safeguard the Temple of Preah Vihear.

En réponse à votre courrier, antérieur à cette discussion, je tiens à vous assurer à nouveau de la sincère volonté de l'Unesco et de son Centre du patrimoine mondial de mettre tout en œuvre pour assister les autorités du Cambodge dans la protection de ce bien du patrimoine mondial, sans aucune implication de nature politique.

S'il n'est pas souhaitable, comme j'ai eu l'occasion de vous le dire de vive voix, de modifier, à la demande de l'Etat partie concerné, un document préparé par le Secrétariat et déjà distribué aux membres du Comité du patrimoine mondial, — car cela constituerait un précédent —, il convient aussi de noter que ce document préparé par le Secrétariat reste, par essence et par sa forme, un simple document de travail. Seul a une valeur officielle et formelle le document adopté par le Comité sous le titre «Décisions adoptées lors de la 33^e session du Comité du patrimoine mondial (Séville, 2009)». Celui-ci est actuellement en cours de validation par le rapporteur de la session et sera envoyé à tous les Etats parties sitôt validé. Par ailleurs, un «Résumé des interventions» relatant les débats lors de la 33^e session du Comité du patrimoine mondial sera également publié après sa validation par le rapporteur et contiendra une mention écrite du souci exprimé par votre délégation quant au contenu du document de travail préparé par le Secrétariat.

Je tiens à vous assurer, par ailleurs, que vos commentaires seront dûment pris en compte par le Centre du patrimoine mondial dans le prochain document de travail qui sera préparé pour la 34^e session du Comité du patrimoine mondial, sur «L'état de conservation de biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial», ainsi que dans le rapport que le Centre du patrimoine mondial adressera par courrier aux membres du Comité du patrimoine dans le cadre du mécanisme de suivi renforcé de l'état de conservation du temple de Préah Vihéar.

Bien sûr, il n'y a pas lieu de discuter des problèmes de démarcation de la frontière (qui relèvent de la compétence des deux Etats parties concernés : le Cambodge et la Thaïlande) ni des événements militaires. Dans sa déclaration du 4 avril dernier, le Directeur général avait exprimé ses regrets devant ces événements et appelé à la retenue. Sachant que les dirigeants des deux royaumes, voisins et amis, restent déterminés à résoudre par la négociation les différends, nous gardons le vif espoir de voir la tension baisser et la volonté de paix l'emporter.

En ce qui concerne le temple lui-même — dont l'inscription ne peut être remise en cause, si le Royaume du Cambodge, propriétaire du bien et son gestionnaire, maintient par son action l'intégralité des valeurs qui ont justifié cette inscription —, il appartient à l'autorité nationale pour la protection de Préah Vihéar de faire parvenir au Comité, via l'Unesco, un rapport complémentaire circonstancié.

Dans l'espoir que les clarifications apportées répondent à vos attentes et en rendant hommage à votre engagement personnel en faveur du patrimoine mondial et pour une bonne mise en œuvre de la convention de 1972.

(Signé) Françoise RIVIÈRE.

cc: délégation permanente du Royaume du Cambodge auprès de l'Unesco.

65. Temple de Préah Vihéar (Cambodge) (C 1224 rev)

Décision: 33 COM 7B.65

Le Comité du patrimoine mondial,

1. Ayant examiné le document WHC-09/33.COM/7B.Add.,

In reply to your letter, written prior to that discussion, I would assure you once again of the sincere desire of UNESCO and its World Heritage Centre to take all possible steps to assist the Cambodian authorities in protecting this World Heritage property, without any implications of a political nature.

While it is not desirable, as I have been able to explain to you in person, for a document prepared by the Secretariat and already distributed to the members of the World Heritage Committee to be modified at the request of the State party concerned — since that would constitute a precedent — it should also be noted that this document produced by the Secretariat essentially remains, in terms of its form, no more than a working document. Only the document adopted by the Committee and entitled “Decisions adopted at the 33rd session of the World Heritage Committee (Seville, 2009)” has any formal or official status. That document is currently being authorized by the Rapporteur for the session and will be sent to all States Parties as soon as that has been done. In addition, a “Summary Record” of the debates at the World Heritage Committee’s 33rd session will likewise be published when authorized by the Rapporteur and will include a written reference to the concern expressed by your delegation as regards the content of the working document prepared by the Secretariat.

I would also assure you that the World Heritage Centre will take due account of your comments in the next working document that will be prepared for the 34th session of the World Heritage Committee on the “State of conservation of World Heritage properties inscribed on the World Heritage List”, and in the report which the World Heritage Centre will send by letter to members of the World Heritage Committee as part of the procedure for Reinforced monitoring of the state of conservation of the Temple of Preah Vihear.

Naturally, there is no reason to discuss the problems of demarcating the frontier (which are a matter for the two States parties concerned, Cambodia and Thailand), nor the military incidents. In his statement of 4 April 2009, the Director-General expressed his regret at those events and called for restraint. Knowing that the leaders of these two neighbouring and friendly Kingdoms remain committed to resolving their differences by negotiation, we very much hope that tensions will be reduced and that the desire for peace will prevail.

With regard to the Temple itself — whose listing cannot be called into question provided the action taken by the Kingdom of Cambodia, which owns and manages the property, maintains all the values which justified its inscription — it is for the national authority responsible for protecting Preah Vihear to send the Committee, via UNESCO, a further detailed report.

I hope this provides you with adequate clarification and remain grateful for your personal commitment to World Heritage and to the successful implementation of the 1972 Convention.

(Signed) Françoise RIVIÈRE.

c.c. Permanent Delegation of the Kingdom of Cambodia to UNESCO.

65. Temple of Preah Vihear (Cambodia) (C 1224 rev)

Decision: 33 COM 7B.65

The World Heritage Committee,

1. *Having examined* document WHC-09/33.COM/7B.Add.,

2. *Rappelant* les décisions 31 COM 8B.24 et 32 COM 8B.102, adoptées respectivement à ses 31^e (Christchurch, 2007) et 32^e (Québec, 2008) sessions,
3. *Prend note* de l'évolution de la situation à l'intérieur du bien depuis son inscription sur la liste du patrimoine mondial, des informations figurant dans le rapport de l'Etat partie, et des conclusions préliminaires de la mission de suivi renforcé,
4. *Demande* à l'Etat partie de soumettre au Centre du patrimoine mondial, avant le 1^{er} février 2010, un rapport traitant de l'avancement dans la mise en œuvre des recommandations faites par le Comité dans sa décision 32 COM 8B.102, pour examen par le Comité à sa 34^e session, en 2010.

Commission nationale du Cambodge pour l'Unesco

CAMNAC n° 61/09

Phnom Penh, le 18 juin 2009.

Monsieur le Directeur général de l'Unesco,
Son Excellence Koïchiro Matsuura,
Maison de l'Unesco, Paris.

Excellence,

Nous nous trouvons dans l'obligation d'alerter le Directeur général lui-même contre les agissements d'un service de l'Organisation qui fait fi du devoir de réserve et d'objectivité.

De fait, le Centre du patrimoine mondial agissant en qualité de secrétariat du Comité du patrimoine mondial a préparé un document *irrecevable* concernant le temple de Préah Vihéar.

Pour introduire un projet de décision (33 COM 7B.74) de douze (12) lignes, le Centre a élaboré un rapport de quatre (4) pages denses, touffues et empreintes de parti pris. Au lieu de s'en tenir à l'état du bien et aux questions strictement patrimoniales, ce texte s'écarte du sujet concerné et se mêle de politique.

Ainsi, dès l'abord, il réduit la décision du Comité à ceci: «le Comité a encouragé l'Etat partie cambodgien à collaborer avec la Thaïlande à la sauvegarde de la valeur du bien». Puis, il traite de la question du Comité international de coordination (CIC) pour Préah Vihéar, négligeant le fait important que la décision de le réunir relève de l'autorité du Directeur général, en liaison avec le gouvernement royal et en consultation avec le président du Comité du patrimoine mondial.

De plus, l'épineux problème de l'occupation du territoire cambodgien par les troupes thaïes, non loin de l'emprise du temple, est non seulement évoqué mais présenté de manière tendancieuse, sinon injurieuse pour le Cambodge.

«Quelques jours après l'inscription du bien sur la liste du patrimoine mondial (7 juillet 2008), des troupes des *deux pays* se sont rapidement *déployées* dans la région proche du temple de Préah Vihéar...»

Plus grave encore: se mêlant de porter un jugement sur les dommages subis par le temple le 15 octobre 2008 et les 2 et 3 avril 2009, le rapport signale incidemment la destruction (2 et 3 avril) du marché et des bureaux de l'Autorité nationale pour Préah Vihéar mais revient, en conclusion, sur les incidents du 15 octobre 2008, en écrivant:

«à en juger par les photographies figurant dans le rapport soumis par les autorités cambodgiennes le 12 novembre, les dégâts causés au temple de Préah Vihéar, à la suite de l'incident de la fusillade du 15 octobre 2008, *semblent relativement mineurs*».

2. *Recalling* decisions 31 COM 8B.24 and 32 COM 8B.102, adopted at its 31st session (Christchurch, 2007) and 32nd session (Quebec City, 2008) respectively,
3. *Notes* the developments that have occurred at the property since its inscription on the World Heritage List, the information contained in the State party Report and the preliminary findings of the Reinforced monitoring mission,
4. *Requests* the State party to submit to the World Heritage Centre, by 1 February 2010, a report on the progress made in the implementation of the recommendations by the Committee in its Decision 32 COM 8B.102, for the examination by the World Heritage Committee at its 34th session in 2010.

National Committee of Cambodia for UNESCO

CAMNAC No. 61/09

Phnom Penh, 18 June 2009.

Director-General of UNESCO,
His Excellency Koichiro Matsuura,
UNESCO House, Paris.

Excellency,

We are obliged to draw the attention of the Director-General himself to the machinations of a department within UNESCO which is neglecting its duty to show restraint and objectivity.

The fact is that the World Heritage Centre, acting as the secretariat of the World Heritage Committee, has produced an *unacceptable* document concerning the Temple of Preah Vihear.

Introducing a draft decision (33 COM 7B.74) consisting of twelve (12) lines, the Centre has drawn up a report of four (4) pages packed densely full of bias. Instead of confining itself to the state of the property and strictly heritage issues, this text departs from the subject at hand and becomes involved in politics.

At the outset, it reduces the Committee's earlier Decision to this: "the Committee encouraged the State party of Cambodia 'to collaborate with Thailand for safeguarding the value of the property'". It then deals with the question of the International Co-ordinating Committee for Preah Vihear, ignoring the important fact that the decision to convene the latter lies with the Director-General, in liaison with the Royal Government and in consultation with the Chairperson of the World Heritage Committee.

Moreover, the sensitive issue of the occupation of Cambodian territory by Thai troops, not far removed from the expropriation of the Temple, is not only mentioned, but presented in a way which is tendentious, if not offensive to Cambodia.

"A few days after the inscription of the property on the World Heritage List (7 July 2008), troops from *both countries* were rapidly *deployed* in the area near the Temple of Preah Vihear . . ."

Even more seriously: taking it upon itself to pass judgment on the damage suffered by the Temple on 15 October 2008 and 2-3 April 2009, the report refers in passing to the destruction (on 2-3 April) of a market and the premises of the National Authority for Preah Vihear, but returns in conclusion to the incidents of 15 October 2008, stating that:

"judging from the photographs contained in the report submitted by the Cambodian authorities on 12 November, the damage occurred at the Temple of Preah Vihear as a result of the shooting incident of 15 October 2008 *appears relatively minor*".

Tout cela vous montre, Monsieur le Directeur général, que le Centre du patrimoine mondial s'est écarté délibérément de votre sage politique et de vos décisions. En envoyant une mission de suivi à Préah Vihéar, vous aviez expressément indiqué que la mission serait strictement limitée à l'évaluation de l'état de conservation du bien *sans tenter de définir la dynamique des événements*.

Vos directives n'ont pas été appliquées et nous le regrettons.

Le texte élaboré par le Centre doit être complètement révisé. Aucune mention des problèmes d'ordre politique ne doit y figurer. Il s'agit de s'en tenir, comme Votre Excellence le recommande depuis toujours, aux questions patrimoniales. Il y a lieu de reconnaître les évidences :

- nous avons préparé un rapport ;
- nous avons répondu aux questions posées par le Comité ;
- nous avons bien avancé dans la protection interne du bien.

Tout le reste est tendancieux, superflu et même périlleux. Nous vous serions reconnaissants de vos instructions en ce sens.

Le vice-premier ministre,
président de la Commission nationale
du Cambodge pour l'Unesco,
(Signé) SOK An.

All this demonstrates that the World Heritage Centre has deliberately moved away from your wise policy and from your decisions. When sending a monitoring mission to Preah Vihear, you expressly stated that the mission would be strictly limited to assessing the state of conservation of the property, *without attempting to determine the dynamics of events*.

Your instructions have not been followed, and we regret that fact.

The text drawn up by the Centre must be completely revised. It must not contain any reference to political problems. It should confine itself to heritage issues, as you have always recommended. The obvious facts should be recognized that:

- we have produced a report;
- we have replied to the questions put by the Committee;
- we have made good progress with the internal protection of the property.

All the rest is tendentious, superfluous and even dangerous. We should be grateful if you would give instructions to this effect.

(Signed) SOK An,
Deputy Prime Minister,
President of the National Committee
of Cambodia for UNESCO.

Annexe 13

RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN DU 17 FÉVRIER 2011
SUR LES AFFRONTEMENTS À LA FRONTIÈRE
ENTRE LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE

P7_TA-PROV(2011)0072

Le Parlement européen,

- rappelant ses résolutions des 13 janvier 2005, 10 mars 2005, 19 janvier 2006, 15 mars 2007 et 21 octobre 2010 sur le Cambodge et ses résolutions du 20 mai 2010 sur la Thaïlande et du 1^{er} décembre 2005 sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, au Laos et au Vietnam,
 - vu l'arrêt de la Cour internationale de Justice du 15 juin 1962 sur l'affaire du temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande),
 - vu la convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à la fois par la Thaïlande et par le Cambodge,
 - vu la déclaration du Secrétaire général de l'ANASE du 5 février 2011,
 - vu la déclaration de Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne, en date du 7 février 2011,
 - vu la déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, du 7 février 2011,
 - vu l'article 122, paragraphe 5, de son règlement,
- A. considérant que, depuis le début du mois de février 2011, des affrontements opposent les forces armées de la Thaïlande et du Cambodge à la frontière entre les deux pays, notamment aux abords du temple de Préah Vihéar,
- B. considérant que ces affrontements frontaliers ont commencé après qu'un tribunal cambodgien a condamné, en décembre dernier, deux ressortissants thaïlandais à huit ans de prison pour espionnage et entrée illégale dans la zone disputée, au lendemain de l'heureuse conclusion de la 7^e réunion de la commission mixte de coopération bilatérale entre la Thaïlande et le Cambodge, les 3 et 4 février 2011, au cours de laquelle les deux pays ont convenu de développer leur coopération dans tous les domaines et de tenir prochainement en Thaïlande une réunion de la commission mixte sur la démarcation de la frontière terrestre,
- C. considérant que le temple de Préah Vihéar a été au centre de différends frontaliers récurrents entre la Thaïlande et le Cambodge au cours du siècle dernier,
- D. considérant que, le 15 juin 1962, la Cour internationale de Justice a décidé que le temple de Préah Vihéar était situé en territoire relevant de la souveraineté cambodgienne,
- E. considérant que le temple de Préah Vihéar a été inscrit sur la liste des sites classés comme relevant du patrimoine mondial par l'Unesco le 7 juillet 2008, et qu'il aurait été endommagé par des tirs d'obus au cours des récents affrontements frontaliers,
- F. considérant qu'il incombe à la communauté internationale une responsabilité particulière en ce qui concerne la préservation de monuments inscrits sur la liste du patrimoine mondial,

Annex 13

EUROPEAN PARLIAMENT RESOLUTION OF 17 FEBRUARY 2011
ON THE BORDER CLASHES
BETWEEN THAILAND AND CAMBODIA

P7_TA-PROV(2011)0072

The European Parliament,

- having regard to its resolutions of 13 January 2005, 10 March 2005, 19 January 2006, 15 March 2007 and 21 October 2010 on Cambodia and its resolutions of 20 May 2010 on Thailand and of 1 December 2005 on the human rights situation in Cambodia, Laos and Vietnam,
 - having regard to the judgment of the International Court of Justice of 15 June 1962 in the case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand),
 - having regard to the 1954 Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, which has been signed by both Thailand and Cambodia,
 - having regard to the statement by the Secretary-General of ASEAN of 5 February 2011,
 - having regard to the statement by the EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy, Catherine Ashton, of 7 February 2011,
 - having regard to the statement by the UN Secretary-General, Ban Ki-moon, of 7 February 2011,
 - having regard to Rule 122 (5) of its Rules of Procedure,
- A. whereas, since the beginning of February 2011, there has been fighting between the armed forces of Thailand and Cambodia on the Cambodian-Thai border, including near the Temple of Preah Vihear,
- B. whereas the border clashes started after a Cambodian court sentenced two Thai nationals to up to eight years' imprisonment, having found them guilty of espionage and illegal entry after they crossed into the disputed border area in December 2010, and whereas the sentence immediately followed the successful conclusion of the seventh meeting of the Joint Commission for Bilateral Co-operation between Thailand and Cambodia (JC), on 3-4 February 2011, at which both countries had agreed to extend co-operation in all areas and to hold a meeting of the Joint Commission on Demarcation for Land Boundary (JBC) in Thailand in the near future,
- C. whereas the Temple of Preah Vihear has been the centre of recurring boundary disputes between Thailand and Cambodia over the last century,
- D. whereas the International Court of Justice ruled on 15 June 1962 that the Temple of Preah Vihear was situated in territory under the sovereignty of Cambodia,
- E. whereas the Temple of Preah Vihear, which was listed by UNESCO as a World Heritage site on 7 July 2008, has allegedly been damaged by shelling during the recent border clashes,
- F. whereas the international community has a special responsibility to preserve the monuments on the UNESCO World Heritage List,

- G. considérant que, selon des rapports, les affrontements auraient fait, de part et d'autre, des morts et des blessés parmi les soldats et les civils, et que des milliers de civils ont dû être évacués des zones avoisinantes,
- H. considérant que, selon plusieurs rapports d'information, des munitions à fragmentation auraient été utilisées, et que ni la Thaïlande ni le Cambodge n'ont ratifié la convention sur les armes à sous-munitions,
- I. considérant que l'aggravation de la situation à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge menace la paix et la stabilité dans la région,
- J. considérant que l'Indonésie, qui préside actuellement l'ANASE, a intensifié ses efforts diplomatiques afin d'aider les deux parties à parvenir à un règlement provisoire et à déclencher les mécanismes bilatéraux permettant de réaliser l'objectif de délimitation de la frontière et d'assurer la paix générale dans les zones concernées; considérant que la présidence de l'ANASE soutient les deux pays pour qu'ils entament des pourparlers dans le cadre de la commission mixte Thaïlande-Cambodge pour la démarcation de la frontière terrestre,
- K. considérant que la Charte de l'ANASE prévoit l'instauration d'un mécanisme de règlement des litiges qui devrait favoriser la possibilité de contribuer à la solution des différends bilatéraux,
- L. considérant que M^{me} Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, a déclaré qu'elle envisageait l'envoi d'une mission afin d'évaluer l'état du temple de Préah Vihéar,
1. Condamne les affrontements frontaliers entre les forces armées du Royaume du Cambodge et du Royaume de Thaïlande et demande instamment à toutes les parties de faire preuve au maximum de retenue et de prendre les mesures nécessaires afin d'apaiser les tensions et de reprendre leur dialogue en vue d'une solution pacifique à leurs divergences, et d'accepter l'aide de l'ANASE et des Nations Unies;
 2. Déploie la perte de vies humaines au cours des affrontements frontaliers récents, et exprime ses sincères condoléances aux familles des victimes;
 3. Prie instamment les deux gouvernements de faire en sorte que les civils déplacés, suite aux affrontements armés, bénéficient de toute l'aide nécessaire;
 4. Exhorte les deux pays à respecter l'arrêt de la Cour internationale de Justice de 1962 et à trouver un règlement pacifique au différend qui les oppose concernant la zone frontalière proche du temple de Préah Vihéar;
 5. Invite les deux pays à faire en sorte que l'article 4, paragraphe 1, de la convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, qui interdit l'utilisation de biens culturels situés tant sur leur propre territoire que sur celui des autres hautes parties contractantes à des fins qui pourraient exposer ces biens à une destruction ou à une détérioration en cas de conflit armé, ne soit pas violé par leurs actions et à s'abstenir de tout acte d'hostilité à l'égard de ces biens;
 6. Invite les autorités thaïlandaises et cambodgiennes à se conformer au traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud, et notamment à ses principes fondamentaux de règlement des différends ou litiges par des méthodes pacifiques, de renonciation à la menace ou à l'usage de la force et de coopération effective entre ses membres;
 7. Salue les efforts accomplis par M. Marty Natalegawa, ministre des affaires étrangères de l'Indonésie et président de l'ANASE, pour favoriser le dialogue entre les deux pays, afin que leur différend puisse être résolu d'une manière pacifique;
 8. Se félicite que la Thaïlande et le Cambodge aient accepté d'assister à une réunion d'urgence des nations de l'Asie du Sud-Est afin de discuter de ce conflit frontalier;

- G. whereas reports state that there have been fatal casualties and injured soldiers and civilians on both sides, and that thousands of civilians in the surrounding area have had to be evacuated,
 - H. whereas, according to several news reports, cluster munitions may have been used, and whereas neither Thailand nor Cambodia has ratified the Convention on Cluster Munitions,
 - I. whereas the worsening of the situation on the border between Thailand and Cambodia is threatening peace and stability in the region,
 - J. whereas Indonesia, the current chair of ASEAN, has stepped up its diplomatic efforts to help the two sides reach a temporary solution so as to trigger bilateral mechanisms for realising the objectives of border demarcation and general peace in the area; whereas the chair of ASEAN is encouraging the two countries to hold talks under the existing framework of the Thai-Cambodian Joint Commission on Demarcation for Land Boundary,
 - K. whereas the ASEAN Charter provides for the establishment of a dispute-settlement mechanism that would increase the scope for assisting in the resolution of bilateral disputes,
 - L. whereas the Director-General of UNESCO, Irina Bokova, has expressed her intention to send a mission to assess the state of the Preah Vihear Temple,
1. Condemns the border clashes between the armed forces of the Kingdom of Cambodia and the Kingdom of Thailand and urges all parties to exercise the utmost restraint and take the steps necessary to reduce tension, to resume their dialogue with a view to resolving their differences peacefully, and to accept the assistance of ASEAN and the United Nations;
 2. Deplores the loss of life during the recent border clashes and expresses its sincere condolences to the families of the victims;
 3. Urges both Governments to ensure that the civilians displaced as a consequence of the armed clashes are provided with the aid they need;
 4. Calls on both countries to respect the 1962 judgment of the International Court of Justice and to reach a peaceful settlement of the dispute regarding the border area close to the Preah Vihear Temple;
 5. Calls on both countries to ensure that their actions do not violate Article 4 (1) of The Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, which forbids any use of cultural property situated within their own territory, or within the territory of other High Contracting Parties, which is likely to expose it to destruction or damage in the event of armed conflict, and to refrain from any act of hostility directed against such property;
 6. Calls on the Thai and Cambodian authorities to comply with the Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia and, in particular, with its fundamental principles on the settlement of differences or disputes by peaceful means, renunciation of the threat or use of force, and effective co-operation among the High Contracting Parties;
 7. Welcomes the efforts undertaken by Indonesian Foreign Minister Marty Natalegawa, as ASEAN chair, to facilitate dialogue between the two countries so that the dispute can be resolved in a peaceful manner;
 8. Welcomes the fact that Thailand and Cambodia have agreed to participate in an urgent meeting of South-East Asian nations to discuss the border conflict;

9. Accueille favorablement la décision de la directrice générale de l'Unesco de détacher un envoyé spécial pour une mission de bons offices à Bangkok et à Phnom Penh; invite instamment les deux protagonistes à coopérer avec une mission éventuelle de l'Unesco afin d'évaluer les dommages causés au temple de Préah Vihéar;
 10. Engage les deux pays à trouver une solution qui permettra un accès direct au temple de Préah Vihéar à partir de leurs territoires respectifs et à ne pas empêcher les ressortissants de l'autre pays d'accéder au temple et à la zone frontalière;
 11. Se déclare préoccupé par l'usage allégué de munitions à fragmentation et invite les deux pays à s'abstenir, en toutes circonstances, d'utiliser ce type de munitions;
 12. Charge son président de transmettre la présente résolution à la haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne, au service européen pour l'action extérieure, aux gouvernements et parlements des Etats membres de l'Union européenne, au Gouvernement du Royaume du Cambodge, au Gouvernement du Royaume de Thaïlande, au Secrétaire général des Nations Unies, à la directrice générale de l'Unesco ainsi qu'aux gouvernements des pays membres de l'ANASE.
-

9. Welcomes the decision by the Director-General of UNESCO to send a special envoy on a mission of good offices to Bangkok and Phnom Penh; urges both sides in the dispute to co-operate with any UNESCO mission to assess the damage caused to the Preah Vihear Temple;
 10. Call on both countries to find a solution that will allow direct access from their respective territories to the Preah Vihear Temple, and not to obstruct one another's citizens entering the Temple or the border area;
 11. Expresses its concern about the alleged use of cluster munitions and calls on both countries to refrain from using such munitions under any circumstances;
 12. Instructs its President to forward this resolution to the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, the European External Action Service, the governments and parliaments of the EU Member States, the Government of the Kingdom of Cambodia, the Government of the Kingdom of Thailand, the UN Secretary-General, the UNESCO Director-General and the governments of the ASEAN Member States.
-

IV. L'AGENT DU ROYAUME DU CAMBODGE
AU GREFFIER DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Le 28 avril 2011.

Comme suite à mes communications du 20 avril 2011, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, aux fins de l'instance introduite ce jour par le Royaume du Cambodge, le domicile élu au siège de la Cour auquel devront m'être adressées toutes les communications relatives à l'affaire, conformément à l'article 40 du Règlement, est l'ambassade du Royaume du Cambodge auprès du Royaume des Pays-Bas, avenue de Tervuren 264 A, 1150 Bruxelles.

J'ai en outre l'honneur de certifier par la présente que l'ensemble des documents annexés à la requête sont conformes aux originaux.

L'agent du Royaume du Cambodge,
(Signé) HOR Namhong.

IV. THE AGENT OF THE KINGDOM OF CAMBODIA TO
THE REGISTRAR OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

[Translation]

28 April 2011.

Further to my communications of 20 April 2011, I have the honour to inform you that, for the purposes of the proceedings instituted that day by the Kingdom of Cambodia, my address for service at the seat of the Court, to which all communications concerning the case are to be sent pursuant to Article 40 of the Rules of Court, is the Embassy of the Kingdom of Cambodia for the Kingdom of the Netherlands, avenue de Tervuren 264 A, 1150 Brussels.

I also have the honour to certify hereby that all the documents annexed to the Application are true copies of the originals.

(Signed) HOR Namhong,
Agent of the Kingdom of Cambodia.

Annexes cartographiques¹

*(Documents présentés selon l'ordre de citation
dans la requête.)*

- Annexe 1.* Carte de l'annexe I, arrêt du 15 juin 1962.
Annexe 2. Agrandissement au 1/50000 de la carte de l'annexe I adoptée par la C.I.J. en 1962.
Annexe 3. Carte produite unilatéralement par la Thaïlande sous la cote L7017.
Annexe 4. Agrandissement de la carte unilatérale de la Thaïlande (cote L7017).
Annexe 5. Carte montrant la frontière reconnue par la C.I.J. en 1962, celle réclamée par la Thaïlande lors de l'arrêt de 1962 et celle indiquée sur la carte unilatérale produite par la Thaïlande.
Annexe 6. Carte montrant le périmètre de 4,6 km² réclamé par la Thaïlande sur la base de sa carte unilatérale.
Annexe 7. Carte présentant l'emplacement des incursions et incidents d'avril 2009.
Annexe 8. Carte présentant l'emplacement des incursions et incidents de février 2011.
Annexe 9. Carte présentant les impacts des incidents armés sur le temple lui-même.

¹ Les cartes des annexes 1 et 3 sont insérées dans une pochette placée à la fin de la présente publication. *[Note du Greffe.]*

Cartographic Annexes¹

(Documents are presented in the order in which they are referred to in the Application.)

[Translation]

Annex 1. Annex I map, Judgment of 15 June 1962.

Annex 2. 1: 50,000 enlargement of Annex I map adopted by ICJ in 1962.

Annex 3. Map produced unilaterally by Thailand, serial No. L7017.

Annex 4. Enlargement of Thailand's unilateral map (serial No. L7017).

Annex 5. Map showing the frontier recognized by the ICJ in 1962, that claimed by Thailand at the time of the 1962 Judgment, and that indicated on the unilateral map produced by Thailand.

Annex 6. Map showing the area of 4,6 km² claimed by Thailand on the basis of the frontier line on its unilateral map.

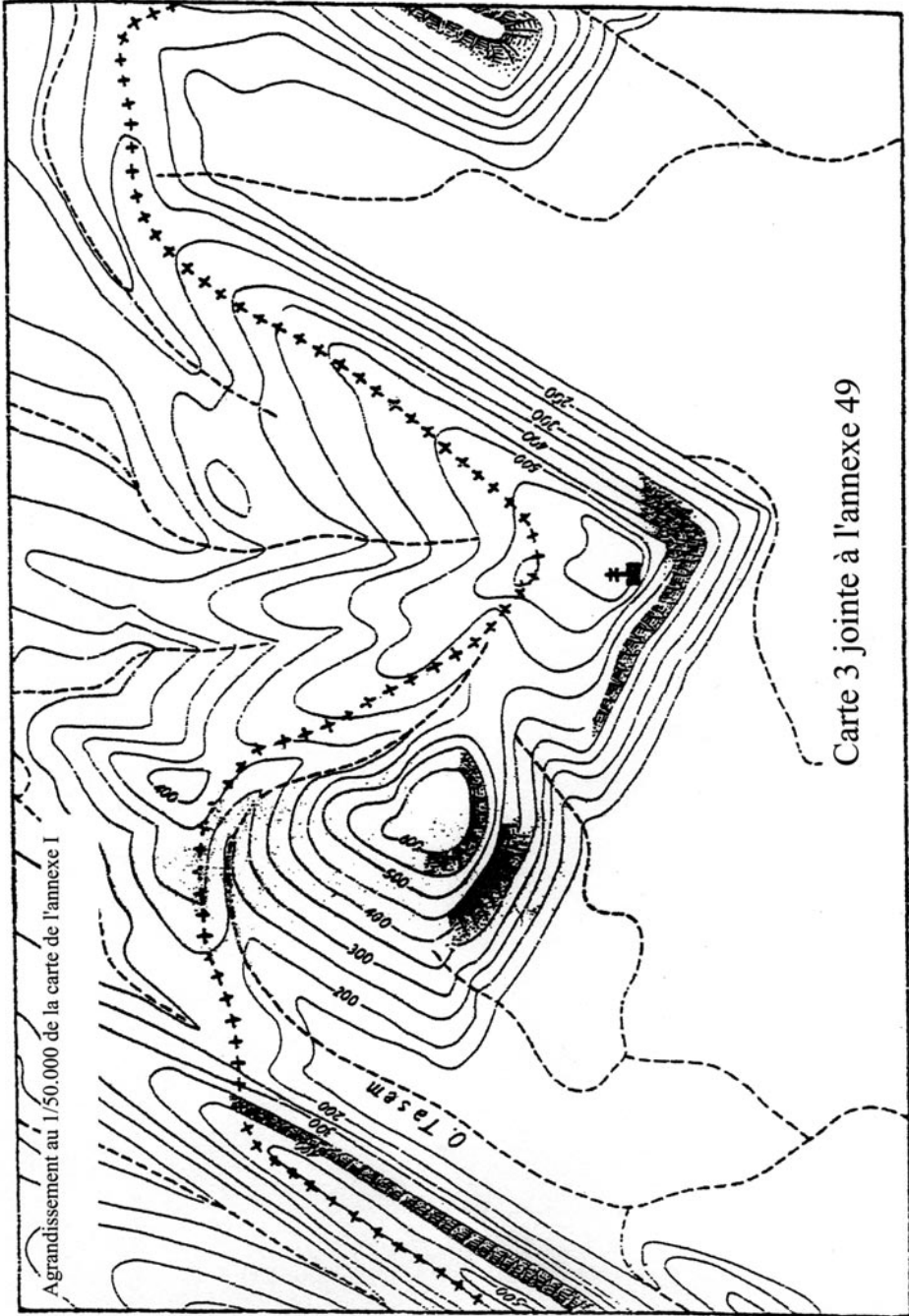
Annex 7. Map showing the locations of the incursions and incidents of April 2009.

Annex 8. Map showing the locations of the incursions and incidents of February 2011.

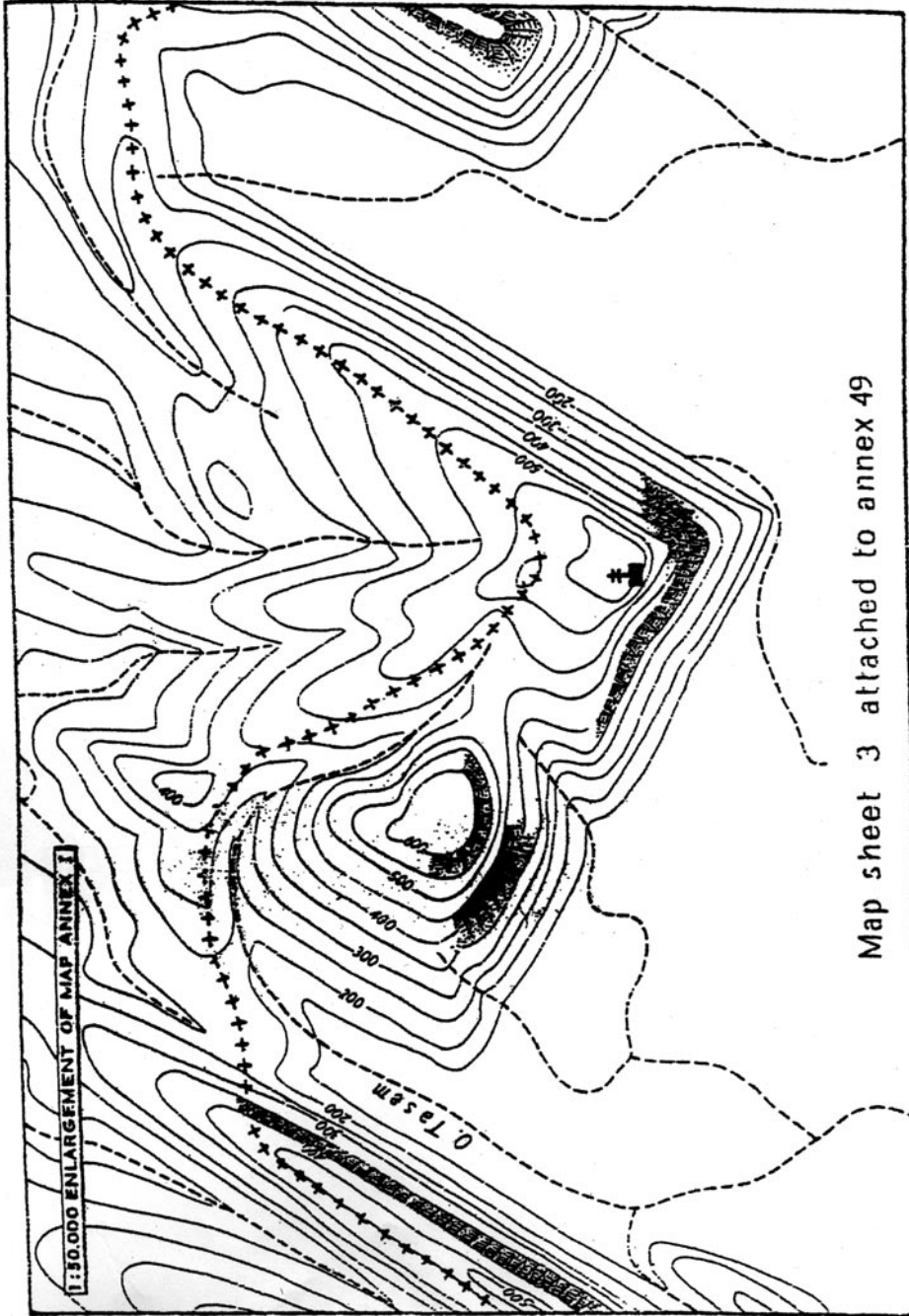
Annex 9. Map showing the impact of the armed incidents on the Temple of Preah Vihear.

¹ The maps of Annexes 1 and 3 are placed in a pocket at the end of the present publication. *[Note by the Registry.]*

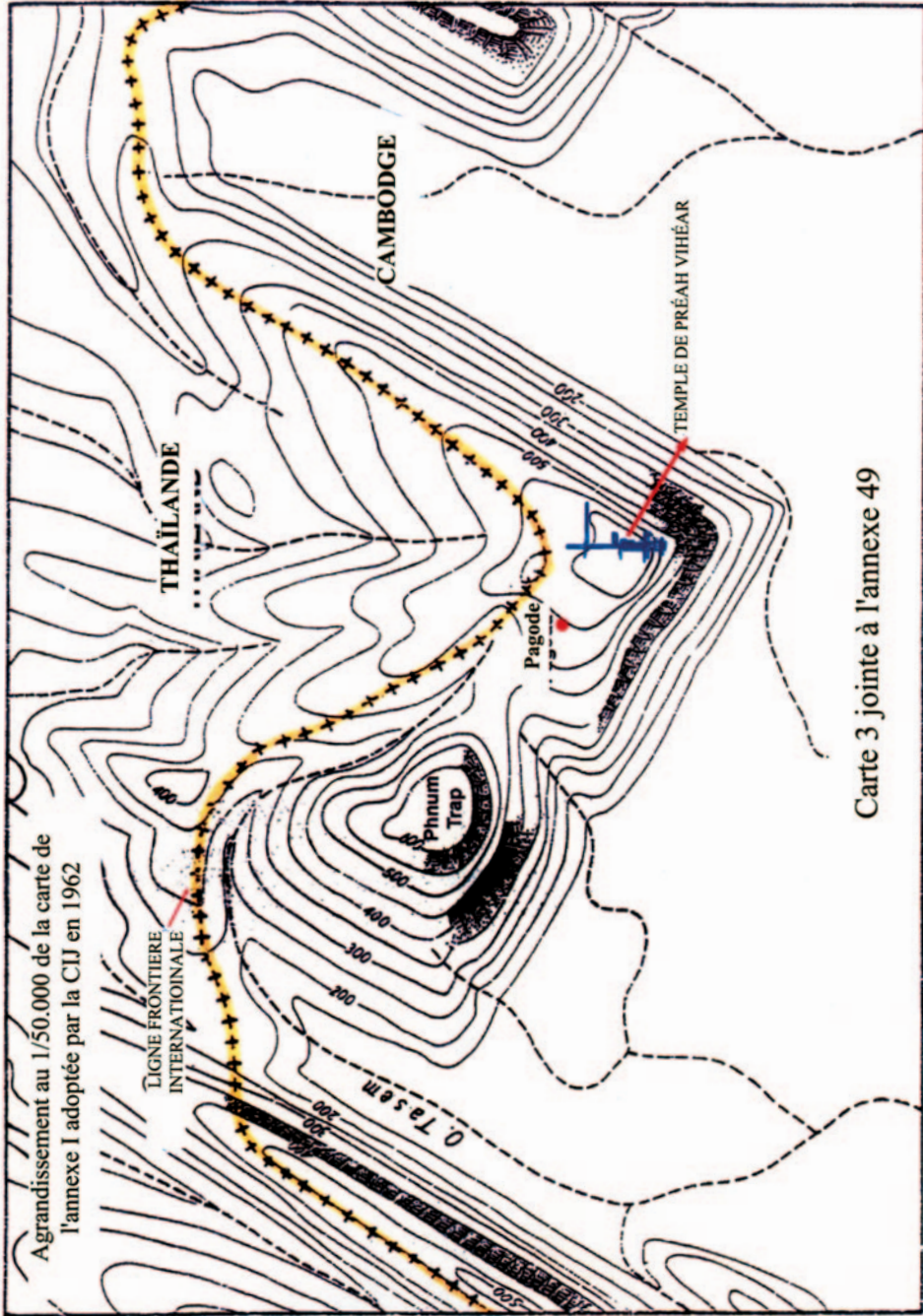
Annexe 2.
Agrandissement au 1/50.000 de la carte de l'annexe I adoptée par la CIJ en 1962.



Annex 2.
1 : 50,000 enlargement of Annex I map adopted by ICJ in 1962.



Annexe 2.
Agrandissement au 1/50 000 de la carte de l'annexe I adoptée par la CIJ en 1962.

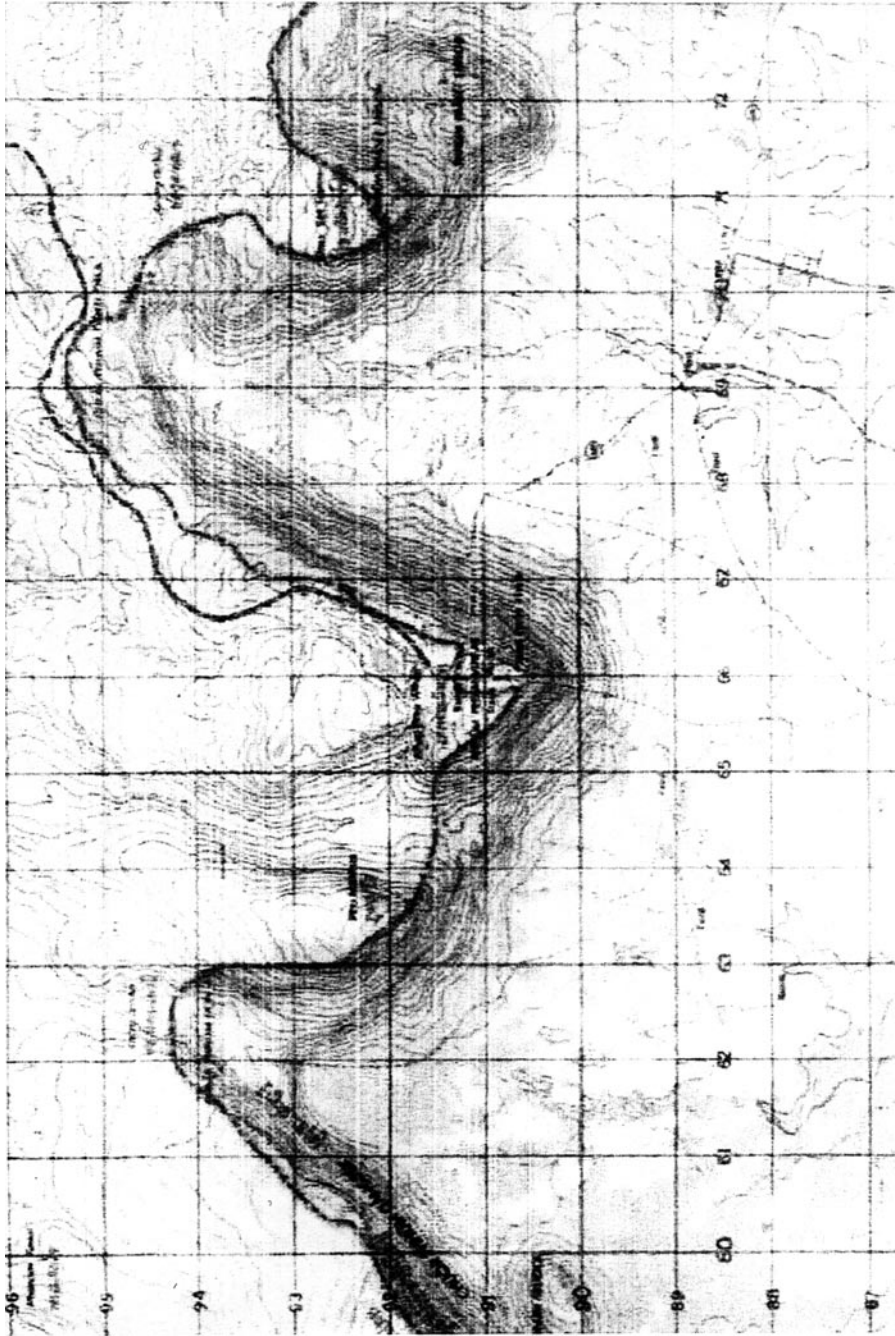


Carte 3 jointe à l'annexe 49

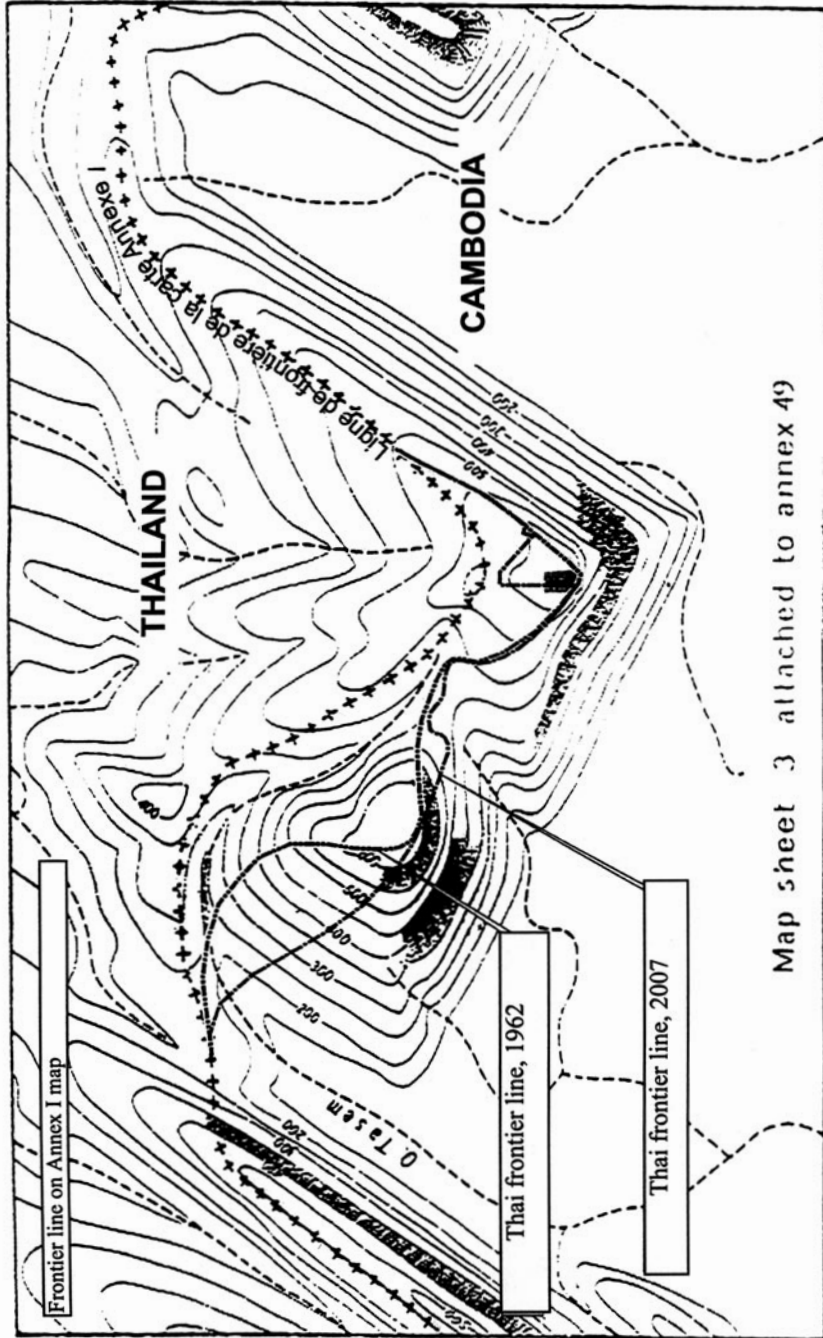
Annexe 4.
Agrandissement de la carte unilatérale de la Thaïlande (cote L7017).



Annex 4.
Enlargement of Thailand's unilateral map (serial No. L7017).

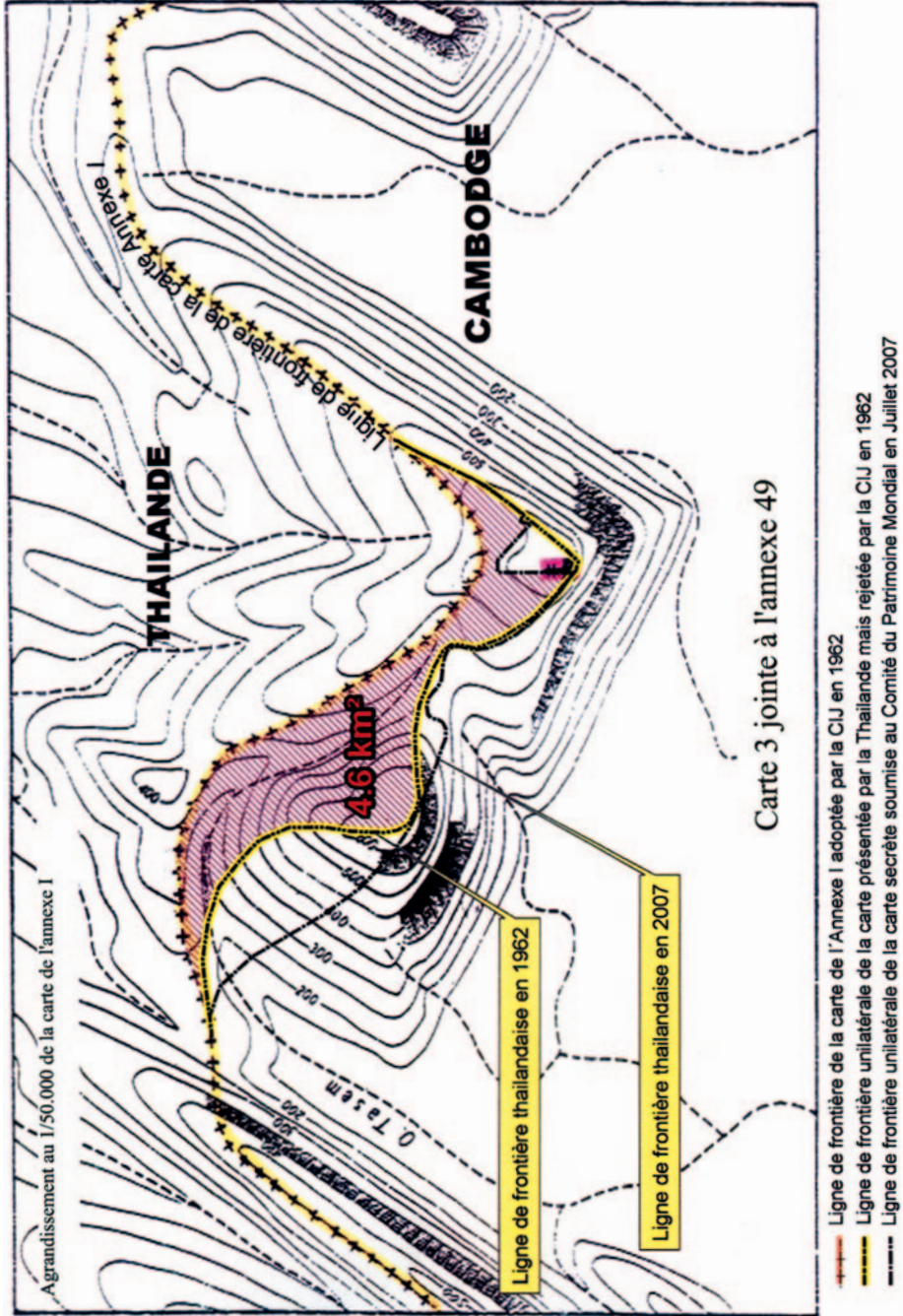


Annex 5.
Map showing the frontier recognized by the ICJ in 1962, that claimed by Thailand at the time of the 1962 Judgment, and that indicated on the unilateral map produced by Thailand.

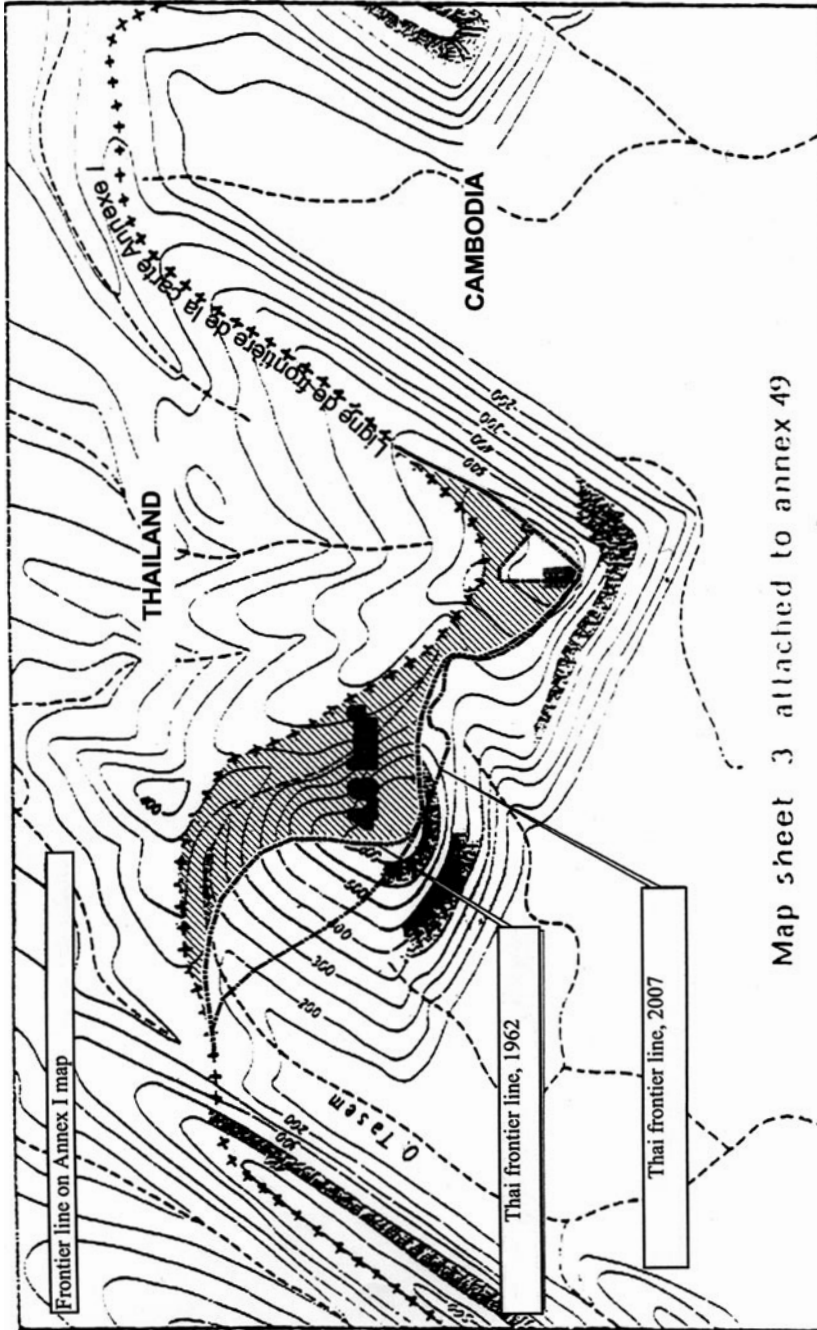


Frontier line on the Annex I map adopted by the Court in 1962
Unilateral frontier line on the map presented by Thailand but rejected by the ICJ in 1962
Unilateral frontier line on the secret map submitted to the World Heritage Committee in July 2007

Annexe 6.
Carte montrant le périmètre de 4,6 km² réclamé par la Thaïlande sur la base de sa carte unilatérale.

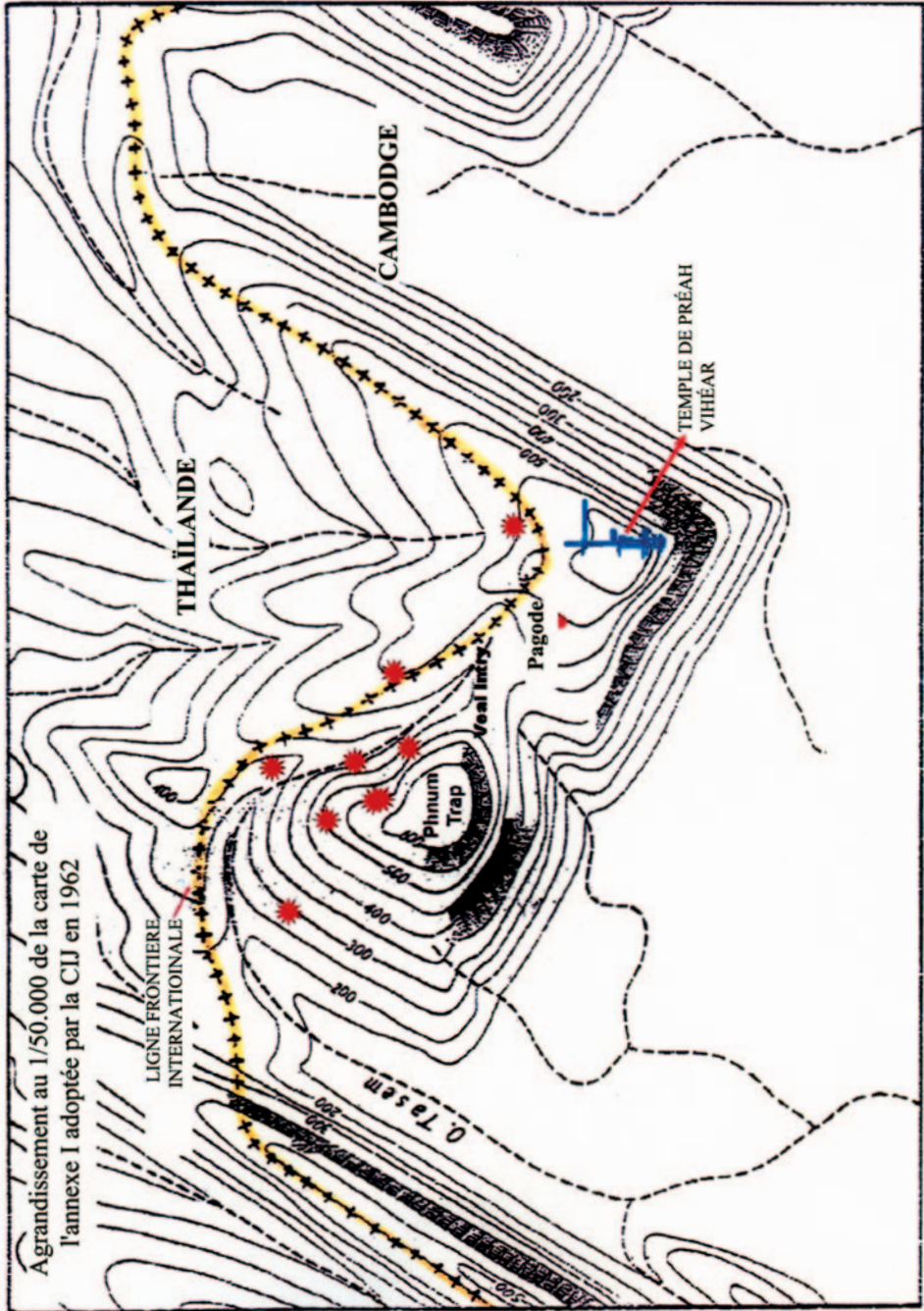


Annex 6.
Map showing the area of 4.6 km² claimed by Thailand on the basis of the frontier line on its unilateral map.

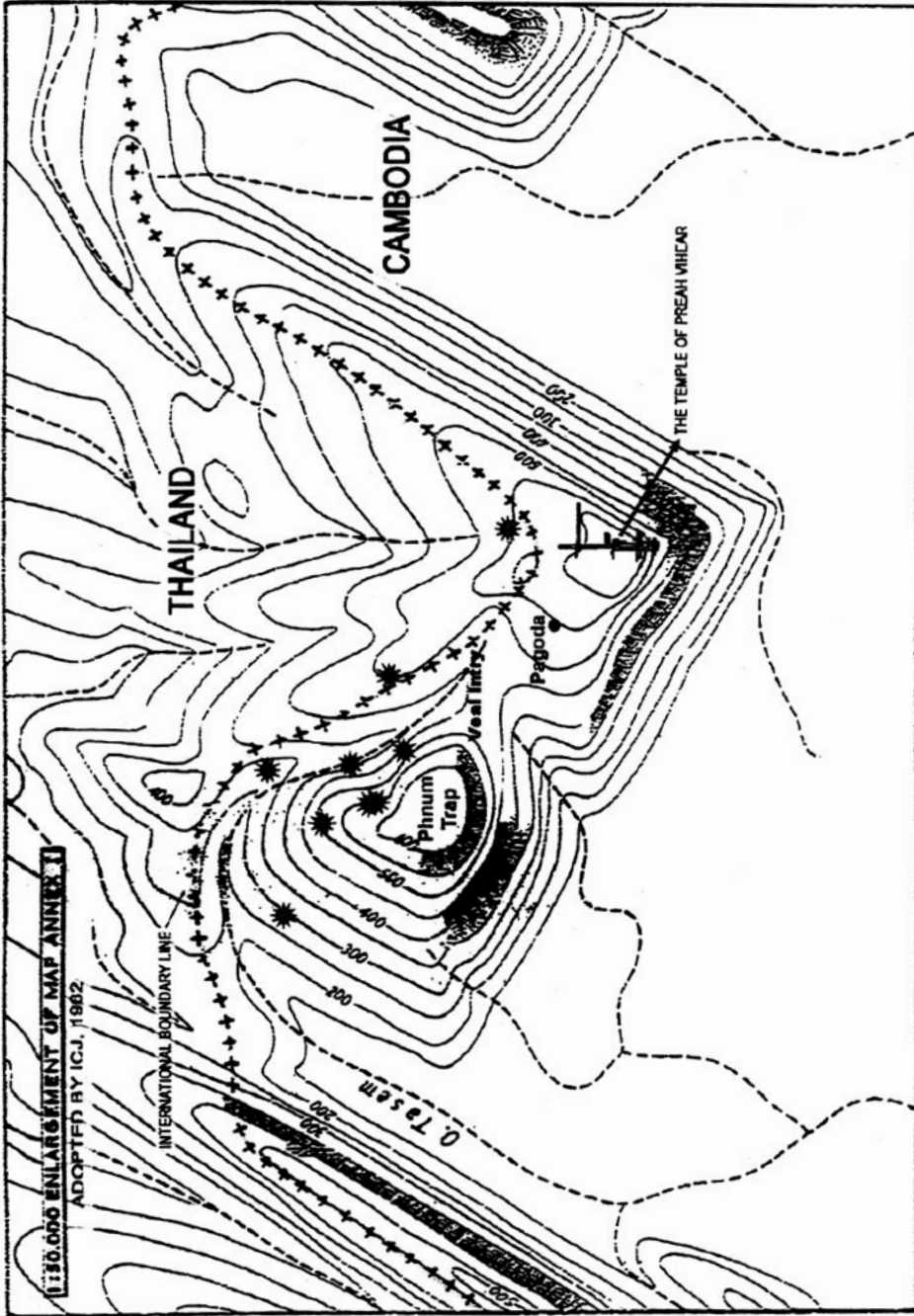


- - - - - Frontier line on the Annex I map adopted by the Court in 1962
- — — — — Unilateral frontier line on the map presented by Thailand but rejected by the ICJ in 1962
- - - - - Unilateral frontier line on the secret map submitted to the World Heritage Committee in July 2007

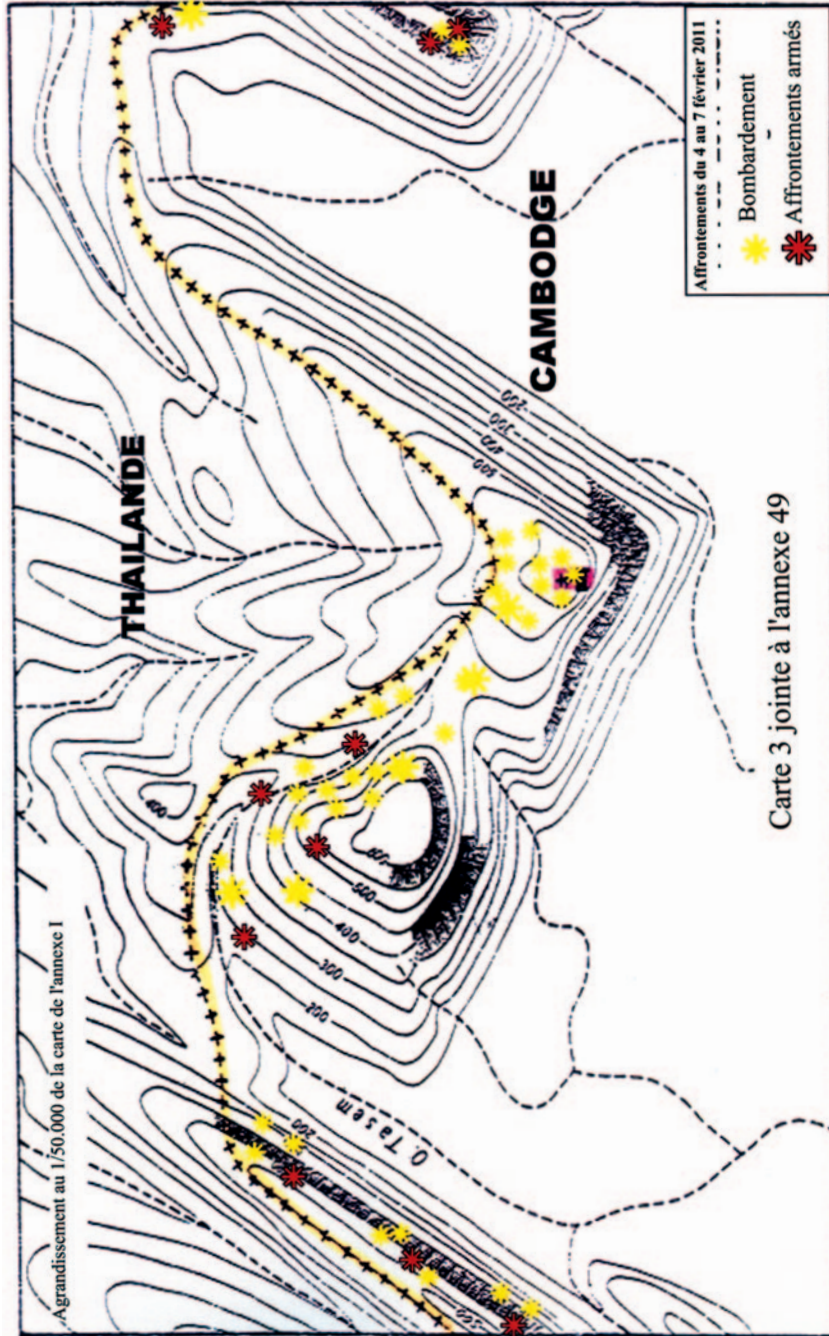
Annexe 7.
Carte présentant l'emplacement des incursions et incidents d'avril 2009.



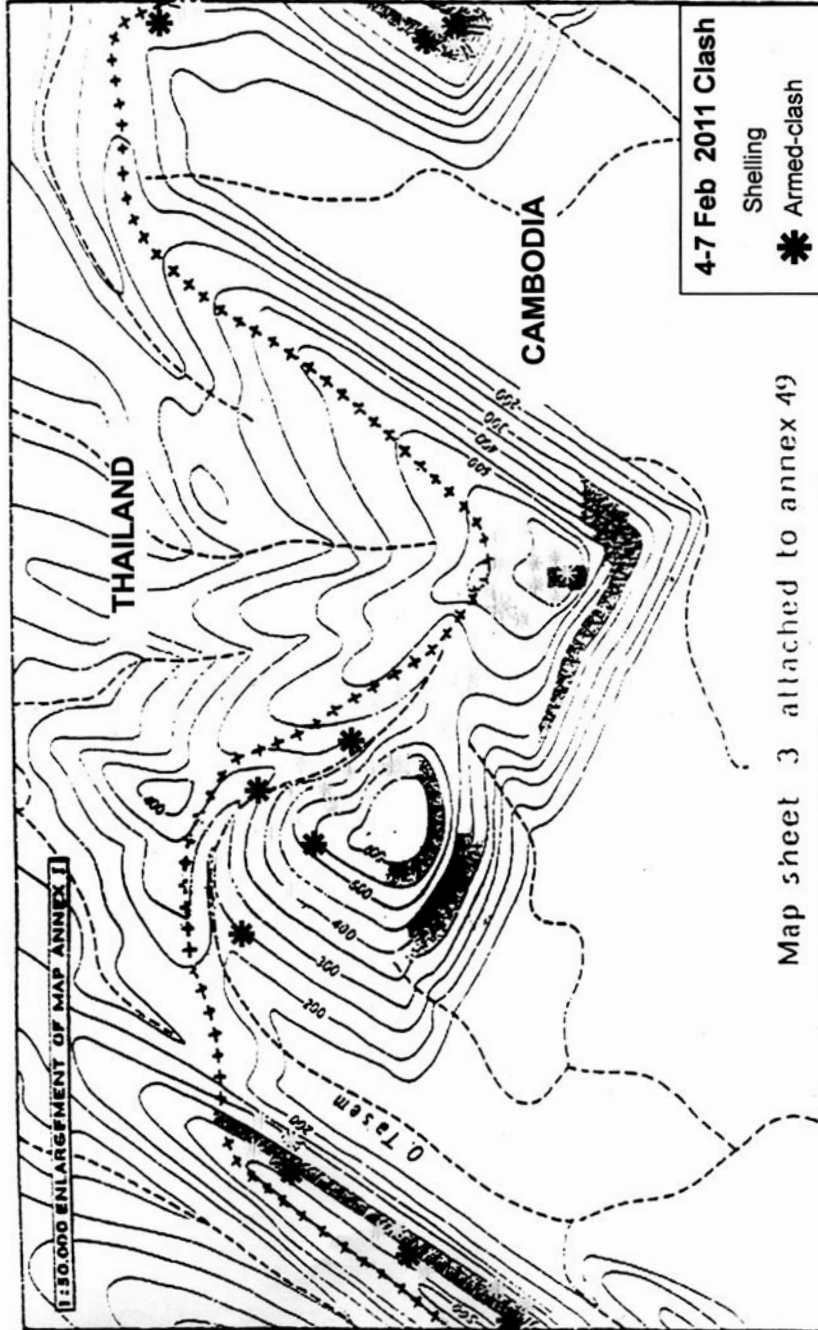
Annex 7.
Map showing the locations of the incursions and incidents of April 2009.



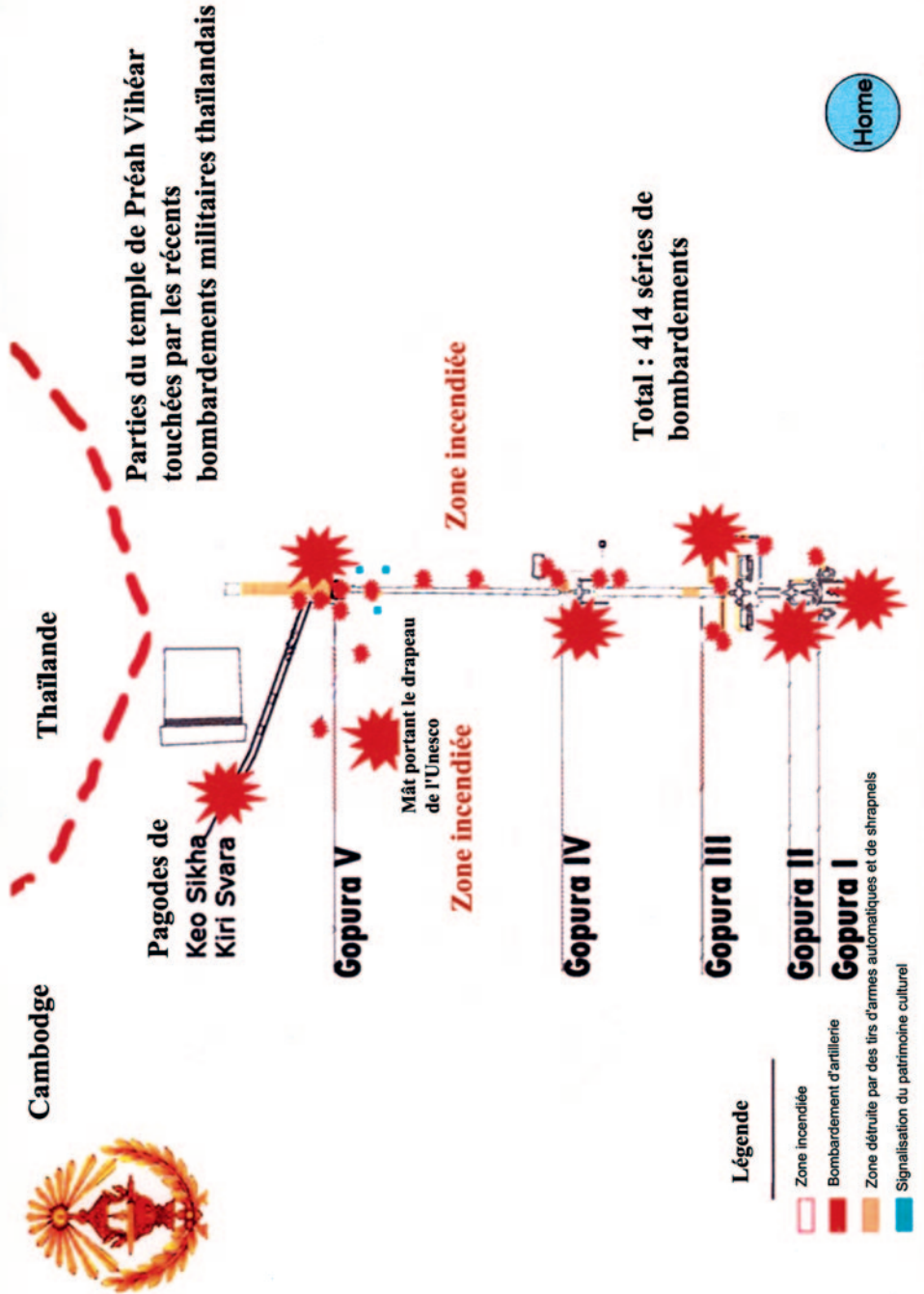
Annexe 8.
Carte présentant l'emplacement des incursions et incidents de février 2011.



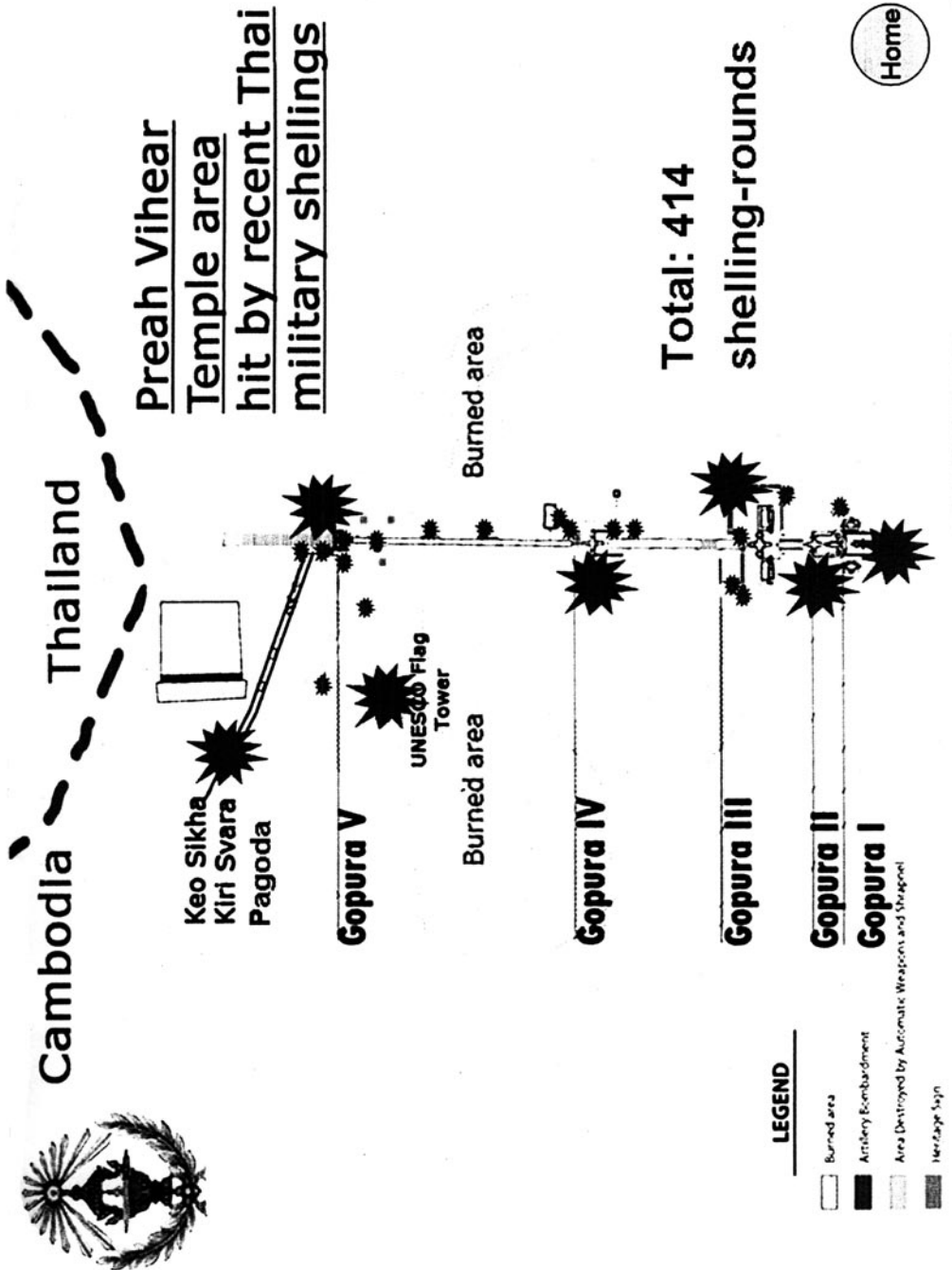
Annex 8.
Map showing the locations of the incursions and incidents of February 2011.



Annexe 9.
Carte présentant les impacts des incidents armés sur le temple lui-même.



Annex 9.
Map showing the impact of the armed incidents on the Temple of Preah Vihear.



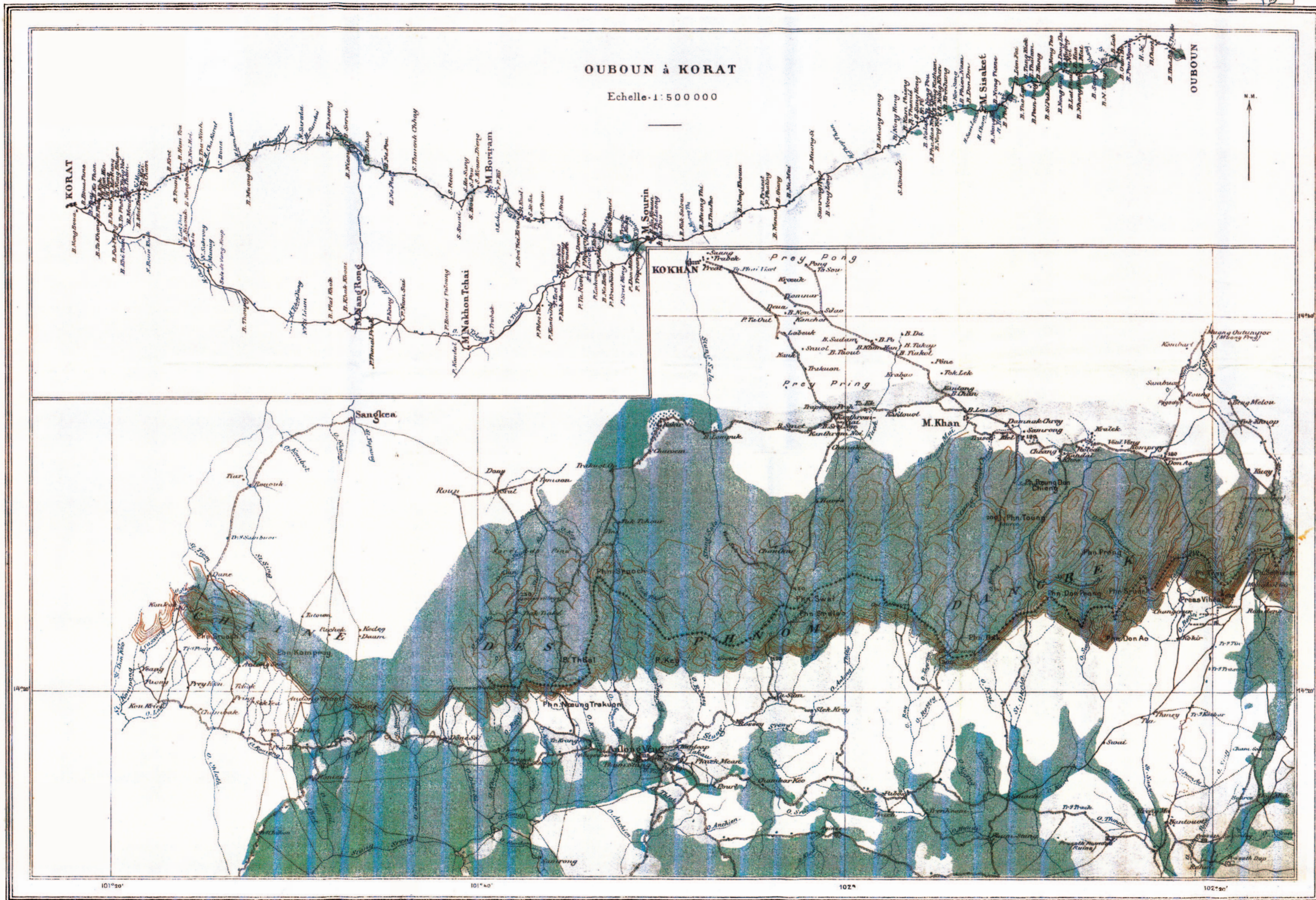
DANGREK

COMMISSION DE DÉLIMITATION ENTRE L'INDO-CHINE ET LE SIAM

Annexe N° 1



Les travaux sur le terrain ont été exécutés par:
le Capitaine KERLER, de l'Infanterie Coloniale
le Capitaine OUM, de la Légion Étrangère



H. BARRÈRE, Éditeur Géographe, 21 Rue de la Harpe, PARIS.

- | | | |
|----------------------------|-----------|-------------------------|
| Chef-lieu de province..... | AKHONG | Route charrettière..... |
| Lieu important..... | M Dansai | Sentier..... |
| Village..... | P. Na-Sai | Sentier difficile..... |
| | | Chemin non suivi..... |

l'Équidistante est de 50 mètres
Echelle = 1 : 200 000
Développement sinusoidal suivant le méridien 101° 40'

- | | |
|---------------------------------------|----------------------|
| Limite d'Etat..... | Rivière inondée..... |
| Rivière..... | Forêt..... |
| Riv. à sec une partie de l'année..... | Forêt clairière..... |
| Rivière non lavée..... | |

2

